



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

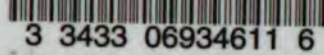
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



3 3433 06934611 6



Società
Historica
Cm. 1880
Dizionario

Société

Historique

Gen. B. B. B.

De la C. C.

1875



Società

Historiographi

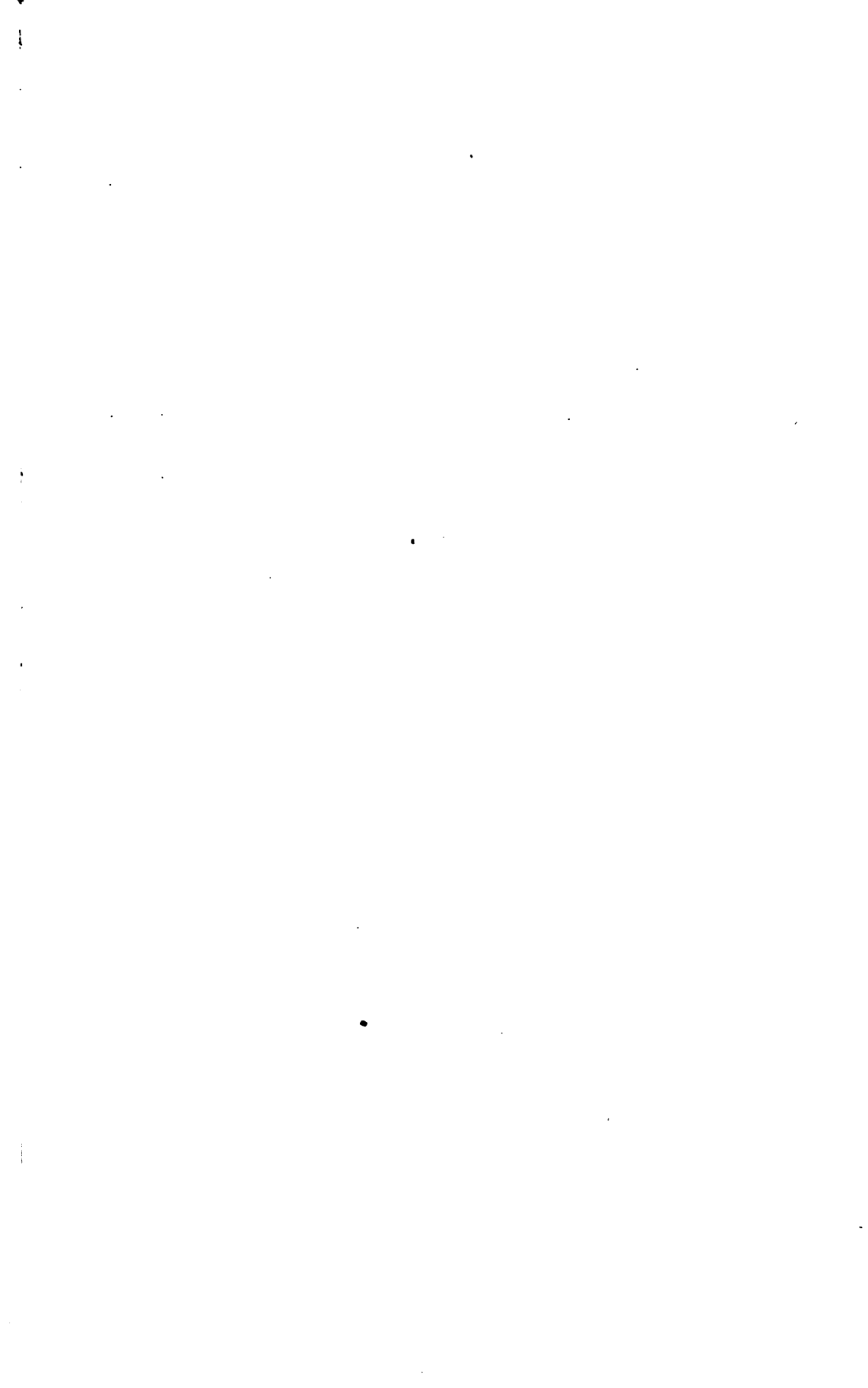
Geographi

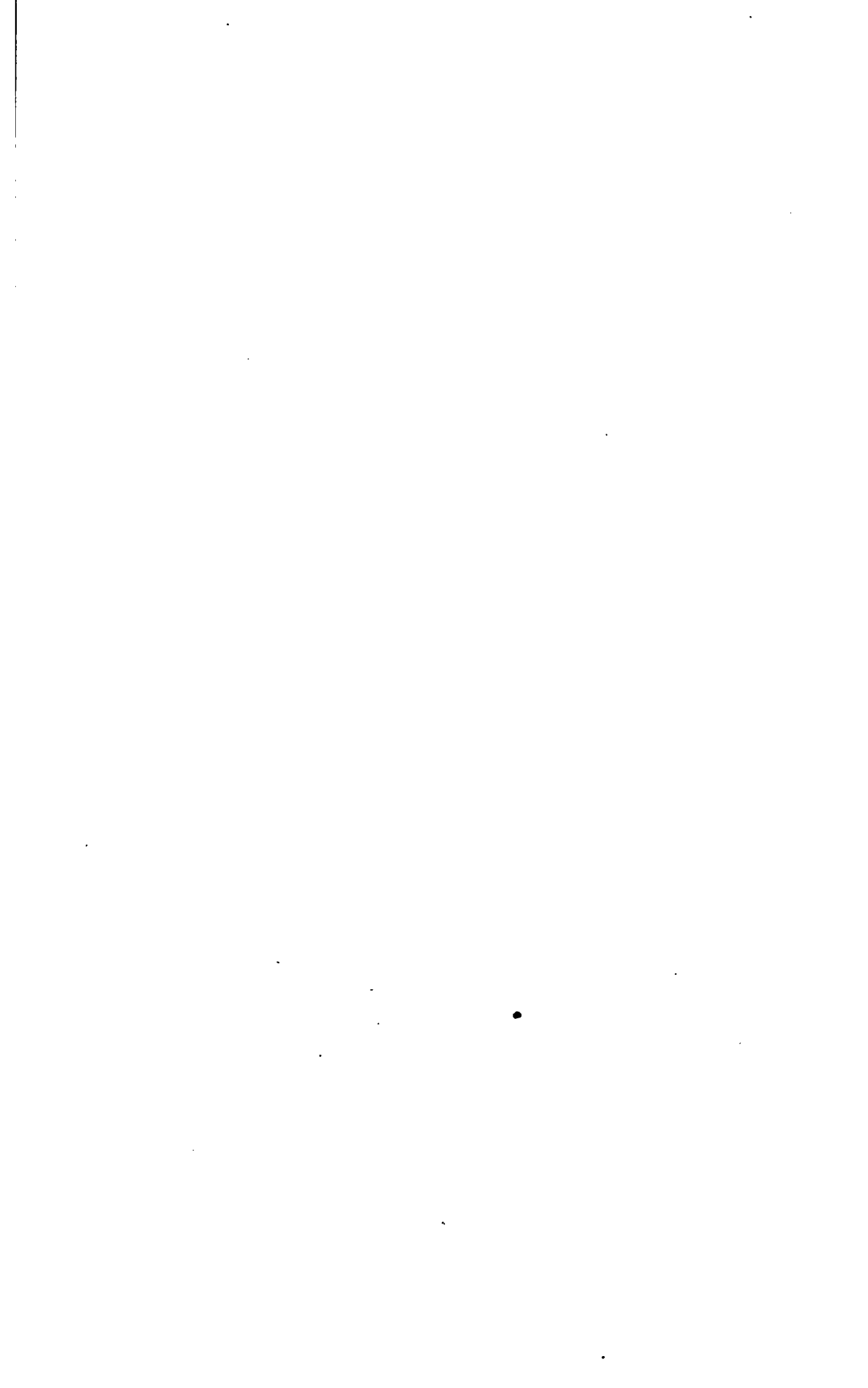
Physiologi



Société
Historique
Compagnie
D'exploration







BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE
DE COMPIÈGNE

TOME SEPTIÈME



COMPIÈGNE
IMPRIMERIE DE HENRY LEFEBVRE
31, RUE SOLFERINO, 31

1888

Société
DPV

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE
DE COMPIÈGNE

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE
DE COMPIÈGNE

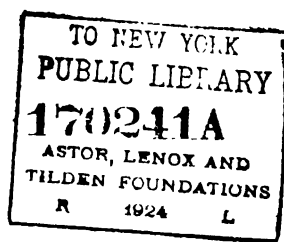
TOME SEPTIÈME



COMPIÈGNE
IMPRIMERIE DE HENRY LEFEBVRE
31, RUE SOLFERINO, 31

1888

HOWARD
HARRIS
LIBRARY



WNY 408
305
5000

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES DE 1883

(Présidence de M. Z. RENDU).

SÉANCE DU 18 JANVIER 1883.

M. de Marsy communique une lettre de M. Méresse élu président dans la dernière séance, et qui, s'appuyant sur des motifs de santé, s'excuse de ne pouvoir accepter les fonctions auxquelles ses confrères l'ont appelé pour la seconde fois et leur exprime sa reconnaissance des suffrages qui lui avaient été donnés.

MM. Rendu et de Marsy ajoutent qu'ils ont fait des démarches auprès de M. Méresse, mais qu'ils n'ont pu le faire revenir sur cette résolution.

La Société décide que l'élection d'un président sera mise, par suite, à l'ordre du jour de la séance de février.

Le secrétaire annonce la mort de M. le vicomte Edgar de Fromessent, membre titulaire, et dépose sur le bureau le manuscrit de l'histoire d'Avricourt, de M. le comte Balny d'Avricourt.

Nomination, comme membre correspondant, de M. Alexandre MICHAUX, à Soissons.

M. l'abbé Morel achève la lecture de son travail sur les seigneurs de Francières.

SÉANCE DU 15 FÉVRIER 1885.

La Société, invitée par M. le Ministre de l'Instruction publique à prendre part à la Réunion des Sociétés savantes à la Sorbonne, délègue MM. Z. Rendu, le docteur Lesguillons, Ad. Boitel de Dienval, Méresse, l'abbé Morel et de Marsy.

Admission, en qualité de membre titulaire, de M. le vicomte Louis DE BEAUSSIER, présenté par MM. de Marsy et G. de Beaussier.

Nomination, au scrutin, de M. Rendu, comme président, par suite de la non-acceptation de M. Méresse, et de M. l'abbé Gordière, comme vice-président.

M. l'abbé Gordière communique des notes rédigées autrefois par l'abbé Bourgeois et communiquées à M. Rohault de Fleury pour son travail sur les *Instruments de la Passion*. Ces notes sont surtout relatives à la relique du Saint-Suaire, conservée dans l'église de Saint-Corneille et dont on regrette aujourd'hui la perte.

M. de Marsy ajoute différents détails à la communication de M. l'abbé Gordière et signale l'existence de plusieurs gravures anciennes représentant le Saint-Suaire et la chasse dans laquelle il était renfermé.

M. de Lambertye donne communication, au nom de M. Demonchy, du rapport de la commission des finances, et, sur sa proposition, le compte du trésorier est approuvé.

M. de Marsy signale dans un catalogue de vente (1. un autographe du maréchal d'Humières, daté de Compiègne de 1649, et dans lequel on lit ce passage : « Les habitants ne veulent pas faire cause commune avec le parlement, ils n'ouvrent pas les lettres que celui-ci leur adresse ; les murailles à demi-ruinées ne leur permettraient pas d'ailleurs de se défendre. »

SÉANCE DU 15 MARS 1883.

Admission, en qualité de membre titulaire de M. Jules TROUBAT, bibliothécaire du Palais, présenté par MM. Mauprivez et de Marsy.

M. de Magnienville communique une note de M. de Marsy concernant certaines dispositions testamentaires et fondations faites par M. Isidore Berthe de Pommery, décédé le 19 décembre 1881. Après avoir retracé l'origine ancienne en Picardie de la famille de Pommery qui posséda la seigneurie de Caisnes, l'auteur rappelle qu'une partie notable de la bibliothèque du défunt est, grâce à la libéralité de son légataire, assurée désormais à la ville de Compiègne.

M. Méresse rappelle la découverte récente de la pierre tombale d'un Brouilly, seigneur de Caisnes, qui paraît établir que cette seigneurie appartient à cette famille avant de passer dans celle des Berthe de Pommery.

M. le Président lit une lettre de M. de Marsy appelant l'attention de ses confrères sur trois personnages compiégnois dont deux n'ont jusqu'ici pas été signalés : 1° Pierre de COMPIÈGNE, poète du XV^e siècle, auteur d'une ballade *signée*, conservée dans un des manuscrits de la Bibliothèque nationale, et indiquée par

(1) Par Eug. Charavay.

M. Vaillant, de Boulogne ; 2° François LAMBERT, fondateur de cloches compiégnais de la fin du XVII^e siècle, dont l'existence est révélée pour la première fois par M. Piette, (*La Thiérache*, 1880, p. 131) ; — 3° MAGUE de SAINT-AUBIN, poète et comédien, sur lequel M. Leveaux a publié, dans le *Bulletin* de la Société, une intéressante étude. Diverses indications tendraient à établir qu'il faut attribuer à Commaille de Saint-Aubin, certaines pièces considérées jnsqu'ici comme étant de Mague.

M. de Magnienville donne lecture de quelques documents inédits tirés des Archives de Bruxelles et des Archives nationales, notamment d'une lettre d'Henri II prescrivant des rassemblements de troupes à Compiègne, au mois d'août 1557, et d'un état estimatif des dommages causés par les troupes espagnoles dans plusieurs villages voisins de Compiègne, à l'époque du traité du Cateau-Cambrésis.

MM. de Labrunerie et Souhart présentent quelques observations au sujet d'un tableau de chasse d'Oudry, placé actuellement au palais de Fontainebleau et représentant un *bat-l'eau* en face du village de Jaux.

SÉANCE DU 19 AVRIL 1883.

Admission, comme membre titulaire, de M. Paul MOLLOT, à Choisy-au-Bac, présenté par MM. Sorel et Ad. Boitel de Dienval.

M. de Beaumini communique le plan d'un souterrain existant dans une partie du cimetière de Saint-Germain-lez-Compiègne, dont le revêtement intérieur paraît remonter au XIV^e ou au XV^e siècle.

M. Méresse rappelle à ce propos qu'on a trouvé au même endroit, il y a un an, des coffres en pierre ayant servi à des inhumations et qui n'ont malheureusement pu être conservés.

M. Ad. Boitel de Dienval présente deux grès taillés découverts dans les environs de la Follie, dont l'un semble destiné à servir de polissoir ; il offre, en outre, à la Société, un plan de l'arrondissement de Compiègne exécuté vers 1810, sous les auspices de M. Delmas, alors sous-préfet, et un plan de la forêt sous Louis XV, dressé par Mathis, géographe du Roi, dont le premier travail connu remonte à 1736.

M. Z. Rendu appelle de nouveau l'attention de la Société sur un projet mis depuis longtemps en avant, la copie et la reproduction du plan de Compiègne, de Chandellier.

La Société confie l'examen de cette question à la commission de publication, à laquelle sont adjoints MM. Rendu et Henry Lefebvre.

M. Méresse fait passer un exemplaire de la première édition

de la carte de la forêt de Compiègne exécutée par Bussa et publiée en 1772 sous les auspices de Pannetier d'Annel.

A cette occasion, il communique l'acte notarié par lequel A. Bussa, ingénieur du roi et dessinateur à Compiègne, acquit le 3 octobre 1779, moyennant 3,500 livres, la charge d'arpenteur royal en la maîtrise et forêt de Compiègne.

SÉANCE DU 17 MAI 1883.

M. de Marsy annonce qu'à la vente Charvet, figuraient deux sceaux relatifs à Compiègne : 1° un sceau ogival du treizième siècle portant le nom de Jean de Nivelles, moine de Compiègne ; 2° le sceau de la justice du Val-de-Grâce, dans la juridiction de Compiègne, après la suppression du titre abbatial de Saint-Corneille.

M. l'abbé Morel lit une notice biographique sur Dom Gillisson et une analyse de ses travaux. Il retrace, d'après les préfaces des différents chapitres de ses ouvrages, les nombreux mécomptes que valut au laborieux bénédictin sa mauvaise écriture, et les difficultés qu'il eut à vaincre de la part de ses supérieurs pour pouvoir continuer ses travaux.

SÉANCE DU 21 JUIN 1883.

M. de Marsy communique une circulaire relative à l'inventaire des statues historiques. Ces monuments ne sont qu'au nombre de deux dans l'arrondissement : la statue du sculpteur Sarrazin à Noyon et celle de Jeanne d'Arc, à Compiègne.

Il rend ensuite compte verbalement de l'excursion faite par la Société aux fouilles de Hermes, le 7 juin, ajoutant qu'après les divers travaux qui ont été publiés depuis quelques années sur les découvertes de M. l'abbé Hamard et l'article publié par M. Lefebvre Saint-Ogan, dans le *Progrès*, il croit inutile d'en donner un nouvel exposé.

M. Rendu offre au nom de M. Hamard, un vase en terre noire trouvé dans une des fouilles faites en présence de la Société.

Sur la proposition de M. Sorel et afin de manifester à M. l'abbé

Hamard l'intérêt qu'elle prend à ses importantes découvertes et de l'encourager à les poursuivre avec le même zèle, la Société lui vote une allocation de 100 francs et lui confère le titre de membre correspondant.

M. Rendu commence sous le titre d'*Architectes Compiégnois ou ayant travaillé à Compiègne*, un intéressante revue qu'il se propose de continuer à une des prochaines séances.

M. Souhart donne communication d'un traité passé en 1675, entre Chamboin, couvreur, à Compiègne et Colbert, pour l'entretien pendant neuf années des couvertures du palais de Compiègne. Cette pièce porte la signature de Perrault, intendant des bâtiments, bien connu par ses contes.

M. Ad. Boitel de Dierval signale les découvertes d'amphores, de vases en terre grossière, de fragments de miroirs et d'autres objets de l'époque romaine, faites tout récemment dans sa propriété de La Folle, près Pierrefonds.

Il donne ensuite des renseignements sur un plan de Compiègne peint sur un des panneaux de la galerie des Cerfs, au palais de Fontainebleau.

M. de Marsy présente l'analyse d'un règlement de police de Tracy, de 1760 (1).

SÉANCE DU 19 JUILLET 1883.

M. le président annonce la mort de MM. Edouard Fleury et Moreau, de Chauny, membres correspondants et se fait à cette occasion l'interprète des regrets de ses confrères.

M. l'abbé Morel, donne lecture d'une notice sur la maison d'Avène de Fontaine et de Roberval (2), fournissant des indications généalogiques qui s'étendent jusqu'à l'époque contemporaine.

M. le président entretient la Société de la reproduction du plan Chandellier et des informations prises à ce sujet par la commission.

SÉANCE DU 15 NOVEMBRE 1883.

Admission comme membre titulaire, de M. Henri Dubois, entrepreneur à Compiègne, présenté par MM. Dehesdin et de Marsy.

M. le président annonce la mort de M. Sabatier, à Pierrefonds,

(1) Ce travail a été imprimé dans la *Revue du Samedi*, numéro du 28 juillet 1883.

(2) Cette notice a été imprimée dans la *Picardie* de 1883 et tirée à part.

membre titulaire, et celle de MM. le docteur Alexis Moreau et le duc Lancia di Brolo, correspondants.

Parmi les ouvrages déposés sur le bureau, on remarque la monographie du château de Pau de notre confrère M. Lafolaye, offerte par le ministère des Beaux-Arts.

MM. Méresse et de Marsy rendent compte à la Société du Congrès archéologique de Caen auquel il ont assisté et rappellent que, parmi les récompenses décernées par le Congrès, figure une médaille d'argent attribuée à notre confrère, M. l'abbé Hamard, pour ses fouilles de Hermes.

M. de Marsy lit ensuite quelques fragments du récit d'une excursion faite par le Congrès dans l'île de Jersey (1).

MM. Méresse et de Marsy transmettent à la Société l'excellente impression qu'ils rapportent de l'accueil tout particulièrement sympathique qui leur a été fait dans le cours de ce voyage où ils représentaient la Société et prient leurs confrères de s'associer à leur gratitude, en conférant le titre de membre correspondant à MM. Eugène DE BEAUREPAIRE, secrétaire de la Société des antiquaires de Normandie; BERTOT, président de la Société littéraire à Bayeux et le colonel Ph. C. LE CORNU, président de la Société jersiaise d'histoire.

M. de Marsy communique, au nom de M. l'abbé Hamard, quelques renseignements sur les dernières fouilles de Hermes.

SÉANCE DU 20 DÉCEMBRE 1883.

M. le président annonce la mort de MM. Henri Martin, membre de l'Académie française et Charles Gomart, de Saint-Quentin, tous deux membres correspondants.

La Société, s'associant, sur la demande de la Société historique de Pontoise, à un vœu déjà formulé par diverses sociétés savantes en vue de la conservation des ruines romaines de Sanxay, dont la découverte est due au Père Camille de la Croix, décide qu'elle écrira à M. le ministre de l'instruction publique, afin d'en obtenir l'acquisition par l'Etat.

M. Méresse fait remarquer, à cette occasion, l'utilité qu'il y aurait à appeler l'attention de l'administration sur l'état d'abandon, dans lequel se trouvent le théâtre et le temple de Champ-lieu.

A la suite des élections pour le renouvellement partiel du bureau, sont nommés : Président, M. l'abbé Lecot ; vice-prési-

(1) Ce travail a été publié dans le *Bulletin Monumental* de 1883-1884 et tiré à part.

dent, M. du Lac ; trésorier, M. Dehesdin ; archiviste, M. Méresse ; membre de la Commission de publication, M. Rendu ; membre de la Commission des finances, M. Coudret.

M. de Magnienville présente, au nom de M. Larroque-Granger, qui veut bien l'offrir au Musée, une dalle provenant de la Congrégation de Compiègne et portant l'inscription suivante :

CI-GIT LA RÉVÉRENDE MÈRE MARIE CHARPENTIER RELIGIEUSE
PROFESSE DE CE MONASTÈRE DE LA CONGRÉGATION DE COMPIÈGNE,
LAQUELLE, APRÈS AVOIR DIGNEMENT REMPLI LA PLACE DE SUPÉ-
RIEURE 21 ANS, EST DÉCÉDÉE, COMBLÉE DE VERTUS ET DE MÉRITES,
LE 13 JANVIER 1731, AGÉE DE 82 ANS.

M. Rendu communique l'estampage d'une partie de la tombe de Marie de Maucicourt, dame de Francières, décédée en 1318 et inhumée à l'abbaye d'Ourscamp. Cette pierre a été dessinée en entier par Gaignières, et reproduite par M. Peigné-Delacourt, dans son *Histoire d'Ourscamp*. Le but de M. Rendu est surtout de montrer, par la comparaison des fragments du monument original avec le dessin, le degré de fidélité des dessins des portefeuilles de Gaignières.

M. Méresse présente le résultat de ses recherches sur la céramique locale usuelle. Il se demande quelle était la provenance des écuellies, des vases grossiers et même des carrelages qui se trouvaient, en grand nombre, dans notre ville au moyen âge. Rapprochant d'une manière ingénieuse les noms de *rue des Potiers* et de *rue du Four*, signalant la présence de terre à poterie dans plusieurs localités de la forêt et des environs, M. Méresse en conclut qu'il dut exister à Compiègne, dans tout le cours du moyen âge et même jusqu'au siècle dernier, des ateliers de potiers. Il fait passer sous les yeux de ses confrères un certain nombre d'écuellies recueillies dans des sépultures, soit dans l'église de Saint-Jacques et dans le cimetière qui l'avoisine, soit au lieu dit le Vermenton, ainsi que des carrelages représentant des sujets héraldiques et des dessins géométriques et parmi lesquels nous signalerons un cerf ayant une croix dans ses bois, qui semble avoir été exécuté pour le prieuré de La Croix-Saint-Ouen, ou pour quelque établissement placé sous le vocable de saint Hubert.

En terminant, M. Méresse montre un petit vase en terre d'un travail extrêmement délicat, remontant aux premières années du XVII^e siècle, et qui, bien que recueilli dans une sépulture compiénoise, paraît appartenir à l'art du Midi.

M. de Marsy lit au nom de M. l'abbé Sauvage, membre correspondant, une notice sur un roi d'Yvetot, propriétaire dans le bailliage de Senlis. Dans cette étude se trouve analysée la vie de Perot ou Pierre Chenu, d'abord capitaine de Péronne et, plus tard, devenu, par son mariage, roi d'Yvetot.

De tous les princes qui montèrent sur ce trône pacifique, Perot Chenu est, à coup sûr, celui qui en rappelle le mieux le type traditionnel. Bien qu'ayant eu l'honneur de figurer à l'entrée de Charles VIII à Paris, portant, comme le roi de France, la couronne en tête, il oubliait volontiers sa grandeur et on le

vit plus d'une fois, le verre en main, faisant raison à ses vassaux et buvant avec eux. Ce qui ne laissa pas que d'amener après sa mort certains embarras financiers dans sa succession.

M. l'abbé Gordière offre au musée un éperon en fer du quinzième siècle, remarquable par sa longueur extraordinaire.

M. de Marsy signale, dans le *Bulletin de la Société de l'Histoire de Paris*, une note de M. J. Havet, sur un obituaire de Saint-Jean-aux-Bois, conservé au British Muséum. Ce manuscrit d'une certaine importance pour notre histoire locale et que M. de Marsy espère pouvoir copier prochainement avait déjà été signalé par M. Marchegay, dans la *Bibliothèque de l'Ecole de Chartes*, il y a une vingtaine d'années.

COMPTE-RENDU

DES TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ

Pendant l'année 1884

PAR LE COMTE DE MARSY, SECRÉTAIRE.

Messieurs,

Appelé depuis quinze ans à faire passer sous vos yeux le tableau des différents actes qui constituent la vie de notre association, ce n'est pas sans une crainte légitime de fatiguer votre attention que je viens une fois de plus m'acquitter de cette tâche, et vous rappeler des faits qui sont encore présents à la mémoire d'un grand nombre d'entre vous. Mais j'espère que vous voudrez bien m'excuser, puisque j'exécute ainsi un des articles de notre règlement et me permettre de commencer cette revue sans autre préambule et de vous parler d'abord de l'emploi de nos séances.

Plusieurs communications nous ont été faites sur la topographie du vieux Compiègne. Nous citerons d'abord celle de M. Méresse sur les vestiges de l'ancienne porte de Pierrefonds mis au jour par des travaux de canalisation d'égout; une de M. Rendu, sur les piles de l'ancien pont de Compiègne, communication qui a provoqué quelques observations, dont, en l'absence de l'auteur, vous avez cru devoir remettre la discussion à la séance de ce jour; enfin,

vosre secrétaire, appelé à donner un texte explicatif à une fort belle planche de vosre confrère M. Lafolloye, destinée à la *Revue d'Architecture*, vous a communiqué cette notice, relative à la Porte-Chapelle. Si comme tout nous porte à l'espérer, la reproduction du plan de Chandellier peut être effectuée cette année, grâce aux soins persévérants de la commission à laquelle vous avez confié cette tâche, il est permis d'espérer que les études topographiques sur Compiègne deviendront de jour en jour plus nombreuses.

Les efforts combinés de ceux qui, fouillant le sol, y découvrent les restes des constructions et de ceux qui, dépouillant les anciens titres et particulièrement les registres si précieux des saisines, en reconstituent l'histoire foncière, nous font entrevoir le moment sûr, quoique encore lointain, où nous pourrions essayer, bien que sur une plus modeste échelle, des travaux de restitution analogues à ceux que Berty avait entrepris pour quelques quartiers du vieux Paris.

M. du Lac vous a signalé aussi à cet égard une source précieuse de documents que quelques-uns d'entre nous ont eu jadis entre les mains et croyaient perdus, les albums de l'architecte Robit, formant trois volumes de croquis sur Compiègne et qui font aujourd'hui partie de la si précieuse collection picarde de M. Victor de Beauvillé.

Ce qui touche le plus à la vie intime de nos pères a toujours un intérêt particulier et on aime à se reporter, grâce à des documents inédits, aux différentes époques qui nous ont précédés et dont les plus récentes sont parfois les moins connues. C'est ainsi que vous avez accueilli avec intérêt une lecture sur l'état médical de Compiègne depuis le xv^e siècle, dans laquelle vous avez pu voir qu'au xvii^e siècle, les personnes expertes dans l'art de guérir étaient aussi nombreuses dans notre ville qu'aujourd'hui, et en même temps M. l'abbé Morel vous montrait que les médecins, chirurgiens et sages-femmes ne manquaient pas non plus pour donner des soins aux habitants des campagnes. M. Aug. Dufour, de Cor-

beil, qui nous a déjà donné de curieux documents sur notre histoire, vous a envoyé quelques pièces relatives à l'industrie de la tannerie, qui prouvent combien elle avait perdu d'importance à la fin du xvii^e siècle. M. Méresse, dont le nom revient souvent sous ma plume, vous ne vous en plaignez jamais, vous a communiqué d'intéressantes pièces du xviii^e siècle, un projet pour le camp de Compiègne de 1769, avec des observations du duc de Choiseul, et plusieurs lettres relatives au Collège de Compiègne, lors de l'administration des Bénédictins. Enfin, une pierre tombale, présentée à l'une des dernières séances de 1883, m'a fourni l'occasion de vous entretenir du couvent de la Congrégation.

Depuis quelques années, vous avez entendu un certain nombre de communications relatives à l'état de l'instruction publique dans notre pays avant la Révolution. La question est à l'ordre du jour et, chaque année, de nouveaux matériaux sont apportés à cette enquête à laquelle ont pris part successivement M. Vattier, à Senlis ; M. Choron, à Soissons ; M. Darsy, à Amiens ; MM. Couard-Luys et Charvel à Beauvais. M. l'abbé Morel, mettant à profit les recherches de ses devanciers et les nouveaux documents qu'il lui avait été donné de réunir, vous a entretenus pendant plusieurs séances de l'instruction publique dans les anciens diocèses formant aujourd'hui le département de l'Oise. Vous aviez jugé ce travail assez important pour être présenté sous vos auspices à la Réunion des Sociétés savantes, mais des circonstances imprévues n'ont pas permis à son auteur de se rendre à Paris. Votre commission d'impression décidera, nous l'espérons, que le travail si intéressant de M. l'abbé Morel doit prendre place dans un des prochains volumes de vos publications.

Jean de Venette, le moine poète et chroniqueur, n'est plus un inconnu pour vous, depuis que M. l'abbé Lécot vous a résumé les données que peut fournir pour sa biographie la lecture de ses œuvres ; dans diverses séances, le savant ecclésiastique, qui était appelé à diriger vos travaux, vous avait fait connaître le poème

des Trois-Maries ; cette année, poursuivant son œuvre, il a entrepris d'analyser la chronique du continuateur de Guillaume de Nangis et a cherché surtout à faire ressortir les passages des récits de Jean de Venette qui concernent notre histoire locale ou qui font connaître les mœurs de nos ancêtres.

L'accueil si favorable que vous avez fait aux lectures de M. l'abbé Lécot nous fait espérer qu'il voudra bien achever cette étude si complète sur un des plus curieux historiens du xiv^e siècle.

Les communications et les recherches relatives aux environs, pour être d'une moins longue étendue que l'année dernière, n'en ont pas été moins importantes.

M. Mollet a placé sous vos yeux une belle fibule mérovingienne en bronze découverte dans sa propriété de Choisy et un émail ayant dû servir d'agraffe de chape.

M. l'abbé Hamard, dont vous êtes allé l'an dernier visiter les fouilles si remarquables à Hermes, a tenu à vous remercier des encouragements que vous lui aviez donnés, en vous faisant connaître la découverte d'une des sépultures les plus complètes qu'il lui ait été donné d'explorer, depuis qu'il a entrepris ses recherches.

M. Frédéric de Bernhardt qui, de Londres, suit toujours vos travaux avec intérêt et recherche toutes les occasions de vous être utile, vous a envoyé la description et le fac-simile de l'écriture d'un obituaire de Saint-Jean-aux-Bois, conservé au British Museum ;

Vous avez dû à M. l'abbé Masson un nouveau chapitre de l'histoire de Venette, une étude sur les biens que possédaient les dames du Val-de-Grâce de Paris.

La consécration de l'église de Jonquières en 1522 par Jean de Pleurs avait déjà été signalée en 1857, par M. Rendu, dans des éphémérides publiées dans le *Progrès de l'Oise* et qui renferment de précieux renseignements qui mériteraient d'être réunis de nouveau et sous une forme plus commode. Mais

M. l'abbé Morel a complété fort heureusement les premières indications données à ce sujet, en faisant une étude particulière de Jean de Pleurs, qui a joué un rôle important dans le diocèse de Beauvais, pendant une vacance du siège épiscopal.

C'est aussi à un changement d'évêque de Soissons que vous avez dû la communication que M. Méresse vous a faite d'un document établissant l'importance du temporel de l'évêché de Soissons en 1692, document curieux à plus d'un titre et notamment par les nombreux passages autographes de Daniel Huet, l'un des membres de l'Académie française, qui, promu à l'évêché de Coutances, faisait connaître la valeur des revenus de la mense épiscopale de Soissons.

Vous avez bien voulu m'autoriser à vous lire un fragment de la biographie que, en collaboration avec le vicomte de Grouchy, je rédige sur un personnage peu connu du règne de Louis XIV, Thomas de Grouchy, sieur de Robertot, acquéreur de la terre de Liancourt-Fosse, près de Roye, et aux difficultés qu'éprouva ce magistrat pour se mettre en possession du château de Liancourt, dont le marquis de Gouffier refusait de se dessaisir.

Thomas Rivié, sur lequel M. Tassin, qui prépare un travail sur Ressons, vous a demandé des renseignements, nous montre un exemple des changements que d'heureuses circonstances peuvent amener dans la vie d'un homme intelligent et actif. D'abord simple maréchal à Ressons, il réussit à se rendre utile à Louvois qui, passant dans ce village, apprécia ses qualités, son activité et le mit à même d'en devenir un jour le seigneur.

M. Tassin n'a pas fait en vain appel à vos lumières pour éclaircir quelques points obscurs de la biographie de Rivié, et plusieurs d'entre vous ont été heureux de lui fournir les renseignements qu'ils avaient été à même de recueillir.

C'est aussi à une demande de renseignements qui vous était adressée par M. Veyret, pour une étude sur Marines-en-Vexin, que vous avez dû l'obligeante

communication qu'il vous a faite d'une curieuse lettre, adressée au marquis de Gouy d'Arsy, donnant de piquants détails sur les émeutes suscitées à Noyon et à Ourscamp, au début de la Révolution, par les accaparements de blés.

Déjà, à plusieurs reprises, vous aviez appelé l'attention de l'administration municipale de Compiègne sur les difficultés qu'offraient les recherches dans les archives de notre ville. Une nouvelle démarche de votre président auprès de M. le Maire vous a donné l'assurance que des mesures seraient prochainement prises pour remédier à cet état de choses et que toutes facilités seraient données à ceux d'entre vous qui voudraient explorer ce précieux dépôt.

Laissez-moi encore vous rappeler une lettre de Beau cousin à un peintre de Noyon, Gourdin, renfermant des renseignements sur la décoration de la cathédrale de Noyon à la fin du siècle dernier et les détails biographiques sur Dom Gourdin, l'un des derniers membres de la savante congrégation bénédictine de Saint-Maur.

Chaque année la bibliothèque et le musée voient leurs collections s'accroître, grâce aux dons généreux de plusieurs de nos confrères.

A la demande de M. A. Vignon, dont vous n'avez pas oublié l'obligeante entremise lors de la donation faite à la bibliothèque par M. A. de Pommery, M. le prince Raymond de Broglie a bien voulu donner au Musée Vivenel une collection de fossiles des environs de Verberie, ainsi que plusieurs spécimens de l'époque préhistorique, recueillis par son parent M. Poullétier de Verneuil, membre de l'Académie des Sciences.

J'ai déjà eu l'occasion de vous entretenir de cette généreuse libéralité et j'en ai profité pour vous rappeler sommairement les travaux d'un savant qui appartient à l'une des plus anciennes familles de notre ville.

M. Mennechet de Barival, qui nous avait déjà donné l'an dernier un exemplaire de la belle publi-

cation des *Pastels de la Tour*, a chargé M. de Roucy de vous présenter en son nom une suite de portraits gravés du siècle dernier, qui tiendront une place honorable dans les porte-feuilles de gravures que possède notre bibliothèque.

M. Troubat vous a offert un certain nombre de brochures historiques, dont plusieurs portent des annotations de la main du célèbre critique Sainte-Beuve.

Enfin, je dois mentionner encore parmi les personnes dont nous avons reçu des dons MM. Demouy, Sorel, le comte Balny d'Avricourt, Dufлот, Eugène Lefebvre, etc.

Vous vous êtes associés au mouvement provoqué par la Société française d'Archéologie, pour la conservation des ruines romaines de Sanxay et vous avez contribué, par votre souscription, à l'acquisition par l'Etat de l'emplacement dont l'exploration par le Père de la Croix a produit de si heureux résultats. En même temps, vous avez répondu à l'appel que la Société des Antiquaires de France vous adressait pour provoquer une mesure législative ayant pour but d'assurer une protection plus efficace aux monuments antiques qui couvrent votre sol. Et, en agissant ainsi, vous n'avez pas dissimulé votre espérance de voir un jour les emplacements romains de la forêt de Compiègne, comme les restes de Champlieu, bénéficier de ces mesures conservatrices qu'il serait si utile de leur appliquer, mais qui peut-être viendront malheureusement à un moment où leur état de dégradation toujours croissant ne leur permettra plus d'en profiter.

La Réunion des délégués des Sociétés savantes à la Sorbonne, le Congrès archéologique de France tenu dans l'Ariège ont compté plusieurs de nos confrères parmi leurs membres ; d'autres répondant à l'invitation que leur adressait une association voisine de la nôtre, la Société historique de Pontoise, ont pris part aux excursions de Trie-le-Château et Gisors, de l'abbaye du Val et de l'Isle-Adam et vous ont présenté à cette occasion des rapports qui vous ont

fait regretter de n'avoir pu y assister en plus grand nombre.

Deux excursions organisées cette année ont obtenu un grand succès. Dans la première, plus de quarante membres profitant de l'autorisation qui nous avait été gracieusement accordée par Mgr le duc d'Aumale, ont pu examiner les admirables richesses artistiques du château de Chantilly ; dans la seconde nous avons visité La Ferté-Milon et cette vieille abbaye de Longpont, les ruines grandioses de son église et les collections si variées formées par M. le comte de Montesquiou, qui a bien voulu nous en faire les honneurs avec une amabilité dont vous conserverez le souvenir.

La mort fait chaque année des vides dans nos rangs, et c'est avec de nouveaux regrets que nous avons à vous rappeler les pertes que vous avez subies : M. Charlemagne Poulain, un enfant de Compiègne, qui avait si vaillamment contribué au développement de l'industrie et de l'influence française dans les Indes ; M. le docteur Colson, l'habile et savant chirurgien, le numismate distingué que le comité de Noyon s'honorait de voir à sa tête depuis sa fondation ; M. Mathon, de Beauvais, dont les riches collections sur le département étaient libéralement ouvertes à nos confrères et qui laisse d'importants travaux sur le Beauvaisis ; M. le docteur Douvillé, dont vous n'avez pas oublié l'assiduité à nos réunions et qui, en quittant il y a quelques mois Compiègne pour se fixer à Montdidier, vous était resté attaché comme correspondant ; M. Charles Gomart, le laborieux historien de Saint-Quentin et de Ham ; enfin M. Van den Peerboom, ministre d'Etat de Belgique, qui portait à Ypres, sa ville natale, un intérêt qui s'est manifesté, pendant sa vie, par de splendides publications dont il a enrichi notre bibliothèque, et, après sa mort, par des donations artistiques considérables.

A côté de ces deuils, nous avons à enregistrer les nouvelles recrues qui viennent combler les vides que créent parmi nous la mort ou le départ de nos con-

frères. Cette année, vous avez inscrit sur la liste de vos membres titulaires les noms de MM. Langlois, conseiller général, Dubois, receveur des finances, Bruand, inspecteur des forêts, Alexandre Duflot, et René de Songcons, et vous vous êtes associés à titre de correspondants M. l'abbé Le Double, secrétaire de l'évêché de Soissons, M. le docteur Garrigou, dont les explorations dans les grottes des Pyrénées ont donné de si fructueux résultats pour l'anthropologie et l'archéologie préhistorique et M. l'abbé Corneaux, l'historien et le curé de Longpont.

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES DE 1884

(Présidence de MM. l'abbé LÉCOT et J. DU LAC.)

SÉANCE DU 17 JANVIER 1884.

M. l'abbé Lecot, en prenant place au fauteuil, remercie ses confrères de l'honneur qu'ils viennent de lui faire, en l'appelant de nouveau à diriger leurs travaux et trace le programme des sujets qui lui paraissent pouvoir être utilement poursuivis pendant le cours de cette année.

En terminant, il adresse, au nom de la Société, des remerciements aux membres du bureau sortant et particulièrement à M. Z. Rendu son prédécesseur. Chacun des présidents a cherché à attacher son nom à une œuvre utile, celui de M. Rendu le sera à la reproduction si importante du plan de Chandellier.

M. de Marsy annonce la mort de M. Cottinet, notaire à Roye membre titulaire.

Un membre, rappelant les observations faites à diverses reprises sur les difficultés qu'offre actuellement, pour leur communication, la disposition des archives municipales de Compiègne, insiste pour que de nouvelles démarches soient faites à ce sujet auprès de l'administration municipale.

M. le Président promet d'aller voir M. le Maire et de chercher à obtenir un nouvel aménagement de ces richesses locales.

M. de Marsy donne lecture du compte rendu des travaux de la Société pendant l'année 1884.

M. de Lambertye présente, au nom de la commission des finances, un rapport sur le compte du trésorier. A la suite de ce rapport qui constate une excellente situation financière, la Société approuve ce compte et vote des remerciements à M. le Trésorier.

M. Mollot présente à la Société une plaque en émail trouvée à Choisy-au-Bac. Cette plaque qui a dû servir d'agraffe de chape, est décorée d'une figure royale entourée des symboles évangéliques ; le même membre communique également une très jolie fibule mérovingienne en bronze, décorée de verroteries.

M. Méresse donne lecture de l'original du projet préparé au ministère de la Guerre, pour l'envoi des troupes au camp de Compiègne, en 1769. Ce projet qui diffère en certains points des dispositions prises, et reproduites par M. de Juzancourt dans

son travail sur les camps de Compiègne, est accompagnée de notes qui paraissent de la main du duc de Choiseul, ministre de la Guerre.

A propos de la tombe donnée précédemment par M. Larroque-Granger, M. de Marsy lit une notice sur le couvent de la Congrégation.

SÉANCE DU 21 FÉVRIER 1884.

M. l'abbé Lécot, président, annonce qu'il a fait, de concert avec un de nos confrères, une démarche auprès de M. le Maire, au sujet des archives communales. M. Chovet lui a renouvelé les assurances de toute sa bonne volonté, quant à la communication des archives dans l'état actuel, et a promis, pour l'avenir, de faire prendre, après un examen par l'architecte, des mesures qui rendraient d'un accès facile les recherches dans cet important dépôt.

M. de Marsy dépose, au nom de M. Aug. Dufour, de Corbeil, un reçu de 400 livres donné par le duc de Mayenne, pour la construction de l'église des Capucins de Soissons.

Admission, comme membre titulaire, de M. René DE SONGEONS, présenté par MM. Dubloc et de Marsy.

M. de Marsy communique une note de M. Tassin, sous-bibliothécaire à Versailles, relative à Thomas Rivié, seigneur de Ressons et de Ricquebourg, et à sa famille. Il ajoute qu'il en a communiqué le contenu à M. Veyret, qui avait sollicité le concours de la Société à cet égard.

M. Méresse rappelle qu'une route de la forêt de Compiègne, porte le nom d'Etienne Rivié, grand maître des eaux et forêts d'Ile-de-France.

M. de Marsy donne lecture d'une lettre curieuse, quoique non signée, relative aux émeutes produites par les accaparements de blé, à Ourscamp. Cette lettre, datée de Compiègne, le 24 février 1792, est adressée au marquis de Gouy d'Arsy. Après le récit de l'expédition, l'auteur donne à M. de Gouy des conseils sur les dangers qu'offre pour sa sécurité le projet qu'il a de se rendre prochainement à Arsy.

Des remerciements sont adressés à M. Veyret, pour la communication de ce document destiné à prendre place dans une histoire de Marines qu'il achève en ce moment.

M. Méresse lit des extraits du *Journal d'un Curé de Pontoise*, relatifs au passage dans cette ville du corps des carabiniers, se rendant au camp de 1767.

M. l'abbé Morel commence la lecture d'un travail sur les

Grandes et les Petites Ecoles, dans les anciens diocèses de Beauvais, Noyon et Senlis.

M. le Président communique une lettre de M. Fr. de Bernhardt, renfermant un fac-simile de l'obituaire de Saint-Jean-aux-Bois, signalé précédemment.

SÉANCE DU 20 MARS 1884.

M. de Marsy annonce la mort de M. Mathon, de Beauvais, correspondant.

M. Troubat offre quinze opuscules historiques, qui proviennent de la bibliothèque de Sainte-Beuve, et dont plusieurs portent des notes de sa main.

M. le docteur DOUVILLÉ, ancien membre titulaire, est nommé correspondant.

M. du Lac annonce la rencontre qu'il vient de faire, dans la riche bibliothèque de M. Victor de Beauvillé, de trois volumes de dessins de l'architecte Robit, relatifs à Compiègne et aux environs.

M. de Marsy présente un résumé des renseignements qu'il a pu réunir sur les médecins, chirurgiens et apothicaires à Compiègne depuis le XV^e siècle (1).

M. l'abbé Morel communique, à ce propos, des détails sur les ressources médicales que rencontraient les habitants des campagnes, ressources au moins égales à celles que l'on trouve aujourd'hui.

M. l'abbé Masson analyse un certain nombre de baux faits par les abbés de Saint-Corneille et les dames du Val-de-Grâce, pour la ferme de Venette qui fut, jusqu'à la Révolution, la propriété de l'abbaye.

M. l'abbé Morel continue la lecture de son travail sur l'Instruction publique.

A la suite, M. Méresse donne lecture de deux lettres intéressantes adressées, en 1785, à Dom Le Breton, religieux de Saint-Corneille et fournissant quelques détails sur les professeurs qui se trouvaient alors au collège de Compiègne.

SÉANCE DU 24 AVRIL 1885.

M. le Secrétaire entretient la Société de la réunion des Sociétés savantes à la Sorbonne. M. l'abbé Morel, retenu par les obligations de son ministère, n'a pu lire son travail sur l'Instruction publique, envoyé sous le patronage de la Société. M. l'abbé Vattier a entretenu l'assemblée des écoles de Senlis et M. Couard-

(1) Publié en partie dans *La Peste à Compiègne*. (Picardie 1884).

Luys du collège des Capets de Noyon et des rétributions scolaires dans le district de Beauvais, à la veille de la Révolution.

M. Palustre écrit, au nom de la Société française d'Archéologie, pour solliciter le concours de la Société pour le rachat des ruines de Sanxay.

Une somme de cent francs est votée, en considération de l'importance qu'offre, au point de vue général, l'ensemble des découvertes de Sanxay.

Nomination, comme membre correspondant de M. l'abbé LE-DOUBLE, à Soissons, présenté par MM. Lécot et de Marsy.

Plusieurs membres mettent en avant la question de reconnaissance de la Société, comme établissement d'utilité publique.

M. le Secrétaire annonce qu'il s'est déjà occupé de cette question et qu'il sera avant tout nécessaire de procéder à une révision des statuts; cette révision sera, suivant les formalités prescrites, mise à l'ordre du jour d'une des prochaines séances.

M. l'abbé Lécot commence la lecture de la troisième partie de son étude sur Jean de Venette, contenant l'analyse de sa chronique.

SÉANCE DU 15 MAI 1884

M. Méresse signale la découverte des derniers vestiges de la Porte dite de Pierrefonds, mis à jour par les travaux de construction d'un égout dans la rue de Pierrefonds. Les bases des deux tours de l'entrée, les piles du pont-levis, la disposition des remparts ont pu être relevés sur un plan détaillé.

La Société exprime le désir que notre savant confrère achève ce travail intéressant et lui permette de le publier.

M. le Président annonce que Mgr le duc d'Aumale ayant bien voulu accorder l'autorisation qu'il avait sollicitée, au nom de la Société, de visiter le château de Chantilly, cette excursion a été fixée au 16 mai.

M. l'abbé Lécot donne ensuite lecture d'une partie de son travail sur Jean de Venette.

SÉANCE DU 19 JUIN 1884.

M. de Marsy présente le compte-rendu de l'excursion faite à Chantilly le 16 mai; il donne ensuite un résumé des travaux et des excursions du congrès archéologique tenu dans l'Ariège, et insiste tout particulièrement sur la visite faite à la grotte préhistorique de Lombrives, explorée par M. le docteur Garrigou.

Nomination, comme membre correspondant, de M. le docteur GARRIGOU, à Toulouse.

M. Eugène Lefebvre offre à la Société une cristallisation de carbonate de chaux trouvée à Venette, qui sera offerte au Musée.

M. l'abbé Morel continue la lecture de son travail sur l'état de l'enseignement dans les diocèses formant le département de l'Oise, avant 1789.

M. de Marsy donne lecture d'un travail sur la Porte-Chapelle, destiné à accompagner une planche dessinée par M. Lafolloye (1). Il émet l'opinion que l'architecte de la façade intérieure pourrait être, non Philibert Delorme, mais Jean Bullant.

M. Aug. Dufour, de Corbeil, envoie trois documents relatifs à l'industrie de la tannerie à Compiègne, au dix-septième siècle. L'un d'eux est une lettre adressée en 1664, à un conseiller au Châtelet, constatant qu'à cette époque la tannerie était en pleine décadence, car il n'y avait plus qu'un seul tanneur. Il n'en était pas de même en 1636, où l'office de vendeur de cuirs était cédé par Anne Duret, moyennant 2,200 livres.

SÉANCE DU 16 JUILLET 1884.

M. le président annonce la mort de M. Charlemagne Poulain, membre titulaire, et rend hommage à la mémoire de notre concitoyen, qui a contribué pendant près de trente années au développement de l'influence française dans les Indes (2).

Admission, en qualité de membre titulaire, de MM. Anatole LANGLOIS, conseiller général, présenté par MM. l'abbé Morel et de Marsy; BRUAND, inspecteur des forêts, présenté par MM. de Roucy et Saugnier, et Alexandre DUFLOT, professeur de dessin, présenté par MM. de Marsy et Lécot.

M. de Marsy donne lecture du compte-rendu de l'excursion faite, par la Société, le 10 juillet, à la Ferté Milon et à Longpont, et exprime le vœu que des remerciements soient adressés à M. le comte de Montesquiou, qui a bien voulu nous faire les honneurs de l'abbaye, restaurée par lui avec un soin si délicat.

Nomination en qualité de membre correspondant, de M. l'abbé CORNEAUX, curé de Corcy et Longpont.

M. Méresse rend compte d'une excursion faite par la Société historique de Pontoise à Trie-le-Château et à Gisors, excursion à laquelle le bureau de la Société du Vexin avait convié nos confrères.

M. l'abbé Morel achève la lecture de son travail sur l'ins-truction publique.

(1) Publiée dans la *Revue d'Architecture*, de César Daly, 1884.

(2) M. Méresse a, dans le discours lu en 1885 à la réunion des Anciens Elèves du Collège de Compiègne, retracé la vie de M. Poulain.

M. de Marsy annonce que M. le prince Raymond de Broglie, héritier de M. de Verneuil, a bien voulu offrir au Musée Vivenel, sur la demande de notre confrère M. Vignon, une collection de fossiles et d'échantillons de l'époque préhistorique, recueillis par M. de Verneuil, dans les environs de Pont-Sainte-Maxence. Après avoir donné un rapide aperçu de l'importance de ces collections, M. de Marsy retrace brièvement la vie du savant membre de l'Académie des Sciences, qui appartenait à une des plus anciennes familles compiégnoises, celle des Poullétier.

SÉANCE DU 20 NOVEMBRE 1884.

M. de Marsy annonce la mort de MM. le docteur Douvillé et Van den Peereboom, membres correspondants.

M. Mennechet de Barival offre, par l'entremise de M. A. de Roucy, un portefeuille renfermant des gravures du dix-huitième siècle, portraits et reproductions de médailles

M. Demouy, de Roye, offre un jeton d'argent de la chambre des notaires de Montdidier et un autre du Comité des notaires du département.

La Société des Antiquaires de France, par l'organe de son président, demande à la Société historique de vouloir bien s'associer au vœu qu'elle forme afin d'obtenir une réforme de la législation des monuments historiques.

La Société, mise à même de constater plus d'une fois, par des exemples pris dans les environs, combien les monuments antiques découverts sur notre sol, sont exposés à être détruits sans qu'il soit possible de trouver les moyens de les protéger utilement, s'associe au vœu proposé par la société des Antiquaires de France et le formule en ces termes.

« La Société historique de Compiègne, reconnaissant que les
« dispositions prises jusqu'à présent pour la préservation des
« monuments de l'antiquité, particulièrement dans l'Afrique
« française, sont restées inefficaces, parce qu'elles manquaient
« d'une sanction légale, émet le vœu que le gouvernement
« prenne auprès du Parlement l'initiative d'un projet de loi des-
« tiné à assurer la protection des monuments anciens dans
« toute l'étendue du territoire national et des possessions fran-
« çaises. » (1)

M. l'abbé Hamard annonce la découverte faite par lui le 1^{er}

(1) Un projet de loi consacrant en partie ce principe a été voté en première lecture, par la Chambre des Députés, dans la séance du 26 juin 1885.

août d'une sépulture renfermant des vases, des armes, et un certain nombre d'objets intéressants, avec une monnaie de Gratien, qui permet d'en fixer approximativement la date.

La Société entend un rapport de la Commission chargée de la reproduction du plan Chandellier.

M. l'abbé Morel donne lecture d'un travail sur la consécration de l'église de Jonquières, faite le 27 juillet 1522, par Jean de Pleurs, religieux franciscain, évêque in partibus de Russion, de la Thrace. Ce prélat fit, cette année-là, la dédicace de beaucoup d'églises et d'autels dans le diocèse de Beauvais, pendant la vacance du siège et il eut même des difficultés à cet égard avec les vicaires capitulaires. D'après le nécrologe de Collinances Jean de Pleurs serait mort le 10 novembre 1531. M. Z. Rendu, rappelle qu'il a publié en 1857, dans ses *Éphémérides* (13 sept.) l'acte de consécration de l'autel de Jonquières, mais en considérant à tort comme évêque de Riom, Jean de Pleurs que M. l'abbé Morel a été assez heureux pour identifier.

M. de Marsy donne lecture d'une lettre du noyonnais Beau cousin, datée du 18 mai 1761 et adressée à son compatriote Gourdin, peintre à Noyon, qui était alors chargé de faire des travaux décoratifs à la cathédrale de Noyon et notamment de peindre la Gloire. Beau cousin donne de nombreux renseignements sur les effets employés dans la peinture de la Gloire de la Chapelle de la Vierge à Saint-Roch et des conseils esthétiques qui ne sont pas sans valeur. Il termine sa lettre par des détails curieux sur le fils du peintre Dom Gourdin, qui venait de faire profession à Jumièges.

MM. de Marsy et de Méresse rendent compte d'une fort intéressante excursion faite récemment par la Société historique de Pontoise, à l'abbaye du Val, au château de Stors et à L'Isle-Adam, excursion à laquelle ils ont pris part avec plus de 70 membres de cette association.

SÉANCE DU 18 DÉCEMBRE 1884.

M. le comte Balny d'Avricourt offre à la Société deux volumes sur le Tonkin, de MM. Gautier et Barbou, renfermant des détails biographiques sur son frère Adrien Balny, né à Noyon, massacré avec Fr. Garnier et qui fut l'un des principaux acteurs de la première conquête du Tonkin.

M. de Marsy dépose une proposition d'addition aux statuts signée de six membres; cette demande ne pourra être discutée et mise aux voix que dans la prochaine séance.

La Société procède au scrutin, au renouvellement du bureau. Sont élus pour 1885 : président, M. du Lac ; vice-président, M. R. Souhart ; secrétaire, M. de Marsy ; secrétaire-adjoint, M. R.

de Magnienville; trésorier, M. Dehesdin; archiviste, M. Méresse; membre de la Commission de publication, M. Sorel; de la Commission des finances, M. Coudret.

M. de Marsy dépose les premiers exemplaires brochés du tome sixième du *Bulletin* de la Société.

Le même membre signale dans la *Romania* (t. XIII, n° 50 et 51) une étude de M. Morf, sur la date, le caractère et l'origine du pèlerinage de Charlemagne, travail qui contient de nombreux détails sur la fondation de l'abbaye de N. D. de Compiègne, par Charles-le-Chauve, et sur les séjours des premiers carolingiens dans notre pays.

M. Z. Rendu adresse une note sur les piles de l'ancien pont de Compiègne et manifeste son intention de faire un travail sur ce monument, lié si intimement à l'histoire de notre ville.

Cette communication provoque quelques explications de M. Méresse et lui donne l'occasion de fournir des renseignements sur l'état des fondations du pont et de son corps-de-garde, il y a quelques années.

M. de Marsy communique un fragment de l'étude biographique qu'il rédige, avec M. le vicomte de Grouchy, sur Thomas de Robertot, conseiller au parlement de Metz et l'un des principaux agents de Mazarin (1). Ce chapitre a trait à l'acquisition du château de Liancourt-Fosse, près Roye, faite en 1658, par Robertot et au siège qu'il eut à y soutenir en 1663 contre le précédent propriétaire, le marquis de Crèvecœur.

M. Méresse analyse un état du temporel de l'évêché de Soissons, dressé en 1692, par Quinquet, économiste, à l'époque où Daniel Huet, qui n'avait pas pris possession de ce siège et allait occuper celui d'Avranches, se préparait à faire connaître à son successeur Brulart de Sillery la situation financière de son évêché.

(1) Publié dans le *Messenger des Sciences historiques de Belgique*, 1883-1885, sous le titre de : *Un administrateur au temps de Louis XIV.*

LE CHATEAU DE MONTATAIRE

PAR M. LE COMTE DE MARSY, MEMBRE TITULAIRE.

A deux reprises différentes, en 1874 et en 1876, la Société historique a visité le château de Montataire, où elle a été reçue avec la plus gracieuse courtoisie et dont nous avons pu étudier les souvenirs historiques si intéressants, les collections artistiques réunies avec le goût le plus judicieux; toutefois, nous nous retirions en émettant un regret, celui de ne trouver sur Montataire que des notes incomplètes de Graves, de Woillez et de M. Elie Petit, celui surtout de ne pas voir mettre au jour les documents précieux que renfermait la tour des archives.

Cette lacune n'existe plus aujourd'hui et notre confrère, M. le baron de Condé, vient de répondre au vœu que nous avons émis, en publiant l'*Histoire d'un vieux Château de France*, dont il a bien voulu nous offrir un exemplaire (1).

La *Monographie du Château de Montataire* nous arrive sous la forme d'un beau volume grand in-8°, de près de cinq cents pages, sorti des presses de Motteroz et illustré d'un certain nombre de gravures sur bois (2).

Dans l'introduction, M. de Condé nous raconte comment, assistant, il y a une quarantaine d'années, à l'inauguration du chemin de fer du Nord, son attention fut attirée par la pittoresque silhouette de ce

(1) *Histoire d'un vieux château de France. Monographie du château de Montataire par le baron de Condé. Paris, librairie de la Société Bibliographique, 1883, in-8°, 384 pages et gravures sur bois.*

(2) Nous devons à l'obligeance de M. de Condé la communication des deux dessins des sépultures romaines et de la cheminée de la chambre du Roi qui accompagnent ce compte-rendu. La vue générale que nous y joignons fait partie des gravures préparées pour les travaux de M. Peigné-Delacourt.



LA GROTTE AUX SARCOPHAGES
Dans le Parc de Montataire.



vieux manoir, qui dominait la vallée. Montataire était alors excessivement délabré, d'un entretien jugé impossible, et destiné, disait-on, à disparaître, comme l'avaient fait successivement les châteaux de Creil, de Laversine et de Verneuil.

Peu d'années après, ce qui semblait irréalisable était exécuté et M. de Condé, devenu propriétaire du château de Montataire en entreprenait la restauration; c'est en quelque sorte pour couronner son œuvre, qu'il nous en donne maintenant l'histoire.

Les premiers chapitres sont consacrés à l'étude du sol et à un certain nombre de découvertes des époques gallo-romaine et franque. Nous signalerons surtout les sépultures mises au jour, dans le tuff des carrières, et dont les sarcophages de pierre ont été conservés avec soin et réunis dans une de ces *creuttes* si nombreuses encore dans les environs de Saint-Leu-d'Esserent et qui continuent à servir de demeure à un certain nombre d'habitants du pays. Parmi ces tombes, les unes remontent à l'époque romaine, les autres appartiennent à l'époque franque et, parmi ces dernières, figure un sarcophage d'enfant dont la paroi inférieure porte une croix percée à jour. Ce petit monument a déjà été signalé et nous ne ferons que le mentionner, sans oser nous arrêter à l'examen des diverses opinions qui ont été émises à son sujet.

Le chapitre suivant est consacré à la villa que les Mérovingiens auraient eue à Montataire et il renferme, à ce propos, une intéressante dissertation sur les maisons royales des bords de l'Oise, dont la Société historique a eu la primeur. Un passage des *Annales Bertiniennes* rappelle qu'en 879, une assemblée royale a eu lieu *ubi Thara Isaram influit*, et la présence d'une mairie royale paraît confirmer l'existence à Montataire d'un domaine de la couronne.

Nous sommes forcés de passer rapidement sur le chapitre relatif au prieuré de Saint-Léonard, pour arriver aux premiers seigneurs de Montataire, Hugues, comte de Clermont, et ses héritiers, qui conservèrent ce domaine jusqu'à la fin du treizième et

au quatorzième siècle, non en ligne masculine, mais par les seigneurs de la Tournelle, dont l'un, Rogues, épousa à la fin du xii^e siècle, Mathilde, fille de Renaud II de Clermont.

Les d'Houdencourt et les d'Erquinvillers le possédèrent ensuite et il passa en 1466 entre les mains d'Arnaulton de Madaillan, dans la famille dequel il se conserva jusqu'à la fin du xvi^e siècle et dont un membre le racheta, peu d'années après une première aliénation.

Les derniers propriétaires, avant M. de Condé ne l'eurent que pendant peu de temps ; ce furent Germain Billard, avocat au Parlement, son gendre Louis de Chauvelin, intendant de Franche-Comté, Pierre Roland, Geoffrin, Moreau, et enfin, les Lorbehaye qui l'avaient acheté en 1756 et dont le dernier ne s'en dessaisit qu'après 1830.

Pendant près de trois siècles, de 1466 à 1756, Montataire fut, sauf une courte interruption, possédé par la famille de Madaillan. Qu'étaient-ce que ces Madaillan et comment ces gentilshommes gascons furent-ils amenés à se fixer sur les bords de l'Oise ? C'est ce que M. de Condé cherche à expliquer par le mariage du premier d'entre eux qui se soit établi en Picardie, Arnaulton, avec Cécile de Puech, Pulch, ou Pulchs, fille sans doute de Jean Puch, capitaine du château de Creil à la même époque.

Nous ne suivrons pas l'histoire de cette famille qui possédait la seigneurie de Lesparre et eut d'illustres alliances et nous nous bornerons à rappeler le souvenir de quelques-uns d'entre eux : Louis de Madaillan (1557-1576), marié à Marguerite de Fay-Chateaurouge ; son fils Jean (1576-1626), qui joua un rôle important pendant la Ligue, et figura parmi les gentilshommes protestants qui suivirent la fortune d'Henri IV. Jean épousa Judith de Chauvigny, qui apporta dans sa famille la seigneurie de Lassay érigée plus tard en marquisat et qui servit à désigner quelques-uns de ses descendants. Isaac de Madaillan est cité par Tallemant des Réaux, à l'occasion de la



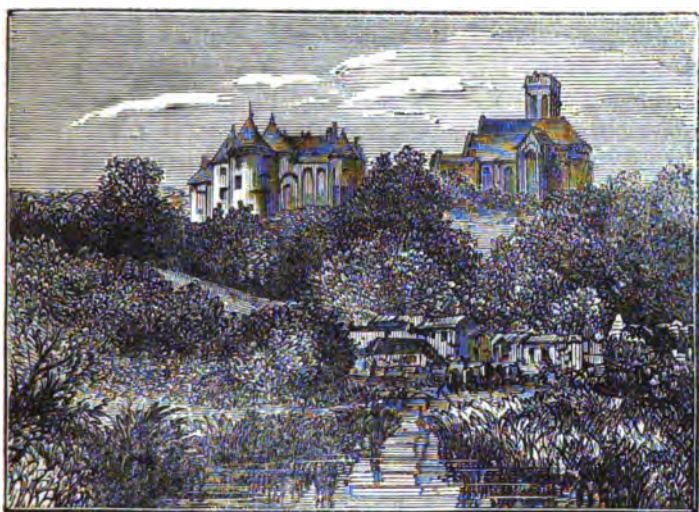
LA CHAMBRE DU ROI
Au Château de Montataire.

THE NEW YORK
PUBLIC LIBRARY
ASTOR LENOX
TILDEN FOUNDATION

disgrâce qu'il encourut de la part de Louis XIII, lors de l'invasion de la Picardie en 1636.

Mais ceux dont le nom est le plus connu furent Louis de Madaillan-Lesparre, qualifié de marquis de Montataire, qui servit sous Condé et se maria deux fois et son fils Armand.

La première marquise de Montataire (Suzanne de Sainte-Croix) fit partie du groupe des « précieuses » et son portrait tracé par sa belle-sœur, figure dans



la « Galerie de Mademoiselle de Montpensier » ; la seconde était Louise-Marie-Thérèse de Rabutin, fille du comte de Bussy, nièce à la mode de Bretagne et filleule de Madame de Sévigné, qui la cite souvent dans sa correspondance.

De sa première union, Louis de Madaillan eut un fils Armand, marquis de Lassay, qui se rendit célèbre par ses mariages, ses procès et ses aventures galantes. Mais, ici, il nous faut forcément renvoyer le lecteur aux pages si intéressantes dans lesquelles M. de Condé retrace la biographie de ce singulier personnage ; disons seulement que, parmi ses trois

femmes, figurèrent la belle Maria Pajot, fille d'un apothicaire et qui avait été à la veille de devenir duchesse de Lorraine, et Julie de Bourbon, fille naturelle de M. le Prince fils du Grand Condé, qui le quitta le lendemain de ses noces.

Rappelons encore que Massillon fit plusieurs séjours à Montataire et y composa, dit-on, le Petit-Carême.

Un premier château féodal fut élevé à Montataire au commencement du XII^e siècle par Renaud II de Clermont, mais il n'en subsiste aujourd'hui que peu de chose ; on retrouve cependant, dans la partie basse de l'édifice actuel, quelques chapiteaux sculptés de style roman (p. 132, fig.). Mais, à la suite des guerres des Anglais au XIV^e et XV^e siècle, cette construction avait subi de telles dégradations qu'il n'en restait en quelque sorte que des ruines lorsqu'en 1468, Arnauton de Madaillan en fit l'acquisition. Aussi son premier soin fut-il de le faire reconstruire ; c'est l'édifice que nous voyons aujourd'hui. Toutefois, ainsi que l'établit M. de Condé, en s'appuyant sur le témoignage de Lassus qui l'examina avec le plus grand soin, les fondations ont été utilisées, ainsi que quelques parties de l'ancienne construction.

Plusieurs gravures nous représentent le château sous ses différents aspects et reproduisent soit quelques détails des fortifications qui l'entourent (p. 154, restes de l'enceinte, p. 157 l'échauguette d'une grande élégance,) soit l'intérieur de certaines pièces (p. 335, la cheminée de Barbet ; p. 306, la chambre du roi ; etc.), mais nous aurions aimé à trouver un plan du château parmi les planches qui illustrent cette monographie.

Pourquoi l'auteur ne nous a-t-il pas donné non plus une vue de cet oratoire, transformé plus tard en chambre de justice et où, d'après la tradition, aurait eu lieu le mariage du cardinal de Chatillon avec Isabelle de Hauteville ?

LES ÉCOLES

DANS LES ANCIENS DIOCÈSES

DE BEAUVAIS, NOYON ET SENLIS

PAR M. L'ABBÉ MOREL, MEMBRE TITULAIRE.

L'enseignement et l'éducation tiennent une grande place dans les préoccupations de notre siècle. Depuis quelque temps la question des écoles fait beaucoup de bruit. Les méthodes, les programmes, le personnel, les classes, le mobilier, tout a été remanié. Ce bouleversement était-il bien nécessaire? Les nouveaux systèmes ont-ils fait diminuer le nombre des ignorants d'une manière sensible? Ont-ils relevé le niveau des hautes études?

L'Église se serait-elle montrée infidèle à la mission d'enseigner que lui a confiée son divin Maître (1)? Aurait-elle cessé d'être la gardienne de la science (2)? Est-il vrai de dire que les siècles antérieurs à la Révolution ont été des siècles d'ignorance, et que l'Église a toujours été l'ennemie de la lumière et du progrès?

Tous les esprits sérieux ont été justement inquiets de ces accusations, que ne cessent de répéter tous les échos de la libre-pensée. De formels démentis, appuyés sur des documents authentiques, y sont donnés chaque jour. Les érudits, soucieux de l'honneur de l'ancienne France; exhument des archives et

(1) *Euntes ergo docete omnes gentes. Matth. XXVIII, 19.*

(2) *Labia sacerdotis custodient scientiam. Malach. II, 7.*

des bibliothèques des preuves innombrables du zèle que l'Église, de concert avec l'État, déployait pour l'instruction du peuple. Déjà d'importantes monographies ont été publiées sur cette grave question par des maîtres, tels que MM. L. Delisle, Ch. de Beaurepaire, Maggiolo, Fayet, Léon Maître, A. de Charmasse, M. Quantin, Albert Babeau, A. Bellée, G. Leleu, E. Cuissant, le V^e Sérurier, l'abbé Portagnier, le C^e de Fontaine de Resbecq, Choron, J. Darsy (1), etc., etc. M. l'abbé E. Allain (2) en a fait l'analyse avec un talent supérieur et la compétence que lui donne sa persévérante étude de tout ce qui touche à l'enseignement. Les modèles sont devant nous. Notre but sera atteint quand nous aurons réuni les matériaux destinés à une histoire des écoles dans les anciens diocèses de Beauvais, Noyon et Senlis (3).

(1) LÉOPOLD DELISLE, *Essai sur la condition de la classe agricole en Normandie*. — CH. DE BEAUREPAIRE, *Recherches sur l'Instruction publique dans le diocèse de Rouen avant 1789*, Evreux, 1872, 3 vol. in-8°. — MAGGILO, *Condition de l'Instruction primaire et des maîtres d'école en Lorrains avant 1789*. — FAYET, *Recherches historiques et statistiques sur les communes et les écoles de la Haute-Marne*. — *Les écoles de la Bourgogne sous l'ancien régime*, Langres, 1875. — LÉON MAÎTRE, *Les écoles épiscopales et monastiques de l'Occident, depuis Charlemagne jusqu'à Philippe-Auguste*; Paris, 1866. — A. DE CHARMASSE, *État de l'Instruction primaire dans l'ancien diocèse d'Autun pendant le XVII^e et le XVIII^e siècles*, 1878. — QUANTIN, *Hist. de l'Instruction primaire dans les pays formant le département de l'Yonne*. — ALBERT BABEAU, *L'Instruction primaire dans les campagnes avant 1789*, d'après les docum. tirés des Archives communales de l'Aube; Troyes, 1875. — A. BELLÉE, *L'Instruction primaire dans le département de la Sarthe. avant et pendant la Révolution*; Le Mans, 1876. — G. LELEU, *Notice historique sur les écoles de Semur-en-Auxois*, 1873. — E. CUISSANT, *L'enseignement à Lyon et dans le département du Rhône avant et après 1789*. — Le Vicomte SÉRURIER, *L'Instruction primaire dans la région des Pyrénées occidentales, spécialement en Béarn*; Pau, in-8°. — L'Abbé PORTAGNIER, *L'enseignement dans l'archidiocèse de Rheims, depuis l'établissement du Christianisme jusqu'à sa proscription*. — Le Comte DE FONTAINE DE RESBECQ, *Hist. de l'enseignement primaire avant 1789, dans les communes qui ont formé le département du Nord*; 1878. — CHORON, *Recherches historiques sur l'Instruction publique dans le Soissonnais*. Bulletin de la Soc. Arch. de Soissons. — J. DARSY, *Etude historique sur l'Instruct. publique au diocèse d'Amiens; dans la Picardie*, 1881.

(2) E. ALLAIN, *L'Instruction primaire en France. avant la Révolution*, 1876. — *Hist. de l'Instruction primaire, Congrès bibliograph.*; Paris, 1876.

(3) Cet essai de monographie a été présenté à la Réunion des Sociétés savantes à la Sorbonne, section d'histoire, le 8 avril 1885. Voir le compte-rendu au *Journal Officiel* du 9 avril 1885.

§ I. LES ÉCOLES AVANT L'AN 1000.

Les documents relatifs aux écoles des provinces sont rares avant le ^x^e siècle.

Venance Fortunat, évêque de Poitiers vers l'an 599, nous apprend en sa vie de Saint Médard, que ce grand serviteur de Dieu, né en 456, fréquenta les écoles dans son enfance, et qu'un jour, en s'y rendant, il donna à un pauvre aveugle la petite *casula* que lui avait confectionnée Protagie, sa mère (1). Où saint Médard allait-il à l'école ? En la ville de Vermand, affirme l'historien poitevin, semblant confondre le Vermandois avec le territoire de Vermand, — à Salency, dans son propre village, *Salenciaci in proprio vico*, dit la légende du Bréviaire de Beauvais, s'appuyant sur un historien local, Radbod évêque de Noyon (989-997). Ainsi s'exprime ce dernier : Le bienheureux Médard, homme d'une sainteté remarquable, naquit et grandit à Salency, possession héréditaire de sa famille. Le domaine de Salency, ajoute-t-il, est situé dans l'évêché de Vermand, au pays de Noyon. Ce saint enfant, continue Radbod, élevé avec soin sous l'œil vigilant de son père et de sa mère, et versé, grâce à la munificence de Dieu, dans la science des lettres, surpassa en peu de temps tous ses compagnons par son prodigieux savoir. Ses pieux parents, dit encore l'historien noyonnais, considérant les excellentes dispositions de leur bon fils et son goût pour le service de Dieu, le confièrent à l'évêque, qui occupait alors le siège de Vermand, et prièrent le prélat de le promouvoir à la cléricature par sa bénédiction épiscopale (2). Saint Médard alla

(1) Cum adolescens ad scholam recurreret, casulam quam ei sua genitrix fecerat . . . in itinere caeco a se invento mox præbuit. *Vita sancti Medardi, prosa, auctore Venantio Fortunato*. BOLLAND. *Acta Sanct.*, t. XX, Junii, II ^o 80.

(2) Beatissimus Medardus, egregiæ vir sanctitatis, patre Nectardo, matre vero Protagia genitus, apud Salentiacum, hereditariam prædecessorum suorum possessionem, natus atque altus. Est autem prædium illud, Salentiacus, in episcopatu situm Viromandensi, in regione autem Noviomensi. . . Sanctus itaque puer, sub parentum tutela diligenter educatus,

ainsi aux écoles de Vermand, où il approfondit les belles lettres, puis à celles de Tournai, où son père occupait un emploi à la cour du roi Chilpéric, afin d'y parfaire son éducation sous les maîtres les plus habiles. Pendant que ce saint et innocent jeune homme était encore aux écoles, dit Venance Fortunat (1), il prédit qu'Éleuthère, son condisciple, obtiendrait un jour de ses concitoyens la charge de comte, et quand ce dernier eut atteint l'âge de trente ans, il l'invita à se préparer à l'épiscopat. Éleuthère devint en effet évêque de Tournai. De tout ce récit il ressort, qu'au v^e siècle il y avait de grandes écoles, à Vermand et à Tournai, et une école paroissiale à Salency. Vermand devait à Alomer, son évêque, la prospérité de son école, où la jeunesse de la contrée venait se former à la science et à la piété.

Saint Germer, nous disent les hagiographes, naquit au château de Vardes près Gournay-en-Bray et fut élevé à Beauvais à l'école épiscopale. Il surpassa tellement ses condisciples par la maturité de sa sagesse qu'ils l'écoutaient comme un maître.

Saint Audebert, né à Senlis vers 610, se montra le disciple assidu des maîtres, les plus pieux et les plus savants, et fit ainsi de rapides progrès dans la sagesse comme dans la science.

Saint Hubert, né à Brétigny vers 682, fréquenta jusqu'à douze ans l'école du monastère, et ne voulut plus ensuite se séparer des religieux auxquels il devait son instruction et son éducation.

Au vii^e siècle encore, saint Constantin, de la noble famille des seigneurs de Bulles-en-Beauvaisis, fut élevé avec saint Philibert, le fondateur de Jumièges, et saint Amalbert, à l'école du Palais, qui a donné à

divinæ providentiæ gratiæ studiis litterarum eruditus, parvo in tempore, insperatæ scientiæ lumine, præ ceteris consodalibus suis eminentius claruit. . Respicientes autem boni parentes bonæ sobolis suæ benevolentiam, et in servitio Dei ejus attendentes industriam, episcopo, eum, qui tunc temporis Viromandensi præerat ecclesiæ, commendaverunt, orantes devotissime quatenus episcopali benedictione ad clericatûs promoveretur officium. *Vita Sancti Medardi, auctore Radbodo episc. Norim. et Tornac.*, BOLLAND, *Acta Sanct.*, t. XX, Junii II, 1^{re} 87 et 88.

(1) Dum adhuc esset in scholis. VENANCE FORTUNAT, *loco citato*.

nos rois d'habiles ministres, à l'État des guerriers intrépides, et à l'Église des pontifes, des prêtres, des religieux, aussi remarquables par leur sainteté que par leur savoir.

Saint Hildeman, issu d'une riche famille du Beauvaisis, mort vers l'an 844, passa sa jeunesse en l'abbaye de Corbie. Il eut saint Adélard, pour maître, et pour condisciples des religieux également avides de vertu et de science (1). Les Bollandistes et les *Acta Sanctorum Ordinis Sancti Benedicti* sont remplis d'indications du même genre.

Le 31 octobre 960, Albert-le-Pieux, comte de Vermandois et abbé de Saint-Quentin, authentiquait un échange de terre, fait entre son église et l'abbaye d'Homblières. Or, parmi les chanoines de Saint-Quentin, appelés à ratifier le contrat, nous remarquons le recteur Aubry, *Albricus didascalus* (2). Il y avait donc alors une école annexée à la collégiale de Saint-Quentin.

On conserve aux Archives de l'Oise une charte de Constance, évêque de Senlis, où les signatures de quatre enfants de chœur, Gontier, Gulfroy, Gisleran et Wautier accompagnent celle du prélat avec celles du doyen, du prévôt, de quatre prêtres et de quatre diacres de Saint-Rieul. Par cet acte, rédigé sous le porche de l'église, le 15 avril 977, la dix-septième année de l'épiscopat de Constance, la vingt-troisième du règne de Lothaire, le prélat, d'accord avec ses clercs, laisse, moyennant six sous de redevance annuelle, à un homme nommé Rothard, à sa femme et l'un de leurs héritiers, leur vie durant, une terre de deux manses et demi, appartenant à Saint-Rieul, au village de Bray près de Rully (3).

La présence d'enfants de chœur parmi les signataires du contrat prouve d'abord que ces enfants savaient écrire et sans nul doute lire. Elle nous per-

(1) Cf. *Officia propria Ecclesiæ Belloracensis*. — SABATIER, *Vie des Saints du diocèse de Beauvais*.

(2) COLLIETTE, *Mémoires du Vermandois*, t. I, col. 566 e 567.

(3) Arch. de l'Oise. Fonds de Saint-Rieul.

met, en outre, de croire que la terre cédée était la propriété de leur école au moultier de Saint-Rieul, puisque l'évêque, avant de s'en dessaisir, demanda leur consentement.

Il est donc bien évident qu'il y eut des écoles dans notre région dès l'établissement du christianisme. Ces foyers de lumière et de vertu jouirent dans tous les temps d'une réputation justement méritée.

§ II. LES GRANDES ÉCOLES

DEPUIS LE ONZIÈME SIÈCLE

I. LES ÉCOLATRIES. — Au xi^e siècle apparaît un personnage, entouré partout d'honneur et de vénération. C'est le maître des écoles, *magister scholarum*, autrement appelé l'écolâtre, *scholasticus*. Cumulant les fonctions de chanoine, de chancelier, de régent, de bibliothécaire et de maître des cérémonies, il jouissait d'un crédit considérable ; mais son titre de directeur des écoles primait tous les autres.

BEAUVAIS. — Saint Yves de Chartres, né à Auteuil (canton d'Auneuil) vers 1040, étudia les belles lettres et la philosophie à l'école épiscopale de Beauvais (1). Qui eut-il pour maître ? L'histoire ne le dit pas.

Cinquante ans plus tard, vers l'an 1100, la cathédrale de Beauvais avait pour bibliothécaire le chanoine Gautier. C'est en qualité d'écolâtre, ou de théologal, que Gautier consulta saint Yves de Chartres sur la pénitence que méritaient ceux qui altéraient la formule et le cérémonial de la bénédiction nuptiale. La réponse qu'il reçut se trouve parmi les lettres de saint Yves (2).

Au milieu du xii^e siècle, vers 1155, maître Raoul de Beauvais, professeur de grammaire, ou écolâtre en cette ville, mais anglais de nation, selon l'histo-

(1) *Officia propria Eccl. Belloc.*

(2) S. IVONIS. CARNOT, *Epist.* CXXIII ; Patrol. lat. MIGNÉ, t. CLXXII. — LOUVET, *Hist. et Antiq. du pays de Beauvaisis*, t. I, p. 363.

riensaint Hélinand, se permit des invectives contre les clercs attachés aux cours des rois ou même à celles des évêques. Il prétendait qu'ils seraient bien plus utiles à l'État en se livrant à l'enseignement dans les écoles. Pierre de Blois, archidiacre de Bath en Angleterre, releva cette critique en termes piquants :

« Vous me reprochez, lui dit-il, de perdre mon temps, au lieu de chercher à me signaler dans les luttes scientifiques aux camps des écoles. Excellent maître, le camp de Dieu est celui que nous habitons. C'est vraiment la maison de Dieu et la porte du ciel. Sachez que la maison de mon maître l'archevêque de Cantorbéry est composée des avants d'un mérite distingué, qui, après la prière et avant les repas, sont continuellement occupés soit à la lecture, soit à des conférences, soit à la décision des affaires les plus importantes du royaume, qui sont portées devant nous. Au lieu que vous, enfant de cent ans, s'il est permis de vous appeler ainsi, vous n'êtes occupé que de niaiseries, discourant éternellement sur les premiers éléments des voyelles et des syllabes. Priscien, Cicéron, Lucain, Persé sont les noms que vous idolâtrez ; mais, hélas ! j'apprehende fort qu'à l'heure de la mort on ne vous demande malignement : Où sont donc vos divinités ? » (1)

On sait par là, ajoutent les auteurs de *l'Histoire littéraire de la France* (2), quels étaient les auteurs expliqués dans les écoles. On voit que la plupart des professeurs consacraient toute leur vie à l'enseignement des humanités, moyen sûr de former de bons élèves.

Raoul de Beauvais avait reçu les leçons d'Abélard. A son tour il eut à son école l'historien saint

(1) Magistro Rad. Bellovacensi, Petrus Blesensis, Bathoniensis archidiaconus, salutem et saltem in senio senem esse... Causamini, quod inaniter expendam dies meos, qui in castris scholaribus poteram fructificare quamplurimis. Magister bone ! *Castra Dei sunt hæc* (Gen. 32) in quibus habitamus, et sciatis quia *non est hic aliud nisi Domus Dei et porta cæli* (Gen. 28). In domo domini mei Cantuariensis archiepiscopi viri litteratissimi sunt, apud quos invenitur omnis rectitudo justitiæ, omnis cautela providentiæ, omnis forma doctrinæ. Isti post orationem et ante comestionem in lectione, in disputatione, in causarum decisione, jugiter se exercent. Omnes questiones regni difficiles et nodosæ referuntur ad nos... Vos circa litteram et syllabam et circa hujusmodi elementares doctrinæ primitias vestrum adhuc ingenium exercetis ; et, si dicere fas est, vos, puer centum annorum et elementarius senex, docetis sapientiam. ... Priscianus et Tullius, Lucanus et Persius, isti sunt dii vestri. Vereor ne in extremæ necessitatis articulo, vobis impropere dicatur : Ubi sunt dii tui in quibus habebas fiduciam. PETRI BLESSENSIS *epistol. VI ; Patrol. lat.*, Migne, t. CCVII, col. 16-19.

(2) *Hist. littéraire de la France*, Edit. Paulin PARIS, t. XV, p. 378.

Hélinand, moine de Froidmont, originaire de Pronleroy. Sous la direction de ce maître, aussi savant que pieux, Hélinand se fit en peu de temps remarquer par l'étendue et la variété de ses connaissances. Il était d'ailleurs doué d'une imagination vive et féconde et d'une grande sagacité d'esprit. Il cultiva avec succès la poésie, se faisant admirer surtout dans la chanson et dans la satire aux traits fins, spirituels et mordants. Gentil ménestrel, dans sa jeunesse, il parcourut les châteaux, semant la gaieté partout où il se trouvait. « Il ne se donnait de son temps, dit l'*Histoire littéraire de la France*, ni spectacle, ni divertissement, dans les places publiques, les écoles ou les tournois, où il ne fût appelé (1). »

Vers 1250, vivait un autre Raoul de Beauvais, dont les poésies eurent aussi quelque célébrité, mais rien ne nous permet de croire qu'il tint école (2).

Les registres capitulaires de Saint-Pierre de Beauvais donnaient des renseignements précis sur les charges et les prérogatives de l'écolâtre. En ceux de 1353, on lisait que l'écolâtre formait les lecteurs pour l'office, leur enseignant à bien accentuer et à observer les pauses. D'après les registres de 1369, c'était à l'écolâtre qu'appartenait la présentation du maître de grammaire pour les enfants de chœur, et c'était lui qui délivrait à ce maître ses lettres de provisions. Si l'on en croit les registres de 1409, c'est encore de lui que le régent de grammaire recevait ses appointements. L'institution des précepteurs de la ville et des villages voisins lui revenait de plein droit. Les maîtres lui devaient demander la permission d'enseigner à la jeunesse, soit la grammaire, soit les arts libéraux. En l'année 1541, une plainte fut portée devant le chapitre contre le cleric de la Basse-Œuvre qui tenait école avec l'agrément de son curé, mais sans avoir obtenu l'autorisation de l'écolâtre. Les chanoines firent droit à cette juste réclamation (3).

(1) *Hist. littéraire de la France*, t. IX.

(2) MORERI. *Dictionn. Hist.*

(3) LOUVET, *Hist. et Antiq. du pays de Beauvaisis*, t. I, p. 364.

Les obligations et les privilèges de l'écolâtre étaient presque partout les mêmes. Ce que nous venons de voir à Beauvais, nous le retrouverons à Noyon, à Senlis et ailleurs.

SAINT-GERMER. — L'école de Saint-Germer jetait un grand éclat au XI^e siècle. Guibert de Nogent, issu d'une riche et puissante famille de Beauvais, s'y fit moine à l'âge de onze ans en 1065. L'histoire paraît avoir été son étude favorite. Ses *Gesta Dei per Francos* sont restés célèbres. Son exemple dut servir beaucoup à inculquer aux moines de Saint-Germer l'amour des lettres et des sciences (1). Ses leçons, dit M. Léon Maître, furent surtout utiles au médecin Benoit et à Eustache, célèbre prédicateur de l'époque (2). Le théologien Adélelme était religieux de Saint-Germer vers 1157 (3).

Raoul de Flay, appelé aussi Raoul-le-Noir, *Radulfus Flaviacensis*, mort en 1157, a laissé des commentaires sur le Lévitique, les Proverbes, le prophète Nahum, les épîtres de saint Paul, et l'Apocalypse. Le reste de ses œuvres est perdu (4).

CLERMONT. — Clermont-en-Beauvaisis avait aussi ses grandes écoles au XII^e siècle. Il s'y trouvait, vers 1103, un maître, habile dans toutes les parties du *trivium* et du *quadrivium*, qui sollicitait la permission de transférer son école à Gournay. « Je possède à Clermont, disait le comte Renaud à Hugues seigneur de Gournay, un maître, qui, cette année encore, y tient les écoles. La réputation de votre ville, le désir de se concilier votre amitié, l'ont porté à solliciter de vous par mon entremise une faveur qu'il appelle de tous ses vœux. Il est versé dans l'étude des auteurs et des philosophes et dans celle de la grammaire notamment. Il connaît l'Écriture sainte, et ce qui met le sceau à tous ces avantages, il s'est rendu recommandable par la gravité de ses

(1) GRAVES, *Statist. Le Coudray-Saint-Germer*, p. 70.

(2) LÉON MAÎTRE, *op. cit.*, p. 153.

(3) GRAVES, *Ibid.*, p. 72.

(4) *Hist. littéraire de la France*, t. XII, p. 480.

mœurs. Il vous demande donc, ainsi qu'à vos clercs, la permission d'enseigner l'année prochaine en votre castel de Gournay (1). » Faut-il donner à ce maître le titre d'écolâtre? C'est notre avis. Au ^{xiii} siècle les écolâtres n'avaient pas seulement le gouvernement des écoles. Ils donnaient eux-mêmes des leçons, et quand ils acquéraient quelque célébrité, ils cherchaient un plus vaste théâtre à leurs talents.

CREIL. — Le Chapitre de Saint-Évremond, fondé à Creil, dans l'enceinte du château, eut dès l'origine au nombre de ses privilèges celui de diriger les écoles de la ville. Une sentence de Jean d'Encre, garde des prévôtés de Senlis et de Creil, en date du 1^{er} octobre 1453 (2) nous donne à cet égard des renseignements précis. « Maître Eustace la Vielle, maître des escolles de Creilg » avait porté plainte devant lui contre Jean Barillet, qui se permettait de tenir école et « depuis certain tems ença avoit atrait à soy plusieurs petits enfans et leur monstroït et enseignoït leur créance et les petits livres et en recevoit les prouffits. » Au cours de la plaidoirie il fut constaté que « Messeigneurs les chanoines et Chapitre de l'église de Saint-Évremond de Creilg, ont à cause de sa fondation plusieurs beaux droits, seigneuries et prérogatives, et entre les aultres, ont droit et sont en possession et saisine de donner et octroyer et bailler à tèle personne, que il leur plaist, la maistrise et gouvernement des escolles dudit Creilg, pour celuy à qui tel don est fait tenir escolle, apprendre et enseigner les enfans, les doctriener et corriger ainsi qu'il appartient sans que aultre, de quelque estat qu'il soit, y puisse mettre ne donner débat, contredit, ne empeschement en saisine et possession. »

Maître Eustache la Vielle prouva par ses lettres de provisions que les chanoines de Saint-Évremond « luy avoient baillé, donné et octroyé le gouvernement desdites escolles de Creilg pour en joyr ainsy et par la manière que dit est, » et demanda que son

(1) *Histor. Universitatis Parisiensis*, par Du BOULAY, t. II, p. 11.

(2) D^r BOURSIER, *Histoire de la ville et châtellenie de Creil*, p. 527.

concurrent « fust condamné à cesser de tenir escolle et à soy tenir de apprendre les enfans, si ce n'est à escrire seulement » Pour se justifier Jean Barillet déclara qu'il se gardait bien de contester le droit du Chapitre mais qu'il « avoit perdu tout le sien à l'occasion de la guerre et ne sçavoit comment gagner sa vie, sinon à apprendre petits enfans à l'école, et par ce ne lui devoit le dit demandeur empescher à gagner sa vie, mesmement que s'il avoit petits enfans en son hostel que il apprenoit, il ne les avoit point requis à avoir, mais les lui avoient envoyé leurs pères et mères de leur volenté. » Ces raisons ne touchèrent point le tribunal. Le délinquant fut condamné à « soy cesser doresnavant de plus tenir escolle audit Creilg, et de ne plus apprendre et enseigner enfans sinon tant seulement à escrire. »

Les leçons de calligraphie restèrent comme unique ressource à Jean Barillet ; mais la profession de calligraphe était loin d'être aussi lucrative que celle de maître des écoles. Le plus grand nombre des écoliers apprenait à écrire, nous n'en saurions douter, mais l'art de reproduire la belle écriture et les enluminures des manuscrits ne pouvait être enseigné qu'à ceux en qui se trouvaient des aptitudes spéciales. Charlemagne, le grand empereur et le restaurateur des lettres, ne s'est-il pas exercé sans succès à la calligraphie ? *Tentabat scribere*, dit son historien Éginhard (1). Nous savons cependant qu'il corrigea de sa main le texte entier de la Bible (2) et qu'il portait sans cesse sur lui durant le jour, et plaçait la nuit à son chevet des tablettes et des plumes, ou styles, pour noter, à mesure qu'elles se présentaient à son esprit, les pensées qu'il croyait utiles à l'Église, à la police de l'État, au gouvernement de l'Empire (3).

Si le dernier historien de Creil avoit fait ces ré-

(1) D. BOUQUET, *Histor. de France*, t. V, p. 99.

(2) CAROLI MAGNI, *Carmina*. MIGNE, *Patrol. lat.*, t. XCVIII, col. 1353.

(3) HINCMAR, *Capitul. synodal. apud. Sanctam-Macram* (Fismes), *promulgata*, titul. VIII ; *Patrol. lat.*, t. CXXV, col. 1035. — DARILAS, *Hist. générale de l'Eglise*, t. XVII, p. 472, 473.

flexions, il n'aurait pas ajouté à la suite du procès intenté à Jean Barillet cette injuste critique : « Le maître nommé par le Chapitre de Saint-Evremond n'était pas capable d'enseigner aux enfants l'art d'écrire (1). » Tout nous porte à croire au contraire que « maistre Eustace la Vielle » était maître ès-arts en l'Université de Paris. Quoiqu'il en soit, le Chapitre de Saint-Evremond tenait à son privilège de régir les écoles.

Le 27 juin 1680, de concert avec le curé de Creil, il fit choix de Claude Vilain « pour remplir la place de maistre d'escolle, dans la ville. » « Après l'avoir veu, examiné et interrogé sur le fait de la dite maîtrise d'escolle, dit l'acte de nomination, après avoir esté notifié des bonnes vie et mœurs, capacités, preud'homme et expérience tant par les certificats qu'il nous a représentés de Messieurs les doyen, chanoines et Chapitre de l'église collégiale S. Cosme et S. Damien de Luzarche, des eschevins et habitants dudit lieu, en date du 21 septembre 1679, que des habitants de Creil, nous l'avons reçu et recevons en la dite qualité de maistre d'escolle de la ville de Creil, conformément aux règlements et actes dudit Chapitre portant que le jour de *Misericordia Domini* (deuxième dimanche après Pâques) ledit maistre d'escolle est tenu de se présenter et de demander la continuation de la dite maîtrise d'escolle (2). »

NOYON. — *Ecolâtres*. — *Adélard*. — Le 8 mai 1064, l'écolâtre Adélard, *Adelardus scholasticus*, figure comme témoin en la charte de fondation du monastère de Saint-Barthélemy de Noyon (chanoines réguliers de saint Augustin). Deux ans plus tard, le 25 juin 1066, le même Adélard, écolâtre, assiste à la translation du corps de saint Eloi dans une chasse d'or (3).

Foucher. — En 1108, Foucher, *Fulcherius scho-*

(1) Dr BOUNSIER. *Hist. de Creil*, p. 248.

(2) *Archives de l'Oise*, Chanoines de Saint-Augustin. Prébende de Saint-Evremond de Creil ; H. 612.

(3) *Gallia Christ.*, t. X, Instrum. Eccles. Noviom. col 367 et 385.

lasticus, est inscrit parmi les témoins de l'abandon que fit entre les mains de Baudry, évêque de Noyon, Odon seigneur châtelain de Ham, de ses droits sur l'église de Notre-Dame de Ham, au profit des chanoines réguliers.

L'écolâtre Foucher signa encore, en 1119, le don que Lambert, évêque de Noyon et de Tournai, fit aux chanoines de saint Augustin du monastère de Notre-Dame de Vermand, de tout ce qu'il possédait à Vermand (1).

En 1130, Simon, évêque de Noyon, et les chanoines de sa cathédrale accordent aux templiers la jouissance pendant un an de toute prébende canoniale vacante par décès, démission, entrée en religion ou autrement. Ils réservent toutefois les droits accoutumés du sous-chantre; une mine de blé, si la prébende doit revenir à un enfant; et le cens du tonlieu de la mi-mars en faveur du maître des écoles, *magistro scholarum censum thelonei de medio martio* (2).

Robert. — Le 25 juin 1157 se fit une nouvelle translation des reliques de saint Eloi, à laquelle fut présent l'écolâtre Robert, *magister scholarum, Robertus*. Le même écolâtre Robert assista à la rédaction des coutumes de l'église de Noyon en 1168 (3).

Hugues. — En 1174, Hugues, *Hugo, magister scholarum*, faisait une convention avec Nicolas Tison, relativement à une terre défrichée et mise en culture par ce dernier à Sermaize. Hugues devint fermier de cette terre moyennant une redevance annuelle de 2 muids de froment (4).

En 1176, il signa avec Godefroy, chantre de Noyon, la donation à l'abbaye d'Ourscamp de la terre de Setfours (canton de Roye, Somme), par Conon, comte de Soissons et seigneur de Nesles. (5)

(1) *Gallia Christ.*, t. X, col. 373, 374.

(2) COLLIETTE, *Mém. du Vermandois*, t. II, p. 425.

(3) COLLIETTE, *Ibid.* t. II, p. 411, 412.

(4) *Cartul. du Chapitre de Noyon, Arch. de l'Oise*, G. 1984, n° 89.

(5) PEIGNÉ DELACOUR, *Cartul. d'Ourscamp*, ch. 291, p. 174.

Eudes. — En avril 1230, Renold, abbé de Saint-Crespin de Soissons et le Chapitre de Notre-Dame de Noyon prennent pour arbitres Thomas, doyen de Noyon, maître Eudes l'écolâtre, *magistrum Odonem scholasticum*, et maître Milon, chanoine. (1)

Herué. — En juin 1237, Eudes de l'Arbroye, maître Gérard de Soissons et Milon d'Amiens, chanoines de Noyon, vendent au Chapitre la maison de feu maître Hervé, l'écolâtre, *magistri Hervei, quondam scolastici Noviomensis*, dont ils étaient les exécuteurs testamentaires. (2)

Enguerrand. — En 1242, la charge d'écolâtre était, nous dit l'historien du Vermandois, Colliette, remplie avec succès par Enguerrand. (3)

Simon de Douy ou de Douay. — En juin 1243, l'abbaye de Saint-Barthélemy et la communauté des chapelains de Noyon prenaient pour arbitres Simon de Douy, écolâtre de Noyon, *Simonem de Duaco scolasticum*, et Laurent de Médout, chanoine, *Laurentium de Medunta canonicum*, dans une contestation relative à un cens de 4 deniers parisis, sur une maison située devant l'église de Saint-Germain à Noyon.

L'écolâtre Simon de Douy nous est également connu par l'acquisition qu'il fit de trois pièces en la vigne de Losart, au mont Saint-Siméon, près de Noyon. Il acheta la première, en décembre 1248, à Clémence de Badicourt et ses enfants, Pierre, Simon, Arnoult, Béatrice de Badicourt et Châtelaine de Badicourt, femme de Jean de Magny; la seconde en avril 1250, à Guibert et Pierre Berbiole, exécuteurs testamentaires de Jean de Douy, frère de Clémence de Badicourt; et la troisième en mai 1250, à Aélide, veuve d'Evrard de Bouchoir. Le tout lui coûta 24 livres parisis. (4)

(1) *Arch. de l'Oise*, G. 1984, n° 224.

(2) *Cartul. du chap. de Noyon*, f° 266.

(3) *COLLIETTE, Mém. du Vermandois*, t. II, p. 230.

(4) *Arch. de l'Oise, Cartul. du Chap. de Noyon*, G. 1984, n° 368, 372, 373.

Drogon. — En décembre 1251, le chanoine Herbert le Cirier, jouissait derrière sa maison d'un jardin qu'avait autrefois possédé Drogon, l'écolâtre. Ce jardin devait 60 sous et deux deniers parisis aux clercs écoliers du chapitre de Noyon. Herbert leur en donna titre nouvel et leur abandonna en outre un cens de de deux deniers parisis sur la même propriété. (1)

Robert le Fèvre. — Par son testament fait en 1294, l'écolâtre Robert Fèvre ou le Fèvre prenait rang parmi les insignes bienfaiteurs de l'hôpital de Saint-Jacques des Pauvres-Clercs-Ecoliers ou Capettes. (2)

Itier de la Jarousse. — En 1358, l'écolâtre Itier de la Jarousse, docteur en droit civil et canonique, se trouvait à Avignon auprès du pape (3), qui le fit évêque d'Auxerre (8 mars 1359 — 8 juin 1361).

Gautier Vasset. — Le 10 novembre 1448, l'écolâtre Gautier Vasset obtint du Chapitre de Noyon la permission de faire réunir à son titre la première prébende canoniale, qui viendrait à vaquer. Celle de Pierre Amantis ou Amant lui fut donnée. Il y fut reçu le 12 janvier suivant, en vertu des bulles du pape Nicolas V, approuvant la disposition capitulaire. (4)

Henri Joly. — Le jeudi 30 mai 1482, Henri Joly, licencié en lois, chanoine et écolâtre de Noyon, fit, au nom du Chapitre de Noyon, une transaction avec dom Raoul Ledru, prieur d'Elincourt-Ste-Marguerite, relativement à un bois nommé le Buisson-de-Nesle, situé entre Cannectancourt et la cense de la Carmoye, près du lieu dit la Fontaine-d'Orval. (5)

Pierre Isabellis. — Il paya, le 22 août 1506, 18 livres parisis pour trois enfants de chœur envoyés aux écoles.

Pierre Allart. — Le 8 juin 1513, Pierre Allart, écolâtre, figure avec Jean de Watines, chantre, et ses

(1) *Cartul. du Chap. de Noyon*, n° 373.

(2) *Arch. de l'Oise*, G. 1695.

(3) COLLIETTE, *Mémoires du Vermandois*, t. II, p. 799.

(4) *Id.* t. III, p. 62.

(5) *Arch. de l'Oise*, G. 1910.

autres confrères du Chapitre de Noyon, dans un accord avec l'abbaye de Saint-Corneille de Compiègne, au sujet du bois des Raimbault, sis à Thiescourt (1).

E. de Castro était écolâtre en 1542.

Antoine Bellement l'était en 1560.

Les procès-verbaux d'inspection du collège de Noyon par les commissaires délégués du Chapitre nous font connaître encore plusieurs écolâtres. C'étaient en 1619, *Nicolas Jacquart*, qui établit une communauté de Minimes à Chauny ; de 1678 à 1697, *Jean de Théis* ; de 1699 à 1721, *Charles de Théis*, docteur en théologie de la Faculté de Paris, qui fut à la fois, chanoine et écolâtre du Chapitre, vicaire général de l'évêché, conseiller du roi, commandeur de l'ordre du Saint-Esprit, official et juge ordinaire en la cour épiscopale de Noyon ; en 1729, *Antoine Lucas* ; en 1750 *Jean-Charles Marcotte* ; de 1753 à 1756, *Jean des-Achards-de-Balanzac* ; de 1757 à 1775, *Jean-Baptiste Gosset* ; en 1780 et 1781, *Antoine-Eloi Cordier*. (2)

Charges de l'écolâtre. — Au cartulaire de N.-D. de Noyon se trouvent divers règlements émanés du Chapitre à la fin du XII^e siècle et au commencement du XIII^e. Les uns regardent les chanoines et les dignitaires du Chapitre, les autres les officiers de l'église. En 1168 fut dressé l'état des privilèges du Chapitre. En 1176, on rédigea un règlement sur la partition des vignes canoniales et la distribution des deniers entre les chanoines ; en 1185, un règlement pour les sonneurs ; en 1208, un règlement sur les charges du doyen ; en 1213 et 1217, des règlements sur la résidence et le stage des chanoines ; en 1231, un règlement sur les obligations des marguilliers. Il y en a un également sur les charges du trésorier et un autre sur les droits, privilèges et émoluments de l'écolâtre. Ce dernier remonte à l'administration du doyen Hugues de Coucy (1183-1204). Nous allons en donner les principales dispositions :

(1) *Arch. de l'Oise*, G. 1909.

(2) *Arch. de l'Oise*, G. 558 et 1622.

Celui qui sera institué maître des écoles à Noyon aura, en vertu de son titre et de sa dignité, les cierges des enfants de chœur, le jour de la Purification de la sainte Vierge, les deniers des chanoines clers-mineurs, provenant du tonlieu de la mi-mars, deux demi-pieds des cierges présentés à l'évêque à Pâques et à la Pentecôte, avec les autres émoluments de sa charge. Il devra se contenter de ces émoluments, sans chercher à en obtenir de plus considérables, sous peine de perdre son titre et son bénéfice. S'il veut se faire remplacer dans les leçons à donner, il devra présenter un maître capable, la veille de Pâques, afin de le faire agréer par le Chapitre. Il devra résider continuellement à Noyon et prêter serment au Chapitre d'observer ses devoirs. Si d'autres privilèges avaient été conférés à un écolâtre, ils doivent être considérés comme uniquement temporaires et attachés à la personne. Ces faveurs, à l'avenir, sont interdites (1).

L'écolâtre ne chercha-t-il pas à éluder ces prescriptions ? On est tenté de le croire, en lisant au cartulaire un nouveau règlement coutumier à son usage. Ce règlement paraît avoir été rédigé vers 1255, à la suite d'observations présentées au Chapitre sur le mauvais vouloir ou la négligence que semblait mettre l'écolâtre dans l'exercice de ses fonctions. C'est, du moins, la conclusion qu'il est permis de tirer d'une enquête jointe au règlement. Lequel a la priorité du règlement ou de l'enquête ? Il est probable que le règlement a suivi de près l'enquête. Or, quand cette dernière a eu lieu, Simon de Douy n'était déjà plus écolâtre.

Voici le règlement traditionnel imposé à l'écolâtre, à l'église comme au dehors :

L'écolâtre doit être ordonné diacre ou prêtre, dans l'année de sa promotion ; faire continuelle résidence, comme le sous-chantre ; rédiger par lui-même ou par un autre en temps utile, le bref des lectures de jour et de nuit, de même que le sous-chantre le bref des chants ; suppléer par lui-même ou par un autre, le lecteur absent, dans les lectures du jour et de la nuit comme doit le faire le sous-chantre pour les chants ; examiner tous ceux qui doivent lire, comme le sous-chantre, tous ceux qui doivent chanter ; conserver tous les livres du Chapitre, les corriger et les réparer au besoin, mais aux frais du Chapitre, de même que doit le faire le sous-chantre pour les livres de chant ; lire toutes les chartes au Chapitre et faire toutes les écritures de chartes

(1) *Cartul. du Chap. de Noyon*, n° 101.

et autres documents, sous le sceau du Chapitre, mais aux frais du Chapitre ; se pourvoir chaque année, en dehors du Chapitre, pour la direction des écoles de Noyon, d'un recteur capable, ayant professé les belles lettres à Paris, et le présenter au Chapitre, le Jeudi-Saint après le sermon qu'il doit faire, lui ou un suppléant, défendre, contre tous, les écoliers, et, s'ils éprouvent dommage, chercher à obtenir pour eux réparation, à leurs frais toutefois. Il ne doit pas souffrir qu'un professeur de quelque faculté vienne, sans son autorisation, ouvrir école à Noyon ou dans quelque autre ville ou village du comté de Noyon. Cette disposition s'applique même aux écoles de chant en carême ou tout autre temps, quand les écoliers de Noyon voudront se rendre aux écoles de chant. L'écolâtre, à raison de son écolâtrerie, a, de temps immémorial, sa stalle au chœur en haut à droite, à côté de l'archidiacre, bien que dans les temps reculés sa stalle fût au pilier droit, et celle du sous-chantre au pilier gauche (1).

L'enquête sur les devoirs de l'écolâtre n'est pas moins curieuse que le règlement :

« L'écolâtre, dit maître Gérard de St-Maurice, est tenu de faire les lectures tant le jour que la nuit, à défaut du lecteur, comme le sous-chantre doit remplacer les absents pour les chants. L'usage l'a toujours ainsi voulu. J'ai vu notamment l'écolâtre Eudes suppléer le lecteur pour l'évangile ou l'épître, le jour comme la nuit. Je crois également que l'écolâtre doit remplacer l'enfant de chœur absent pour la leçon de prime. Maître Simon de Douy, avant qu'il ne fût écolâtre, disait que l'écolâtre devait remplacer les absents pour toutes les leçons, qu'il était tenu de lire les chartes au Chapitre, de rédiger les chartes et pièces du Chapitre, de faire le Jeudi-Saint le sermon, lui ou son suppléant, de présenter un professeur ayant enseigné à Paris, de marquer les leçons, de corriger les livres et de les réparer aux frais du Chapitre, d'examiner ceux qui doivent livre et de s'acquitter de toutes les autres charges énumérées dans son règlement coutumier. Il m'a même laissé une note de tous ces devoirs, ce qui ne l'a pas empêché, quand il a été écolâtre, de se refuser à remplacer le lecteur pendant le jour.

Interpellé à son tour, Geoffroy Manchions déposa ainsi : J'ai vu plusieurs fois maître Eudes d'Amiens, avec l'étole, le manipule et le surplis, remplacer le lecteur pour l'évangile du jour. J'ai souvent ouï dire, depuis que je suis chanoine de chœur, que l'écolâtre devait agir ainsi. J'ai assisté au sermon de l'écolâtre le Jeudi-Saint, et je l'ai vu présenter le maître des écoles. C'est lui qui doit rédiger et lire les chartes au Chapitre. Il est tenu de remplacer les absents, le jour comme la nuit. J'ai vu Eudes faire porter et annoter chez lui le livre des évangiles. Je crois

(1) *Cartul. du Chap. de Noyon*, n° 358.

que l'écolâtre doit corriger ou faire corriger les livres aux frais du Chapitre.

J'ai vu, dit Beaudouin Tue-Vache, chapelain de la cathédrale, j'ai vu bien des fois l'écolâtre remplacer les lecteurs absents pour l'évangile du jour et pour toutes les leçons de la nuit. Je dois dire pourtant que maître Simon de Douy, qui était un homme capricieux et querelleur, a refusé plusieurs fois de remplacer le lecteur pour l'évangile du jour, quoiqu'il l'ait fait en d'autres temps. Je crois bien cependant que l'écolâtre doit s'acquitter de toutes les obligations énumérées par maître Gérard de St-Maurice.

Telle fut la déposition de Jean Bosquet, chapelain : J'ai vu l'écolâtre maître Hervé avec l'étole et le manipule lire les évangiles à défaut du lecteur. Était-ce à tort ou à raison ? Je n'en sais rien. Je n'ai pas vu d'autre écolâtre agir ainsi ; mais j'ai entendu dire que l'écolâtre devait remplacer le lecteur et s'acquitter des autres devoirs énoncés par maître Gérard de St-Maurice, sauf de la leçon de prime.

J'ai très souvent ouï dire, déposa Pierre Chopins, chanoine de Noyon, que l'écolâtre devait remplacer le lecteur absent et remplir les autres devoirs dont on vient de parler, mais je ne me souviens pas d'avoir jamais vu un écolâtre suppléer le lecteur pendant le jour, ni pour l'évangile, ni pour l'épître.

Henri de Bussy, chanoine de Noyon, déposa ainsi : J'ai vu un écolâtre, je ne sais lequel, lisant l'évangile du jour, peut-être pour le lecteur absent. J'ai entendu dire et je crois que l'écolâtre est tenu de s'acquitter de toutes les charges dont il vient d'être question (1).

SAINT-QUENTIN. — Les grandes écoles de Saint-Quentin étaient situées dans le voisinage de la Paneterie. Les actes capitulaires de 1527 les nomment *scholæ in Panario*. Le vieux cahier de partition du chapitre, au titre *Nigra Panetaria*, la Paneterie noire, renferme à leur sujet cette mention :

Pour les vêtements des pauvres, XXX muids de blé ;

Pour les pauvres écoliers, deux setiers ; *pro pauperibus scholaris II sextarii* ;

Pour l'hôpital des enflés, XII setiers, etc.

Au vieux martyrologe, ch. 17, on lit également :

Dans les prébendes de carême, nos pauvres clercs ont six prébendes, les écoles deux, et le grand hôpital deux (2).

Il était question en 1527 de reconstruire ces écoles

(1) *Cartul. du Chap. de Noyon*, n° 359.

(2) COLLIETTE, *Mém. du Vermandois*, t. II, p. 468.

de la Paneterie. Mais le projet ne fut pas mis à exécution, et la classe des chanoines finit par être réunie au collège.

Ecolâtres de St-Quentin :

1141, *Jean et Renier ;*

1193, *Jean* dont le seing, *signum Johannis magistri scholarum*, figure avec ceux d'Anisius, doyen de St-Quentin, Etienne, chanoine sous-chantre, maître Gérard, etc., au bas de la déclaration, que se firent mutuellement de leurs droits et de leurs devoirs, l'église de St-Quentin et celle du Mont-Saint-Martin (1) ;

En 1199, *O. . . .*

En mai 1212, *W.*, *magister scholarum* et chanoine de St-Quentin, notifie un accord passé entre Richalde de Lesquielles-St-Germain (Aisne), Etienne, son mari, et l'abbaye de Boheries, au sujet de différentes pièces de pré (2) ;

1242, *Pierre Waudès ;*

1300, *Nicolas Callia* ou *la Caille ;*

1333, *Robert le Listeur ;*

1396, *Jean Chaulart ;*

1480, *Jean Faber* ou *le Fèvre ;*

1489, *Pierre Regnart ;*

1515, *Jean de Casaulx ;*

1567, *Jean Fournier*, qui paraît en qualité de délégué du chapitre dans une transaction entre le corps de ville et les chanoines (14 oct. 1567).

1701, *Charles Gobinet*, témoin d'une autre transaction entre le chapitre et la communauté des chapelains de St-Quentin (12 juin 1701).

1750, *Louis-Théophile d'Origny*, écuyer, seigneur du Metz, prêtre et chanoine (3).

COMPIÈGNE. — La ville de Compiègne, placée à la limite du diocèse de Soissons, n'était séparée que par

(1) COLLIETTE, *op. cit.*, t. II, p. 421.

(2) V. DE BEAUVILLÉ, *Documents inédits sur la Picardie*, t. II, p. 27.

(3) COLLIETTE, *Mém. du Vermandois*, t. II, p. 159, 202, 253, 421, 422, 768, 844 ; t. III, p. 156.

l'Oise du diocèse de Beauvais. L'influence de ses écoles dut se faire sentir sur plus d'un village du Beauvaisis.

L'abbaye de Saint-Corneille avait son écolâtre dès le XII^e siècle. Elle lui donnait une demi-prébende *dimidia prebenda scholæ*. Ce bénéfice se trouve mentionné, avec la prébende de Saint-Pierre, dans la bulle qu'adressait d'Anagni aux religieux le pape Alexandre III (1159-1175), le 14 des calendes de juin (19 mai) pour confirmer leurs droits sur l'église de Saint-Clément et sur le prieuré de Saint-Pierre (1). Adam, écolâtre de Compiègne, *Adam rector scholarum de Compiendo*, assista l'an 1226, comme témoin, à la vente d'une pièce de terre à Gérard, moine de Saint-Corneille, procureur de la maison de Sept-Voies (2). Les grandes écoles de Compiègne se tenaient à Saint-Clément.

Nous empruntons à M. H. de l'Épinois (3) les renseignements suivants qu'il a publiés dans la *Bibliothèque de l'école des Chartes*: En 1457, la ville de Compiègne donnait une pension « à maistres Jehan du Crocq et Jehan de Sains, maistres-ès-arts, traans lors les escolles au dit Compiengne, pour don à eulx fait en faveur de l'estude et ad ce qu'ilz fussent plus enclins à introduire les enfans et eulx entretenir. » En 1481, c'était « vénérable personne, maistre Jehan Camus » qui régentait les écoles de la ville. Une gratification lui fut accordée « pour aider à son vivre, parceque la plus part des enfans deslaissaient à aller à l'escolle pour la peste. » Le vendredi 17 juin 1497, les gouverneurs envoyèrent « adjourner en la ville de Roye, maistre Jehan Carton, doyen et chanoine dudit lieu, escollatre de Compiègne, à comparaître par devant M. le bailli de Senlis ou son lieutenant à Compiègne, pour respondre au procureur du roy et des gouverneurs, affin de mettre

(1) *Cartul. de Saint-Corneille*, Bibl. Nat. ms. lat. 9171, ch. 11.

(2) *Cartul. de Saint-Corneille*, ch. 400.

(3) H. DE L'ÉPINOIS, *Notes extraites des Archives commun. de Compiègne. Bibl. de l'Ecole des Chartes*, V^e série, t. V, p. 154.

ordre et provisions aux escolles et introduction des enfans de ladite ville. » En 1550, la ville louait « la maison de Raoul le Féron, nommée l'hostel de Boulongne, laquelle, par délibération de la dite ville, a esté occupée par les grandes escolles de la ville. » Vers ce même temps, les gouverneurs de la ville adressaient une remontrance à maître Jean Pigou, procureur de la prébende de l'écolâtre, en l'église Saint-Clément, sur la mauvaise conduite des jeunes enfants. Maître Pigou demanda alors un endroit pour établir des écoles.

SENLIS. — Senlis eut, dès le x^e siècle, une école attachée à la cathédrale. Une charte de 977 nous en a fourni la preuve.

Vers 1106, il y avait au Chapitre un prébendé maître d'école. Son absence aux offices ne l'empêchait pas de percevoir les revenus de sa prébende, quand il faisait l'école. Aussi pouvait-il consacrer tout son temps à ses élèves (1).

Vers l'an 1151, Thibault, évêque de Senlis, de concert avec son Chapitre, établit dans sa cathédrale un maître de chant, ou sous-chantre, et un écolâtre, *succentorem et magistrum*. Il leur fit don de 40 sous de rente, auxquels les chanoines ajoutèrent 20 sous. Cette rente devait être divisée en parts égales entre les deux dignitaires.

On vit dès lors s'organiser définitivement l'école qui prit le nom d'école de N.-D. et de Saint-Rieul. Pour en augmenter les ressources, l'évêque et le Chapitre, d'un commun accord, décidèrent qu'on prélèverait 10 sous tous les ans à la Saint-Remy sur la prébende de chacun des chanoines non promus au sous-diaconat. Le maître de chant et l'écolâtre devaient prendre chacun la moitié de cette retenue. La rétribution payée par les élèves, fréquentant le chœur de N.-D. ou de Saint-Rieul, se devait partager entre eux de la même manière. Il fut convenu toutefois que les élèves n'apprenant que le chant, payeraient leur rétribution entière au maître de chant et que l'écolâtre recevrait toute la rétribution de ceux qui n'apprendraient qu'à

(1) *Bulletin du Comité des travaux histor.*, 1882, p. 162.

lire. Pour que les droits du maître de chant et de l'écolâtre fussent mieux respectés, on inséra cet article dans le règlement des écoles : Il est défendu d'enseigner aux clercs de la ville la lecture ou le chant sans en avoir obtenu la permission soit de l'écolâtre, soit du maître de chant (1). Cette prohibition que nous avons déjà vue dans les règlements de l'écolâtre de Noyon, n'était pas inutiles. Un mauvais maître peut causer de grands désordres dans l'enseignement comme dans l'éducation.

En 1299 les écoles de Senlis manquaient de recteur. Le clerc Oudard de Montmélian se présenta pour occuper cette charge, mais il n'était que licencié-ès-arts. Guy de Plailly, évêque de Senlis, réunit les membres de son Chapitre. Le candidat fut examiné. Ses qualités brillèrent sans doute, car il obtint le mardi 15 septembre une dispense pour régir les écoles en attendant qu'il eût le titre de maître-ès-arts (2).

Pierre Barrière, deuxième successeur de Guy de Plailly, accorda de semblables dispenses, le 13 novembre 1334, à Yves Anyot (3). Le Chapitre n'avait pas été consulté. Les chanoines protestèrent. La direction complète des écoles de Senlis appartenait bien à l'évêque sans contestation ; mais le Chapitre ne devait de stalle au chœur qu'à un maître-ès-arts. L'évêque lui donna satisfaction par une charte, où il reconnaissait le bien fondé de la plainte et accordait que ce fait ne fût d'aucune conséquence pour l'avenir.

Vaast de Villers (4) plaçait, le 12 août 1335, Pierre de Brasseuse, clerc de Senlis, à la tête des grandes écoles de la ville, attendu sa suffisante science, bien qu'il ne fût pas encore licencié-ès-arts, et il pria le Chapitre de permettre au nouveau titulaire de prendre au chœur la stalle accou-

(1) *Gallia Christ.*, t. X, Instr. eccl. Silvan., col. 213.

(2) *Gall. Christ.*, t. X, col. 480.

(3) *Gall. Christ.*, t. X, col. 486.

(4) *Gall. Christ.*, t. X, col. 489.

tumée. Ses lettres sont datées du palais épiscopal de Mont-l'Évêque. De tous ces textes il résulte qu'il fallait être docteur pour obtenir la direction des écoles, même ailleurs qu'à Paris. C'est une nouvelle preuve de la vigilance sérieuse que l'église apportait au bon état des études.

Pierre de Treigny, et son Chapitre, nous montrent en une charte du 21 février 1352 (1353 n. s.) leur sollicitude pour le gouvernement des écoles.

Suivant une vieille coutume qui fait loi, y est-il dit, la nomination et la destitution du maître des grandes écoles de la ville appartiennent à l'évêque. Le sous-chantre exerce les mêmes droits sur toutes les petites écoles. Chaque maître lui doit pour cela tous les ans 10 sous parisis à Noël et deux coqs au Mardi-Gras. Néanmoins, des bourgeois de Senlis et des personnes compétentes nous ont priés, nous et le sous-chantre, de réunir sous une même direction les grandes et les petites écoles, afin que les enfants qui les fréquentent soient mieux formés sous le rapport de la science et des mœurs. Après mûre réflexion, nous avons conclu avec le sous-chantrel'arrangement suivant : Désormais la nomination et la destitution des maîtres appartiendront à l'évêque dans toutes les écoles de garçons, tandis qu'au sous-chantre seront réservées la nomination et la destitution dans toutes les autres écoles fréquentées par les filles. Le sous-chantre pourra augmenter ou diminuer le nombre de ces écoles, selon qu'il le jugera convenable. Tous les émoluments, depuis longtemps fixés par l'usage à cet égard, lui reviendront de droit. Pour faciliter la direction des grandes écoles et la rendre plus parfaite, on n'en nommera le maître que pour trois ans seulement, et on choisira un homme présentant toutes les garanties nécessaires comme science et comme mœurs. Le maître des grandes écoles sera tenu à la résidence. Il aura avec lui un sous-maître et un portier d'une capacité suffisante pour l'aider dans son enseignement. Une stalle lui sera réservée au chœur. Il prendra part aux distributions qui se font aux autres clercs. Il se rendra souvent à l'église pour apprendre les leçons qu'on y doit lire, tant aux enfants de chœur qu'à tous les autres clercs, de quelque ordre ou rang qu'ils soient. Tous ces clercs et les familiers des chanoines pourront aller à ses écoles et y recevoir l'instruction, sans qu'il puisse leur réclamer aucun salaire, ni même en recevoir. Et, pour que ces nouvelles dispositions ne nuisent en rien au sous-chantre, le maître des grandes écoles sera tenu de lui payer chaque année 40 sous parisis en quatre termes, savoir à la fête de Saint-Jean-Baptiste, à la fête de Saint-Remy, à Noël et à Pâques, et deux coqs au Mardi-Gras, *infra carnicapium*. En prenant possession de sa stalle au chœur, il prêtera serment au sous-chantre sur les saints évangiles de régir avec fidélité les écoles confiées à ses soins et de s'acquitter envers lui des redevances convenues (1).

(1) *Gall. Christ.*, t. X, col. 494.

Cette chartre nous fait constater l'existence à Senlis de grandes et de petites écoles, d'écoles de garçons et de filles, d'écoles gratuites pour les enfants de chœur et les clercs, dès la première moitié du XIV^e siècle. Elle nous y montre l'enseignement primaire et secondaire parfaitement organisé. Placées sous la juridiction immédiate de l'évêque, ces écoles offraient toute garantie aux familles. Les maîtres encourageaient des peines s'ils se montraient infidèles à leurs obligations.

Toutes les institutions humaines sont sujettes à des vicissitudes. Un demi-siècle ne s'était pas écoulé que ces écoles se trouvaient dans la gêne. Les revenus avaient diminué. Le doyen du Chapitre, d'accord avec les chanoines, pria l'évêque de vouloir bien lui assigner une prébende avec ses revenus pour l'entretien du maître et des enfants de chœur. Jean Dodiou s'empressa d'accéder à leur demande. Par une chartre du 12 octobre 1398, il désigna pour cet emploi une prébende dont la collation lui appartenait de plein droit. Cette prébende, vacante par suite de la mort de Mathieu Allermé, fut réunie à perpétuité aux bénéfices du Chapitre, à la condition que les fruits et revenus serviraient à l'instruction des clercs (1).

CRÉPY-EN-VALOIS. — En 1182, Philippe, comte de Flandre et de Vermandois, et Elisabeth sa femme, fondaient, pour le bien de leurs âmes et pour le salut de leurs prédécesseurs, une église ou collégiale en l'honneur du saint martyr Thomas de Cantorbéry, auprès des murs de Crépy-en-Valois. Ils y établirent dix chanoines pour y servir Dieu, cinq prêtres, trois diacres et deux sous-diacres, auxquels ils assignèrent à perpétuité la dotation suivante, savoir à chaque prêtre vingt livres, à chaque diacre 15 livres, et à chaque sous-diacre 10 livres, à percevoir annuellement à la Saint-Remy sur les censives de Crépy et sur les autres revenus du domaine. En même temps, ils donnèrent aux chanoines la permission d'enseigner les belles lettres et d'ouvrir des

(1) *Gall. Christ.*, t. X, col. 497.

écoles, *dantes eisdem canonicis libertatem legendi et scholas regendi* (1).

Telle est l'origine de l'écolâtrerie de Crépy. Le Chapitre usa aussitôt de son droit et ouvrit une école. Le serment suivant, exigé du maître d'école, à son entrée en fonction, va nous apprendre les obligations qu'on lui imposait :

Le maître des nouvelles écoles doit, au jour de son installation, prêter serment au Chapitre de maintenir les droits de son école de tout son pouvoir, de rendre obéissance au doyen et au Chapitre dans les choses licites et honnêtes, de faire un fidèle emploi des 40 sous parisis, qu'il reçoit tous les ans du prévôt de Crépy, pour donner un repas à ses écoliers, le jour de la Saint-Nicolas d'hiver. S'il lui reste quelques deniers à la suite de ce repas, il les distribuera à ses écoliers pauvres, comme bon lui semblera. Il s'engagera également à payer chaque année 40 sous parisis pour la maison d'école, au terme fixé pour les autres maisons, situées dans notre enclos ; et à distribuer à ses écoliers pauvres, en la première semaine de carême, la valeur d'un muid de blé, qu'il reçoit de la commune, et 40 sols nérêts, que lui paye le prévôt de Crépy. Il invitera à cette distribution le doyen et, à son défaut, le prévost de l'église. On doit lui rappeler que, d'après l'usage, tout chanoine peut envoyer à l'école un neveu, un cousin, ou tout autre enfant demeurant chez lui, sans payer au maître aucune rétribution (2).

Le prévôt de Crépy ne manquait pas de payer chaque année la somme promise pour le repas des écoliers. La quittance donnée par Nicole Gargant, le 6 décembre 1448, en est la preuve. La voici :

Je Nichole Gargant, prestre, curé de Saint-Denis de Crespy et recteur des escolles dudit lieu, congnois et confesse avoir eu et receu de Mahieu de Villemeneux, recepveur du bailliage de Vallois, la somme de trente six sols parisis, que j'ay droit de prendre chascun an sur la recepte de mon seigneur le duc d'Or-

(1) Philippus Flandrie et Viromandie comes et Elisabeth uxor mea... Pro animabus nostris et antecessorum nostrorum, quamdam ecclesiam in honore beati Thome, martyris Cantuariensis, prope muros Crespei, fundari fecimus, in qua decem canonicos ibidem Deo servituros, quinque presbyteros, tres diaconos, duos subdiaconos instituimus, assignantes et in elemosinam concedentes in perpetuum singulis presbyteris viginti libras, singulis diaconibus quindecim libras, singulis subdiaconibus duodecim libras recipiendas annuatim in festo sancti Remigii ex censu nostro Crespei, aliisque redditibus nostris et traverso... Damus eisdem canonicis libertatem legendi et scholas regendi... Actum anno Verbi incarnati M^oC^oL^oXXX^oII^o. (COLLIETTE, *Mém. du Vermandois*, t. II, p. 417).

(2) V. DE BEAUVILLÉ, *Docum. inédits sur la Picardie*, t. I, p. 126.

léans, ou dit bailliage, le jour de feste Saint-Nicholas d'iver, pour le pastz des escoliers estans en la dicte ville, etc. (1).

Crépy avait donc un écolâtre depuis le XII^e siècle. A son école les enfants pauvres recevaient des secours en blé ou en argent, ce qui valait mieux que la gratuité, et le repas de Saint-Nicolas devait particulièrement encourager les élèves à l'exactitude. N'oublions pas que les 40 sols parisis du XII^e siècle pouvaient bien valoir 200 francs de notre monnaie.

II. LES PAUVRES CLERCS, CAPETTES, BONS-ENFANTS. — Quand les terreurs de l'an mil furent dissipées, on fonda dans la plupart des villes des maisons pour les étudiants sans fortune. Ces maisons furent appelées hôpitaux des pauvres Clercs, Capettes, Bons-Enfants. C'étaient, en effet, des hospices, des hôtelleries où la charité, de concert avec la science, pourvoyait à l'entretien des écoliers indigents, leur procurant le gîte, la table et des ressources de tout genre. Nos pères comprenaient ainsi la gratuité. Chaque jour les étudiants se rendaient aux grandes écoles. Quand les leçons étaient terminées, ils rentraient au domicile que leur avaient ménagé les âmes généreuses. Cet asile leur était ouvert pendant leurs études, comme pendant leurs voyages. Le nom de clercs, donné aux écoliers, indique que la plupart d'entre eux faisaient partie du clergé, depuis l'enfant de chœur jusqu'à l'aspirant au sacerdoce. Il nous rappelle aussi qu'alors clergé et science étaient des termes synonymes. On désignait encore ces étudiants sous le nom de Capets ou Capettes à cause de la petite cape ou manteau à capuchon, qu'ils portaient. On les appelait également les Bons-Enfants, par allusion sans doute à leur bonne conduite et à leur tenue édifiante.

SAINT-THOMAS DES PAUVRES CLERCS DE BEAUVAIS. — Il existait à Beauvais, dès le XII^e siècle, un hôpital appelé d'abord *Hôtel-de-Cuigy*, puis *St-Thomas-des-pauvres-Clercs*. En 1189 Philippe de Dreux, évê-

(1) V. DE BEAUVILLÉ, *Docum. inédits*, t. I, p. 127.

que de Beauvais, prit sous sa protection cet hôpital, alors situé près l'église de St-Nicolas. Il défendit sous peine d'excommunication d'en ravir, dérober ou amoindrir les biens. Nous voulons, dit-il dans ses lettres, que cette maison puisse à jamais contribuer à la gloire de Dieu et à l'entretien des pauvres clercs (1).

En juin 1210, un prêtre nommé Gauthier lui donnait une rente de 10 sous beauvaisins à prendre sur une maison, sise près de la rivière de Merdenchon. Cette maison avait appartenu à feu Raoul, curé de St-Martin de Beauvais. L'hôpital de St-Thomas est désigné, dans l'acte de donation, sous le nom de maison des pauvres clercs écoliers, *domus pauperum clericorum scolarium*. En avril 1211, le clerc Nicolas d'Omeus donnait à la maison religieuse des pauvres clercs de St-Thomas, martyr, de Beauvais, *religiose domui pauperum clericorum Sancti Thome martyris de Belvaco*, une rente de 9 mines de blé et 9 mines d'avoine. Les religieux de Valsery, *conventus Vallis Serene*, devaient payer en son nom cette rente sur la dîme du Meux, *in decima de Omeus*, dont il leur avait laissé la perception.

Au mois de juin de la même année 1211, Beaudouin, curé de Houssoy, *Balduinus presbiter de Housseio*, donnait aux pauvres clercs 5 sous de cens à prendre à Milly.

Le 2 novembre 1217, Philippe de Dreux, qui s'était constitué leur protecteur en 1189, leur légua par testament le tiers de ses coutures de Beauvais et des Marais, *culturarum de Belvaco et de Mares tertiam partem*, 20 sous de rente à prendre sur les cens de Beauvais, 4 arpents des meilleures vignes de Beauvais et l'un de ses quatre chars, attelé de deux chevaux. Les dons ne cessèrent d'affluer à l'hôpital.

(1) *Domum hospitalem pauperum clericorum*, que juxta ecclesiam beati Nicolai sita est, cum omnibus que ad eam spectant, vel deinceps jure canonico adipisci poterit, tam sub nostra quam successorum nostrorum protectione suscepimus, sub anathemate prohibentes ne quis ea defraudare vel surripere, vel diminuere presumat; volumus etiam ut predicta domus ad honorem Dei et pauperum clericorum sustentationem inconcussa permaneat. (V. DE BEAUVILLÉ, *Documents inédits concernant la Picardie*, t. II, p. 14.)

On en peut déjà voir une ample énumération dans une bulle du pape Honorius III, confirmant, en l'année 1218, les possessions de l'établissement. De nombreuses chartes, conservées aux *Archives de l'Oise*, permettent d'apprécier les biens considérables que reçurent les pauvres clercs au XIII^e siècle. En décembre 1223, Ives de Pierrefitte et Odeline, sa femme, leur abandonnent la moitié du manoir de Pierrefitte, qu'ils tenaient de Guillaume de Berthelmecourt. — En mars 1227 (1228 n. s.), Gilon de Hodenc, chevalier, d'accord avec Pétronille, sa femme, Guillaume, son fils aîné, et ses autres enfants, leur donne une acre d'aunaie, mesure de Normandie, à Ferrières près Gournay, entre Marcheru et Fontaine-Cachieuse. — En février 1228 (1229 n. s.), Dreux, maire de Pierrefitte, leur donne deux mines de terre, sises au Plouy-Louvet, hameau de Herchies, au lieu-dit la Pierre-d'Autivillers. — En janvier 1232 (1233 n. s.), Philippe, curé de St-André de Beauvais, *Philippus, presbiter parrochialis Sancti Andree Belvacensis*, leur donne 46 sous de cens annuel, avec 30 livres parisis à convertir en rente, pour fonder une chapellenie en l'église de St-Thomas, *ad quamdam capellaniam constituendam in ecclesia beati Thome pauperum clericorum Belvacensium*. — Au mois d'août 1239, Jean de Savignies, chevalier, abandonne au maître et aux frères de l'hôpital des pauvres clercs la dîme d'un muid de blé « à la Trembloye, » en réparation de la violence exercée par lui contre un frère convers, etc. etc. ;

En 1383, Miles ou Milon de Dormans, évêque de Beauvais, annexa l'hôpital de St-Thomas à l'abbaye de St-Symphorien qui en prit aussitôt l'administration. Tout alla bien jusqu'à l'invasion anglaise. Durant les guerres, les pauvres clercs-écoliers furent dépouillés de la majeure partie de leurs revenus. La maison ne put continuer à exercer l'hospitalité. A peine, en 1480 suffisait-elle à l'entretien de ses recteurs, dont le dernier, Guillaume du Grosmesnil ou de Grumesnil, archidiacre et chanoine de Beauvais, venait de donner sa démission. Julien, évêque de Sabine, cardinal du titre de

St-Pierre-ès-Liens, grand pénitencier et légat du Pape en France, donna pouvoir aux abbés de St-Lucien et de St-Quentin-lès-Beauvais et à l'official de Beauvais de réunir l'hôpital, après information, à la maîtrise des enfants de chœur de la cathédrale. L'enquête faite par les commissaires démontra l'urgence de la mesure. L'union fut donc prononcée par Jean de Villers St-Paul, abbé de St-Lucien (1).

Une restauration de l'hôpital des pauvres clercs fut tentée dix-huit ans plus tard.

Le Chapitre de Beauvais comptait alors parmi ses membres un docteur en l'Université de Paris, nommé Jean Standonht. Ce chanoine avait rencontré bien des difficultés pour faire ses études, à cause de la pauvreté de ses parents. Il dut quitter les écoles de Malines, son pays natal, pour aller à Gouda en Hollande, où une communauté, appelée *les Donataires*, instruisait les pauvres gratuitement. C'est là qu'il apprit la grammaire. Il vint ensuite à Paris, reçut l'hospitalité en l'abbaye de Ste-Geneviève, suivit les cours de l'Université, obtint le bonnet de docteur et une chaire de régent au collège de Ste-Barbe. L'étroite amitié, qu'il lia avec le principal du collège de Montaigu, lui valut d'être son successeur. Standonht n'oublia jamais qu'il devait son éducation et son élévation à la charité. Il eut toujours une affection particulière pour les étudiants sans fortune. Grâce aux libéralités de l'amiral de Grâville, dont il fut le confesseur, il rebâtit le collège de Montaigu. Les vastes proportions du nouvel établissement lui permirent d'y installer en 1491 une communauté de pauvres écoliers, auxquels il fournissait toutes les choses nécessaires à la vie, excepté le pain que leur donnaient les pères Chartreux sur sa demande. Malines, Cambrai, Louvain, Valenciennes fondèrent de semblables communautés

(1) Les diverses chartes que nous venons d'analyser se trouvent en original aux *Archives de l'Oise*, G 782, 783, 784, 837. Le testament de Philippe de Dreux est dans l'*Hist. et Antiq. du pays de Beauvaisis* de P. Louvet, t. II, p. 351 à 355.

à sa sollicitation. Les écoliers qui en faisaient partie furent en France appelés Capettes et en l'Université de Louvain Standonciens. L'abandon de l'hôpital de St-Thomas à Beauvais ne pouvait manquer d'attrister le principal de Montaigu. Il résolut de le réorganiser. C'est avec cette intention qu'il se présenta au Chapitre de Beauvais le 2 novembre 1498. Il y exposa son dessein de réunir les jeunes gens sans fortune, mais montrant des dispositions pour l'étude, afin de les instruire sur la religion et la grammaire et les appliquer à l'étude des sciences. Il offrit d'affecter à cette œuvre les revenus de sa prébende et pria le Chapitre de mettre à sa disposition quelques appartements dans la maison de St-Thomas des pauvres clercs, pour y loger ses élèves. Les chanoines accueillirent favorablement ces ouvertures (1). Le projet toutefois ne fut pleinement réalisé qu'à la suite d'une donation de vastes immeubles, faite à la ville en 1545, par un autre chanoine, Nicolas Pastour

LES CAPETTES DE NOYON. — La ville de Noyon. eut, dès le commencement du XIII^e siècle, son hôpital des Capettes. Cette maison fut établie en faveur de pauvres écoliers, qui furent longtemps au nombre de huit, sept à la nomination du Chapitre, et un à la nomination du marquis de Nesle. On la désigna le plus souvent sous le nom d'hôpital de St-Jacques, parcequ'elle avait pris ce saint pour patron.

En 1217, Simon de St-Quentin, chanoine de N.D. de Noyon, donnait pour le salut de son âme deux sous parisis de cens, payables à la St-Remy, aux pauvres clercs de l'école de Noyon, *pauperibus clericis scola Noviomensis*.

En octobre 1221, Herbert de Magny, de *Meigniaco*, vendit à l'hôpital St-Jacques en la rue St-Maurice deux muids de terre au terroir de Magny (Guiscard), lieudit le Champs-des-Loges. Eléonore, châtelaine de Coucy, dame de Magny, ratifia la vente et dispensa les écoliers du service féodal, moyennant un cens de 6 deniers parisis.

(1) DELETTRE, *Hist. du diocèse de Beauvais* t. III, p. 137. — MORÉRI, *Dictionn. histor.*, Art. Standonht.

Au mois de janvier 1222 (1223 n. s.) Gauthier de Nesle, *Walterus de Nigella*, leur vendait à son tour deux setiers de terre au même terroir.

En juillet 1258 « mesires Pierres Thayeus (*Petrus dictus Thayous*), chapelains de Cousdun a donné au povre hospitaü de Saint Jake de Noïon, lequel on dist en le rue Saint Morice, pour le remède de s'ame et de ses ancessours, à tenir et à avoir perdurablement, une vigne lequèle fu Flourie Margelée. » Cette vigne, sise au terroir de Cambronne, était dans la mouvance de Simon de Cambronne, écuyer, qui en ratifia la donation en septembre 1259.

En septembre 1279, Simon, chapelain de Chiry, donnait à l'hôpital de St-Jacques un surcens d'un setier de blé, à percevoir annuellement à la St-Remy sur un setier de terre, sis au terroir de Dive.

Par son testament, ouvert le jeudi 4 février 1294, (1295 n. s.), Robert Favre ou le Fèvre, *Robertus, dictus Faber*, chanoine et écolâtre de Noyon, légua aux pauvres clercs de l'hôpital de St-Jacques sa maison de Moricamp ; ses maisons de la rue d'Oroir ; une maison devant l'église de St-Pierre de Noyon ; trois faux de pré derrière le pont de la Fosse ; toutes ses possessions à Caillouel ; une vigne à Breschon ; une masure et une grange derrière l'église St-Hilaire de Noyon ; ses terres à Ham ; ses cens à Appilly ; ses cens et surcens à Noyon ; trois mancauds de terre, au lieudit l'Orme-Cendon ; la moitié d'une maison et jardin à la Rue d'Oroir ; les revenus de 60 verges de pré au Pont de Lorgueil et divers objets mobiliers. Jean, abbé d'Ourscamp, donna le 27 février 1296 (1297 n. s.) des lettres d'amortissement pour la maison de Moricamp qui était en la mouvance de son abbaye. Nous y relevons cet éloge de Robert : « Son désir le plus ardent fut de fonder, instituer ou établir un hôpital pour y recevoir les pauvres clercs, et d'employer à doter cette maison les biens qu'il tenait de Dieu ». Robert le Fèvre est donc à bon droit considéré comme l'un des fondateurs de l'hôpital des Capettes.

En octobre 1327, les Capettes recevaient en don de

Colard de la Porte, demeurant à Beaulieu, 42 verges de terre au terroir de Brie (Somme).

« L'an de grâce mil ccc quatre vingt et wit, le dimenche prochain après feste Saint Michiel euvangéliste (4 octobre 1388), » « Pierre de Molin Severeus, fil de feu Pierre de Molins, escuier, et de me dame Emmeline, fame à présent de mon seigneur Guy des Prés, chevalier, de le parroche d'Ongne emprès Chauni sur Oyse, » faisait le legs suivant en faveur des pauvres clercs de Noyon : « Je lesse aus bons enfans escoliers de l'ospital Saint Maurice de Noyon un mui de blé, à penre prechevoir et avoir chascun an seur tous mes héritages en quelconque lieu que je les puisse avoir, par tel convent que il seront tenus de dire chascun an une fois tout le sautier, et si seront tenus de faire dire et célébrer pour l'âme de moy en le cappelle dudit hospital chascun an une fois une messe de *Requiem* par prestre suffisant et ydoine tel qu'il leur pléra. »

Par ordonnance du 14 avril 1404, après Pâques, le Chapitre de Noyon réglait les prières et les offices que seraient tenus de faire « le gouverneur de l'ospital St-Jacque et douze escoliers portant capes les plus souffisans et mieulx lisans », pour Gérard d'Athies, archevêque de Besançon et abbé de St-Eloi, leur bienfaiteur. « Révérend Père en Dieu, mon seigneur l'Archevesque de Besençon, après pluseurs biens et grans aumosnes qu'il a fait tant à l'église de Noyon, comme à pluseurs aultres, tant réguliers, comme séculiers, considérans, que en l'ospital Saint Jaque, séant en la rue de Saint Morice à Noion, sont instruis et gouvernéz pluseurs povres enfans, et que chascun jour en issent et sont issu maint vaillans hommes qui prient, ont prié et prieront pour les fondeurs et bienfaiteurs dudit hospital, meü de compacion et dévociion et pour estre acompaigniéz as prières et oraisons desdiz enfans, pour convertir à l'augmentacion et accroissement des rentes dudit hospital a donné et ausmosné la somme de cent livres tournois. »

Gérard d'Athies mourut le 22 novembre 1404. Son corps fut inhumé en l'église de St-Eloi de

Noyon. « Sont tenus, dit l'obituaire de cette église, les religieux, prieur et convent de l'abbaye Saint-Eloy de Noyon, de dire et célébrer tous les ans, le jour Saint Achaire (27 novembre), un obit ou service solennel au chœur de l'église..... et se doit dire le pseautier de David par les pauvres Cappettes du collège de Noyon, en leur donnant à disner (1). »

L'hôpital de St-Jacques avait des biens à Noyon, Applaincourt, Babœuf, Boutavent, Brie (Somme), Caillouel, Cambronne, Campagne, Cressy (Somme), Dive, Dominois, Ercheux, Guiscard, Landrimont, Nesle (Somme), Morlincourt, Oignes, Pont-l'Evêque, Ramecourt, Roiglise (Somme), Roye (Somme), Salency, Tarlefesse, Thiescourt, Varesnes, Verpillières, etc. (2).

Les *registres des délibérations* du Chapitre de Noyon (3) nous permettent de reconstituer l'histoire de la maison des Capettes pendant tout le xvi^e siècle.

Le 19 décembre 1498, le chanoine Jean Chimez prend la maison canoniale, sise devant les grandes écoles.

Le 16 septembre 1502, les chanoines sont d'avis, qu'après avoir fait les réparations nécessaires à l'hôpital de maître Robert le Fèvre, on distribue les deniers restants aux pauvres écoliers. Ils chargent le doyen, le chantre, G. de Buinost et Jean Caron de veiller à cette distribution. Quant aux 40 sous parisis, que l'hôpital paye au célerier pour le courtil ou jardin, ils veulent qu'on les consacre aux réparations.

Le 21 juillet 1505, on expose au Chapitre que naguère encore un enfant de chœur allait dire à haute voix à la porte des grandes écoles : *Cantatum est*, l'office canonial est terminé à l'église. C'était le signal de la sortie des écoles. Les chanoines, con-

(1) J. LE VASSEUR, *Annales de l'église de Noyon*, t. II, p. 1006.

(2) Les chartes originales des Capettes de Noyon, que nous venons d'analyser, sont aux *Archives de l'Oise*, G. 1621, 1630, 1695, 1701, 1702, 1705, 1707 et 1707 bis. Voir pour les autres titres des Capettes *ibidem*, G. 1631 à 1638 bis et 1695 à 1713.

(3) *Extraits aux Arch. de l'Oise*, G. 1622.

sidérant que la maison des écoliers est fort éloignée des écoles, ordonnent qu'on revienne à l'ancien usage, et qu'un enfant de chœur aille dire le traditionnel *Cantatum est*.

Le 22 août 1506, Jean Cagnard présente les comptes de l'hôpital pour les années 1503 et 1504. Il reste en caisse 46 livres 3 den., non compris 21 l. 3 den. formant le reliquat du compte de 1498. Le Chapitre ordonne que ces deux sommes seront remises à maître Pierre Isabellis, écolâtre, pour être distribuées par lui en aumônes aux pauvres écoliers, après qu'il en aura délibéré avec Jean Caron et Fr. Charmolue. Sur ces sommes, on prélèvera 18 liv. par. qui ont été données en pur don à trois enfants de chœur, envoyés aux écoles, savoir Quenu, Robelin et Gaspard.

Le 12 novembre 1506, Etienne Burer, chapelain de St-Nicaise, et Jean Rabeu, chanoine, sont priés de payer leur quote-part des réparations faites aux grandes écoles par l'écolâtre. Burer devait 12 s. t. et Rabeu 6 s. t.

Le 16 décembre 1506, on approuve les comptes de l'année 1505, présentés par Adam de Marle, administrateur de la maison des Capettes. L'écolâtre, le doyen et Jean Caron, sous-chantre, sont chargés d'examiner quelle somme on pourrait bien demander pour l'entretien de la maison et le service des chambres, soit à chaque écolier, soit au maître des écoles. L'hôpital devait se trouver dans la gêne.

Le 23 juillet 1507, les chanoines, considérant que l'hôpital a été fondé pour loger et nourrir de pauvres Capettes, *pro pauperibus Capatis*, et non pour enrichir les administrateurs, et que malgré cela les édifices entretenus avec les revenus des Capettes servent à loger des pensionnaires, *portionistas et cameristas*, dont les administrateurs gardent pour eux les pensions, prescrit que l'administrateur ou principal maître payera, chaque année, pour chaque pensionnaire, 12 sous tourn. au receveur ou procureur de la maison, à partir du mois d'août suivant. Si quelqu'un des écoliers pensionnaires quitte la maison avant la fin de l'année, l'administrateur payera au prorata du temps passé dans la maison.

Le procureur exigera des pensionnaires les linges et les nappes, que les Capettes ont l'habitude de fournir à leur première entrée, et il en tiendra compte. Quand aux pois, il les laissera au maître pour le potage commun. Le maître ne pourra demander à ses écoliers, pour l'écolage d'un an, au delà de 64 sous tournois.

Le 20 décembre 1508, on approuve les comptes de 1506. On décide que le receveur devra percevoir 12 sous pour chaque écolier. La liste en sera dressée par le receveur, le sous-chantre, Robert Goulet, Fr. Charmolue et Jean de Brolly. On nomme pour visiteurs le sous-chantre, Jean Caron et Goulet.

Le 9 mars 1508 (1509 n. s.), les chanoines approuvent l'accord fait avec le maître des grandes écoles.

A raison de 12 sous dus pour chaque écolier en vertu de la décision capitulaire du 23 juillet 1507, le maître payera, pour le temps écoulé depuis lors jusqu'au 1^{er} avril 1509, cent livres tournois dont le procureur tiendra compte. A l'avenir un procureur spécial, désigné par le Chapitre, dressera, le 1^{er} avril et les jours suivants, une liste de tous les pensionnaires, pour chacun desquels il recevra 12 s. t. par an, 6 sous au commencement de l'année et 6 s. au milieu. Les sommes ainsi perçues serviront aux réparations de l'hôpital.

Le 27 septembre 1510, P. Isabellis et A. des Ma-restz sont chargés de prier Jean Rabeu de réparer ou d'abattre une certaine partie de sa maison canoniale, qui gênait la réparation des grandes écoles. Rabeu se soumit à la décision des visiteurs.

Le 4 octobre 1510, le maître des grandes écoles paye 80 livres tourn. pour les pensionnaires.

Le Jeudi-Saint 1515 (1516 n. s.), le Chapitre accepte maître Jean de Lyeurmout pour recteur des écoles et des écoliers et lui donne la charge d'enseigner dans les écoles.

Le 24 avril 1545, le Chapitre examine s'il est vraiment avantageux pour les élèves du collège des Capettes d'être conduits chaque jour à travers la ville à d'autres écoles, où il n'y a jamais eu de classes distinctes et séparées. D'après la loi impériale,

l. II, titre *De studiis liberalibus urbis Romæ*, le premier règlement établi par les commissaires doit sortir son effet. Les maîtres ou régents du collège y donneront leurs leçons dans des classes séparées, sans faire de promenade à travers la ville, se conformant à la loi, qui prescrit pour chaque maître un local spécial, afin que les élèves ne puissent se disputer, ni les maîtres non plus, et que le bruit et la confusion, résultant des différentes langues et des explications diverses, ne viennent pas détourner les élèves de l'étude des lettres. Le Chapitre décide qu'on augmentera le nombre des Capettes, sauf à pourvoir plus tard à leur subsistance, selon les ressources du collège. Il ordonne de réparer et mettre en bon état la maison achetée récemment près du collège, pour y loger les étrangers et éviter ainsi la peste et les autres maladies. Il confie à l'écolâtre l'examen des mesures à prendre pour ramener le bon ordre et établir une sérieuse discipline dans le collège. Des plaintes avaient été adressées au Chapitre, le 10 octobre 1544, au sujet de la rivalité régnante entre le principal du collège et le régent maître François Tanton. Jean Poupart, écolâtre, fut nommé avec d'autres commissaires pour vider le différend. Sur leur avis, Tanton fut maintenu dans sa régence, mais on lui intima l'ordre de respecter en tout les droits du principal, de cesser d'attirer les écoliers et les jeunes gens étudiant ailleurs, au détriment de l'autorité du principal. De plus, on notifia au principal, au régent et aux jeunes gens, la décision de de l'écolâtre Poupart et des commissaires, auxquels fut laissé le soin de préparer d'autres règlements, s'ils le jugeaient utile.

Le 17 juin 1549, sur l'avis des commissaires, on autorise le chanoine A. Le Mannier, receveur des Capettes, à leur procurer des lits aussi bons et aussi commodes que ceux des pauvres écoliers au collège de Montaignu.

Le 5 août 1549, Le Mannier reçoit l'ordre d'envoyer au principal du collège des Capettes un muid de blé et cent sous, pour remédier à la disette.

Le 20 janvier 1552 (1553 n. s.), le receveur P.

Blattier est prié d'assigner, avec l'assentiment de l'écolâtre, une salle dans le collège à maître Corneille de la Forge, pour y instruire ses écoliers, jusqu'à ce que qu'on y pourvoie par une autre organisation.

Le 19 mars 1560 (1561 n. s.), maître Antoine Bellement, écolâtre, présente au Chapitre, pour enseigner au collège des Capettes, Jean Quaquerel, prêtre du diocèse de Noyon, maître ès-arts. Les chanoines charmés de l'élégance de son discours, après s'être rendu compte de sa capacité, de sa science et de l'honnêteté de ses mœurs, lui confient la charge de principal ; mais voyant qu'au début de son administration ses émoluments se trouvaient insuffisants, à cause du petit nombre des élèves, ils décident que chaque jour à 6 heures du matin serait célébrée par lui une messe, à laquelle assisteraient tous les écoliers, et que pour chaque messe il recevrait 3 sous. Pendant cette délibération C. Pépin, receveur du collège, fait observer que tout manque pour la célébration de cette messe, aussi bien l'autel, que les nappes, les linges, etc. Plein pouvoir lui est aussitôt donné pour faire les acquisitions nécessaires.

Le 5 septembre 1560, maître Jean Quaquerel, principal du collège, expose au Chapitre le danger que couraient les jeunes gens de la province en fréquentant des écoles privées, dont les maîtres pouvaient leur inculquer de faux principes. Il demande qu'il soit défendu aux régents particuliers d'enseigner dans des salles privées et que tous les élèves soient obligés de se rendre au collège public. Les chanoines renvoient à l'écolâtre l'examen de cette affaire, comme rentrant dans ses attributions.

Le 10 avril 1564, le Chapitre délègue des commissaires, pour aller assister en la chambre de ville à une délibération touchant le précepteur des enfants de la ville et la prébende dont on lui devait les fruits. Les commissaires s'assemblèrent à l'évêché pour désigner le précepteur suivant l'édit du roi. Les chanoines les chargèrent de nommer Jean Quaquerel, sans préjudice de leurs droits ni de ceux de l'écolâtre à ce sujet.

Le 5 mai 1564, le Chapitre ordonne au cellérier de payer 6 livres pour la pension d'un enfant de chœur, qui étudiait aux Capettes.

Le 19 mars 1565, maître Jean Quaquerel se plaint que les écoliers ne payent plus rien, depuis qu'il jouit de la prébende préceptorale.

Le 5 janvier 1572, l'archidiaire P. Boitel et le chancelier Jean Feuillet sont délégués pour aller avertir le principal des Capettes d'avoir à donner tous ses soins à l'instruction des jeunes écoliers à l'exemple de ses prédécesseurs.

Le 11 décembre 1573, Jean Quaquerel demande qu'on lui donne l'habit des chanoines.

Le 19 juillet 1574, L. Jacquart offre de prendre à bail la mesure canonicale de N. Vallart et la mesure des vieilles écoles qui l'avoisine, moyennant 60 s. parisis. On les lui adjuge le 23, à ce prix, sur lequel le receveur des Capettes doit avoir 10 sous par. pour la mesure des écoles.

Le 21 mars 1576, A. Foucart, chapelain, prend à bail l'hôpital de Robert le Fèvre, moyennant 6 l. 8 s. par an.

Le 22 mars 1577, le trésorier, l'écolâtre et Jean Bellement, receveur des Capettes, sont chargés d'avertir le maître des écoles de se pourvoir de deux professeurs pour faire les classes.

Le 19 janvier 1579, on les prie d'examiner si Jean du Fresnoy, précédemment enfant de chœur, est apte à faire des études. On les délègue en même temps pour visiter le collège et s'assurer que le principal et les professeurs donnent tous leurs soins à l'instruction et à l'éducation des écoliers.

Le 26 février 1580, le Chapitre décide qu'on fera comparaître à la prochaine séance Jean Quaquerel, pour lui donner des avis sur la discipline du collège et sur l'enseignement. Jean Quaquerel étant devenu curé de St-Eloy, donna sa démission de principal au Chapitre, le 9 mars 1582.

Le 4 mars 1585, le principal Renault Belin demande la permission de faire jouer une comédie. Diverses raisons font ajourner la représentation de la pièce à l'année suivante.

L'ancien hôpital de Robert le Fèvre fut tellement ruiné pendant le siège de 1591, que le chapelain A. Foucart demanda au Chapitre la résiliation de son bail le 29 janvier 1592. Cette maison ne servait plus aux écoliers, probablement depuis 1545. En cette année, comme nous l'ont appris les registres du Chapitre, la communauté des Capettes fut transformée en collège. Les élèves cessèrent de sortir pour aller aux écoles. Ils eurent un principal et des régents, *primarium et regentes*. Les classes se firent dans leur maison. Cette nouvelle organisation nécessita un nouvel établissement. Il fallut abandonner l'hôpital de Robert le Fèvre.

SAINT-QUENTIN. — Saint-Quentin en Vermandois possédait aussi, dès le xiii^e siècle, une maison des Capettes ou Bons-Enfants (1). Gossuin le Grènetier et Jeanne, sa femme, dite la Grènetière, lui léguèrent en mourant la somme nécessaire à la création de 12 bourses. Au mois de février 1303 (1304 n. s.) leurs exécuteurs testamentaires Milon de Durbie et Guillaume, dit Malakins, chanoines de Saint-Quentin, Guy de Laon, chanoine de Laon, et maître Jean, dit Plantaveine, chanoine de Noyon, afin d'assurer cette fondation, achetèrent pour la maison des Bons-Enfants, *domo bonorum puerorum apud sanctum Quintinum*, à Bertrand du Hamel, chevalier, seigneur de Clari, *Bertrando de Hamelio, milite domino de Clari*, 60 journaux 40 verges et demie de terre labourable, sis au terroir de Flaucourt (canton de Péronne, Somme). Michel de la Marre, chanoine de Saint-Quentin, mort en 1338, fit un legs en faveur de cet établissement. Les guerres de 1557 causèrent de grands dommages aux biens des Capets. Les bourses furent supprimées. Le peu qui restait des revenus fut depuis lors distribué chaque année par le Chapitre à quelques pauvres étudiants (2).

COMPIÈGNE. — A Compiègne, l'hôpital ou prieuré de Saint-Nicolas-le-Petit, consacrait « une por-

(1) COLLIETTE, *Mém. pour l'Hist. du Vermandois*, t. III, p. 251.

(2) COLLIETTE, t. II, p. 774, t. III, p. 251, 281 et 282.

tion de son revenu à la nourriture, hébergement des pauvres passans, entretènement et nourriture de six petits enfans appeléz Capets, et un maistre pour les instruire. « Cet hôpital n'était, à proprement parler, qu'une maîtrise pour les enfans de chœur de l'abbaye de Saint-Corneille, de qui la maison dépendait. Il fut, dit-on, fondé par le roi Hugues-Capet, en 992, pour faciliter aux habitants du quartier des Domeliers l'accomplissement de leurs devoirs religieux. Il était situé près de l'auberge de la Croix d'or à l'entrée de la rue du Paon (1).

Les prieurs qui administrèrent Saint-Nicolas-le-Petit étaient en 1525, Nicolas Charpentier, en 1560 Jean de Trouseauville, en 1607 Jean Frazer, en 1657 Oudart-le-Gras, et en 1660 Jérémie Rouget (2).

Les Capets de Compiègne étaient ordinairement désignés sous le nom d'*enfants bleus* à raison de la couleur de leurs habits.

SENLIS. — A Senlis, l'*Ecole des Bons-Enfants*, appelée déjà maison des *Pauvres-Écoliers, pauperes scholares Silvanectenses, scilicet boni pueri*, en 1179, fut dotée par Robert de Murat en 1295 (3).

Le testament de Vaast de Villiers, évêque de Senlis, rédigé le 15 décembre 1335, renferme ces dispositions en faveur des écoliers : « Nous lèguons, dit-il, à Gérard, notre neveu, pour l'introduire et l'instruire dans les écoles, *ad eum introducendum et erudiendum in scholis*, quatre livres parisis.

Nous donnons semblablement à religieuse personne Thomas, moine de l'église ou moûtier de Saint-Jeandes-Vignes, notre neveu, 12 livres 4 sous parisis, restant à payer sur vingt livres parisis, que nous lui

(1) Les bâtimens principaux de cet hôpital s'élevaient sur l'emplacement de la maison habitée aujourd'hui par M. Lannois, huissier, rue d'Alger, n° 1. Les dépendances comprenaient la maison de M. Guillerot, photographe, rue de Pierrefonds, n° 9.

(2) ESCUIER, *Hist. de la ville de Compiègne* ms. p. 270, Bibl. du Palais ; — DOM BERTHEAU, *Hist. de Compiègne*, t° 191, Bibl. nat. ms. lat. 13891. — Arrêt du 24 mars 1665, imprimé, Bibl. de Cayrol.

(3) L'abbé MULLER, *Rues, Places et Monuments de Senlis*. Art. *Ecoles et Murat*.

avons promises, pour l'introduire et l'instruire dans les écoles (1) ».

En 1400, Raoul l'Orfèvre, chanoine de Saint-Rieul, fondait à Paris, au collège du cardinal Le Moine, une bourse pour un enfant de la famille l'Orfèvre, ou de la ville, « habile à apprendre à l'école (2). » Evidemment ce bienfaiteur de la jeunesse avait en vue quelque élève de la maison des Bons-Enfants. C'est également à cette école que fait allusion le bailli de Senlis, Gilles de Rouvroy de Saint-Simon, quand il insère dans son testament le 20 septembre 1477, cette disposition particulière : « Je veuille et ordonne aussy que mes trois fils, c'est assavoir Guillaume, Loys et Anthoine, soient tenus en l'escolles tant et jusqu'à ce que chacun deux sache entendre son latin, et par espécial veuil que le dit Guillaume soit encore à l'escolle quatre ou cinq ans (3). »

III. LES COLLÈGES ET LES SÉMINAIRES. — Les collèges des provinces semblent une création du xvi^e siècle. Les plus importants cependant ne firent que continuer et développer l'œuvre des pauvres clercs, des bons enfants ou des Capettes. Tels furent les collèges de Beauvais, Noyon, Senlis et Saint-Quentin. Le concordat de 1515, conclu entre le pape Léon X et François I^{er}, contribua singulièrement à leur prospérité. Plusieurs collèges même lui doivent leur établissement.

Cette convention autorisait le roi de France à conférer certains bénéfices vacants aux professeurs gradués de quelque université. Les maîtres devaient, « moyennant ce, instruire les jeunes enfants de la ville gratuitement et sans salaire. » On appela ces bénéfices prébendes préceptorales. Toutefois on n'en voit guère la collation régulière qu'après le concile de Trente et l'ordonnance d'Orléans (Janv. 1560) qui en fit exécuter les décrets.

Les grands séminaires ont la même origine. Saint-

(1) *Gallia Christ.* t. x, col. 491, 492.

(2) MULLER, *Rues, Places, etc. de Senlis*, Art. *Creil*.

(3) MULLER, *Rues, Places, etc. de Senlis*, Art. *Ecoles*.

Charles Borromée et Saint-Vincent de Paul ont puissamment contribué à leur multiplication pour former à l'église un clergé studieux et entretenir parmi les prêtres l'esprit de leur vocation. Les congrégations spécialement vouées à l'institution des clercs, les prêtres de la mission ou Lazaristes, approuvés par le pape Urbain VIII en 1626, les missionnaires du clergé, fondés par Mgr d'Authier de Sisgau en 1632, les Sulpiciens, fondés par l'abbé Olier en 1642, les Eudistes, fondés à Caen, en 1643, par Eudes de Mézeray, frère de l'historien, etc., leur ont fourni des directeurs et des maîtres.

COLLÈGE DE BEAUVAIS. — Au mois d'août 1545, quatre mois avant l'ouverture du concile de Trente, Nicolas Pastour, prêtre, maître ès arts et docteur en théologie, chancelier et chanoine de Beauvais, fondait un collège en cette même cité de Beauvais, sa ville natale, dans la rue Sainte-Marguerite. Les considérants de cette fondation méritent d'être rapportés. Il la fait « pour la fervente dévotion qu'il a en la sainte foy catholique et augmentation d'icelle, aussi en faveur de la république, tant ecclésiastique que civile, et à ce que cy-après la jeunesse de la ville et lieux circonvoisins soit instruite en bonnes mœurs et littérature. » Les principes de la vertu devaient, d'après lui, avoir le pas sur les belles-lettres.

Nicolas Pastour cédait « à la république tant ecclésiastique que civile de la ville et cité de Beauvais, la domination, fonds et propriété d'un lieu contenant plusieurs corps de maisons, chambre, librairie, salle, classe, oratoire, cour et jardin. » Le cardinal de Châtillon, évêque de Beauvais, en érigeant ce lieu en collège, permit « de régenter et instruire audit collège en bonnes mœurs et littérature, aussi d'édifier une chapelle ou autre lieu convenable pour célébrer matines, messes, vespres et autre divin service comme aux autres collèges. » Parmi les charges imposées par le fondateur se trouve celle-ci : « Les enfans qui viendront des parens dudit donateur seront instruits au dit collège *gratis* et préférés à régens s'ils

sont ydoines et suffisans, et semblablement les enfans de chœur gaigés en l'église de Nostre-Dame du Chastel de Beauvais y seront instruits *gratis*, à la charge de dire leur sept pscaumes le premier dimanche de chacun mois de l'an, après matines, au lieu auquel iceluy donateur sera inhumé en ceste ville de Beauvais (1). »

« Nicolas Pastour, dit l'abbé Delettre (2), se dépouilla de sa maison et la convertit en collège public ; il y ouvrit des cours gratuits et se dévoua lui-même à l'instruction des jeunes gens qui ne tardèrent pas à se presser autour de sa chaire. Le Chapitre, applaudissant à un dévouement si généreux, le dispensa de l'assistance au chœur, par délibération du 22 juillet 1541, et l'encouragea à poursuivre une œuvre si éminemment utile. Le fondateur du collège employait les revenus de sa prébende et consacrait ses talents, sa santé et son existence tout entière, dans l'intérêt de cet établissement, et il lui fut donné de le voir florissant avant de terminer sa carrière mortelle. Nicolas Pastour cessa de vivre vers l'an 1548. Ses élèves pleurèrent sa mort et la postérité a béni sa mémoire. »

Un arrêt du Parlement, rendu le 3 août 1564, prescrivit l'exécution de l'édit d'Orléans en la ville de Beauvais. Nous en donnons la conclusion : « A nostre dite cour ordonné que l'Evesque et comte de Beauvais et les dénommés par la dite ordonnance (doyen, chanoines, et Chapitre de l'église cathédrale, et les maires et pairs de la ville) adviseront ensemble d'un homme de bonne vie, mœurs, conversation et doctrine, pour instruire les jeunes enfans de la ville, auquel sera baillé une prébende préceptorale en la dite église, qui viendra à vacquer en pleine liberté, ou le revenu entier d'icelle, et ny seront sujettes ny contraintes les églises collégiales d'icelle ville, ains seulement la cathédrale et principale chargée de la prébende théologale ; et cependant jusques à ce que celui qui sera esleu soit pourveu d'une prébende..... a icelle nostre dite cour ordonné que sur le revenu temporel

(1) P. LOUVET, *Hist. et Antiq. du Beauvaisis*, t. I, p. 838.

(2) DELETTRE, *Hist. du diocèse de Beauvais*, t. III, p. 207

de l'évesché de Beauvais sera baillé par chacun an audit précepteur la somme de deux cens livres parisis.»

Le 3 juin 1583, le chapitre de Saint-Pierre s'engagea à payer chaque année à perpétuité « au principal du collège ou du séminaire qui pourra estre fait » la somme de 125 livres tournois, » pour l'entretenement, nourriture et aliment d'un enfant de chœur de ladite église audit collège ou séminaire ». Le capital nécessaire à cette fondation lui avait été donné par Claude Gouyne, son doyen (1).

Le collège de Beauvais fut, dès sa fondation, placé sous la surveillance des Trois-Corps, l'Evêque, le Chapitre et l'Hôtel-de-ville. Les dons qu'il avait reçus ne lui assuraient pas un revenu suffisant. L'édit de 1763, en le soumettant à une administration royale, comme les collèges des grandes villes, soulagea sa détresse.

Deux magistrats, le lieutenant-général au bailliage et le procureur du roi, deux échevins, deux notables bourgeois et un secrétaire vinrent occuper au bureau la place des Trois-Corps. 20,000 livres, obtenues du roi par l'entremise du garde des sceaux, permirent de réparer les vieux bâtiments, d'en construire de nouveaux, de former une bibliothèque, de fonder des bourses, etc. Ce régime dura 10 ans. Par lettres patentes du 6 juin 1773, le roi rétablit l'ancienne administration des Trois-Corps. En 1789, l'évêque s'y faisait représenter par De Blois son vicaire-général et d'Hermont chanoine, le Chapitre par les chanoines Lettrier et Danse, et la ville par De Nully de Lévincourt, échevin, et Morel, ancien échevin. M. Gouchet, notaire, remplissait les fonctions de trésorier et de secrétaire.

Le principal, M. Cottu, avait sous lui un préfet d'étude, un professeur de philosophie et six régents pour les autres classes. La grande pension était de 312 livres (2).

L'évêché actuel de Beauvais s'élève sur l'emplace-

(1) P. LOUVET, *Hist. et Antiq. du Beaucaisis*, t. I, 858, 859.

(2) E. CHARVET, *l'Instruction publique à Beauvais pendant la Révolution*; *Soc. Acad. de l'Oise*, t. X, p. 360-362.

ment du collège fondé par Nicolas Pastour. Après la Révolution, en 1813, l'abbé Guénard installa dans l'ancien couvent des Ursulines, rue des Jacobins, une école secondaire ecclésiastique, qui, en 1827, fut transformée en collège communal.

COLLÈGE DES JACOBINS. — En 1615, le couvent des Jacobins de Beauvais fut choisi pour les études et le noviciat des religieux dominicains de la province de Picardie. A cet effet, François Triboulet, prieur du monastère, fut investi de pleins pouvoirs, le 4 août 1615, par le R. P. Séraphin, général de l'ordre.

Le roi Louis XIII approuva le projet et, par lettres patentes données à Paris le 9 septembre 1616, accorda l'autorisation « d'instituer et d'établir un collège audit couvent et des lecteurs et professeurs, tant en philosophie, théologie, que cas de conscience (1) ». La Révolution a dépossédé et expulsé les religieux dominicains.

COLLÈGE DE SAINT-GERMER. — Un collège fut organisé dans l'abbaye de Saint-Germer, vers 1686, pour l'éducation gratuite des pauvres gentils-hommes. On lui assigna les revenus des prieurés de Laillerie (hameau de Chaumont-en-Vexin), Jambville (canton de Limay, Seine-et-Oise) et Serans (canton de Chaumont); mais la réunion de ces bénéfices à la mense conventuelle ne fut pas faite régulièrement, et la bonne œuvre faillit être abandonnée, faute de ressources. Les religieux exposèrent au roi, en 1758, la situation fâcheuse de leur collège, et le prièrent de réunir à leur mense conventuelle les revenus des prieurés de Breuil-le-Vert, Breuil-le-Sec, Villers-Saint-Sépulcre et Gouy (diocèse d'Amiens). Louis XV leur accorda, le 11 mars 1758, un bref autorisant le cardinal Potier de Gesvres, évêque de Beauvais, à procéder aux formalités nécessaires à cette réunion. Le cardinal, auquel ils ne tardèrent pas à présenter leur requête, délégua, le 3 mai suivant, Le Clerc, son vicaire général, licencié en théologie, chanoine et official de Beauvais, pour faire l'information requise. Celui-ci

(1) P. LOUVER, *Hist. du Beauvaisis*, t. I, p. 718.

se rendit aussitôt, les 5, 6 et 7 mai, chez dom Etienne le Picard, prieur de Villers-Saint-Sépulcre, Claude-Pierre Tempête, prieur de Saint-Martin de Breuil-le-Vert, et dom André-Médard Doublet, prieur de Breuil-le-Sec, et entendit leurs observations, qu'il consigna en son procès-verbal. Le 2 janvier 1660, l'évêque de Beauvais approuva la réunion, « à la condition que les charges anciennes et ordinaires des prieurés continueront d'estre acquittées comme elles l'ont été par le passé, et que le surplus sera employé à élever gratuitement dans le collège de la ditte abbaye le nombre de pauvres gentils-hommes, que Sa Majesté s'est réservée de fixer, et de la façon qu'elle trouvera bon ».

L'évêque d'Amiens avait déjà, le 11 juillet 1759, autorisé la réunion du prieuré de Saint-Pierre de Gouy aux mêmes fins. Quatre bourses furent attribuées au diocèse de Beauvais et deux au diocèse d'Amiens.

Jusqu'en 1766, deux chefs se partageaient l'autorité en l'abbaye de Saint-Germer. Il s'y trouvait un prieur, pour maintenir la règle, et un directeur du collège, pour présider à l'éducation des jeunes pensionnaires. Le chapitre bénédictin, tenu, en 1766, en l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, décida que les deux charges seraient désormais remplies par une seule personne. Dom Cardon, professeur de rhétorique au collège de Saint-Germer depuis seize ans, assistait à cette délibération. Ce fut lui qui le premier réunit les deux autorités. Il les exerça pendant trois ans. Le cardinal Potier de Gesvres fit l'éloge de son gouvernement. Sous dom Cardon la paix, le bon ordre et la régularité régnèrent constamment dans le monastère, comme dans le collège. Il n'en fut pas de même sous dom Quenouault qui lui fut donné pour successeur, au chapitre de 1769. Sous l'administration de ce dernier, surgirent des intrigues de moines qui, en 1776, précipitèrent la ruine de l'établissement.

On conserve aux *Archives de l'Oise* les programmes de deux distributions de prix, faites au collège de Saint-Germer. A celles du mois de juillet

1727, on joua une tragédie en vers français, ayant pour titre *Ajax*. Les prix étaient donnés par le marquis d'Auxi. A la distribution des prix du 16 juillet 1738, on joua la *Vocation forcée* et l'*Avare*. Les deux programmes furent imprimés par Pierre Desjardins (1).

La Révolution a supprimé le collège de Saint-Germer. Une école secondaire ecclésiastique fut établie dans les bâtiments de l'abbaye en 1823. Elle fut dirigée de 1823 à 1828 par M. l'abbé Mauger et de 1828 à 1837 par M. l'abbé Pierre-Joseph-Félix Bessière. En 1837 fut construit à Brulet, près Beauvais, le Petit-Séminaire de Saint-Lucien. M. Bessière transféra aussitôt les classes de Saint-Germer au nouvel établissement, dont il devint supérieur. Il gouverna la maison jusqu'en 1846. Après lui vinrent M. Joseph-Hippolyte Marielle, 1846-1849 ; M. Rogeau, 1849-1852 ; M. Thorel, 1852-1858. M. Bessières reprit la direction de Saint-Lucien de 1858 à 1862. Depuis, les supérieurs furent : M. Catel, 1862-1878 ; M. Racinet, 1878-1882 ; et M. Quentier (1882), titulaire actuel.

COLLÈGE DE GERBEROY. — L'Ordonnance d'Orléans fut mise à exécution à Gerberoy en 1586. « L'évêque de Beauvais, est-il dit dans l'arrêt rendu au Parlement le 4 février de cette année, baillera les fruits ordinaires d'une prébende de Gerberoy pour l'entretien d'un précepteur audit lieu suivant l'Ordonnance (2). »

COLLÈGE DE CLERMONT. — « Pareillement en la ville de Clermont, ajoute l'historien du Beauvaisis, Pierre Louvet, suivant la dite Ordonnance, il y a une prébende de l'église collégiale pour le précepteur du collège (3). » L'enseignement y était gratuit (4).

(1) *Arch. de l'Oise*, Fonds de l'abbaye de St-Germer ; — GRAVES, *Statist. Le Coudray-St-Germer*, p. 72.

(2) L'évêque Augustin Potier, dit l'abbé Delettre (*Hist. du dioc. de Beauvais*, t. III, p. 410) se plaisait à présider aux exercices littéraires dans les collèges de Beauvais et de Gerberoy (années 1630-1632). — La Révolution a supprimé le collège de Gerberoy.

(3) P. LOUVET, *Hist. et Antiq. du Beauvaisis*, t. I. p. 869.

(4) GRAVES, *Statist., Clermont*, p. 95.

Principaux du collège de Clermont (1), d'après les *Registres capitulaires* de St-Samson. — xvi^e siècle. — 1574, Jean de Vendôme ; 1574-1587, Antoine Fabre ; 1589-1593, De Rebergues ; 1594-1597, Le Saige ; 1597-1606, Denis Guette.

xvii^e siècle. — 1607-1610, Pierre de Villiers ; 1610-1617, Jacques de Facq ; 1617-1623, Antoine Lefebvre ; 1623-1631, Louis de Monceaux ; 1631-1633, Pierre Davennes ; 1633-1637, Jacques des Essarts ; 1637, Jean de la Croix ; 1638-1654, Jean Cottu ; 1654-1661, Jean de Poix ; 1661-1662, Thouret ; 1662-1669, Antoine Caudrillier ; 1669-1675, François Petit ; 1675-1678, Noël Caignart ; 1678-1688, Samson Chastellain ; 1688-1701, Etienne Marclau.

xviii^e siècle. — 1701-1711, Jean de Cambronne ; 1711-1713, Jean-Pierre Barbault ; 1713-1716, Pierre Roche ; 1716-1718, Jean Palis ; 1718-1733, César-Charles de la Roche ; 1733-1746, Robert le Clercq ; 1746-1749, François le Grand ; 1749-1765, Noël du Russel ; 1765-1783, Henri Rendu ; 1783 et années suivantes, Lucien Warrée.

COLLÈGE DE NOYON. — L'hôpital des Capettes de Noyon fut transformé en collège vers 1545. Il fut question de confier ce collège aux jésuites en 1631 (2). Divers obstacles empêchèrent la réalisation de ce projet. Une convention conclue en 1683, entre François de Clermont-Tonnerre, évêque de Noyon, les officiers royaux et municipaux de Noyon, d'une part, et Raimond Chapponel, procureur général de la Congrégation de France des chanoines de Saint-Augustin, et Ange Pinon, prieur de l'abbaye de Saint-Barthélemy de Noyon, d'autre part, réunit le collège à la communauté régulière de Saint-Barthélemy. La maison toutefois garda le nom de collège des Capettes. Le Chapitre de la cathédrale essaya d'empêcher l'exécution de ce traité. Un arrêt du Conseil d'Etat, daté du 21 août 1684, prescrivit de ne tenir aucun compte

(1) COUARD-LUYS, *Rapport sur les Archives*, dans le Rapport du Préfet de l'Oise, au Conseil général, août 1885, p. 327.

(2) Communication de M. COUARD-LUYS, archiviste de l'Oise.

de son opposition. L'abbaye fut mise en possession de tous les biens des Capettes. Elle se chargea de pourvoir à leur nourriture et à leur entretien. Gilles Auberreau, l'un de ses chanoines, muni de pleins pouvoirs, en prit en son nom l'engagement devant notaire. Il fut convenu que l'intendant de la généralité de Noyon fixerait le nombre des Capets à admettre. Un nouvel arrêt du Conseil d'Etat, rendu le 20 septembre 1684, ordonna l'ouverture des classes. Néanmoins, les chanoines de la cathédrale déclarèrent, en assemblée capitulaire, que le principal du collège, bien qu'il fût prêtre, ne prendrait point place aux stalles du chœur et n'aurait ni entrée, ni voix délibérative au Chapitre. Ce mécontentement ainsi affiché n'empêcha point la transformation de suivre son cours.

Un règlement, arrêté en 1786, par le Chapitre de Noyon et l'abbé de Sainte-Geneviève, déterminait l'entrée et la sortie des classes, les livres, les leçons et les matières de composition, les différents exercices, les congés et les vacances, la conduite des régents envers les écoliers et les obligations du principal (1). Ce dernier avait comme traitement une prébende canoniale évaluée 1200 livres. L'enseignement était presque gratuit. Il était donné par quatre professeurs (2).

Principaux du collège de Noyon (3). — 1560, Jean Quaquerel ; 1585, Renaut Bélin ; 1646, Antoine de la Vacquerie ; 1684, le P. Ange Pinon, prieur de Saint-Barthélemy ; 1710-1712, le P. de Boissémé ; 1717-1719, le P. Le Grand ; 1756, le P. Garsément ; 1761, le P. Diancourt ; 1764-1768, le P. Rose ; 1769-1771, le P. Fagnan ; 1772-1774, le P. Cahouëte ; 1776, le P. Minier de la Blotais ; 1776, le P. Dabon du Gravier.

La Révolution a supprimé le collège des Capettes.

(1) *Arch. de l'Oise*, G. 1622.

(2) COLLIETTE, *Mém. du Vermandois*, t. II, p. 255.

(3) *Arch. de l'Oise*, G. 1622, Procès-verbaux d'inspection du collège des Capettes.

Une école secondaire ecclésiastique, ou petit séminaire, l'a fait revivre en 1823. Elle a été établie par Mgr Claude-Louis de Lesquen, évêque de Beauvais, dans l'ancien couvent des Ursulines. Les supérieurs qui ont successivement dirigé cette maison sont les abbés Delettre, 1823-1833 ; Obry, 1834-1842 ; Laurent-Quentin Boyeldieu, 1842-1857 ; François Nicolas-Stanislas Laffineur, 1857-1860 ; Antoine Billa, 1860-1869 ; et M. l'abbé Blond titulaire actuel.

COLLÈGE DE SAINT-QUENTIN. — A Saint-Quentin, comme à Noyon, le collège se substitua à la maison des Capettes. La première prébende préceptorale qu'on lui réserva, d'après l'ordonnance d'Orléans, fut donnée au principal Louis Potier. Trois professeurs se partageaient l'enseignement. Le premier, qui avait en même temps le titre de principal, était chargé de la rhétorique et de la seconde ; le second, de la troisième et quatrième ; et le troisième, de la cinquième, la sixième et la septième. Une seconde prébende canoniale fut, par arrêt du conseil du roi, laissée, le 3 mars 1595, à la disposition du collège pour l'entretien de ces deux derniers régents. Toutefois, dit Colliette, « le principal du collège seulement porte au chœur de l'église, où il a une place invariable, le poil et les draps des chanoines, et en reçoit les sacrements et la sépulture en leur temple. » Le même historien nous donne les noms des principaux qui dirigèrent l'établissement depuis l'an 1492. L'écolâtre présenta au Chapitre, le 7 novembre de cette année, Alexandre d'Anconne. En 1504, Florent de Champieux résigna ses fonctions. En 1505, nous trouvons Antoine Battus. En 1549, déposition d'Antoine Quesnot que remplace Bonaventure le Bègue. En 1560, Louis Potier, natif de Saint-Quentin, donne sa démission. Son successeur Nicolas d'Andigny remplit jusqu'en 1562 les fonctions de principal qu'il lui rend alors. En 1576, la charge est aux mains de Robert Diré qui abdiqua. Vers 1586, le principal, est Nicolas Herbin, docteur en médecine. Vient ensuite, en 1590, Nicolas Triplot qui se démit en 1596 et fut remplacé par Etienne

Rebouté jusqu'en 1612. De 1612 à 1632 le collège est administré par Claude Emmeré. Après lui reparait Nicolas Herbin. Le principalat fut ensuite occupé en 1640 par Guislain Mabilie, en 1680 par André Cambronne de Saint-Quentin, en 1718 par Nicolas Desjardins, mort le 6 décembre 1738, et depuis par François Desjardins son frère; ces deux derniers étaient originaires du village d'Artam, près Saint-Quentin. (1).

Un lycée remplace aujourd'hui à Saint-Quentin l'ancien collège.

COLLÈGE DE PÉRONNE. — « Le collège de Péronne, dit encore Colliette, bâti sur un fonds appartenant à l'Hôtel-de-Ville, entretenu à ses frais dans ses bâtiments, et soudoyé en partie dans ses professeurs, n'est ni considérable, ni ancien. » La première trace que cite de cette grande école M. Valois, ancien sous-préfet, qui en faisait l'histoire en 1864, est de l'année 1540. A la suite de l'ordonnance d'Orléans, le collège reçut une nouvelle organisation qu'approuvèrent des lettres patentes délivrées le 14 juin 1568. Des prêtres séculiers en eurent la direction de 1568 à 1628. Un acte du 21 juillet 1614 y nomma comme principal Pierre le Sergent. Robert Dournel le remplaça le 30 septembre 1622. Sur sa démission en 1628, on confia l'administration du collège aux pères de l'Oratoire, qui le gardèrent depuis le 2 février 1628 jusqu'au 1^{er} septembre 1637. Des prêtres séculiers s'y réinstallent et y restent jusqu'en 1665. Les principaux furent, du 18 octobre 1638 au mois de février 1643, Robert le. . . . ; du 13 mai 1643 au 24 septembre 1659, Jean Caumartin qui mourut à cette dernière date; du 12 avril 1660 à 1665, Louis Cornu, bachelier en théologie, qui donna sa démission. Les pères Trinitaires de Templeux-la-Fosse régirent ensuite l'établissement pendant cent onze ans, du 14 septembre 1665 à 1776. Les humanités y étaient enseignées par trois professeurs y compris le principal qui faisait aussi la classe. Le logement des régents

(1) COLLIETTE, *Mém. du Vermandois*, t. II, p. 251 à 253.

était entretenu gratis. Leur traitement consistait en quelques gratifications de l'Hôtel-de-Ville et le revenu d'une prébende canoniale de Saint-Furcy. Des prêtres séculiers reprirent le collège après les Trinitaires et ne le quittèrent que quand la Révolution vint les chasser (1).

COLLÈGE DE NESLE. — Le collège de Nesle fut érigé en 1579, conformément à l'ordonnance d'Orléans, sur la demande des magistrats municipaux formée en 1577. Un seul professeur séculier qui avait le titre de principal y enseignait les humanités en 1772. Une prébende préceptorale lui servait de traitement. Il avait sa stalle au chœur, séance et voix au chapitre, et jouissait des autres prérogatives attachées à son bénéfice. Son élection et sa destitution se faisaient par le chapitre et six bourgeois (2).

Le collège de Nesle a été supprimé à la Révolution.

COLLÈGE DE CHAUNY. — Le collège de Chauny n'avait en 1772 qu'un seul professeur, appelé principal, pour toutes les humanités. Les magistrats de la ville lui fournissaient ses appointements (3).

L'école ecclésiastique de Saint-Charles, naguère incendiée, s'est fait gloire de suivre les traditions de l'ancien collège de Chauny.

COLLÈGE DE COMPIÈGNE. — En 1560, ou mieux le 2 août 1563, Mathieu Bocheron, curé de Saint-Jacques de Compiègne, donnait 500 livres « pour estre employé en l'achapt d'une maison et en icelle establir le collège de la dicte ville à la charge néanmoins de chanter par les escoliers du dict collège, chacun jour de relevée, avant sortir dudict collège, le *Salve Regina* avec trois oraisons, l'une de la Vierge Marie,

(1) COLLIETTE, *Mém. du Vermandois*, t. II, p. 255 ; — J. DARSY, *Les Ecoles et Collèges du diocèse d'Amiens* ; dans la *Picardie*, 2^e série, t. IV, p. 164.

(2) COLLIETTE, *Pouillé du diocèse de Noyon*, p. 220.

(3) COLLIETTE, *Pouillé du diocèse de Noyon*, p. 69.

l'autre *Venice largitor*, et l'autre *Fidelium* à son intention et de ses parents et amis trespasés. »

Le 5 octobre 1564, une maison, située au coin du Marché au Blé, devant Saint-Corneille, fut léguée par testament à la ville dans le même but. En 1567, un différend s'éleva entre la ville et le Chapitre de St-Clément au sujet de la prébende à donner au maître chargé d'instruire les enfants. Une contribution dut pourvoir à l'entretien d'un précepteur, en attendant que la ville assignât une pension fixe aux régents du collège.

Le 9 mai 1571, les 500 livres données par le curé de Saint-Jacques furent avec d'autres deniers fournis par la ville « employés par honorables hommes, maistre Jehan le Gal, avocat, et Jehan de Saing, bourgeois, cy devant atournez et gouverneurs de la dicte ville, à l'achapt de la moitié de la maison et hostel de Roye assise audict Compiengne, par eulx acquise au nom de la dicte ville de Compiengne de Hélye Féré (ou Séné) et de Méline Charmolue, sa femme. »

A la même date, « honorable homme maistre Jacques Charmolue, notaire et tabellion au dict Compiengne, a donné à la dicte ville l'autre moitié de la dicte maison et hostel de Roye, pour estre employé au dict collège. ».

En 1571 également, une cloche pesant 68 livres, à 10 sols tournois la livre, fut commandée par le corps de ville, pour le collège, à un fondeur de Clinchamp en Bassigny.

Le 23 novembre 1574, Noël Gambier, élu pour le roi à Compiègne, donnait à la ville, représentée par Jean Coffin, avocat, Simon Louvet, notaire, et Jean Charmolue, bourgeois, alors attournés et gouverneurs, la somme de 200 livres tournois de rente, à prendre sur les aides et tailles de la ville et de l'élection de Compiègne, pour l'entretien d'un ou de deux régents au collège. Le but de ses largesses était d'obtenir « que l'instruction, institution, doctrine et conduite des escoliers, estudians en iceluy, feust pure sincère et catholique. » Au cas où le collège serait fermé, Noël Gambier voulait que la rente, constituée par

lui, fut prise « par les gouverneurs de la Table-Dieu (*Mensæ Dei*) pour être donnée aux pauvres. »

Notons encore quelques dons faits au collège. Du gouverneur de la Table-Dieu il reçut une rente de 40 livres pour les régents, de Claude Cronnier, procureur à Compiègne, 40 sols tournois de rente, et de Barbe de Hétrus, veuve de Jacques de Barthélemy, écuyer, seigneur de Bienville, une rente de 40 livres tournois. En 1607, Antoine Crin, seigneur des Tournelles et Marie du Feu, sa femme, donnèrent à la Table-Dieu la somme de 300 livres « pour estre employé en rente et bailler la moitié d'icelle rente par chacun an pour subvenir à l'entretienement de la chapelle dudit collège et jeunes enfans orphelins. »

Les pauvres avaient ainsi leur part, même dans les libéralités faites au collège.

L'établissement renfermait, en 1625, 70 enfants de Compiègne. Après avoir été administré par divers particuliers dont les archives de la ville conservent les noms, il fut, au départ d'Edouard de Pontaye, prêtre du diocèse de Lyon, offert aux pères de l'Oratoire. Ce projet n'eut pas de suite. L'abbé Pierre Bonin, ancien curé d'Arcy, prédécesseur de Pontaye, avait déjà émis le vœu que le collège fût confié à la compagnie de Jésus. Plusieurs délibérations de la ville continrent la même proposition. Les Jésuites furent enfin appelés, le 9 mai 1651, à diriger le collège « où depuis plusieurs années il y avait peu d'ordre et de discipline. » L'évêque de Soissons donna son consentement à la nouvelle organisation. Le traité entre la ville et les pères de la Compagnie de Jésus fut conclu le 5 septembre 1653. Louis XIV leur donna, au mois de juillet 1654, des lettres patentes, datées de Sedan, et leur constitua une pension de 3,000 livres. Les religieux entrèrent en possession du collège le 25 août suivant. Jean de Beaureins en était recteur en 1658. Pendant le mois de septembre de cette année, il consacra ses loisirs aux missions dans le diocèse de Senlis avec d'autres Jésuites, Mathieu du Hamel, Michel Guilloët, Pierre et Charles de la Mandinière. L'évêque de Senlis, par lettre en date du 12 septembre 1658, invitait les curés de

Crépy-en-Valois à faciliter la mission que ces religieux allaient entreprendre en leur ville (1). Les Jésuites restèrent à Compiègne un siècle (2). Lors de leur expulsion de France, le collège fut saisi, le 30 juin 1762. Picot de Clorivière, âgé alors de 27 ans, y était régent de seconde et de troisième. Le 24 janvier 1763, le corps de ville décida que le collège serait régi par des particuliers, sous la direction d'un bureau d'administration. Le nouveau régime fut sévère, à ce qu'il paraît, car, dans une lettre adressée aux gouverneurs, un père de famille se plaint des *pensums* et des coups de fouets jusqu'au sang donnés à ses enfants. Neuf ans se passèrent ainsi. Les bénédictins de la congrégation de Saint-Maur entrèrent au collège le 5 octobre 1772, après avoir obtenu des lettres patentes du roi le 8 août précédent. Dom de Vaines en fut prieur (3).

COLLÈGE DE SENLIS. — Artus Fillon, évêque de Senlis, donna à la ville de Senlis, en 1523, « l'an-

(1) *Arch. de l'Oise, Reg. de Dehis Sanguin, f° 101 v°.*

(2) Nous avons trouvé, servant de couverture à un contrat, l'annonce imprimée d'une *Enigme* que devaient, le dimanche 26 août 1723 à 3 h. 1/2 de l'après-midi, proposer et deviner en séance publique, au collège de la Compagnie de Jésus de Compiègne; deux humanistes de Compiègne, Gabriel-François de Navarre et Antoine de la Vallée. Voici la pièce :

D. O. M.

ÆNIGMA.

Imperium Natura mihi dedit orbis ; et illio
res hominum nostrâ currere sponte solent,
Per me cuique venit summum nomenque, decusque :
munere stat cunctis vita salusque meo.
Parva quidem moles, celeri cio grandia motu ;
nec muto sedem, mobilis usque licet.
Nostrum est egregium quidquid miraris in orbe ;
est nostrum quidquid nascitur orbe mali.
Tormentumque simul, simul et sum blanda voluptas ;
et me, ne noscar, Dî latuisse volunt.

Proponent ac solvent

GABRIEL-FRANCISCUS DE NAVARRE, Compendiensis } Humanistæ.
ANTONIUS DE LA VALÉE, Sodalis, Compendiensis }

In Collegio Compendiensi Regio Societatis Jesu, Die Dominica 29 Augusti, anno 1723, hora post meridiem sesqui-tertia.

(3) *Tableau des Fondateurs et Bienfaiteurs du Collège de Com.*

cien collège qui estoit, dit Jaulnay, proche l'église Saint-Pierre et sur la paroisse Saint-Rieul. »

En 1530, Pierre Légier, sous-chantre et oncle de Guillaume de Vaucorbeil, faisait un legs en faveur de cet établissement.

Vers 1562, Pierre Chevalier, évêque de Senlis, prit diverses mesures pour prémunir par une science forte la jeunesse catholique contre les dangers de l'hérésie. Il décida, de concert avec les gouverneurs de la ville, qu'au collège l'enseignement serait donné par un principal et deux régents, qu'une prébende serait affectée à l'entretien de la maison, et que chaque élève payerait 20 sols parisis par mois. Le principal devait être choisi par lui d'après « la proposition du Chapitre et du corps de ville. »

Il faut croire que ces mesures rencontrèrent de l'opposition, car, en 1565, le Chapitre de Notre-Dame fut condamné à fournir au collège la prébende d'un régent, conformément à l'ordonnance d'Orléans. Les bâtiments menaçaient ruine. Une délibération avait été ouverte à ce sujet en assemblée générale le 3 décembre 1564. Des réparations y furent même votées, mais on ne se hâta pas de les faire ; de sorte qu'en 1571, disent les écrits du temps, la maison était tout à fait « en décadence. » Une taille de 400 livres, prélevée sur la ville dans les années 1572 et 1573, permit enfin, non-seulement de restaurer le collège, mais encore de l'agrandir. Par contre on se plaignait beaucoup de l'administration. Une réforme fut faite en 1623. Daniel Viset eut la charge de principal au lieu de Playette, après un concordat intéressant passé entre celui-ci et les échevins. La ville acheta la même année à Robert Advenat, moyennant 3,150 livres l'hôtel Sainte-Anne, « maison où l'on faisait noces et grandes assemblées, fort commode pour esta-

piègne, 1608 ; *Arch. de la ville de Compiègne*, GG. 60 ; *Soc. Historique de Compiègne*, t. I, p. 104 ; — DOM GILLESON, *Hist. et Antiq. de la ville de Compiègne*, ms. t. I, l. I, ch. 83 ; — H. DE L'ÉPINOIS, *Notes extraites des Arch. communales de Compiègne* ; *Bibl. de l'Ecole des Chartes*, V^e série, t. V, p. 154 ; — CHORON, *Recherches histor. sur l'Instruct. publique dans le Soissonnais* ; *Soc. Archéol. de Soissons*, 2^e série, t. IX, p. 140 à 144.

blir le collège. » Les trois classes y furent installées à la Saint-Remy.

Le 6 décembre 1624, jour de Saint-Nicolas, Nicolas Sanguin, évêque de Senlis, célébra la messe dans la chapelle de Sainte-Anne. « Et ainsi, dit Jaulnay, toutes choses étant muables en ce monde, les études sont transportées dans le bruit, assez proche de l'estape au vin. »

En 1638, le président Amelot, en vertu de lettres patentes, unit le prieuré de Saint-Maurice au collège.

En 1651, des démarches furent faites à Paris auprès de « Messieurs de Sainte-Genneviève pour les prier de prendre le collège. »

En 1652, lorsque François Testu accepte le principalat, il s'oblige, disent les échevins du temps, à « soigner tant l'instruction des écolliers en la piété et religion catholique que lettres humaines, suivant l'intention de nos roys...., moyennant quoy luy donnons pouvoir de prendre et recevoir des écolliers, dont les pères auront moyens et facultés, les rétributions convenables à la peine qu'il prendra pour les enseigner, et au regard des pauvres seront instruits gratis. » L'abbé Muller (1), à qui nous empruntons tous les documents relatifs au collège de Senlis, ajoute ici cette réflexion : Truyard, Pierre Laurens et autres, qui faisaient ces conventions, trouvaient dans leur religion et leur bon sens la solution de plus d'un embarras actuel.

François Testu établit une quatrième classe en 1658.

En 1672, le principal Nicolas Boileau veut réduire les classes à deux. Le conseil de ville ne goûte pas son avis et met à sa place François Testu, curé de Versigny. Ce dernier ne garda cette charge que trois ans. Il demanda à se retirer en 1676. L'évêque alors forma le dessein d'unir le collège au séminaire, et d'en confier la direction aux prêtres du Saint-Sacrement, missionnaires du clergé, mais il rencontra de l'opposition dans le conseil de ville.

(1) MULLER, *Rues, Places, etc., de Senlis*, Art. Collège.

Les échevins lui envoyèrent à Livry une députation pour lui transmettre leurs plaintes. Ils lui représentèrent : 1° que le séminaire n'avait été admis dans l'intérieur de la ville, en 1664, qu'à la condition de se renfermer dans les règles de son institution ; 2° que les missionnaires de la congrégation de Valence, directeurs du séminaire, n'avaient ni l'expérience ni la méthode nécessaires pour instruire les enfants. Les missionnaires Jacques Grenon et Lesueur, ajoutèrent-ils, sauront-ils conserver au collège sa vieille réputation ? « Les écoliers sortant du collège de Senlis ont esté capables de la philosophie dans l'Université de Paris jusqu'à présent. » L'évêque répondit qu'on verrait les missionnaires à l'œuvre, qu'ils étaient instruits, que d'ailleurs Jacques Grenon, pas plus que les autres missionnaires, n'avait de pouvoirs perpétuels, et qu'ainsi on le pourrait destituer quand bon semblerait.

Le principal est, en 1703, Pierre-Auguste Vavin, et, en 1710, Robert Liégard. Ce dernier a pour successeur, en 1727, Rouyer qui s'engage à avoir deux régents avec lui et à « enseigner les pauvres gratis ». La nomination de Roger Collaie, en 1745, est faite à cette même condition : « l'on instruira les pauvres gratuitement ». Permission est donnée, en 1749, à François-Nicolas-Louis David, maître ès arts, d'enseigner en la ville de Senlis. En 1756, est nommé régent Pierre Collet, diacre, chantre et chanoine de Saint-Frambourg.

Il y avait au collège de Senlis, en 1760, un principal et trois professeurs. En 1761, le principal était Viole. Lorsque l'édit de 1763 ordonna que chaque collège eût un bureau d'administration, celui de Senlis possédait 1400 livres de rente. En 1786, la charge de principal était remplie par David. Il avait sous lui deux professeurs.

Le collège de Senlis a été supprimé à la Révolution.

COLLÈGE DES GÉNOVÉFAINS. — Le père Charles Faure, premier supérieur général de la nou-

velle congrégation réformée de Saint-Augustin, dite la congrégation de France ou de Sainte-Geneviève, établi en 1638, en l'abbaye de St-Vincent de Senlis, berceau de sa réforme des chanoines réguliers, un collège ou séminaire, suivant les règles tracées par le concile de Trente. Ce collège prospéra plus de cent ans.

En 1725, les élèves de l'établissement représentèrent une tragédie en prose ayant pour titre *Saint Louis en Palestine*. Dans les années 1744 et 1746, les chanoines réguliers exécutèrent les globes céleste et terrestre qui sont à la bibliothèque de la ville. Vers 1759, Louis-Pierre Anquetil du Perron fut envoyé au collège de St-Vincent, pour y réveiller le goût des études. Il y resta dix ans. C'est là qu'il composa son bel ouvrage : *De l'Esprit de la Ligue et l'Intrigue du Cabinet*.

On garde à la bibliothèque municipale de Senlis un « *Procès-verbal des exercices publics et de la Distribution générale des Prix* » de l'année 1769. (1).

Monseigneur Joseph-Armand Gignoux, évêque de Beauvais, a racheté l'ancienne abbaye de St-Vincent en 1836, et y a établi une école secondaire ecclésiastique. Les abbés Antoine-Félix-Emmanuel Pouillet, 1836-1846; Pierre-Joseph-Félix Bessière, 1846-1856; Jean-Louis-Fortuné Magne, 1856-1863; François-Nicolas-Stanislas Laffineur, 1868 et 1869, ont été successivement supérieurs de cette maison. Confiée aux pères Maristes en 1869, l'institution de St-Vincent a été dirigée depuis par les R. P. Monfat, 1869-1874; Soly, 1874; Prat, 1874 et 1875; Gay, 1876-1884, et Veyre, 1885.

COLLÈGE DE CRÉPY-EN-VALOIS. — Les prescriptions de l'ordonnance d'Orléans furent appliquées à Crépy-en-Valois, en 1562, avec le concours de la reine Catherine de Médicis. On enseignait la langue latine en cette ville, dès le commencement du siècle précédent, du consentement des

(1) MORÉRI, *Dict. historiq.*, Art. Faure; — GRAVES, *Statist. Senlis*, p. 138; — MULLER, *Rues, Places, etc., de Senlis*, Art. St-Vincent.

chanoines de St-Thomas, à qui appartenait la direction des écoles. En 1562, un ecclésiastique de talent, nommé Baudry, y dirigeait une pension de jeunes gens. Le bailliage érigea son école en collège. Le 12 avril 1562, jour des assises, l'évêque de Senlis, comme supérieur du Chapitre de St-Thomas, approuva cette transformation et fit délivrer à Baudry des provisions de principal. Un arrêt du Parlement ratifia tous ces actes, le 21 janvier 1563. On donna à Baudry un régent nommé Dubois, pour enseigner la rhétorique. Quatre ans se passèrent avant qu'aucune prébende ne vint à vaquer. En 1567, mourut le chanoine Gilles de Vaucorbeil. Le 2 juin de cette année, le Chapitre, faisant droit aux justes réclamations des échevins, reçut le principal Baudry au nombre des prébendés, et décida que le canonicat de Gilles de Vaucorbeil resterait désormais annexé à la principalité. Quelques jours après, le 6 juin 1567, la ville acheta la maison de Jean de Gressin, sieur de Duvy, et y installa le collège (1).

BOURSES FONDÉES DANS LES COLLÈGES DE PARIS, EN FAVEUR DES ÉTUDIANTS DES DIOCÈSES DE BEAUVAIS, NOYON ET SENLIS. — Jean de Nointel, dit Cholet, cardinal prêtre du titre de Ste-Cécile inscrivit dans son testament, le 1^{er} dimanche de l'Avent, 27 nov. 1289, 6000 livres à dépenser en bonnes œuvres. Il mourut le 4 août 1294. Evrard de Nointel et Gérard de St-Just, chanoines de Beauvais, chargés de réaliser ses intentions, établirent près de l'Église St-Etienne-des-Grès à Paris un collège qui s'appela collège des Cholets, du nom de son fondateur. Par contrat du 3 juillet 1295, ils y créèrent seize bourses pour seize écoliers maîtres ès arts, originaires des cités et diocèses d'Amiens et de Beauvais, ne jouissant d'aucun autre bénéfice ecclésiastique. Jean, dit le Moyne, cardinal prêtre du titre de St-Pierre et de St-Marcellin, chargé en février 1301 de veiller à l'exécution des volontés du cardinal Cholet, y ajouta quatre autres bourses. D'autres bien-

(1) CARLIER, *Histoire du duché de Valois*, t. II, p. 617.

fauteurs en fondèrent vingt, ce qui porta le nombre des bourses à quarante (1).

Robert du Guast, docteur régent en droit canon, constitua en 1556 au collège de Ste-Barbe trois prébendes, destinées à un principal, un procureur et un chapelain, et quatre bourses, la première pour un écolier de la Neuville d'Aumont, près Noailles, la seconde pour un écolier de la paroisse de S. Nicolas des Ailleux-le-Roi, près Poissy, et les deux autres pour des écoliers de la paroisse de St-Hilaire de Paris (2).

André Le Moine, évêque de Noyon (1304-1315), originaire de Crécy (Somme), fonda au collège du cardinal Jean Le Moine, son frère, situé dans la rue St-Victor à Paris, huit bourses en faveur de quatre écoliers du diocèse de Noyon et de quatre autres du diocèse d'Amiens (3).

Au collège de Daimville, créé en 1380 par trois frères Gérard de Daimville, évêque d'Arras (1362-1369), Michel de Daimville, archidiacre d'Arras, et Jean de Daimville, maître d'hôtel du roi, douze bourses avaient été fondées, six pour des écoliers du diocèse d'Arras, et six pour des écoliers du diocèse de Noyon, au choix et à la nomination du doyen et du Chapitre de chacune de ces églises.

Le collège de Beauvais fut fondé, en 1370, à Paris, dans la rue nommée depuis St-Jean de Beauvais, par Jean de Dormans, évêque de Beauvais, cardinal et chancelier de France. Le dessein du prélat fut d'y entretenir quinze personnes nées à Dormans (diocèse de Soissons), lieu de sa naissance. Il y ajouta dans la suite douze autres bourses à d'autres intentions. Le nom de collège de Beauvais a prévalu sur celui de collège de Dormans donné d'abord à cette maison.

(1) LOUVET, *Hist. et Antiq. du Beauvaisis*, t. I, p. 871.

(2) MORÉRI, *Dict. Hist. Art. Collège de Sainte-Barbe*.

(3) J. DARSY, *Les Ecoles et les Collèges du diocèse d'Amiens*, p. 33.

Le 6 mars 1501, maître Jean Notin, prêtre, procureur du collège de Beauvais, y créa, par testament, une prébende pour un cinquième chapelain et deux bourses pour des enfants de Compiègne (1).

En 1378, le roi Charles V, qui s'était déclaré le fondateur et protecteur du collège de maître Gervais Chrétien, son médecin, attribua le droit de nommer aux places des écoliers à Geoffroy le Bouteillier de Senlis, son premier chapelain, et à ses successeurs.

Nous avons déjà cité la fondation d'une bourse au collège du cardinal Le Moyne, en l'an 1400, par le chanoine de St-Rieul Raoul l'Orfèvre, en faveur d'un enfant de la famille l'Orfèvre, ou de la ville.

Par son testament, fait en 1526, Artus Fillon, évêque de Senlis, avait ordonné « que sur le résidu de ses biens fut prins deniers compétens pour fonder au collège d'Harcourt à Paris, quatre bourses pour estre affectées deux à deux enfans de la ville dudit Senlis et les deux autres à deux enfans de la ville de Verneuil-en-Perche. » Le conseil de la ville, après avoir constaté qu'il « n'estoit demeuré que environ 400 livres tournois, qui n'estoit la somme compétente » obtient, le 30 juin 1527, que la moitié de cette somme, soit « 200 livres, seroit employée à acheter une maison pour tenir les escoles de la ville..... et a été ordonné que l'hostel et maison qui fut et appartint à feu M^e Gallois-Cornu, séant au *Marché aux Samedis* seroit achetée pour tenir lesdites escoles » (2).

SÉMINAIRE DE BEAUVAIS. — Le 26 juillet 1620, Augustin Potier, évêque de Beauvais, recevait en son château de Bresles, un zélé missionnaire, fondateur du séminaire de Saint-Nicolas-du-Chardonnet à Paris, le père Adrien Bourdoise. Il s'entretint longuement avec lui des moyens à prendre pour faire revivre la foi et la piété dans les paroisses. Bourdoise lui représenta qu'il

(1) MORÉRI, Art. Collège de Dainville et Collège de Beauvais.

(2) MULLER, Rues, Places, etc, de Senlis, Art. Ecoles.

fallait d'abord s'occuper de l'éducation des jeunes-clercs et régénérer le clergé, avant de songer à réformer le diocèse. Augustin Potier goûta fort cette idée. Il aurait souhaité la mettre aussitôt à exécution. Trois ans après, en 1623, il pria la communauté de St-Nicolas de lui fournir deux prêtres, pour leur confier l'éducation de la jeunesse cléricale. Le P. Bourdoise lui exprima le regret de ne pouvoir satisfaire son désir. Toutefois, il lui offrit de recevoir gratuitement en son séminaire les prêtres qui lui seraient envoyés de Beauvais, et de les y entretenir jusqu'à ce qu'ils fussent en état de bien remplir les fonctions auxquelles ils étaient destinés. Il consentit également à prendre soin des jeunes ecclésiastiques du même diocèse qui étudiaient à Paris, et à veiller sur leur conduite. La seule condition qu'il mettait à son offre, c'était que le prélat voulût bien, s'il agréait le projet, notifier ses intentions aux jeunes clercs de son diocèse, et les obliger à reconnaître le directeur de la maison de St-Nicolas comme leur supérieur. Augustin Potier n'hésita point à accepter une proposition si avantageuse. Quand, en 1624, il se rendit à Paris dans l'octave du St-Sacrement, il fut bien agréablement surpris en voyant le P. Bourdoise se présenter avec plus de cent jeunes clercs du diocèse de Beauvais, tous en costume ecclésiastique. Il en exprima toute sa joie. Puis, recommandant à ces jeunes gens d'obéir au P. Bourdoise, comme à lui-même, il leur déclara qu'il s'informerait exactement de leur conduite et de leurs progrès, et qu'il ne reconnaîtrait pour ses diocésains que ceux dont on lui rendrait un bon témoignage.

Vingt-quatre ans se passèrent sous ce régime. Ce n'est qu'en 1647 qu'Augustin Potier put établir le séminaire qu'il rêvait. Il affecta provisoirement à cet usage une aile du palais épiscopal. Nicolas Lévêque, qui, après avoir été curé à la campagne, doyen du Chapitre de Gerberoy, principal du collège de Beauvais, chanoine de la cathédrale et grand vicaire s'était retiré dans la solitude, fut mis à la tête du nouvel établissement. L'abbé Philippe Leclerc, également ancien principal du collège et plusieurs

autres ecclésiastiques de grand mérite vinrent aider le nouveau supérieur dans ses travaux.

Il fut aussitôt enjoint à tous ceux qui se destinaient à la prêtrise de venir passer dans ce séminaire leurs trois dernières années d'études. En même temps qu'il imposait cette obligation jusque-là inconnue, Augustin Potier écarta tous les prétextes qu'on aurait pu faire valoir pour s'y soustraire. Il se chargea de l'entretien des élèves, sans distinction de pauvres et de riches, ne leur laissant à faire d'autres frais que ceux de leur trousseau. Le nouveau séminaire fut rempli, dès qu'on en eut annoncé l'ouverture. L'entreprise du généreux évêque eut un succès complet. Elle ne reposait néanmoins que sur des bases provisoires, aussi bien quant à l'ordre des exercices que sous le rapport des revenus. Il y avait trois ans que cette œuvre était fondée, quand Augustin Potier mourut. Son successeur, Nicolas Choart de Buzenval fit du séminaire le premier objet de sa sollicitude. Il recueillit les observations faites par les directeurs, consulta les évêques qui avaient de semblables établissements, et, d'après toutes ces données, rédigea un règlement dont il prescrivit l'observation.

La paroisse de Liancourt près Clermont jouissait depuis 1642 des bienfaits d'une fondation, destinée à régénérer le pays. Le duc de Liancourt avait constitué une rente de 900 livres au profit de trois prêtres qui exerceraient le saint ministère, sous la direction du curé, et instruiraient les habitants des devoirs de la vie chrétienne. L'abbé de Nully, curé de Liancourt, décida le P. Bourdoise à venir demeurer dans sa paroisse durant un an, par mode d'essai. Le pieux missionnaire ne put réussir à faire prospérer un établissement doté de si faibles revenus. L'abbé Philippe Leclerc, le seul ecclésiastique qu'il eût pour auxiliaire pendant quelque temps, ne tarda pas à le quitter pour aller à Beauvais rétablir sa santé et se vouer à la direction du séminaire. Choart de Buzenval comprit qu'il importait de déterminer le duc de Liancourt à modifier la destination de ses libéralités. Il le vint trouver au mois de juillet 1651, et

lui exposa que sa fondation, depuis si longtemps stérile, produirait des fruits sérieux, si elle était appliquée au séminaire nouvellement créé.

Le duc agréa la proposition du prélat. Le P. Bourdoise quitta Liancourt le 28 août 1651. Le séminaire fut à l'instant mis en possession du bénéfice vacant. Les 900 livres de rente lui constituèrent un commencement de dotation et rendirent son existence moins précaire (1).

Nicolas Lévêque, premier supérieur du grand séminaire, eut pour successeur Charles Walon de Beaupuis, bachelier en théologie, originaire de Beauvais, l'un des fondateurs du séminaire de Bazas et ancien directeur de l'école des Granges, près de Port-Royal-des-Champs. De Beaupuis avait été appelé à Beauvais, vers 1650, par Choart de Buzenval, qui l'obligea à recevoir la prêtrise et lui confia la direction des Ursulines de Beauvais et de Clermont. Avant d'accepter cette charge, il fit promettre à son évêque qu'il ne lui donnerait jamais aucun bénéfice. Le prélat tint parole. Au lieu de le nommer à un bénéfice, il le mit à la tête de son grand séminaire à la mort de Nicolas Lévêque. De Beaupuis garda la direction du séminaire jusqu'au décès de Choart de Buzenval en 1679 (2). L'établissement fut ensuite confié à la congrégation de Saint-Vincent-de-Paul.

Le cardinal Toussaint de Forbin-Janson, obtint le 12 avril 1694, une bulle qui supprimait la mense conventuelle de l'abbaye bénédictine de St-Symphorien au Faubourg St-Jean. Il ne s'y trouvait alors que quatre religieux. Les revenus, qui ne dépassaient pas 3,000 livres, furent unis au séminaire diocésain avec les prieurés de Bonneuil, Montmille et St-Martin-Longueau. Les pères de la Mission ou Lazarites s'installèrent, le 28 août suivant, dans les bâtiments claustraux. On y ajouta bientôt de nouvelles constructions dont la première pierre fut posée, vers mai 1700, par René de Mornay de Monchevreuil, vicaire général,

(1) DELETTRE, *Hist. du diocèse de Beauvais*, t. III, p. 394, 395, 431, 442.

(2) MORÉRI, *Dict. Histor. Art. Beaupuis*.

en l'absence de l'évêque. Depuis ce temps, l'ancienne abbaye prit insensiblement le nom de séminaire qu'on retrouve dans les écrits du XVIII^e siècle (1).

L'un des premiers soucis de Mgr de Lesquen après avoir pris possession du siège de Beauvais en 1823, fut de rétablir le séminaire diocésain supprimé à la Révolution (2).

Après avoir occupé dans la rue St-Marguerite les bâtiments de l'ancien collège, le séminaire fut installé en 1845 dans un édifice nouvellement bâti sur le boulevard de l'Hôtel-Dieu.

L'établissement a eu successivement pour supérieurs Mennessier, 1823 ; Joseph-Armand Gignoux, 1824-1842, sacré évêque de Beauvais le 29 mars 1842 ; Louis-François Heu, 1842-1860 ; Auguste-Louis-François Marthe, 1860-1886 ; et M. l'abbé Renet, titulaire actuel.

PETIT SÉMINAIRE DE BEAUVAIS. — Choart de Buzenval, afin de préserver davantage encore de tout contact pernicieux les jeunes gens qui se destinaient à l'état ecclésiastique, établit pour eux un petit séminaire dans une maison voisine du collège. On les conduisait au collège à l'heure des classes ; ils rentraient ensuite en leur maison spéciale, pour s'y livrer à l'étude et suivre les exercices qui leur étaient propres. Par là fut complété le système d'éducation cléricale dans le diocèse de Beauvais. Cet établissement secondaire parut dans la suite si important, que Louis XIV en prescrivit de semblables dans tous les diocèses de France, par ordonnance du 15 décembre 1698. Choart de Buzenval eut le mérite d'en avoir conçu la première idée. Durant son

(1) GRAVES, *Statist., Beauvais*, p. 197.

(2) N'a-t-on pas essayé ce rétablissement avant 1823 ? On pourrait le croire en lisant dans l'*Histoire des Hommes illustres du département de l'Oise*, par CH. BRAINNE (Art. Guénard) : « En 1810, on lui confia (à l'abbé Nicolas Guénard) la direction du séminaire alors situé *rue du Pont-Godard*, pendant la vacance du siège. » Il s'agit ici, croyons-nous, du collège ecclésiastique, transféré en 1813 dans la *rue des Jacobins* (voir ci-dessus COLLÈGE DE BEAUVAIS).

épiscopat, il dépensa plus de 172,000 livres dans l'intérêt des séminaires. (1).

SÉMINAIRE DE NOYON. — Un séminaire fut fondé à Noyon, en 1655, pour l'éducation des jeunes clercs. Il reçut, en 1718, 24,000 livres de dotation. Cette libéralité lui vint d'Elisabeth de Bovelle, veuve du marquis de Genlis, qui, en donnant à Elisabeth Charlotte Lebel la seigneurie de Beaumont-en-Beine, y mit pour condition qu'elle payerait cette somme au séminaire de Noyon. (2).

Ce séminaire a été supprimé par la Révolution.

SÉMINAIRE DE SENLIS. — Il fut question de créer un séminaire à Senlis dès 1623, quand fut vendu l'*Hôtel Ste-Anne* ; mais la réalisation de ce projet se trouva pour diverses raisons longtemps retardée. Vers 1640, arrivaient à Senlis des prêtres, dits *Missionnaires du Clergé*, dont le pape Innocent X devait, en 1647, approuver la congrégation sous le nom de *Congrégation du Saint-Sacrement*. C'est à ces prêtres que l'évêque de Senlis allait confier la direction de son séminaire.

La Congrégation du St-Sacrement eut pour fondateur Christophe d'Authier de Sisgau, évêque de Bethléem, fils d'Antoine de Sisgau, seigneur de St-André. Entré à dix-sept ans en l'abbaye de St-Victor de Marseille, il y fut investi de l'office de capiscol (*caput scholæ*), ou écolâtre, quoique étranger encore à la philosophie et à la théologie. Aussitôt après sa profession qu'il fit en octobre 1627, il se rendit à Avignon pour y étudier ces deux branches de la science ecclésiastique. « Le 25 mars 1632, dit le P. Helyot (*Histoire des Ordres monastiques*), M. d'Authier de Sisgau, étant allé faire oraison selon sa coutume, dans l'église des religieuses de Ste-Claire d'Avignon, Dieu lui manifesta qu'il

(1) DELETTRE, *Hist. du diocèse de Beauvais*, t. III, p. 443.

(2) COLLIETTE, *Mém. du Vermandois. Pouillé du diocèse de Noyon*, p. 69.

voulait se servir de lui pour établir une congrégation de prêtres qui, vivant en commun, travaillassent à réparer, autant par la sainteté de leur vie, que par leurs discours, les désordres de l'Eglise, et lui fit voir en esprit un jeune homme qu'il avait choisi et destiné pour fonder avec lui cette bonne œuvre. Il s'appelait J. Jacques Lafon, natif de la ville de Carpentras, lequel de son domestique fut un de ses compagnons. » — « J. J. Lafon, dit l'historien de l'église de Senlis, Jaulnay, mourut en odeur de sainteté à Senlis, étant pour lors curé de Sainte-Geneviève de la dite ville. » Il avait converti son presbytère en monastère. On peut le considérer comme le premier supérieur du séminaire de Senlis.

Au début, ce séminaire eut à surmonter plus d'une difficulté. Le 7 juin 1649, les marguilliers et paroissiens de l'église Ste-Geneviève faisaient signifier par huissier à Pierre Pascal, leur curé, de renvoyer du presbytère les prêtres du Saint-Sacrement, missionnaires du Clergé. Ils alléguaient pour prétexte que la maison, trop petite pour un si grand nombre de personnes, serait bientôt ruinée, ainsi que son mobilier. Ces vexations déraisonnables contrarièrent vivement l'évêque de Senlis, Nicolas Sanguin. Il y répondit en établissant d'une manière officielle une maison de la Congrégation du Saint-Sacrement dans la paroisse de Ste-Geneviève, pour y former des clercs à la discipline ecclésiastique. Son ordonnance, datée du 14 octobre 1649, rappelle les pressantes recommandations d'Innocent X, relatives à la création de séminaires diocésains. Elle rend hommage à la vigilance des missionnaires pour le gouvernement des âmes, à leur zèle et à leur expérience pour l'institution des clercs, à leur charité pour le soulagement des malheureux, en un mot aux excellents et nombreux résultats de leur savoir et de leur dévouement, constatés depuis neuf ans. Nicolas Sanguin s'adressa en même temps au roi pour faire ériger la maison des prêtres du Saint Sacrement en séminaire avec tous les privilèges habituels. Une ordonnance de Louis XIV réalisa ses

désirs avant la fin de l'année 1649 ; mais les lettres royales furent aussi impuissantes à arrêter les tracasseries que l'ordonnance épiscopale. En juin 1653, Pierre Pascal rédigeait un mémoire, en réponse aux demandes des échevins de Senlis qui prenaient fait et cause pour les paroissiens de Ste-Geneviève contre les missionnaires du Clergé.

Denys Sanguin, qui avait succédé à son oncle Nicolas Sanguin sur le siège de Senlis en 1652, comprit qu'il était urgent de mettre fin à toutes ces explosions de mauvais vouloir. Le 21 août 1654, il transféra officiellement le séminaire à Baron, où s'étaient déjà retirés les missionnaires avec leurs élèves. L'ordonnance, qu'il publia à cette occasion, donne l'histoire de l'œuvre depuis son origine, et rend compte des difficultés qu'elle avait rencontrées. Nous en donnons la substance :

Notre prédécesseur et oncle, Nicolas Sanguin, d'heureuse mémoire, sachant que tout le succès des séminaires dépend de leur bonne direction, et qu'il est très difficile de trouver des prêtres, réunissant les connaissances et l'expérience nécessaires, pour remplir fructueusement une telle mission, a voulu faire un essai en donnant aux prêtres de la Congrégation du Saint-Sacrement, non-seulement des paroisses à administrer, mais aussi des clercs à former. Neuf ans d'épreuve lui ont permis de constater l'aptitude de ces prêtres, tant pour l'éducation des clercs que pour le ministère paroissial, ainsi que la pureté de leurs mœurs. Une maison de leur congrégation fut alors autorisée et régulièrement établie par notre prédécesseur dans la paroisse de Ste-Geneviève.

L'ordonnance épiscopale, faite à ce sujet, le 14 octobre 1649, donna aux prêtres du Saint-Sacrement plein pouvoir de régir les paroisses du diocèse confiées à leurs soins, et de former les clercs, conformément aux constitutions de leur ordre, approuvées par le Saint-Siège. Louis XIV ratifia l'érection du séminaire la même année. Mais l'ennemi de tout bien suscita des adversaires à cette œuvre d'une utilité si incontestable. Sous de futiles prétextes, ces opposants sont intervenus pour empêcher l'érection du séminaire dans la ville de Senlis, et depuis, le projet est resté en suspens. Appelé peu après à gouverner l'église de Senlis, nous avons eu à cœur de ne pas laisser plus longtemps interrompue une œuvre si pieuse et si nécessaire. Dans l'intérêt de notre diocèse, nous avons hâte de fonder le séminaire projeté et d'exécuter les lettres royales obtenues par notre oncle, lorsqu'une occasion favorable s'est présentée de réaliser nos désirs au bourg de Baron, *in oppido de Barone*, dont le curé, aidé de

quelques prêtres de la congrégation du Saint-Sacrement, faisait merveille, en instruisant des clercs, même dénués de fortune. Après avoir pris d'amples informations sur l'expérience et les aptitudes de ces prêtres pour la direction des séminaires et l'éducation des clercs, après avoir constaté que depuis treize ans ou environ ils s'étaient généreusement dévoués en notre diocèse, tant à former les clercs, pauvres comme riches, à la piété, au chant et aux cérémonies ecclésiastiques, qu'à administrer les paroisses, nous conformant d'ailleurs aux décrets des saints conciles et aux ordonnances royales sur l'obligation de créer des séminaires, nous avons érigé et institué, comme par les présentes nous érigeons et instituons, un séminaire pour les clercs de notre diocèse au bourg de Baron, et nous en avons confié et confions à perpétuité la direction, le gouvernement et l'administration, tant au spirituel qu'au temporel, aux prêtres de la congrégation du Saint-Sacrement, ainsi placés sous notre obéissance, dépendance et juridiction. En même temps nous leur avons permis et permettons de jouir de tous les biens, privilèges, prérogatives et grâces accordés par les saints canons aux séminaires en général, et par l'ordonnance royale à celui-ci en particulier (1).

Combien d'années le séminaire resta-t-il à Baron ? Probablement jusqu'en 1664. Le corps de ville consentit alors à son installation dans l'intérieur de Senlis, « à la condition de démolir le moins qu'il sera possible de maisons, et de n'imiter point les autres communautés religieuses, » carmes, capucins, filles de la Croix, etc. Toutes les préventions étaient tombées. « Charles Gauthier Daurence, prêtre de la congrégation du Saint-Sacrement établie à Valence, dit Jaulnay (*Hist. des Evêques de Senlis*), fut du nombre de ceux qui furent appelés à Senlis pour la conduite du séminaire. Recommandable par son érudition en grec, il le fut davantage encore par sa piété. »

Jean Deslyons, doyen du Chapitre de N. D. de Senlis, mort le 26 mars 1700, laissa par testament au séminaire ses meubles et acquêts.

Le 29 novembre 1703, Jean-François de Chamillard, évêque de Senlis, confia la direction du séminaire et l'administration des paroisses alors

(1) MORÉRI, *Dict. hist. Art. Authier* ; — Arch. de l'Oise, G. 620 *Registre des actes épiscopaux de Nicolas Sanguin et Denis Sanguin*, n° 14, 42 et suiv. — G. 2038 ; — MULLER, *Rues, Places, etc. de Senlis*, Art. *Séminaire*.

réunies de St-Pierre et de St-Hilaire, à la congrégation de Jésus et de Marie, autrement appelée les Eudistes, qui gouvernaient alors la plupart des séminaires en Normandie et plusieurs en Bretagne. Les raisons qui déterminèrent le prélat étaient la piété des Eudistes, leur zèle pour les missions et surtout la disette de prêtres. Une ordonnance épiscopale du 4 décembre suivant, donne au séminaire une prébende canoniale à Notre-Dame et la chapelle dite de St-Gabriel. En 1710, le séminaire demande au lieutenant général de police l'autorisation d'ajouter au logement qu'il occupe dans le presbytère de St-Pierre, quelques maisons récemment achetées dans les rues St-Pierre et Bellon, et de bâtir en empiétant un peu sur la voie publique. Une transaction eut lieu à ce sujet entre la ville, représentée par Charles Truyar, sieur de Chantereine, maire perpétuel, et le séminaire, « M. Henri le Potdevin, supérieur, Robert Mignot, préfet des ordinands, Nicolas Duval, théologien, et Michel-Louis le Moine, tous prêtres, composant la communauté. » On commença à construire le 8 avril 1711.

Le séminaire reçut un legs de quatre mille livres d'Antoinette Chicot et Marie Cornu de Tourmont. Il fut mis en possession de la bibliothèque que Jacques Joly de Senlis, prieur de la Chapelle de la Reine au diocèse de Sens, mort le 29 octobre 1652, avait donnée à la ville.

Les bâtiments de l'ancien séminaire de St-Pierre ont été achetés par la ville pour fournir une caserne, le 16 octobre 1842. Aujourd'hui postes et télégraphes y sont installés (1).

PERSONNAGES CÉLÈBRES DANS LES LETTRES OU LES SCIENCES. — Tout soldat, on l'a dit, peut devenir maréchal de France. Tout enfant peut de même se placer au premier rang parmi les hommes illustres. Mais l'un comme l'autre devront leurs succès et leur gloire au concours de trois éléments indispensables : c'est

(1) MULLER, *Rues, Places, etc. de Senlis*, Art. *Eudistes, St-Hilaire, St-Pierre, Séminaire*.

d'abord « du ciel l'influence secrète », c'est-à-dire les talents naturels, les qualités innées ; c'est ensuite l'éducation dans la famille et dans les écoles ; c'est enfin le travail individuel.

Citer les illustrations d'un pays, c'est donc montrer la valeur de ses écoles. Le Beauvaisis, le Vermandois et le Valois peuvent être fiers des hommes célèbres qu'ils ont produits.

Notre région a donné à l'*Université de Paris* plusieurs recteurs : J. le Sieurre, P. Lenglest, G. Hermant, N. Tavernier, etc.... — La *Théologie* lui doit le cardinal J. Chollet, G. Durand, le cardinal P. Oriol, le cardinal P. d'Ailly, J. d'Auxi, P. Louvel, J. de Hangest, Pierre Ramus, S. Ducaurroy, P. Guillery, E. M. Boucher, etc.... — La *Jurisprudence* : le chancelier Guérin, Philippe de Beaumanoir, Arnaud de Corbie, J. de Montaigu, A. Loisel, A. le Conte, J. le Conte, L. Bouchel, Charondas, G. Drappier, C. de Feuquières, Ricard, N. S. Leu, Vaillant, J. F. d'Auvergne, Bucquet, Portiez, etc.... — La *Littérature* : Arnoul, G. Deschamps, P. des Avenelles, J. Thierry, T. Fertile, N. Lenglet, P. Restaud, L. M. Langlès, etc.... — La *Poésie* : Fulcoie, Fourcroy, Raoul, A. des Avenelles, J. Leffèvre, J. d'Aurigny, M. Thierry, Ravaud, Grévin, les deux Binet, C. Gouine, F. Maucroix, Pestel, etc.... — L'*Histoire* : Guibert de Nogent, J. Fillon, de Venette, A. Loisel, N. Bergeron, Mallet, Vaultier, A. de la Morlière, P. Louvet, J. Levasseur, A. Muldrac, L. d'Achery, Ch. Barthélemy, H. B. Gilleson, L. de Gaya ; G. Hermant, Jaulnay, P. Bertheau, A. Baillet, Coustant, Bourdelin, Vuyart, Labbé, Afforty, Carlier, Beau cousin, D. Simon, Du Ruel, Rouyer, Sézille, Colliette, Seroux d'Agincourt, etc.... — La *Géographie* : J. de la Grive, les Cassini de Thury, etc.... — La *Numismatique* : J. l'oy-Vaillant.... — L'*Art héraldique* : J. le Féron.... — La *Musique* : Ducaurroy, Bournonville.... — La *Peinture* : J. Sarrazin, Q. Delatour.... — La *Médecine* : Robert de Douay, Ch. Nepveu, G. Patin, A. Lerat, C. Bourdelin, Bertrand, N. de Nancel, Bruhier d'Ablaincourt, etc.... — L'*Astronomie* : J. de Billy, les Cassini,

etc.... — La *Chimie* : A. Baumé de Senlis.... — La *Physique* : G. Personne, de Roberval, J. A. Nollet, de Pimprez. — La *Minéralogie* : René-Just Haüy de St-Just. — La *Botanique* : Fernel, Cassini. — L'*Ecole des Arts et Métiers* reconnaît pour son fondateur le duc de la Rochefoucauld-Liancourt ; celle des *Aveugles* bénit la mémoire de Valentin-Just Haüy, de St-Just, etc, etc....

Cette rapide énumération suffit à nous donner une idée du mouvement scientifique et littéraire dans notre pays aux siècles passés. Peut-être reviendrons nous un jour sur ce sujet si plein d'intérêt. On peut d'ailleurs à cet égard consulter avec profit les nombreux documents publiés par L. GRAVES dans ses *Précis statistiques sur chacun des cantons de l'Oise* ; CH. BRAINNE, *les Hommes illustres du département de l'Oise*, 3 vol. in-8° ; et la *Liste des personnages nés dans l'arrondissement de Compiègne antérieurement au XIX^e siècle*, publiée dans le *Bulletin de la Société historique*, t. III, p. 246 à 261.

§ III. ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES

Si le haut enseignement littéraire et scientifique tint une grande place dans les préoccupations de l'église, l'instruction élémentaire n'en fut pas moins l'objet de ses soins vigilants, et les grandes écoles ne firent pas oublier les petites. Les écoles paroissiales se perdent dans la nuit des temps, celles des communautés religieuses, si remarquables à toutes les époques, se multiplièrent considérablement au xvn^e siècle, grâce à l'établissement de nouvelles congrégations, spécialement vouées à l'enseignement.

Nous allons passer en revue les unes et les autres, et cet examen nous permettra de reconnaître, une fois de plus, la splendide organisation de l'église catholique.

I. ÉCOLES PAROISSIALES

1. *Les écoles des presbytères avant le XI^e siècle.* — Notre intention était d'abord de réunir en un seul groupe les documents relatifs à toutes les écoles

antérieures au ^xⁱ siècle, car il est bien difficile d'établir une distinction précise entre les grandes écoles et les petites, en ces temps reculés ; mais il nous a paru bon d'insister tout spécialement sur les écoles fondées pour les enfants du peuple.

Le deuxième concile provincial de Vaison (1), ouvert le 5 novembre 529 prescrit, en son premier canon, aux prêtres de toutes les paroisses des Gaules, d'avoir une école chez eux, comme c'était l'usage en Italie, pour y former de jeunes lecteurs (2).

Il y avait alors vingt-deux ans que s'était livrée près de Poitiers la sanglante bataille de Vouillé, où Clovis tua de sa main Alaric, roi des Visigoths, et soumit tout le pays jusqu'aux Pyrénées. Des écoles paroissiales existèrent donc dès l'origine de la monarchie française. Tous les villages en étaient-ils pourvus ? Evidemment non ; mais c'était le vœu des évêques qu'on en établit partout. Rappelons-nous l'école de Salency que fréquenta St-Médard.

En 811, Jessé, évêque d'Amiens (799-834), dans une instruction, adressée à ses prêtres, sur le soin des paroisses, leur recommande d'avoir des écolâtres, si bien instruits et formés, qu'en leur absence, ces clercs, chargés des écoles, puissent sonner les offices et chanter dignement les Petites-Heures et les Vêpres (3).

En 852, Hincmar, archevêque de Reims (845-882), dans ses statuts, enjoint aux doyens de s'informer si chacun des curés, placés sous leur juridiction, est

(1) Le premier concile de Vaison s'ouvrit le 13 nov. 441. — Vaison, aujourd'hui chef-lieu de canton dans Vacluse, a une population de 3279 habitants.

(2) Omnes presbyteri qui sunt in parochiis constituti, secundum consuetudinem quam per totam Italiam satis salubriter teneri cognovimus, juniores lectores secum in domo, ubi ipsi habitare videntur, recipiant et eos, quomodo boni patres spiritualiter nutriendos, psalmos parare, divinis lectionibus insistere et in lege Domini erudire contendant (LABBE, *Conciles* t. IV, col 1679).

(3) Ut ipsi presbyteri tales scolarios habeant, id est ita nutritos et insinuatos, ut si forte eis contigerit non posse occurrere tempore competentis ad ecclesiam suam, officii gratia persolvendi, id est Tertiam, Sextam, Nonam et Vesperas, ipsi scolarii et signum in tempore suo pulsant et officium honeste Deo persolvant. (*Actes de l'Eglise d'Amiens*, t. I, 77)

pourvu d'un clerc capable de tenir école, de lire l'épître et de chanter au besoin (1).

Le 14 juin 859, à Toul, dans le faubourg Savonnières, *apud Saponarias*, s'ouvrit un concile auquel assistèrent huit archevêques et trente-deux évêques. Parmi eux siégea Herpoin, évêque de Senlis, l'un des prélats les plus instruits et les plus zélés de l'époque. Le x^e canon de ce concile est ainsi conçu : « Il faut supplier les princes de tenir la main, comme l'ont fait précédemment les empereurs, à l'établissement d'écoles publiques, partout où il se trouvera des personnes capables d'enseigner. Les sciences divines et humaines reprendront ainsi un nouvel essor dans l'Eglise de Dieu, et l'on ne sera plus affligé de voir la vraie et fidèle interprétation des Saintes Ecritures tombée si bas, qu'on en retrouve à peine quelques vestiges (2). » On s'explique facilement cette décadence des écoles. Les invasions des pirates normands et les discordes civiles venaient de faire subir de rudes secousses à l'empire carlovingien.

Vers 889, Riculfe, évêque de Soissons (889-902), avertit ses prêtres de ne pas s'adonner aux occupations matérielles, au point de négliger l'office divin ; de donner des soins assidus à leurs écoliers, de les élever dans la chasteté et de leur enseigner les belles lettres, en évitant devant eux tout langage incorrect ; de ne pas admettre à leurs leçons les jeunes filles avec les écoliers dans leurs écoles, et enfin de renoncer à tout négoce et à tout lucre avilissant (3).

(1) *Inquirendum si presbyter habeat clericum qui possit tenere scholam aut legere epistolam aut canere valeat, prout necessarium sibi videtur. (Actes de la province de Reims, t. I, p. 211).*

(2) *Ubicumque constituentur scholæ publicæ : scilicet, ut utriusque eruditionis et divinæ scilicet et humanæ in ecclesia Dei fructus valeat accrescere, quia, quod nimis dolendum est, divinæ Scripturæ verax et fidelis intelligentia jam ita dilabitur ut ejus extrema vestigia reperiantur. (LABBE, Conciles, t. VIII, col. 674).*

(3) *Monemus prætera, ut presbyteri sic ruralibus, id est terrestribus et ceteris occupationibus inserviant, quatenus divinum officium non negligant, et scholarios suos modeste dstringant, caste nutrant et sic litteris imbuant, ut mala conversatione non destruant, et puellas ad discendum cum scholaribus suis in schola sua nequaquam recipiant, et in turpi lucro et negotiationibus non inserviant (Actes de la province de Reims, t. I, p. 525).*

Ces ordonnances nous font connaître de quelles précautions l'on entourait les enfants des campagnes dans la province de Reims. Il nous est bien permis de penser que les évêques de Beauvais et Noyon n'ont pas déployé pour l'enseignement de la jeunesse, moins de zèle que leurs collègues du voisinage.

2. *Les Clercs du moustier*. — On désignait souvent l'église et le presbytère sous le nom de *moustier*, *monasterium*. Là en effet, se trouvaient réunis, comme en un monastère, les clercs qui se partageaient les divers offices, dont ailleurs les moines s'acquittaient si bien. Le moustier St-Mard de Montmartin, *monasterium Sancti Medardi apud Montmartin*, cité au cartulaire d'Ourscamp en une charte de 1219 (1) ; le moustier St-Germain à Noyon « en le rue con dist du Wées (d'Huez) », devant lequel se trouvaient « une maison et une mesure et un cortillet » que « Jehans de Viteri, chapelains perpétueus en l'église Nostre-Dame de Noyon » donna en mars 1308 (1309 n. s.) à la communauté des chapelains de Noyon (2) ; le moustier de Chevrières, mentionné en un dénombrement de 1371 (3) ; les moustiers de Rhuis et de St-Germain-lès-Verberie, inscrits également dans un dénombrement de 1390 (4) ; le moustier de Thiescourt, près duquel se trouvait, en 1480, l'hôtel de Jean de Hamel, dit Rabache, incendié par les Bourguignons peu de temps auparavant (5) ; le moustier de Mont-l'Evêque en 1599 (6), etc., etc. ne sauraient indiquer que la cure de ces mêmes lieux. Le collège de prêtres, établi au presbytère, à ses fonctions sacerdotales joignait celles de notaire, de maître d'école et d'autres encore. On allait au moustier passer un contrat. C'est ainsi

(1) PEIGNÉ-DELACOURT, *Cartul. d'Ourscamp*, p. 480.

(2) *Arch. de l'Oise*, G. 1531.

(3) *Arch. du chât. de Villette. Inventaire des Titres*.

(4) *Arch. du chât. de Roberval* ; — *Comité Archéol. de Senlis* t. VIII.

(5) *Arch. de l'Oise*, G. 1908.

(6) MULLER, *Rues, Places, etc. de Senlis*. Art. *Mont-l'Evêque*.

qu'en 1223, R. de Condé, archidiacre de Soissons, Jean, curé de Thourotte, doyen de chrétienté et Eudes curé de Jonquières, également doyen de chrétienté, notifiaient l'acte par lequel Béatrice, veuve de Nicolas de Canly, renonçait, en faveur de l'abbaye de St-Yved de Braine, à tous les droits qu'elle pouvait avoir, à raison de son douaire, sur les dimes de Canly et de Jonquières (1). De même Jean le Vasseur, curé de Venette et vice-gérant ou administrateur de la cure de St-Jacques de Compiègne, prenait la qualité de notaire public, recevait les testaments et écrivait les contrats de l'an 1492 à l'an 1495 (2).

Parmi les actes religieux d'Attichy est conservé un « Registre des testaments de la paroisse Saint-Médard d'Attechy sur Aixne, ausquelz est faict mention des donations de rente ou héritage ou fondation d'obitz, commencé en l'an mil V^e LIIII depuis la feste de Penthecouste XIII^e jour du moys de may ou dit an ». Ces testaments ont été reçus, les uns par Pierre Passart curé d'Attichy, les autres par Martin Thécot, son vicaire. Le dernier des actes est du 11 avril 1572 (3).

Ces citations suffisent pour montrer que, dans notre pays, les clercs des moustiers, nous voulons dire des cures rurales, exercèrent le notariat jusqu'au xvii^e siècle. Il serait superflu de revenir sur leur qualité de maîtres d'école ; nous avons vu qu'ils en faisaient les fonctions dès le vi^e siècle.

Sans doute, il y eut des époques plus favorisées les unes que les autres sous le rapport des écoles. Les guerres, les épidémies et d'autres fléaux encore entravèrent plus d'une fois l'enseignement. C'est ainsi qu'après la peste noire, qui sévit en l'année 1348, l'instruction de la jeunesse se trouva fort négligée, comme nous l'apprend un écrivain contemporain, notre compatriote Jean de Venette. « La charité, dit-il, se refroidit très fort à partir de

(1) *Arch. Nat., Cartul. de St-Yved-de-Braine*, LL 1583, n° 202.

(2) D. BERTHEAU, *Hist. de Compiègne*, *Bibl. Nat. ms. lat.* 13891 n° 222.

(3) *Reg. de catholicité. Attichy.*

ce temps. L'iniquité se multiplia avec l'ignorance et le vice. On ne rencontrait guère de personnes qui sussent ou voulussent enseigner aux enfants les rudiments de la grammaire, soit à domicile, soit dans les villages ou les camps (1) ». Cette réflexion de notre historien nous laisse entendre qu'avant cette malheureuse époque les écoles étaient partout florissantes.

Les enfants que leurs parents destinaient à l'état ecclésiastique ont particulièrement fixé l'attention des évêques. Avant de les recevoir dans les rangs du clergé, on leur faisait subir un examen. Nul n'était admis, s'il ne possédait les éléments de la religion, de la grammaire et de la musique.

« Les curés, dit Charles de Villiers, évêque de Beauvais, dans les *Statuts synodaux* qu'il fit imprimer à Paris chez Louis Ciane en 1534, les curés rappelleront souvent au prône à leurs paroissiens, qu'ils doivent, s'ils veulent faire conférer les saints ordres à leurs enfants, veiller à ce que ces enfants, soient dès l'âge de raison, instruits avec soin, principalement sur la grammaire, la musique et les notions essentielles des préceptes divins et des sacrements. Sinon, qu'on le sache bien, les plus vives instances à cet égard n'aboutiront qu'à un refus. » Vingt ans plus tard, le cardinal de Chastillon, renouvela cette prescription en termes identiques dans ses *Statuts synodaux* publiés en 1554. Il était juste que les jeunes clercs, appelés à instruire les autres, reçussent de bonne heure une instruction sérieuse.

Nous n'ajouterons qu'une observation. Pendant tout le moyen âge et jusqu'à la Révolution, l'Eglise, loin d'être incriminée comme l'ennemie de la lumière et du progrès, était au contraire regardée comme la gardienne vigilante de toute vérité et la dépositaire intégrée de toute science. Le titre de clerc était

(1) *Charitas etiam ab illo tempore refrigescere cœpit valde, et iniquitas abundavit cum ignorantia et peccatis. Nam pauci inveniebantur qui scirent aut vellent in domibus, villis et castris informare pueros in grammaticalibus rudimentis* (*Chronique de Guillaume de Nangis et Jean de Venette*. Edit. Renouard, t. II, p. 216).

synonyme de savant, d'homme instruit. C'est le sens qu'y attachait la Fontaine, lorsqu'il disait dans ses fables (1) « Un loup quelque peu clerc. » Les clercs de notaires, d'avoués, etc., etc. ne sont ainsi nommés qu'à raison de leur emploi, jadis si bien rempli par les clercs du moustier. L'art de lire et d'écrire, dit Carlier, était tellement réservé aux ecclésiastiques qu'on l'appelait *la Clergie* (2).

3. *Les Clercs-laïques maîtres d'école.* — Déjà au xvi^e siècle la pénurie des clercs se faisait sentir. Aussi le cardinal de Chastillon, dans les *Constitutions synodales* que nous venons de citer, défend-il d'ouvrir des écoles et de s'immiscer dans l'enseignement sans en avoir préalablement obtenu l'autorisation. Le maître des écoles, dit-il, les pédagogues, ou ceux dont la profession est d'instruire la jeunesse, ne seront admis à donner l'enseignement aux enfants et à les former, qu'après avoir été approuvés par nous ou nos vicaires, quel que soit le titre auquel ils entendent diriger les écoles. Les contrevenants seront considérés comme sectaires et suspects d'hérésie. Nous décrétons et voulons qu'on les traite ainsi, tant pour remplir un devoir de notre charge, que pour mettre à exécution les ordonnances et avis du roi très chrétien, Henri II (3).

De même, le cardinal Charles de Lorraine, archevêque de Reims (1538-1574), dans ses ordonnances, publiées en 1572 (4), prescrit d'établir dans

(1) LA FONTAINE, *Les Animaux malades de la peste.*

(2) CARLIER, *Hist. du duché de Valois*, t. III, p. 164.

(3) Magister scholarum, pædagogi, aut qui docendæ juventutis curam suscipiunt, non prius ad docendos pueros, aut eos conducendos, admittantur, quam a nobis aut vicariis nostris probati fuerint, quocumque titulo scholas regere profiteantur. Alioqui contra eos, veluti sectarios et de hæresi suspectos, agendum esse statuimus et volumus, non solum nostro ad hoc officio nos admonente, sed etiam regis Henrici christianissimi litteris et admonitione permoti.

(*Constitutiones synodales civitatis et dioceseos Belvacensis à R. R.^{mo} DD. Odone Cardinali CASTELLIONENSI editæ et ejus jussu promulgatæ. Anno Domini 1554. Parisiis ex officina Reginaldi Calderii, 1554. p. 43.*)

Nous devons ces documents et toutes les ordonnances épiscopales à l'obligeance de M. l'abbé Pihan, secrétaire de l'Evêché de Beauvais.

(4) GOUSSET, *Les Actes de la province ecclésiast. de Reims*, t. III, p. 352

les villes et les villages de son diocèse qui en sentiraient le besoin et qui pourraient ou voudraient en subir la charge, un maître d'école convenable, pour apprendre à la jeunesse les premiers éléments de la littérature et du catéchisme. Il demande en outre, que ces maîtres d'école n'entrent en fonctions qu'après avoir été approuvés par lui ou ses vicaires, et qu'ils reçoivent une rémunération suffisante, soit sur les revenus annuels de l'église, soit de toute autre manière plus commode. Telle fut l'origine des maîtres d'école laïques. Désormais nous ne verrons plus guère d'ecclésiastiques enseigner dans les écoles paroissiales. Les registres de catholicité indiquent encore, il est vrai, à Chevrières, en 1602, Nicole Lay, en 1610, Michel Fontaine, en 1612, Jean Lormier ; à Monchy-Humières, Jean Rougier « diacre et maistre d'école » en 1678 ; mais déjà en beaucoup de villages des laïques pieux et instruits ont remplacé les clercs. Les curés toutefois gardent toujours la direction de l'enseignement. C'est en leur nom qu'on forme la jeunesse à la science et à la vertu. Ils choisissent les maîtres, s'assurent de leurs capacités, leur procurent l'approbation épiscopale, surveillent leurs leçons et leurs actes, en un mot assument toute la responsabilité de ce nouveau mode d'éducation. La cloche de l'église avertit, comme par le passé, les écoliers de se rendre à l'école. Le curé va y faire de fréquentes visites, constate que le catéchisme est bien appris et explique la doctrine chrétienne. S'il n'enseigne plus par lui-même les autres sciences, il contrôle les progrès, encourage les élèves laborieux et inflige aux paresseux de justes réprimandes. Le maître, bien que laïque, semble tenir la place d'un vicaire. Aussi l'appelle-t-on le clerc maître d'école, comme s'il faisait vraiment partie du clergé.

4. *Règlements épiscopaux sur les écoles.* — Plus d'un abus tenta de s'introduire, à la faveur de ce nouveau régime. Les évêques pour y remédier firent des ordonnances. Quelques-unes ont trait à l'approbation des maîtres et à la visite des écoles, d'autres à la séparation des sexes, d'autres enfin à la fréquen-

lation des classes. Ces règlements méritent d'être médités. Ils ont été dictés par la sagesse, et l'expérience en a prouvé l'utilité et l'efficacité.

En 1646, Augustin Potier, évêque de Beauvais, inséra dans ses statuts synodaux (1) les prescriptions suivantes :

.
VII. Que personne ne soit admis à estre maistre d'escolle, d'écriture, ou clerc d'église en aucune paroisse, qu'il n'ait esté approuvé pour icelle paroisse, de nous, nos grands vicaires, ou doyens ruraux, ce que nous accorderons sans frais et gratuitement ; et seront les dits maistres d'escolle d'écriture et clercs d'église tenus de se trouver aux visites qui se feront es paroisses, par nous, nos grands vicaires, archidiares et doyens ruraux pour y respondre de l'acquit de leurs charges, sous peine de révocation de leur approbation, s'ils n'ont empeschement légitime, qu'ils déclareront et justifieront dans le mois au doyen rural de leur territoire, qui nous le fera savoir.

François de Clermont-Tonnerre, évêque de Noyon, publia, au synode de 1673, une ordonnance où nous trouvons des prescriptions spéciales sur la séparation des sexes (2).

.
IV. Toutes personnes indistinctement, qui instruiront la jeunesse, ne seront admises à cet employ dans les paroisses, et n'y pourront tenir école sans notre permission par écrit, ou celle de nos vicaires généraux, qui leur sera renouvelée tous les ans après notre synode, en conséquence du droit que les conciles de Trente et dernier de Tours, les assemblées générales du clergé de France, édits, déclarations, lettres patentes de nos roys, arrêts du Conseil d'Etat, du Parlement de Paris, et des autres Cours souveraines, conservent aux évêques.

V. Le péril d'une trop grande fréquentation, entre les deux sexes, est si grand, que pour en prévenir de bonne heure tous les inconvénients, nous ordonnons, conformément aux conciles de Bourges et d'Aix, dans les années 1584 et 1585, et à la lettre expresse que le feu roy Louis XIII, de triomphante mémoire, a écrite sur ce sujet à tous les évêques de France, que les écoles pour les garçons seront tenues par des hommes, et celles pour les filles, seulement par des femmes, ou filles de capacité et piété reconnues, sans que les garçons et les filles puissent être reçus

(1) *Actes de la proc. de Reims*, t. IV, p. 118.

(2) *Actes de la proc. de Reims*, t. IV, p. 320.

ensemble dans la même école, sous quelque cause ou prétexte que ce soit ; et seront lesdits maîtres et maîtresse d'école obligés d'observer les règlements que nous leur avons adressés.

En 1677, le même évêque rédigea un mandement relatif aux droits et aux devoirs des doyens ruraux. Nous y lisons (1) :

.
VII. Ils (les doyens ruraux) pourront, durant un mois seulement, approuver les clercs et maîtres d'école pour le service des paroisses de leurs doyennés et pour l'instruction de la jeunesse, jusqu'à ce qu'ils se présentent à nous, ou à nos vicaires généraux, afin d'y recevoir l'institution s'ils en sont jugés dignes.

Au synode de 1680, François de Clermont-Tonnerre invita ses prêtres à recruter et à former des maîtres et des maîtresses d'école (2). Voici les termes de sa recommandation :

.
II. Pour faire en sorte que les filles soient mieux enseignées, plus décemment, et séparément des garçons, ils (les curés et vicaires) tâcheront, principalement dans les grandes paroisses d'élever, attirer et faire entretenir des maîtres et maîtresses d'école, sans différer ce bon œuvre dans les lieux où il s'en trouve de capables.

Le synode de 1685 (3), tenu encore par ce prélat, renouvelle les prescriptions de 1673 et celles de 1680, en rappelant « le livre des règlements dressés pour apprendre aux maîtres et aux maîtresses à s'acquitter dignement de leur employ ».

En 1688, le synode de Noyon ne fut pas présidé par François de Clermont-Tonnerre, mais par son vicaire général. La fréquentation des écoles, l'assiduité des maîtres à y donner leurs leçons et la séparation des sexes y furent l'objet d'une mention spéciale (4).

(1) *Ibid.* p. 374.

(2) *Ibid.* p. 394.

(3) *Ibid.* p. 461.

(4) *Actes de la proc. de Reims*, t. IV. p. 500.

.
XII. Ils (les curés) tiendront la main à ce que les parents en voyent plus soigneusement leurs enfans à l'école, et que les maîtres et maîtresses s'y rendent plus assidus à l'avenir que pas e passé, et si faire se peut, ils auront une école séparée pour les filles aussi bien que pour les garçons.

Charles-François de Chateauneuf de Rochebonne, deuxième successeur de François de Clermont-Tonnerre sur le siège de Noyon, publia, le 8 octobre 1724, un mandement relatif à la subsistance des maîtresses d'école, dans lequel il inséra divers extraits de la déclaration du roi du 14 mai précédent, concernant la religion et le soin de l'éducation des enfans (1).

L'abbé Delettre (2) fait l'éloge de la sollicitude que montra constamment Nicolas Choart de Buzenval, évêque de Beauvais (1651-1679), à l'égard de la jeunesse.

- « Il exerçait, dit-il, la plus grande vigilance sur les écoles où l'enfance va recevoir sa première éducation, parce qu'il savait que l'avenir de l'homme et de la société dépend, en grande partie, des principes qu'on y puise et des habitudes qu'on y contracte. Cette vigilance s'étendait sur les instituteurs ou institutrices, aussi bien que sur les enfans qui leur étaient confiés. Il ne visitait point une paroisse sans se transporter à l'école, pour l'inspecter dans tous ses détails. Il s'informait de la conduite et des mœurs des personnes qui y étaient préposées, de leur conduite envers les élèves, de leur manière d'instruire, des choses qu'elles enseignaient et de l'ordre qu'elles établissaient dans leur classe. Il ne dédaignait pas d'interroger les enfans pour s'assurer de leurs progrès et les encourager à mieux faire encore. Il y avait un point sur lequel il était d'une inflexible sévérité ; il ne tolérait l'admission des enfans des deux sexes que dans les petites localités où il était impossible d'établir deux écoles distinctes et séparées ; encore prescrivait-il toutes les mesures d'ordre et de surveillance propres à préserver les enfans de tout danger

(1) *Arch. de l'Oise*, G. 558.

(2) DELETTRE, *Hist. du diocèse de Beauvais*, t. III, p. 524.

delibertinage et de corruption. Mais partout ailleurs, il exigeait une séparation complète, voulant qu'en chaque paroisse, il y eut un instituteur et une institutrice. »

Le successeur de Choart de Buzenval, le cardinal de Forbin-Janson, au synode diocésain du 8 juillet 1699, revint sur les règles à suivre pour l'admission des maîtres d'école, la séparation des sexes et la fréquentation des classes (1). Il ne fit guère que reproduire les ordonnances promulguées antérieurement, tant à Beauvais qu'à Noyon.

V. Personne, dit-il, ne sera admis à faire fonction de maître ou de maîtresse d'école, ou de clerc d'église dans les villes et à la campagne, si auparavant il n'a été reçu ou approuvé par nous ou nos officiers, et provisoirement par le curé de la paroisse ou autres personnes ecclésiastiques qui ont droit de le faire sous notre autorité, ce qui se fera gratuitement et sans frais.

VI. Dans les lieux où il pourra y avoir des écoles distinctes, les écoles pour les garçons seront tenues par des hommes, et celles des filles par des filles, veuves ou femmes de capacité et piété reconnues, sans qu'il soit permis d'envoyer ou recevoir aucun garçon dans les écoles des filles, ni aucune fille dans les écoles de garçons. Et où il n'y a point de maître établi, ni de maîtresse, les clercs tiendront écoles pour les enfants de la paroisse l'hiver et l'été.

VII. Les curés de la campagne exhorteront les parents d'être exacts à envoyer leurs enfants à l'école, au moins à une certaine heure du jour, matin et soir, tiendront la main à ce que les maîtres y soient assidus, sans les distraire, sinon lorsqu'ils auront besoin de leurs secours pour l'administration des sacrements, visiteront les écoles une ou deux fois chaque mois et empêcheront les enfants de leur paroisse d'aller aux écoles des paroisses voisines, si ce n'est qu'il n'y en ait point dans leur propre paroisse.

5. *Règlements paroissiaux sur les écoles*

Chaque diocèse, dit Carlier (2), avait ses règlements particuliers. Ceux de Senlis, de Soissons et de Meaux, se réduisaient aux articles généraux suivants :

(1) *Actes de la prov. de Reims*, t. IV, p. 62

(2) *CARLIER, Hist. du duché de Valois*, t. III, p. 165.

Aucun Maître ou Maitresse ne pourra tenir école, qu'il ne soit approuvé de l'évêque diocésain, de l'archidiacre ou du grand chantre de la cathédrale. Les écoles doivent être ouvertes depuis huit heures du matin jusqu'à onze, et depuis deux heures après midi jusqu'à cinq.

Les leçons doivent commencer par la prière et finir de même.

Le catéchisme sera fait deux fois la semaine aux enfants, dans l'école.

On n'emploiera, pour enseigner à lire, que des livres de piété dont l'usage sera indiqué ou approuvé par le curé.

Les enfants seront conduits à l'église et aux offices des dimanches et des fêtes, et seront contenus par les Maîtres et par les Maitresses.

Les Maîtres ne pourront recevoir aucunes filles dans leurs écoles, ni les Maitresses aucuns garçons. Quant aux paroisses où il n'y a qu'un seul Maître pour les garçons et pour les filles, celui-ci doit séparer les uns des autres en deux classes et ne jamais laisser le lieu des écoles sans surveillant.

Les enfants seront instruits selon les règles de la charité et de la discrétion, repris sans passion, corrigés sans humeur, selon les règles de la pudeur et de la modestie. On leur inspirera l'amour et la crainte de Dieu et l'horreur du vice.

Les Maîtres et les Maitresses veilleront aussi sur la conduite des enfants, même hors des écoles, par une inspection telle que les temps et les lieux permettront.

Les Maîtres et les Maitresses seront recommandables par une bonne conduite et par une vie régulière. Ils ne pourront allier à leur profession aucunes fonctions avilissantes ou serviles. Ils seront approuvés des curés et seront tenus de se présenter tous les ans devant l'archidiacre, le chantre ou le doyen rural (suivant l'usage des diocèses), et feront renouveler leurs pouvoirs, qu'ils présenteront ensuite au curé de la paroisse.

Pierre Maréchal, clerc séculier et maître d'école à Jonquières de 1768 à 1792, nous a conservé la substance du règlement qui lui fut imposé au jour de son installation en novembre 1768 (1).

(1) *Souvenirs de Pierre Maréchal*, recueillis et rédigés par L. R. JULLIARD, instituteur à Jonquières, dans son *Journal d'une famille d'instituteurs*, ms.

Nous avons trouvé dans ce manuscrit une histoire bien jolie qui mérite d'être rapportée.

Quand Pierre Maréchal fut installé maître d'école à Jonquières, en 1768, depuis longtemps déjà Mérien exerçait la même profession au Meux avec un succès toujours croissant. Mérien devait ce succès à ses majuscules qu'il excellait à orner de figures fantastiques, têtes de coqs, dragons, poissons, etc. Aussi ne manquait-il aucune occasion de faire valoir son habileté. Voyait-il une belle porte, une surface bien polie, vite il prenait un morceau de craie ou de charbon et dessinait une splen-

Il s'engagea publiquement et par écrit :

1° A apprendre aux enfants à lire, à écrire, à compter et à chanter au lutrin.

2° A sonner l'*Angelus* au matin, à midi et au soir et le trépas de Notre-Seigneur le vendredi à trois heures ;

3° A chanter les offices et à accompagner M. le Curé pour l'administration des Sacrements ;

4° A tenir l'église dans un état de grande propreté ;

5° A remonter tous les jours exactement l'horloge de la paroisse ;

6° A porter l'eau bénite, les dimanches et les fêtes, dans toutes les maisons du village et, les jours de fête seulement, au hameau de Montplaisir, à cause des mauvaischemins.

Nous verrons plus loin quels émoluments lui furent promis.

A Notre-Dame-du-Thil, aux portes de Beauvais, un règlement sur l'instruction des enfants fut rédigé en 1788. Le maître d'école, nommé l'année précédente, n'avait pas montré, paraît-il, beaucoup de zèle dans l'exercice de ses fonctions. On se plaignait « qu'il ne s'était point perfectionné dans son état, ainsi qu'il l'avait promis lors de sa réception, et qu'on ne distinguait dans son école presque point d'écoliers bien formés pour la lecture, l'écriture et le chant. » On reconnaissait d'ailleurs « que les parents n'apportaient pas moins de négligence à envoyer leurs enfants à l'école, se contentant de les y envoyer deux ou trois mois d'hiver. » N'écoutant que leur mécontentement, plusieurs familles s'étaient décidées à faire instruire leurs enfants dans les villages

dide majuscule. Maréchal se trouvait humilié, quand Mérien faisait devant lui parade de son talent. Il résolut de prendre sa revanche et de se relever aux yeux du public. Un jour que Mérien venait de renouveler son exercice favori, excitant l'admiration des curieux, Maréchal exhiba un carré de papier, sur lequel était tracé un cercle de la dimension d'un écu de six livres. Dans l'aire de ce cercle, il avait, avec une plume de corbeau, transcrit en lettres extrêmement fines et néanmoins fort élégantes le psaume 50, *Miserere mei, Deus*, l'acte de contrition, une date et son nom.

En feriez-vous bien autant ? dit-il à Mérien, en lui présentant le papier. Mérien resta stupéfait, à la vue de ce petit chef-d'œuvre. Il complimenta son confrère et depuis ce jour il n'osa plus devant lui tirer avantage de ses élégantes majuscules.

Le petit bijou calligraphique existe encore. On nous l'a montré. C'est vraiment une merveille. Qu'on ne dise plus que les maîtres d'école d'autrefois manquaient de savoir et d'amour-propre !

voisins. L'assemblée municipale, tenant compte des observations du curé de la paroisse et du syndic, essaya, le 12 octobre 1788, de remédier à cette fâcheuse situation. De vertes remontrances furent faites au maître d'école. On exigea de lui de sérieuses promesses. « On lui déclara qu'on lui laissait une dernière année d'épreuve, après laquelle il serait remercié et quitterait sa place, si les effets ne répondaient point aux espérances nouvelles qu'il faisait concevoir. » Pour bien préciser ce qu'on attendait de lui, on lui traça le règlement suivant, calqué sur les usages conservés dans les paroisses voisines :

Règlement de l'Assemblée municipale de N.-D. du Thil, relativement à l'instruction des enfants de la Paroisse (1).

ARTICLE PREMIER. — L'école sera sonnée tous les jours au coup de huit heures du matin et commencera à huit heures 1/2 juste, pour ne finir qu'à midi moins un quart passé, et que l'*Angelus* puisse être sonné à midi juste. L'après-midi elle sera sonnée à une heure et demie, et commencera à deux heures juste, pour finir à cinq.

ART. 2. — Depuis huit heures jusqu'à huit heures et demie, le matin, si Monsieur le Curé n'en est point empêché, le Maître chantera la messe ou la fera servir, lui présent, par les écoliers qui seront arrivés à huit heures. L'école commencera par la prière que le Maître fera réciter alternativement par un écolier, et finira par une autre prière récitée par un autre écolier.

ART. 3. — Le Maître distribuera les écoliers en trois ou quatre classes, et mettra tous les écoliers de la même classe à la même leçon pour les faire suivre la leçon. Il fera lire d'abord ceux de la première classe, pendant quoi, les autres classes étudieront et ainsi de suite. La première classe ayant lu, le Maître fera écrire aux premiers écoliers les exemples qu'il leur aura préparés, leur donnera de nouveaux exemples deux fois la semaine, et leur fera composer des règles d'arithmétique. Chaque écolier lira au moins une page de son livre, et, si l'un d'eux l'a mal lue, il la lui fera recommencer à la fin de la classe.

ART. 4. — Le Maître tiendra note de tous ceux qui auront bien étudié et bien lu pendant la semaine, ainsi que de ceux qui n'auront point étudié et qui auraient fait des fautes, pour remettre cette note à la fin de la semaine à M. le Curé.

(1) COUARD-LUYS, *Inspection des Archives communales dans le Rapport du Préfet de l'Oise au Conseil général*, août 1885.

ART. 5. — Toutes les classes ayant lu, le Maître fera étudier aux enfants la leçon suivante, et pendant ce temps corrigera les écritures et les règles.

ART. 6. — Après la lecture du soir, le Maître demandera trois ou quatre versets de catéchisme aux écoliers. Le samedi après-midi, il n'y aura point de lecture ni d'écriture, mais on fera répéter tout ce qu'on aura appris du catéchisme pendant la semaine, et apprendre l'évangile du dimanche.

ART. 7. — Le dimanche il y aura une instruction sur la religion à l'école, pendant toute l'année, excepté l'Avent et le Carême. On la sonnera à une heure moins un quart. Le Maître et la Maîtresse feront réciter le catéchisme à quelques écoliers, feront réciter l'évangile ; après quoi on lira un chapitre de l'Ancien et du Nouveau Testament et la vie d'un saint ou quelque autre instruction, et le Maître tiendra note de tous ceux qui y auront assisté.

ART. 8. — La classe du soir finie ou après le dîner des écoliers, il y aura une leçon de chant.

ART. 9. — Les écoliers, en sortant de l'école, seront reconduits au bout du chemin par le Maître, et les petits enfants par la Maîtresse, pour prendre garde qu'ils ne chassaient point et ne polissoient point dans les rues.

ART. 10. — Il sera à propos, si faire se peut, que les petits enfants soient dans une école séparée des grands, pour ne point troubler ceux-ci dans leurs études, et que la Maîtresse d'école en soit chargée à cause des soins qu'ils exigent. Elle les fera lire et apprendre un peu de catéchisme.

ART. 11. — Le Maître gouvernera les enfants avec douceur, et leur fera des remontrances graves, avant que d'en venir aux punitions. Si les fautes sont répétées, il leurs imposera des pénitences qui leurs fassent plus de honte que de mal. S'il y avait des fautes graves qui exigeassent une correction exemplaire, avant de la faire, il prévendra M. le curé ou fera son rapport à l'assemblée.

ART. 12. — Chaque semaine, soit le samedi, soit le dimanche, soit M. le curé, soit le syndic, feront une visite à l'école. Le Maître leur remettra ses notes. Ils entendront les plaintes ou les éloges et décerneront des récompenses ou des peines. Le Maître aura soin aussi de leur faire connaître ceux qui, pendant la semaine, auront manqué à l'école.

ART. 13. — Le Maître aura soin d'instruire les enfants de chœur des cérémonies qu'ils doivent faire pour l'office divin, deux fois la semaine.

ART. 14. — Dès que le présent règlement commencera à

être exécuté, le Maître yra trouver les parents des enfans qui vont à l'école hors de la paroisse, afin de les prier de revenir à la paroisse

Signé : DUPRIEZ, EVRARD, LEVRAUX, D. TOILLIÉ,
TONNELIER, DE LAMOTTE, curé

L'assemblée municipale du Fayel près Compiègne, pour se conformer aux instructions émanées du district, tint séance le 13 novembre 1791, au sujet du maître d'école qu'il s'agissait de maintenir dans ses fonctions ou de remplacer. Nous allons reproduire la délibération consignée dans les registres (1). Elle complètera nos renseignements sur les obligations imposées aux maîtres d'école d'autrefois :

Ce jourd'hui, treiziesme jour de novembre mil sept cent quatre vingt-onze, à l'assemblée des maire, officiers municipaux, procureur de commune, notables et habitans de la paroisse du Fayel, convoquée en la manière accoutumée, au son de la cloche à l'issue des Vêpres de la dite paroisse, — en présence de M. de Grandmaison, fondé de pouvoirs, de M. de Rouault et du R. P. Eloy, chapelain de mondit sieur de Rouault, vicaire en chef de la dite paroisse, pour délibérer et faire choix d'un clerc d'église et maître d'école, qui devra continuer à remplir toutes les fonctions pratiquées cy devant, — s'est présenté Pierre Vinet, cy devant clerc de la dite paroisse, fils de Charles Vinet, clerc et maître d'école de Sacy-le-Petit. Après examen fait de ses vie, mœurs et capacité, d'une voix unanime nous l'avons nommé et reçu pour exercer les dites fonctions qu'il a promis, et promet par ces présentes, remplir bien et fidelement, à la charge par lui — premièrement, de sonner l'*Angelus*, le matin, à midi et au soir, de carillonner les veilles et jours de fêtes de matines ; — d'instruire les enfans dans la religion catholique, apostolique et romaine ; — de balayer et nettoyer l'église les samedis et veilles de grandes fêtes ; — de porter l'eau bénite dans chaque maison le premier dimanche de chaque mois. — Et nous, maire, officiers municipaux, procureur de commune, notables et habitans dudit lieu avons promis de lui payer chaque année la somme de trois cens livres, pour faire l'école depuis le premier octobre jusqu'au premier juillet. Si cependant il arrivait qu'il se présentât moins de douze enfans aux instructions, la dite obligation cesserait.

6. *Projet de Maîtrise.* — L'évêque de Beauvais, Augustin Potier, conçut le projet d'une maîtrise pour former des maîtres d'école. Il avait été, dans ce but, au commencement de 1647, visiter le Père Bour-

(1) *Rég. municip. du Fayel, 1791.*

doise à Liancourt. L'école fondée par ce dévoué missionnaire, jouissait alors d'une grande célébrité. Il ne venait personne au château de Liancourt qui ne voulut voir ces classes modèles. L'illustre évêque de Belley, Camus, qui y séjournait souvent, l'archevêque de Paris et plusieurs autres prélats distingués, le P. Desmasures de l'Oratoire, qui venait prêcher dans l'église du lieu, Louis XIV et la reine-mère, qui avaient fait visite au duc de Liancourt au mois de mai 1646, tous allèrent féliciter le P. Bourdoise au milieu de ses élèves. L'organisation des classes, l'admirable tenue des enfants, l'attention qu'ils portaient aux leçons de leur maître, leurs progrès et le plaisir qu'ils trouvaient à fréquenter l'école, rendaient cet établissement fort intéressant. L'évêque de Beauvais comprit les immenses avantages que produiraient des écoles ainsi dirigées, si chaque paroisse en possédait une semblable. Il résolut aussitôt de charger le P. Bourdoise de lui former des maîtres pour leur confier ensuite la première éducation de l'enfance. Il promit de consacrer 800 écus à l'établissement de cette maîtrise. La mort ne laissa pas à Augustin Potier le temps de réaliser son dessein (1).

Son successeur Nicolas Choart de Buzenval reprit le projet. Son but, en fondant un petit séminaire, fut autant de fournir des clercs à l'église que des maîtres pour l'enseignement. Il y éleva de jeunes enfants venus de toutes les régions du diocèse. Leur formant le cœur et l'esprit en même temps, il les rendit aussi habiles dans les sciences profanes que dans les sciences sacrées, afin de pouvoir les employer ensuite à la conduite et à l'instruction des autres. Cet établissement si beau et si utile finit néanmoins avec lui (2).

7. *La multiplicité des écoles paroissiales.* — Toutes les paroisses des diocèses de Beauvais, Noyon

(1) DELETTRE, *Hist. du dioc. de Beauvais*, t. III, p. 432.

(2) E.-P. MÉSENGUI, *Idée de la vie et de l'esprit de M^{re} Nicolas Choart de Buzenval, 1717.*

et Senlis avaient-elles leurs écoles avant la Révolution? Nous ne voulons pas l'affirmer absolument, n'ayant pu réunir encore tous les éléments nécessaires à une complète vérification. Toutefois les registres de catholicité que nous avons déjà dépouillés nous permettent de dire que, partout à la campagne, nous avons trouvé des écoles, dès le milieu du xvii^e siècle. Parcourons, si vous le voulez, les villages situés entre Compiègne et Pont-Sainte-Maxence. Petits et grands, tous peuvent établir leur liste de maîtres d'école, en remontant aussi loin que le permettent les registres.

A Venette, paroisse de 580 habitants (1), nous aurons :

1668, Antoine Duquesnay ; 1740, Louis Conin.
1703, Jean Conin ;

A Jaux (1120 habitants) :

1714-1715, Nicolas Tirlet ; 1759-1792, Louis - Philbert
Batton ;

A Jonquières (568 habitants) :

1655, Thomas Piettre ; 1702, Simon Ancel ;
1672, Antoine Legrand ; 1719 1746, Honoré Goyer ;
1680, A. Brunel ; 1746-1760, Louis Batton ;
1681, Claude Poirnieur ; 1761-1768, Jacques Boulanger ;
1686, Pierre Dutilloy ; 1768-1792, Pierre Maréchal.

A Armancourt (393 habitants) :

1674, Pierre Séné ; 1791, François - Charles Bec-
1696, Adrien Becquerel ; querel.
1744, Noël Becquerel ;

Au Meux (996 habitants) :

1689-1724, Antoine Boursier ; 1793 Jean-Claude Mérien, fils
1724-1740, Nicolas Mérien ; de Louis ;
1740-1793, Louis Mérien, fils
de Nicolas.

A Rivecourt (285 habitants) :

1700, Jacques Pecquet ; 1744, Thomas Lecomte ;
1709, François Antoine ; 1776, Jean-Nicolas Devert ;
1710, François Becquerel ; 1784, Louis-Pierre Trocquet.

(1) Nous indiquons ici la population d'après le *Dénombrement du Royaume par Généralités, année 1720.*

A Longueil-Sainte-Marie (600 habitants) :

1667, Guillaume Grisot ;	1721, Sulpice Grisot ;
1689, Robert Grisot, fils de Guillaume ;	1739, Pierre Mullier ;
1705, Hugues-François Dottin ;	1751, Louis de May ;
1717, Louis Leroy ;	1754, Simon Ducrocq ;
	1762, Antoine Grisot.

A Rucourt (165 habitants) :

1663, Denis Brunet ;	1743, Jean-François Mallet ;
1710, Etienne Prévost ;	1746, S. Languepin ;
1737, Louis Bocquillon ;	1761, Martin Niquet.

Au Fayel (230 habitants) :

1658, Robert de Berthelley ;	1728, Pierre Marchois ;
1712, Thomas Boursier ;	1737, Pierre Filion ;
1716, Pierre Formentin ;	1791, Pierre Vinet.

A Chevrières (667 habitants) :

1627, Jean Levasseur ;	1705, Jean-Baptiste Prosnier,
1652, Jean Levasseur, fils ;	fils de Louis ;
1656, Jean Mareschal ;	1746, Jean-François Mallet ;
1684, Louis Prosnier ;	1750, Claude Copy ;
1695, Pierre de Hautpas ;	1756, Antoine Loire ;
1699, Claude Prévost ;	1786, Pierre-Sylvestre Loire,
	fils d'Antoine.

Au Grand-Fresnoy (1036 habitants) :

1630, Méry le Vielle ;	1740, Etienne-François Dher-
1633, Denis Sturbe ;	signeries ;
1682, Adrien Boitel ;	1776, Pierre Billot.
1718, Philippe Dervillez ;	

A Sacy-le-Petit (240 habitants) :

1673, Denis Ducrocq ;	1750, Charles Vinet.
1691, François Antoine ;	

A Houdencourt (262 habitants) :

1662, Pierre Levie ;	1688, Gilles Maupin ;
1675, Etienne Carpentier ;	1739, Philippe Louis ;
1676, Philippe Goulay ;	1744, Charles Gargant ;
1678, Etienne Levie ;	1746, Jacques Louvet.
1682, Antoine Delattre ;	

A Bazicourt (136 habitants) :

1635, Denis Ducrocq ;	1739, Charles Gargant ;
1662, Daniel Ducrocq ;	1760, Nicolas Boucher ;
1680, Jean Driencourt ;	1783, Nicolas Boucher, fils.
1684, Charles Antoine ;	

A Saint-Martin-Longueau (106 habitants) :

1675, Antoine Ducrocq ;	1746, Morlière ;
1709, Dervillez ;	1752, Antoine Griset ;
1714, Charles Berton ;	1759, Antoine Borrée ;
1718, S. Griset ;	1769, Aubert.
1722, Philippe Borée ;	

Aux environs de Beauvais l'inspection des registres de catholicité donnera les mêmes résultats.

A Marissel (642 habitants). Les maîtres d'école sont :

1700, Charles Acher ;	1779, Duhamel ;
1706, Charles Acher, fils ;	1782-1788, Charles - Augustin
1738-1749, Simon Acher ;	Tavernier.
1749-1774, Gilles Trupty ;	

A Notre-Dame-du-Thil (791 habitants) :

1693-1694, Jean Bourgoin ;	1770, Julien le Certisseur ;
1725-1739, Claude Baillehastre ;	1783, Villemar.

A Verderel (428 habitants) :

1613, Jean Lemoyne ;	1704, Jacques Delannoy ;
1660, François Delannoy ;	1746, Quentin Delannoy, fils
1668, Jean Lemaire ;	de Jacques ;
1690, Jean Leleu ;	1794, Adrien Duval.

A Herchies (228 habitants) :

1696, Antoine Gérard ;	1712, Claude Delaplace ;
1697-1700, François Lefebvre ;	1713-1724, Denis Sonnet ;
1707-1709, Noël Delacour ;	1724-1770, Louis Omont ;
1709-1711, Nicolas Testard ;	1770-1790, Louis Omont, fils.
1712, Toussaint Dallenne ;	

A Auteuil (335 habitants) :

1670-1705, Pierre Delafontaine ;	1735-1753, Nicolas Legrand ;
1705-1713, Mullot ;	1753-1757, Laurent Patin ;
1713-1716, Martin Dubois ;	1757-1795, Pierre Gautier ;
1716-1720, François Gransier ;	1795-1800, Etienne Héronare ;
1720-1735, Pierre Hubaine ;	

A Berneuil (480 habitants) :

1721-1722, Simon Gavois ;	1738, Augustin Lebesgue ;
1722-1733, Louis Commelin ;	1742, Charles Pillon ;
1737, Tassart ;	1747-1793, Laurent Thevet.

A la Neuville-en-Hez, au chœur de l'église, sur l'un des contreforts méridionaux, fut mise, à la fin

du xv^e siècle, une curieuse inscription en lettres gothiques, à la mémoire d'un maître d'école du village, né dans la paroisse.

Nous la traduisons :

EPITAPHE

DE JEAN BRASSART, MAÎTRE DES ÉCOLES DE LA NEUVILLE.

Après avoir été habitué à faire entendre ma voix terrible aux enfants, enfermé dans ce tombeau, je suis cendre, ossements, néant.

A 50 ans révolus, j'ai obtenu la main d'une épouse vertueuse. Cette compagne que les destins m'ont donnée a fait la gloire de son mari.

Qui que vous soyez, adressez pour nous au Ciel de très ferventes prières. Salut.

Qu'ils reposent en paix. — Ainsi soit-il.

Il mourut le premier avril 1488, avant Pâques.

Le texte vaut la peine d'être reproduit, le voici :

P. Joannis Brassart gymnasiarchæ Neopagensis.

Epigramma.

Qui solitus tantam (vocom ?) pueris vibrare tremendam,
Hoc clausus tumulo, sum cinis, ossa, nihil.

Consortem thalami, lustrò decies revolutò,

Criminis expertem, vivus ego obtinui.

Patronale decus, comitem mihi fata dederunt.

Suspice (ou suscipe), quisquis ades, ter pia vota ; vale.

Requiescant in pace. Amen.

Obiit lat. (pour cal.) april. 1488, ante Pasca (1).

Citons encore à Baugy, de 1672 à 1679, Charles Boucher « clerc maistre d'école », de 1735 à 1739, Claude Baugy, de 1739 à 1742, Louis-Joseph Henniet, en 1743, François Fixon ; — à Monchy-Humières de 1679 à 1681, François Longavesne « clerc et maistre d'école séculier », de 1681 à 1690, François Piantaux, en 1738, Denis Brache ; — à Ressons, de 1740 à 1744, Joseph Nuncq, de 1744 à 1747, Pierre Noiret.

Dans le Vexin français, au diocèse de Rouen, chaque village a aussi son maître d'école. — A La Bosse, nous trouvons, en 1671, Dumontier, en 1684, Des-

(1) GRAVES, *Stat. Clermont* p. 125.

hayes, en 1697, Masurier, etc.; — à Flavacourt, en 1672, J. Petit, en 1701, P. Petit, etc.; — au Vaumain, en 1673, Jean Marianval, en 1706, Martin Fillion, etc.

Allons au diocèse de Senlis. « Quelques recherches dans les mairies de l'arrondissement, nous dit M. l'abbé Vattier (1), permettraient de constater que l'instruction primaire existait dans la plupart des communes, j'oserais dire dans toutes.... J'ai pu examiner à loisir les registres des naissances et baptêmes de Saint-Léonard et de Courteuil. Ils affirment, les uns depuis 1662, les autres depuis 1692, la présence de clers-laïques qui, évidemment, étaient les maîtres d'école... A côté du curé dont l'écriture n'était pas toujours élégante, on rencontre le plus souvent un nom soigneusement peint, pourrions-nous dire, avec une griffe plus ou moins lestement jetée, celui du clerc-laïque, maître d'école. A Saint-Léonard (312 hab.), en 1668, c'était Nicolas Obin, auquel succède bientôt Adrien Obin. Les premiers paraphes de celui-ci sont soigneusement moulés, puis ils sont négligés, et à la belle gothique succède une écriture lâche et sans caractère, qui se confond avec les signatures des gens moins lettrés. Puis viennent Nicolas Feragus, Jean Feragus, Petit, etc. etc. »

Ces observations sont applicables à tous les registres qu'il nous a été donné de parcourir, n'importe à quelle région ils appartiennent.

Avant de nous rendre dans l'ancien diocèse de Noyon, vous plaît-il de visiter, à la suite de M. l'Archiviste de l'Oise (2) quelques paroisses du Soissonnais ? Là encore, nous trouverons des maîtres d'écoles : — A Saint-Crépin-aux-Bois, de 1732 à 1738, Antoine Despierres ; en 1743, Gervais Delacroix, etc. ; — A Berneuil-sur-Aisne, en 1675, Nicolas Picard ; en 1681, Adrien Carier ; de 1688 à 1692, Maillot, etc. — A Cuise-la-Motte, mourait, le 2 février 1673, Jean Bourdon « maître d'escolle de la paroisse » ; en 1739 Pierre Personne était « clerc et maistre d'escolle. —

(1) L'abbé A. VATTIER, *L'Instruction à Senlis et dans le diocèse avant la Révolution*. Comité archéol. de Senlis, 2^e série, t. IX, p. 93.

(2) COUARÉ-LUYS, *Rapport au Préfet de l'Oise, 1883*.

A Couloisy résidait, en 1696, la veuve de Jean Maillart, ancien magister de la paroisse. — A Courtieux, le maître d'école était, en 1694, Jean Crépin ; en 1699, Jean Lombard, etc. — A Bitry, Nicolas Desmarest était maître d'école et clerc laïque de 1781 à 1790. — A Saint-Pierre-lès-Bitry, nous trouvons, en 1722, Jean Osselin ; en 1723, Pierre Gosse ; en 1726, Antoine de Pierre ; en 1748, Nicolas Guérin ; en 1749, Jean-Louis Gille qui prend le titre de recteur des écoles, etc. — A Moulin-sous-Touvent, en 1751, Charles-François Blave, qui mourut le 20 février 1757 ; en 1765, Jean-Jacques Leroy, etc. — A Nampcel, de 1674 à 1677, Henri Delatran ; de 1677 à 1685, Dijon ; de 1685 à 1688, Maillot ; de 1688 à 1718, François Lebel, etc.

Arrivons au diocèse de Noyon. Un coup d'œil jeté sur les registres de catholicité nous fera voir comme maîtres d'école : — A Chiry, en 1674, Simon Paillet. — A l'Arbroye, de 1671 à 1678, Antoine Quiou ; en 1698, Antoine Remy. — A Beaurains, en 1685, François Thourelle, décédé le 18 mars 1703. — A Catigny, en 1706, Jacques Hiez. — A Campagne, en 1694, Louis Gacquerel ; en 1706, Charles Picard. — A Candor, en 1750, Simon Rouge ; en 1760, Eloi Langlet ; en 1761, Etienne-Alphonse Levair. — A Ognoles, de 1677 à 1688, Robert Husson. — A Golancourt, de 1750 à 1758, Claude Mascret ; de 1758 à 1776, Martial Rouillart ; en 1777, Charles-François Durosoy. — A Villeselve, de 1755 à 1759, Charles-Louis Margottet. — A Oignes, en 1683, Jean Dupuis.

M. l'abbé Boulenger, curé-doyen de Ribécourt, nous a très obligeamment envoyé une liste des maîtres d'école de sa paroisse. Nous lui disons merci en la publiant :

1671-1672, Adrien François ; 1746-1766, François Roquart ;
1672-1675, Laurent Vaillant ; 1766-1768, Jean-Louis Déjardin ;
1676-1731, Pierre François ; 1769-1800, François Ballédant.
1731-1746, Pierre Martin.

Finissons notre examen. Nous pourrions, il n'est plus possible d'en douter, établir autant de listes de maîtres d'école qu'il y avait d'églises dans les anciens

diocèses de Beauvais, Noyon et Senlis. Il suffirait d'avoir la patience de dépouiller tous les registres de catholicité. Nous avons particulièrement insisté sur les petites paroisses. Comme on a pu le voir, en 1720, Armancourt avait seulement 393 habitants, Rivecourt 285, Rucourt 165, Fayel 230, Houdencourt 262, Bazicourt 136, Saint Léonard 312, Beaurains 128, l'Arbroye 184, Catigny 204, Campagne 112. Golancourt 208, Villeselve 224. Tous ces villages cependant avaient leur école.

Dans les villes, outre les collèges, il y avait des écoles particulières, où l'on donnait l'enseignement élémentaire. Ces écoles, sur la demande des maîtres, étaient autorisées par le lieutenant de police. Les maîtres devaient obtenir l'approbation épiscopale. Chaque paroisse avait ses écoles spéciales, entretenues soit par les fabriques, soit par des assemblées de charité.

Beauvais possédait une école annexée à la Basse-Œuvre dès 1541. Son école des hospices est connue.

A *Senlis* on trouve une école pour les pauvres en 1179. A Senlis encore, Gabriel Foulon, maître écrivain, originaire de la ville, ouvre une école en 1630, après en avoir préalablement demandé la permission. Dans la même ville, en 1687, Afforty signale « un écrivain et arithméticien ». Notons également l'école de l'Hôtel-Dieu ou de la Charité (1).

Compiègne eut des écoles de charité, fondées par l'abbé Marc-Antoine Hersen, ancien professeur de rhétorique au collège du Plessis et au collège de France, maître de Rollin, protégé de Louvois. Ces écoles furent établies dans la paroisse de Saint-Antoine, non loin de l'église. L'abbé Hersen était originaire de Compiègne. Il semble n'être venu se retirer dans sa ville natale que pour s'y vouer à l'instruction des enfants pauvres. En 1718, il fit construire une maison pour y loger le directeur de ses

(1) L'abbé MULLER, *Rues, Places, etc. de Senlis. Art. Ecoles.*

écoles et le vicaire de la paroisse. L'administration de cette œuvre charitable fut confiée au curé et aux marguilliers de Saint-Antoine. L'abbé Hersen mourut le 11 octobre 1724 (1). L'école mutuelle, dite école Hersen, occupe aujourd'hui l'emplacement des anciennes écoles de charité.

N'oublions pas l'école établie à l'Hôpital général fondé en septembre 1663, ni celle de l'Hôtel-Dieu ou Saint-Nicolas-du-Pont, depuis sa réformation, sous le règne d'Henri IV, par Marie Bourdet.

Noyon eut aussi son école des pauvres, dans l'Hôtel Dieu, fondé en 1178.

A *Saint-Quentin*, en 1704, une école gratuite pour les enfants pauvres de toutes les paroisses de la ville fut établie et placée sous la direction du Bureau de charité. Déjà antérieurement, il existait une école pour les enfants pauvres de la paroisse de Saint-André. On la réunit à la nouvelle institution.

8. *Les écoles de Filles.* — L'évêque de Beauvais, Nicolas Choart de Buzenval prescrivit, comme nous l'avons vu, la création d'écoles de filles dans toutes les paroisses de son diocèse, capables de s'imposer cette charge. Il interdit en outre l'admission, sous quelque prétexte que ce fût, des enfants des deux sexes dans la même école, sauf dans les petites localités. Et comme en plus d'un gros village on éluda ses ordres, en faisant de belles promesses qu'on ne réalisait jamais, il finit par recourir aux moyens de rigueur. Par ordonnance du 14 octobre 1677, il défendit sous peine d'excommunication, dans les lieux où il y avait des écoles distinctes, aux instituteurs de recevoir des filles, et aux institutrices de recevoir des garçons. La peine était encourue aussi bien par les parents que par les maîtres et maîtresses. Ce fut à la suite de ce mandement qu'en

(1) *Mémoire pour le curé et les marguilliers de St-Antoine*, contre Jean-Marie Gabriel, relativement à la cour des écoles dont ce dernier voulait s'emparer, 1752. — GRAVES, *Stat. Compiègne*, p. 121.

la paroisse de Saint-Leu-d'Esserent on établit une école exclusivement pour les filles (1).

Le cardinal de Forbin-Janson renouvela, au synode de 1699, les prescriptions de son prédécesseur.

A Noyon, une ordonnance semblable fut publiée, en 1673, par l'évêque François de Clermont-Tonnerre. En 1680, le même prélat invita les curés à « élever, attirer et faire entretenir des maîtresses d'école, afin que les filles fussent mieux enseignées. » Mais ce fut Charles-François de Chateauneuf de Rochebonne qui prit, ce semble, les mesures les plus efficaces pour obtenir la création de nombreuses écoles de filles dans son diocèse et en assurer la prospérité.

Nous reproduisons son mandement en entier à raison des précieux renseignements qu'il nous donne.

CHARLES-FRANÇOIS DE CHATEAUNEUF DE ROCHEBONNE, par la grâce de Dieu, évêque-comte de Noyon, pair de France, aux curés et aux fidèles de notre diocèse, salut et bénédiction.

Comme l'instruction de la jeunesse est un des plus importants devoirs de la sollicitude pastorale, et qu'un des principaux moyens de la procurer est d'établir des petites écoles où il en manque, et de soutenir celles qui sont établies, nous sommes obligé d'employer tout ce qui peut dépendre de nous pour contribuer à cette œuvre aussi sainte que nécessaire. Nous avons des écoles suffisantes dans toutes les villes de notre diocèse. Toutes les paroisses de la campagne ont aussi des maîtres d'école pour l'instruction des garçons auxquels les fabriques et les habitants fournissent la subsistance. Le plus grand besoin est l'instruction des filles de la campagne où nous avons établi plusieurs maîtresses d'école que nous faisons former dans la communauté des Nouvelles Catholiques de la Sainte Famille de Jésus de cette ville, comme dans un séminaire ; plusieurs paroisses en manquent encore par le défaut de moyens de les faire subsister. Nous désirons cependant d'éviter une imposition annuelle de cent livres sur les habitants de chaque paroisse pour la subsistance d'une maîtresse d'école ainsi qu'il a plu au Roi de l'ordonner par sa déclaration du 14 mai 1724 ; à moins que cette imposition ne devienne absolument nécessaire en quelques paroisses. Nous aimons mieux, pour le soulagement des peuples, essayer de trouver de quoi donner du pain à une maîtresse d'école et quelque somme modique pour se procurer un logement

(1) DELEETRE, *Hist. du dioc. de Beauvais*, t. III, p. 524.

et quelques douceurs, sur les revenus de la fabrique et sur le bien des pauvres, où il y en a, à la charge d'enseigner gratuitement les pauvres filles, sans préjudice à un honoraire plus grand dans les lieux où il y a du bien de la commune ou autres moyens. C'est pourquoi après avoir examiné les procès-verbaux de visite de paroisses de notre diocèse, et entendu les curés présents en notre synode général tenu le trois de ce mois, nous ordonnons que les marguilliers et receveurs du bien des pauvres des paroisses de notre diocèse de la Généralité de Soissons, contenues au présent état, paieront chaque année à la maîtresse d'école approuvée de nous, le blé et l'argent ci-après marqués, en deux termes égaux de la Toussaints et de Pâque, à commencer à la Toussaints mil sept cents vingt-quatre.

(Ici était inséré l'état des paroisses et des redevances.)

Ce qui sera exécuté, jusqu'à ce qu'il y ait d'autre fonds ou qu'il y ait été autrement pourvu et ordonné ; et en cas que dans quelques-unes des paroisses contenues au présent état, il n'y ait point encore de maîtresse d'école, l'argent avec le prix du blé ci-dessus ordonné pour sa subsistance restera entre les mains des marguilliers solvables, pour être employé à l'acquisition d'une maison pour l'école des filles, sauf à pourvoir en la manière ci-dessus ou autrement à l'établissement des maîtresses d'école dans les autres paroisses qui en manquent et qui ne sont pas comprises au présent état, et à augmenter ou diminuer l'honoraire ci-dessus réglé selon les besoins et les moyens qui se trouveront.

Donné à Noyon, en notre palais épiscopal, le huit octobre mil sept cents vingt-quatre.

Signé . ✕ CHARLES-FR. Evêque-C. de Noyon.

Et plus bas : Par Monseigneur, MONTERRAT.

Les intendants des généralités de Soissons et d'Amiens prêtèrent main-forte à l'évêque de Noyon pour faire observer ses prescriptions. Ils intervinrent même dans la fixation des sommes que les paroisses devaient payer à leurs écoles de filles sur leurs revenus communaux.

Voici les ordonnances de l'Intendant de Soissons publiées à la suite du mandement épiscopal :

GÉNÉRALITÉ DE SOISSONS.

PHILBERT ORRY, chevalier, comte de Vignory, conseiller du Roi en ses conseils, Maître des requêtes honoraire de son Hôtel, Intendant de Justice, Police et Finances de la Généralité de Soissons. Vu l'ordonnance ci-dessus de M. l'Evêque-comte de Noyon, Pair de France, nous enjoignons à nos subdélégués de tenir la main à l'exécution de la présente ordonnance chacun en ce qui concerne les paroisses de leur subdélégation.

Fait à Noyon, ce 15 octobre mil sept cents vingt-cinq.

Signé : ORRY

Et depuis, vu par nous Philbert Orry, chevalier, comte de Vignory etc. . . . , la déclaration du Roi du 14 mai 1724, par laquelle Sa Majesté a ordonné qu'il serait établi des Maitres et Maitresses d'Ecole, dans toutes les paroisses où il n'y en a point, et que dans les paroisses où il n'y aura point de fonds pour leur subsistance, il puisse être imposé annuellement cent cinquante livres pour les maitres d'école et cent livres pour les maitresses d'école; — l'ordonnance de M. l'Evêque-comte de Noyon, Pair de France du 8 octobre 1724, portant qu'il sera payé aux maitresses d'écoles des paroisses y énoncées sur les revenus de chaque fabrique une certaine quantité de grains pour subvenir à leur subsistance, — et attendu que cette rétribution n'est pas suffisante et que plusieurs desdites communautés ont des revenus de biens communaux sur lesquels il convient d'en destiner une partie pour le surplus de la subsistance des maitresses d'école au lieu d'une imposition annuelle ordonnée par la déclaration du Roi, — vul'état des revenus des biens communaux desdites paroisses, — nous, Intendant et commissaire susdit, ordonnons qu'il sera payé annuellement sur les revenus des biens communaux des paroisses ci-après dénommées aux maitresses d'école qui y sont ou y seront établies en exécution de la déclaration du Roi du 14 mai 1724 les sommes par nous réglées, et ce à commencer du 1^{er} janvier 1726, sçavoir par les habitans de la paroisse de. . . .

au paiement desquelles sommes les syndic et habitans de chacune desdites paroisses seront contraints par toutes voies dues et raisonnables jusqu'à ce qu'autrement par Sa Majesté en ait été ordonné : Enjoignons à nos subdélégés de Noyon et de Chauni de tenir la main à l'exécution de la présente ordonnance, chacun en ce qui concerne les paroisses de leur subdélégation. Et sera la présente ordonnance lue et publiée à l'issue de la messe paroissiale desdits lieux et exécutée nonobstant opposition ou apellation quelconques.

Fait à Soissons ce quinze décembre mil sept cents vingt-cinq.

Signé : ORRY. *Et plus bas* : Par Monseigneur, LOISON.

Une ordonnance de Bernard Chauvelin, chevalier, seigneur de Beauséjour, conseiller d'Etat, Intendant de Picardie, Artois, Boulonnais, Pays conquis et reconquis, enjoint aux marguilliers des paroisses de la généralité d'Amiens d'exécuter l'ordonnance de l'Evêque-comte de Noyon, selon sa forme et teneur, et à ses subdélégés des élections de Péronne et Saint-Quentin, d'y tenir soigneusement la main. Cette ordonnance est datée d'Amiens le 2 avril 1726 (1).

(1) *Extrait du Psautier distribué suivant le nouveau Bréviaire de Noyon, à l'usage des ecclésiastiques du diocèse*, imprimé par ordre de Monseigneur J. FR. DE LA CROÏTE DE BOURSAC, Noyon 1780. Supplément.

L'état général dont il est parlé au cours du mandement nous est inconnu. On en pourra néanmoins juger par l'état spécial suivant (1) qui fut envoyé à la paroisse de Beuvraignes :

PAROISSE DU DOYENNÉ DE NESLE
BEUVRAINE.

Le Marguillier de la paroisse de Beuvraigne payera la somme de trente livres à la maîtresse d'école et les douze septiers de blé, mesure de Roye, donnés par Marie-Anne la Fosse, pour ayder à sa subsistance, outre la part et portion dont elle jouira dans les biens communaux partagés à chacun des habitants.

Les lettres d'institution délivrées à Marguerite Bellet, institutrice, maîtresse d'école de la paroisse de Beuvraignes, vont nous faire connaître la formule adoptée par l'évêque de Noyon pour toutes les provisions du même genre.

Institution de Maîtresse d'école du diocèse de Noyon.

CHARLES-FRANÇOIS DE CHATEAUNEUF DE ROCHEBONNE, par la grâce de Dieu, évêque-comte de Noyon, pair de France aux Curés et aux Fidèles de notre diocèse, salut et bénédiction.

Comme l'instruction de la jeunesse est l'un des plus importants devoirs de la sollicitude pastorale, nous avons un grand intérêt de choisir avec une attention particulière les personnes capables d'instruire les enfans dans la connoissance, la crainte et l'amour de Dieu; dans l'espérance que *Marguerite Bellet, native de Morlancour*, s'acquitera dignement de ce saint employ, nous l'avons instituée et instituons maîtresse d'école de la paroisse de *Beuvraigne, doyenné de Nesle*, de notre diocèse, et luy donnons pouvoir d'y tenir école publique pour l'instruction seulement des filles jusqu'au premier jour du mois de septembre de l'année prochaine, lui défendons d'y recevoir aucuns garçons, ni de les enseigner ailleurs, sous peine d'interdit pour toujours, recommandons aux Curés, Juges et Habitants des lieux de la faire jouir des droits, prérogatives, gages, profits et émoluments attachés à cette charge, lui enjoignons d'exécuter avec une fidélité exemplaire les réglemens de notre diocèse de l'année 1700 pour les maîtresses d'école et de les représenter dans les Visites, sous peine d'interdit; Défendons à tous autres de s'immiscer dans cette fonction sans notre permission par écrit.

Donné à *Noyon* sous le seing du Supérieur des Petites Écoles de notre diocèse, ce vingt-cinq du mois de septembre mil sept cent vingt-neuf.

Signé : LUCAS.
Pour Monseigneur : LEGRAND.

(1) Arch. de l'Oise, G. 558.

L'évêque de Senlis ne déploya pas moins de zèle que ses collègues de Beauvais et de Noyon pour l'instruction de la jeunesse des deux sexes. Nicolas Sanguin, qui occupa le siège épiscopal de Saint-Rieul, de 1623 à 1651, fit, le 23 juillet 1641, le mandement suivant, pour interdire les écoles mixtes et provoquer la création d'écoles spéciales pour les filles :

NICOLAS SANGUIN, par la volonté de Dieu et la grâce du Saint-Siège apostolique, évêque de Senlis, à tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut et bénédiction en Notre Seigneur.

Ayant depuis quelque temps reconnu qu'en quelques écoles de notre diocèse, les enfants de l'un et l'autre sexe sont indifféremment admis et enseignés par mêmes maîtres et maîtresses, ce qui donne lieu à plusieurs notables inconvénients, dont les exemples sont trop ordinaires, et considérons aussi combien il importe à l'éducation de la jeunesse que les personnes employées à cette fonction soient douées des qualités à ce requises, l'expérience nous faisant assez connaître ce que ceux qui donnent les premières instructions aux enfants peuvent sur leur esprit, en cet âge tendre et flexible, d'où la discipline des bonnes mœurs et signamment la religion, de laquelle par le devoir de notre charge nous sommes obligé de prendre en particulier soin, peuvent recevoir très grand préjudice, nous, pour ces causes, et en conséquence de nos mandements, ci-devant publiés à ce même effet, avons par ces présentes fait, et faisons, très expresses inhibition et défenses à tous les hommes d'iceluy notre dit diocèse de tenir écoles de filles et pareillement aux femmes d'exercer les susdites fonctions à l'égard des garçons de quelque âge et condition que soient les dits enfants, et tant ausdits enfants, maîtres et maîtresses, de recevoir les garçons et filles en mêmes écoles, qu'aux pères et mères ou autres ayant charge d'iceux enfants, de les envoyer, à peine d'excommunication, défendons aussi à toutes personnes sous ces mêmes peines de quelque qualité et condition qu'elles soient, de s'ingérer en la tenue des dites écoles aux villes de Senlis et de Crespy, sans permission de nous ou de nos vicaires, et en tout autres lieux de notre diocèse, sans pareille permission des curés des lieux auxquels nous en avons commis et commettons la direction, et enjoignons de nous avertir de la contravention aux dites défenses, et à notre promoteur de tenir la main à l'exécution des présentes ; et à ce que personne n'en puisse prétendre cause d'ignorance, avons ordonné qu'elles seront publiées par trois dimanches consécutifs, aux messes paroissiales de notre dit diocèse.

.

Déjà, antérieurement à ce règlement, le 26 mai 1641, l'official Germain avait dû rendre une sentence

contre le nommé Antoine Fuirau, lui interdisant de recevoir des filles dans son école. Il se pourrait que la conduite de Fuirau ait servi de motif déterminant à la publication de l'ordonnance dans tout le diocèse (1).

Les écoles se multiplièrent sous l'influence de ces ordonnances sans cesse réitérées, mais longtemps les maîtresses firent défaut. Les gros villages seuls réussirent à vaincre tous les obstacles de prime abord. Les autres paroisses au contraire durent attendre que les communautés religieuses, fondées spécialement pour l'éducation de la jeunesse, fussent en mesure de leur fournir des institutrices. Les villes ont toujours bénéficié largement des écoles des congrégations, tandis que les campagnes voyaient souvent des années s'écouler avant qu'on ne leur envoyât les maîtresses qui leur étaient promises.

Les listes d'institutrices sont bien plus difficiles à établir que celles des maîtres d'école. Ces derniers figurent presque à chaque page des registres de catholicité, autant comme clercs laïques que comme témoins.

Les mentions d'institutrices sont au contraire plus rares. Il fallait une occasion toute spéciale pour inscrire leur nom dans les actes.

A Plailly, nous trouvons à la tête de l'école des filles en 1669, Antoinette Aubry ; en 1704, sœur Troussu ; en 1732, sœur Bernier.

Chevrières avait pour maîtresse d'école en 1682, Anne Delafontaine.

A Berneuil, près Beauvais, l'école de filles était dirigée en 1756 par sœur Françoise Barbier, qui mourut le 15 juillet 1780. Une autre religieuse la remplaça jusqu'à ce que la Révolution vint l'expulser.

A Ribécourt, Marie-Anne Ledoux, institutrice, tenait sur les fonts du baptême, en 1761, Jean-Baptiste Roquart, le fils du *magister*.

La sœur Clément tenait l'école de Bresles en 1781.

(1) A. VATTIER, *op. cit.* p. 91.

A Ville, près Noyon, la directrice fut de 1785 à 1790, Marie-Anne Leroy.

A Verberie, le 29 avril 1793, on enregistra officiellement l'expulsion « de la citoyenne Lalouette, ci-devant sœur de l'Enfant-Jésus, chargée de l'éducation des jeunes filles. » La municipalité agissait « en conséquence du décret du 18 août 1792, qui supprime les congrégations séculières et régulières de l'un et l'autre sexe. »

Nous verrons, en parlant du traitement des maîtresses, comment les fondations charitables ont contribué à la multiplication des écoles de filles.

9. *L'enseignement dans les écoles paroissiales.*
L'enseignement dans les paroisses rurales était généralement le même que celui qu'on y donnait naguère encore. L'esprit pratique de nos pères n'aurait jamais songé aux superfétations dont on veut encombrer l'enseignement primaire aujourd'hui. La lecture, l'écriture et le calcul formaient avec le catéchisme, l'histoire sainte et l'histoire de France, les exercices principaux de l'école. On n'apprenait guère à écrire aux filles. Cette science semblait superflue pour le soin d'un ménage. Aussi voit-on rarement les femmes signer dans les actes publics. Les hommes sachant écrire étaient aussi nombreux qu'à notre époque, si nous en jugeons par les registres de catholicité qu'il nous a été donné de parcourir.

A Chevrières sur 92 personnes qui figurent aux actes de l'année 1648, 48 ont signé et 44 dont 37 femmes ont fait une marque. En 1683, sur 100 personnes, 64 ont signé et 36 dont 25 femmes se sont abstenues. En 1684, sur 122 personnes, 75 ont signé et 47 dont 36 femmes ont usé d'une marque. 42 mariages ont été célébrés de 1686 à 1690. Les époux qui ont signé sont au nombre de 33 et les épouses au nombre de 3. On compte, aux 28 mariages qui ont eu lieu de 1786 à 1790, 18 signatures d'époux et 5 d'épouses.

Au Fayel, sur 34 personnes inscrites comme témoins dans les actes de catholicité en 1659, 21 signent et 13, dont 11 femmes, font leurs marques ; les 7 baptêmes de l'année 1669 sont signés par les

7 parrains et par une marraine seulement ; aux 34 actes tant de baptêmes que de mariages rédigés en l'espace de six ans, de 1675 à 1680 inclusivement, figurent comme témoins 85 personnes, parmi lesquelles 53 signent et 32, dont 26 femmes, font leurs marques ; aux 8 mariages célébrés dans l'espace de cinq années, de 1686 à 1690 inclusivement, nous trouvons la signature de 7 époux et celle de 2 épouses seulement ; les 8 mariages célébrés cent ans plus tard, de 1786 à 1790 inclusivement, ne nous donnent la signature que de 5 époux et une épouse.

Au Grand-Fresnoy, 60 baptêmes furent enregistrés dans les années 1674 et 1675. On y voit la signature de 45 parrains et celles de 6 marraines seulement. Cent ans après, en 1774 et 1775 nous trouvons 75 baptêmes et les signatures de 52 parrains et de 21 marraines. Dans la même paroisse, 55 mariages ont été célébrés de 1685 à 1690 inclusivement. Les actes portent les signatures de 41 époux et de 2 épouses. Un siècle plus tard, de 1785 à 1790 inclusivement, 53 mariages nous donnent les signatures de 31 époux et de 26 épouses.

A Houdencourt, nous avons 10 baptêmes en 1682 avec la signature de 9 parrains et la marque de 6 marraines. Aux 8 mariages célébrés de 1686 à 1690 inclusivement, on peut constater que 6 époux ont signé, et que toutes les épouses ont fait leur marque. Onze mariages ont eu lieu dans la période correspondante, un siècle après, c'est-à-dire de 1786 à 1790 inclusivement ; 9 époux y ont apposé leur signature et 8 épouses leur marque.

Rucourt eut 14 baptêmes en 1659 ; 13 parrains ont signé et 12 marraines ont fait leur marque. 24 baptêmes ont été enregistrés dans cette paroisse de 1675 à 1680 inclusivement. On y trouve la signature de 26 parrains et celle de 3 marraines. En ces mêmes années ont été célébrés également à Rucourt 7 mariages. 5 époux ont signé. Toutes les épouses ont fait leur marque. Cent ans plus tard, de 1775 à 1780 inclusivement, ont eu lieu 8 mariages. Les actes portent la signature de tous les époux et celle de deux épouses seulement.

10. *Traitement des Maîtres et des Maitresses d'école. — Donations en faveur des écoles. — Gratuité de l'enseignement dans beaucoup de villages.*

Trois éléments constituaient ordinairement le traitement du clerc-laïque, maître d'école.

Comme clerc-laïque, il avait d'abord une part dans le revenu des obits et fondations. La fabrique la lui payait sous forme de rétribution fixe ou suivant les indications de l'obituaire, mais toujours à la condition d'acquitter les charges imposées par les fondateurs. Aussi dans certains villages, comme Notre-Dame-du-Thil, chantait-il la messe presque tous les jours avant l'arrivée des écoliers. Les marguilliers de Savignies, près Beauvais, payaient au clerc-laïque 80 livres ; ceux de Plailly, deux setiers de blé pris sur les 16 setiers qu'ils recevaient du Chapitre de Saint-Frambourg, de Senlis, gros décimateur du territoire ; ceux de Verberie 44 livres ; ceux de Chevrières 34 livres, etc.

Comme maître d'école, le clerc-laïque touchait deux rétributions. L'une lui était payée par chaque ménage et l'autre par chaque élève suivant le degré d'instruction reçue. L'accord suivant, fait en 1774 entre les habitants de Savignies et Simon Le Clerc, leur maître d'école, met au grand jour les usages d'autrefois :

« L'an mil sept cent soixante-quatorze, le deux février, jour de la Chandeleur, après l'assemblée convoquée au son de la cloche, à la manière accoutumée, du consentement de M^e Jean de Pincemaille, prêtre, licentié en droit canon et civil, curé de cette paroisse (de Savignies), et de celui des anciens marguilliers ainsi que principaux habitants de la ditte paroisse, désirant conserver le sieur Siméon Le Clerc, pour leur maître d'école, à l'effet de quoi se sont obligés et s'obligent par le présent acte à lui payer deux sols de plus, ce qui fait douze sols en totalité qu'il recevra annuellement de chaque habitant, y compris même les veuves qui ne paient que la moitié, et autre ; et l'autorisent à recevoir des écoliers qui lui seront envoyés quatre sols pour les commençants, six pour ceux qui liront

dans la vie de J.-C. et pour ceux qui liront et écriront en même temps ; ce qu'ils ont signé le **dit jour** et an, ainsi qu'il appert.

« Signé : Simon **Le Clerre**, — A. Patte, syndic, — Simon Marthe, — P. Alespée, — J.-B. Marthe, — Nicolas Laffineur, — Louis Gérard, — etc. (1). »

A Saint-Léonard, près Senlis, *un rôle pour recevoir la Clergerie* porte qu'en l'année finie le quatre avril 1789 la rétribution payée par chaque **ménage** fut de 18 sols et de 9 sols pour les **femmes** veuves (2).

Pierre Maréchal, *clerc séculier*, maître d'école de Jonquières, nous renseigne sur les émoluments des maîtres d'école aux environs de Compiègne. Au jour de sa réception en novembre 1768, il souscrivit aux conditions suivantes :

« 1° Il fut arrêté qu'il recevrait annuellement de chaque ménage un quartier de bled, ou la valeur du bled en argent, deux pintes de vin et cinq sols, et des veuves, la moitié de cette redevance.

2° Pour les mois d'écolage, il fut décidé qu'il s'entendrait avec les pères de famille et serait rétribué suivant l'âge et le degré d'instruction des enfants.

3° Quant à l'eau bénite qu'il était tenu de porter dans les maisons à certains jours, il a été convenu qu'elle lui donnait droit à un sol chaque fête et à deux liards tous les dimanches. »

Ces usages subsistaient encore dans le Noyonnais en 1794. Jean-François-Aimable Julliard, *clerc de chœur* et des sacrements à Béthencourt-en-Vaux, nous apprend que, suivant les conventions faites avec lui à son arrivée en mai 1794, chaque ménage lui devait donner annuellement un quartier de blé en dehors des rétributions établies par la coutume pour les mois d'école, mais qu'il ne recevait rien d'un grand nombre de familles, à cause du malheur des temps, et se trouvait réduit à vivre du pain recueilli en portant l'eau bénite (3). Déjà la révo-

(1) COUARD-LUYS, *Rapport au Préfet de Oise sur les Archives*, 1885.

(2) A. VATTIER, *Op. cit.*, p. 94.

(3) *Souvenirs* recueillis et rédigés par L. R. JULLIART, dans son *Journal d'une famille d'Instituteurs*, ms.

lution portait ses fruits. Les traditions néanmoins semblaient toujours théoriquement respectées.

Nous avons vu comment l'évêque de Noyon essaya de pourvoir au traitement des institutrices dans son diocèse.

En beaucoup de villages, les dons et legs assurèrent à perpétuité des émoluments convenables aux maîtres et aux maîtresses d'école. En même temps que l'on secourait les indigents, on établissait la gratuité de l'instruction pour leurs enfants. Le pauvre qui négligeait d'envoyer son fils à l'école ne pouvait alléguer ce prétexte : « il faut bien qu'il gagne sa vie » ; car la charité chrétienne avait prévu cette difficulté et l'avait aussitôt résolue, comme nous allons le constater.

DIOCÈSE DE BEAUVAIS. — A *Bresles* (doyenné de Mouchy), l'évêque de Beauvais établit à l'ombre de son château une école de filles qu'il confia à une religieuse de la communauté des Barettes. Delavacquerie, receveur de l'évêché, payait à la sœur Clément 200 livres pour sa pension en 1781 (1).

A *Breteuil*, l'hospice, reconstitué en 1695, rétribue une institutrice chargée de donner l'enseignement gratuit aux jeunes filles. L'établissement est aujourd'hui dirigé par les religieuses de Saint-Joseph de Cluny (2).

A *Chambly*, l'hospice fondé par la famille Legras, qui a fourni des chambellans aux rois Philippe-le-Hardi et Philippe-le-Bel, est administré par les *Sœurs de la charité et instruction chrétienne* de Nevers. L'une d'elles est chargée d'élever les filles des familles indigentes.

A *Crèvecœur*, deux sœurs grises, établies par les seigneurs, se consacraient aux soins des malades et à l'instruction des jeunes filles.

(1) *Arch. de l'Oise*, G. 495.

(2) GRAVES, *Stat. Breteuil*. — Les documents dont nous n'indiquons pas la source sont pour la plupart extraits des *Statistiques* de M. GRAVES.

A *Ercuis*, Louis Ancel, curé de la paroisse, décédé le 1^{er} octobre 1670, a laissé pour les pauvres les économies faites par lui pendant 19 ans de ministère. Cet argent a servi à acheter huit hectares de terres dont le revenu est employé à donner des secours aux indigents et à faire élever leurs enfants.

Au *Fayel* et à *Chevrières* près Compiègne, Eustelle-Thérèse de la Roche-Courbon, maréchale de la Mothe-Houdencourt, laissa, par testament du 4 octobre 1759, dix livres de rente pour fournir des livres de piété aux enfants indigents et 40 autres livres de rente, destinées à acheter, chaque année à la foire de Saint-Simon à Chevrières, des bas, des galoches, des camisoles, des jupons, des bonnets etc., pour les pauvres. Elle constitua en outre, sur sa terre du Fayel, toujours en faveur des pauvres, une rente de 150 liv., dont 100 liv. destinées au maître d'école du Fayel, pour l'instruction gratuite des indigents (1).

Le *Hamel* et *Grez* doivent à leur ancien curé M. Robert, quelques biens par lui légués en faveur des pauvres vers 1770. Le revenu de ces biens sert à distribuer des secours à domicile et à payer l'instruction des enfants indigents.

A *Liancourt*, Roger du Plessis, duc de la Roche-Guyon, seigneur de Liancourt, et Jeanne de Schomberg, sa femme, fondèrent, le 31 décembre 1645, un hospice qu'ils confièrent à quatre sœurs hospitalières de la Congrégation de Nevers. Deux de ces religieuses devaient tenir l'école des jeunes filles. L'enseignement y était gratuit pour les familles indigentes. L'établissement est aujourd'hui entre les mains des sœurs de la Compassion de Saint-Denis.

A *Mouchy-le-Châtel*, des sœurs de la Congrégation de Nevers furent, en 1754, chargées par le maréchal de Mouchy de l'éducation gratuite des filles indigentes et du soin des malades. Cette mission est

(1) Arch. du chât. de Fayel.

aujourd'hui remplie par les sœurs de la divine Providence de Reims.

A *Notre-Dame-du-Thil*, la fabrique achetait en 1667 une maison pour en faire une école. Les bâtiments furent reconstruits en 1772.

A *Pont-Sainte-Maxence*, dans l'hospice fondé par Saint-Louis, les enfants pauvres recevaient l'instruction gratuitement.

A *Précy-sur-Oise*, une dame de Vaucouleurs fonda, en 1664, un Hôtel-Dieu pour secourir les malades, recevoir les orphelins et instruire gratuitement la jeunesse. La duchesse de Luxembourg donna des bâtiments pour établir un petit hospice en 1699. Vers 1720, Mme de Montmorency-Boutteville y installa une sœur de Sainte-Geneviève de Paris, pour y tenir l'école à perpétuité. Hôtel-Dieu, hospice, écoles, tout a disparu en 1792.

A *Ravenel*, le marquis de Guermante, seigneur du lieu, fonda en 1777 une rente de 1,200 livres sur les aides et gabelles et disposa une maison pour trois sœurs de Saint-Vincent-de-Paul qui devaient soigner à domicile les malades, leur fournir les médicaments et tenir gratuitement l'école. L'opération du tiers consolidé a presque ruiné cet établissement. Des religieuses de la Providence de Ruillé-sur-Loire ont remplacé depuis longtemps les premières dames hospitalières.

A *Ressons-sur-Matz*, « une dame, nommée Périmée, fit construire et légua au clerc et maître d'école, présent et à venir, la maison qui existait sur l'emplacement de l'Hôtel-Dieu avant l'incendie de 1698, pour y donner l'instruction gratuite aux enfants pauvres. Les incendies de 1698 et de 1731 mirent fin à cette destination primitive (1). »

A *Saint-Just-en-Chaussée*, Jean-Joseph Languet de Gergy, archevêque de Sens, abbé commandataire

(1) *Registre de paroisse de l'église de Ressons-sur-Matz*, n° 54. Document communiqué par M. l'abbé GORDIÈRE.

de l'abbaye de Notre-Dame de Saint-Just, dans sa visite faite le 4 août 1746, dit avoir appris avec satisfaction « que le maître d'école fait bien son devoir, que les enfants sont assidus à l'école et suffisamment instruits, comme aussi que les prônes et les catéchismes se font régulièrement tant par le sieur prieur que par les religieux qui l'assistent dans le ministère. » L'école de Saint-Just était placée sous la haute direction de l'abbaye. Le maître d'école loué par l'abbé était François Lefort (1746-1769). Il eut pour successeur Jean-Baptiste Legrand (1769-1793).

A *Saint-Maur*, à cinq lieues de Beauvais, une école de filles fut fondée par le curé de la paroisse, Pierre Guillotte. Par testament du 4 octobre 1672, il légua à sœur Jeanne Grébet et à la communauté dont elle faisait partie cette école, la maison et le jardin qui en dépendaient, le mobilier et les provisions qui s'y trouvaient, aux conditions suivantes : « Jeanne Grébet et autres sœurs susdites seront tenues et obligées d'instruire les filles de la paroisse dudit Saint-Maur à perpétuité et charitablement tant dans la piété et bonnes mœurs, qu'à lire et écrire, comme on fait es écoles, sans qu'elles en puissent rien exiger que ce qu'elles leur donneront de bonne volonté.... Que si, dans la suite des temps, il arrivoit que la dite communauté desdites sœurs vint à déchoir et dépérir entièrement, en sorte qu'il n'y eust point de filles assez capables pour satisfaire aux charges cy-dessus par l'ordre et approbation de Monseigneur l'Evesque dudit Beauvais ou de ses grands vicaires, ou même que celles qui seroient en charge voulussent quitter cet emploi, j'entens et veus que le dit lieu, en tout son contenu et édifices, demeure en la disposition et volonté seulement de mondit seigneur l'Evesque de Beauvais ou de ses grands vicaires et non d'autres personnes, quelles qu'elles puissent estre, pour estre le susdit lieu par eux entretenu, occupé et employé à tel usage qu'ils jugeront bon estre ».

Pierre Guillotte avait aussi établi à Saint-Maur une école pour les garçons. Il y consacrait presque toutes ses journées, et il disciplina si bien ses jeunes disci-

ples, il s'en fit tellement aimer que tous demandaient à aller à l'école et se groupaient autour de lui chaque fois qu'ils l'apercevaient dans les rues. Les parents étaient ravis de ce spectacle nouveau pour eux et recevaient avec plaisir leur curé lorsqu'il allait s'informer de leurs enfants. Pierre Guillotte mourut le 1^{er} décembre 1672, à l'âge de 48 ans moins 3 mois. Toute sa paroisse le pleura. On le considérait comme un saint (1).

A *St-Sulpice*, un chapelain devait tenir école suivant une fondation remontant à 1734. On voit encore dans l'église l'inscription destinée à en perpétuer le souvenir. Elle porte :

A la plus grande gloire de Dieu.
Cy devant a esté inhumé le corps d'Anne Masselin,
Veuve de Martin Flanchon et mère du S^r Sulpice
Flanchon, ancien cons^r du Roy, Natif de cette
paroisse; lequel conjointement avec Dam^{lle} Marie
Gosselin son épouse, décédée à Paris sans enfants
Sçavoir la ditte Dam^{lle} le 26 Décembre 1732, Et le dit
S^r Flanchon le 3 Mars 1733, lesquels en reconnaissance
des bénédictions que le Seigneur a répandu sur
leurs travaux ont, par leur testament mutuel
Reçu par Maître Dupont et son confrère, notaires à Paris,
le 22 Décembre 1732, Ordonné qu'il fût fondé
à perpétuité en cette paroisse un chapelain
Pour y demeurer et y faire l'école tous les jours
Ouvriers aux garçons, et de dire à l'intention
Desdits S^r et D^{lle} Flanchon et de leurs familles
la S^{te} Messe tous les Dimanches et Festes de l'année
et les autres jours de la semaine, à l'exception de deux
jours par chacune semaine, laissés francs au Chapelain,
pourquoi ils auroient donnés les maisons et héritages et
rentes déclarées audit testament sous les charges
et conditions y portées; conformément la ditte fondation
a esté faite devant le dit M^{re} Dupont, notaire, le 27
juillet 1734, entre le S^r Noël Flanchon, Bourgeois de
Paris, frère dudit défunt, exécuteur dudit testament,
après les S^{rs} Curé, Marguilliers en charge et anciens, et
habitans de cette Paroisse en Présence de M^r de Bournardy
Seigneur de St-Sulpice et de l'agrément de S. E. Monseig^r
l'Evesque de Beauvais; lequel S^r Noël Flanchon
a fait dresser ce monument, pour inviter les Parroissiens
Présents et à venir de Prier Dieu
Pour les fondateurs. *Requiescant in pace.*

(1) Document communiqué par M. l'abbé DELADRECE. — DELETTRE, *Hist. du diocèse de Beauvais*, t. III, p. 514, 515.

La rente fondée par le sieur Flanchon était de 118 l. 7 s. 6 den.

Dans les comptes de la fabrique de 1743 à 1746 et dans ceux de 1753, au titre des recettes, on lit : Denis Candelot au 7 mai, pour le clerc de la paroisse, donné par M. de Grandmaison pour l'instruction des enfants pauvres de la paroisse, a gratis, par an 7 l. 10 s. ; total 15 liv. Les comptes rendus le 24 janvier 1751 portent aussi : Au clerc pour l'écolage des pauvres, 15 liv.

Quant au chapelain, il est dit dans les comptes de 1746 qu'il doit sur la rente Flanchon pour les réparations faites à sa maison par la fabrique, 20 l. par an, soit 40 l. ; et pour 4 mines de terre et 23 verges de pré 10 l. 10 s. par an, soit 21 liv. Les habitants lui accordent gratis la demi-mine de terre située au bout de son jardin pour son assistance au service divin (1).

A *Thieuloy-Saint-Antoine*, Pierre Bernay de Favancourt, abbé de Lannoy (1721-1743), dota l'église, le curé et le maître d'école. Une inscription placée dans le chœur de l'église rappelle ce bienfait. Nous en citerons le passage suivant :

« Messire Pierre Bernay de Favancourt, prestre docteur de Sorbonne, commendataire de l'abbaye de Notre-Dame de Lanoy..., a restably cette église, déserte depuis un temps considérable, replanté tout le village et chemin d'arbres fruitiers qu'il donne en propriété à l'église, au curé, au magister par tiers, aussi bien que deux cloches, aidé par le zèle et la ferveur de Messire Claude Bernay, chevalier, seigneur de Favancourt... son père, etc... »

A *Valdampierre*, la marquise de Mornay fonda une rente de 200 livres pour l'instruction gratuite des filles. Après la Révolution, le marquis de Mornay continua de nommer et payer directement la maîtresse d'école, conformément à l'acte de fondation.

(1) Docum. communiqué par M. l'abbé RACINET.

A *Venette* existait en la rue d'*En-bas* une école souvent inaccessible l'hiver à cause des inondations, produites par les eaux venant de la vallée de Remy. Le 13 juillet 1701, Pierre Josson, curé de Venette, doyen rural de Coudun, acheta à Pierre Herlaut, vigneron, pour y installer l'école, la maison voisine du presbytère, actuellement occupée par l'école des filles. Il la paya 170 livres. Cette maison devait annuellement 4 den. de cens et 12 sols 4 den. de surcens. Divers obstacles empêchèrent d'y transférer immédiatement l'école (1).

VEXIN. — A *Liancourt-Saint-Pierre*, le curé Jean Vallée créa une école de filles en 1729. Il se fit autoriser par l'archevêque de Rouen, Claude-Maur d'Aubigné, à accepter en faveur de cette œuvre, des legs qui, en 1767, donnaient un revenu de 159 livres 11 s. La Révolution a tout englouti (2).

A *Jaméricourt*, M. Berthault, curé, a donné une maison d'école en 1740.

A *Neuvillebosc*, M. Largillière curé, constitua, le 31 décembre 1783, une rente de 596 livres, pour assister les pauvres de Neuvillebosc et de Chavençon et payer les frais d'instruction des enfants indigents.

Montherlant jouit encore d'une rente de 57 fr. sur l'Etat servant à secourir les femmes en couches et à instruire gratuitement les pauvres.

A *Thibivillers*, la dame Ducreux a fait don d'une école en 1789.

DIOCÈSE DE NOYON. — *Appilly*. Au dénombrement du fief d'Appilly fourni à la comtesse d'Offémont, le 6 juillet 1773, par le marquis de Barbançon, nous lisons à l'article 72 des censives : « La paroisse d'Appilly pour une maison, composée de deux habitations, servantes, l'une pour l'école des gar-

(1) Docum. communiqué par M. l'abbé F. MASSON.

(2) L. PIGNAN. Notice sur Liancourt-Saint-Pierre, p. 73.

cons du côté d'orient, et l'autre pour l'école des filles du côté d'occident, avec un petit terrain en forme de ruelle derrière ladite maison, du côté du septentrion, et une cour sur le devant de la longueur de la dite maison du côté du midy, contenant en tout trois verges et un quart de verge..... doit trois sols un denier et demy de cens » (1).

A *Béhéricourt*, l'école des filles possédait, en 1777, 690 liv. de rente sur le clergé de France (2).

A *Beuvraignes* (doyenné de Nesle), Marguerite Bellet, instituée maîtresse d'école le 25 septembre 1729, recevait des marguilliers douze setiers de blé de rente donnés à cette fin par Marie-Anne-la-Fosse, une somme de 30 liv. et le fermage de quatre pièces d'*usages*, ou biens communaux, louées 30 livres (3).

Cannectancourt avait une école qui lui fut donnée en 1762 par M. de Haussy, curé de la paroisse et chanoine de Noyon.

A *Cuts*, l'hospice doté par les seigneurs de Cuts et de Camelin pourvoyait à l'instruction des enfants indigents.

A *Epehy* (doyenné de Péronne), très longtemps avant la Révolution, la fabrique, autorisée par l'évêque de Noyon, prenait sur ses revenus annuels 8 setiers de blé et 30 liv. d'argent pour le traitement d'une maîtresse d'école (4).

(1) *Docum. communiqué par M. MAZIERE, notaire à Ribécourt.*

(2) Cette rente faisait partie des 3,100 liv. de rentes constituées au denier 25, c'est-à-dire en 4 %, suivant le contrat passé devant Maigret et Brouod, notaires au Châtelet, le 20 septembre 1777. pour rembourser 77,500 liv. empruntées au denier 20, autrement dit à 5 %. Georges-Louis Phelipeaux, archevêque de Bourges, et Louis-François-Alexandre de Jarente de Sénas d'Orgeval, agent général du clergé, avaient été chargés de cette opération financière ou conversion de rente, en vertu de deux délibérations de l'*Assemblée générale du Clergé de France* à Paris, l'une du 26 septembre 1765, et l'autre du 13 octobre 1775. *Arch. de l'Oise. Abbaye de Saint-Eloi de Noyon.*

(3) *Arch. de l'Oise*, G. 558.

(4) J. DARSY, *Op. cit.*, p. 80.

A *Grand-Ru*, Jean Fortin dota les écoles en 1706. Le contrat de dotation (1) est ainsi conçu :

A la plus grande gloire de Dieu.

Je soussigné, Jean Fortin, bourgeois de Paris, y demeurant rue St-Antoine, paroisse St-Gervais à Ste-Véronique, de la petite bannière de France, natif de Grandru, près Noyon....

Ayant aussi appris que Messieurs du Chapitre de Noyon avoient estably depuis peu de temps une mettesse d'escolle audit Grandru pour l'instruction des petites filles, séparément des garçons, et que les habitans dudit Grandru avoient eu pour bien agréable le petit présent que je leur avois faict pour le M^e d'escolles des garçons, je crois qu'ils ne seront pas fâchez que je leur fasse aussy don en faveur de la mettesse d'escolle de leurs filles.

A cet effet, je faict don irrévocable à perpétuité et entre vifs par le présent escrit signé de ma main, ausdits habitans de Grandru pour et en faveur de la mettesse d'escolle perpétuelle establie dans ledit lieu pour l'instruction des petites filles du village, à laquelle ils donneront l'usufruit sans que ledit bien puisse estre vendu ny engagé sinon par eschange pour la commodité de la dite mettesse d'escolle, de l'avis de Monsieur le Curé dudit Grandru que je supplie d'en prendre la peine avec les dix plus anciens habitans qui en auront l'administration conjointement avec celui du M^e d'escolle de la manière et ainsy qu'il est porté par la donation que je leur ay faict pour luy à la charge seulement par la dite mettesse d'escolle de faire réciter à genoux à ses escollières *Pater, Ave et Credo* tous les jours avant que de sortir de l'escolle, pendant mon vivant, et, après ma mort, y ajouter *Requiescant in pace. Amen*, le tout pour la gloire de Dieu.

Faict à Paris, le vingt-quatre may mil sept cent six, le lundi feste de la Pentecoste.

J. FORTIN.

Un « état de la consistance des terres et seigneuries de Béhéricourt et de Grand-Ru près Noyon, en Picardie, appartenantes à la succession de feu M. le marquis d'Hautefort » plaquette imprimée de 1780 à 1786, mentionne une rente dont jouissaient alors les écoles des deux paroisses. « Il n'y a, dit-il, de charges affectées sur ces deux terres que 120 livres, qui se paient annuellement aux deux maîtres et deux maîtresses d'écoles de Béhéricourt et de Grand-

(1) *Docum. communiqué par M. MAZIERE.*

Ru, ancienne fondation faite par les auteurs de M. le marquis d'Hautefort (1). »

Guiscard jouissait en 1833 d'une fondation de 75 francs et trois hectolitres et demi de blé en faveur de son école des filles.

A *Muirancourt*, le curé, Ambroise Delanchy, s'étant installé vis-à-vis de l'église dans une maison donnée par François Lefèvre, son prédécesseur, laissa au maître d'école l'ancien presbytère. Un incendie réduisit en cendres cette dernière habitation en 1757. Les habitants représentés par Charles de Gauchy, leur syndic, Charles Grandsire, et plusieurs autres notables, prièrent leur curé de les autoriser à la reconstruire. Ambroise Delanchy, confirmant l'abandon fait antérieurement, donna le 4 juin 1758 la permission qu'on lui demandait, « heureux, disait-il, de procurer à sa paroisse tout le bien, qui serait en son pouvoir (2). »

A *Ribécourt* et *Pimprez*, Henriette de Lancy de Raray, marquise de Crèvecœur, légua, par son testament du 22 décembre 1726, « deux mille francs pour entretenir une sœur d'école (3). »

A *Varesnes*, Louis-Antoine Duprat, marquis de Barbançon, seigneur de Varesnes, fit bâtir en 1774 un hospice destiné à secourir les malades des paroisses de son marquisat au nombre desquelles se trouvaient Apilly, Babœuf, Brétigny, Couarcy, Mondescourt, Morlincourt, Pontoise, Varesnes et quelques hameaux.

Des revenus considérables formèrent la dotation de l'établissement. Trois religieuses hospitalières en eurent la gestion et y instruisirent gratuitement les enfants.

Ville doit à Jean de Nouvion cinq hectares 97 centiares de terre qu'il possède à Nouvion-le-Comte et

(1) *Cabinet de M. MAZIÈRE.*

(2) *Docum. communiqué par M. l'abbé GALLOIS, curé de Ville.*

(3) *L. MAZIÈRE. Notice histor. sur Ribécourt, p. 52.*

une redevance de 24 hectolitres de blé sur ces mêmes terres. Ce legs est de l'an 1267. Antoine Gueudré, curé de Ville, mort en 1663, laissa également à sa paroisse une rente réduite aujourd'hui à 20 francs. Les enfants indigents recevaient l'instruction gratuitement, et les pauvres de nombreux secours, grâce à ces revenus maintenant bien diminués.

De 1786 à 1790, le marguillier payait annuellement à Marie-Anne Leroy, institutrice, vingt-quatre livres d'honoraires (1).

Salency possédait, en 1777, 300 liv. de rente constituées sur le clergé de France « au profit de la Fabrique et de l'école des filles de la paroisse (1). »

SOISSONNAIS. — A *Attichy*, les seigneurs fondèrent un bureau de charité qu'ils dotèrent de bien importants dans le but d'assurer l'instruction des enfants pauvres et des secours de tout genre aux indigents.

Nampcel, Morsain, Bitry et Saint-Pierre-lès-Bitry, devaient leurs vicaires et leurs maîtres d'école à Marguerite Colbert, veuve de Vincent Hotman, conseiller d'Etat, intendant des finances, seigneur de Nampcel, vicomte de Morsain, seigneur de Bitry, Saint-Pierre-lès-Bitry, et autres lieux. Pour se conformer à ses dernières volontés, consignées dans son testament, ses nièces Geneviève Colbert, femme de Paul-Etienne Brunet, seigneur de Ramy, Esury-le-Château, conseiller-secrétaire du roi, et Elisabeth-Marguerite Colbert, dame de Bitry et Saint-Pierre-lès-Bitry, placèrent, le 8 février 1707, 19,000 livres en rentes sur les aides et gabelles. Sur le revenu produit par cette somme, les trois vicaires établis à Nampcel, Morsain et Bitry devaient recevoir chacun 250 liv. par an ; 240 liv. devaient être payées aux maîtres d'écoles de ces trois paroisses et à celui de Saint-Pierre-lès-Bitry à raison de 60 livres pour cha-

(1) Docum. communiqué par M. l'abbé GALLOIS.

(2) Arch. de l'Oise. Abbaye de Saint-Eloi de Noyon. Contrat du 20 septembre 1777, devant Maigret et Brouod, notaires au Châtelet. — Voir plus haut Béhéricourt.

cun. Les vicaires étaient tenus de dire la messe tous les jours en leurs villages et d'y célébrer trois messes par semaine pour leurs bienfaiteurs défunts. Les maîtres d'école avaient la charge « d'enseigner à lire, à écrire et le catéchisme aux enfants des dites paroisses (1). »

Au *Plessis-Brion* (doyenné de Béthisy), le seigneur ayant amodié aux habitants le droit de la banalité de son moulin, moyennant 60 livres par an, gratifia de cette somme le maître d'école pour instruire gratuitement la jeunesse (2).

A *Saint-Léger-aux-Bois* (doyenné de Vic-sur-Aisne), un décret de François de Fitz-James, évêque de Soissons, en date du 15 janvier 1749, ayant réuni au séminaire diocésain le prieuré jadis occupé par des religieux de l'ordre de Grammont, réserva sur les revenus du couvent supprimé, une rente de 100 livres pour les pauvres de la paroisse et une autre de 40 livres au maître d'école pour l'instruction gratuite des enfants pauvres du pays (3).

A *La Croix-Saint-Ouen* (doyenné de Béthisy), Henri-Charles Arnould de Pomponne, conseiller d'Etat ordinaire, commandeur et chancelier des ordres du roi, abbé de Saint-Médard de Soissons, et comme tel seigneur de la Croix, donna le 4 août 1741 « à la cure de la Croix-Saint-Oyen, en faveur du curé, Antoine-François de la Haye, et de ses successeurs, curés du dit lieu, cent cinquante livres de rente, à la charge par le curé, de payer tous les ans, à commencer du premier juillet 1741, vingt livres de rente au maistre d'école de la Croix-Saint-Oyen et à ses successeurs maistres d'école de la ditte paroisse. »

Par délibération du 20 octobre 1791, la municipalité de la Croix alloua au maître d'école 600 livres (4).

(1) Docum. communiqué par M. l'abbé A. LEMAIRE, curé de Bitry.

(2) Docum. communiqué par M. MAZIÈRE.

(3) Cabinet de M. MAZIÈRE.

(4) Docum. communiqué par M. l'abbé LÉVEILLÉ.

A *Verberie*, on construisit un nouvel hospice au commencement du XVIII^e siècle, et l'on utilisa les anciens bâtiments en y installant en 1729 deux sœurs de l'Enfant-Jésus de Genlis pour tenir gratuitement l'école des filles. Les religieuses recevaient par an 100 livres de l'hospice et 150 livres de la fabrique. En 1780, cette école n'était qu'une ruine. On la reconstruisit au moyen de prestations volontaires, de 1000 livres de souscription également libre et de ressources complémentaires fournies par l'hospice. Une dame Chabanon (1) paya le loyer de la maison où se fit provisoirement l'école. Les travaux de reconstruction durèrent trois ans. Ils étaient à peine terminés quand éclata la Révolution. La sœur Lalouette eut tout l'embarras d'organiser la maison neuve. Quand on l'expulsa, le 15 mars 1793, on ne lui remboursa qu'une partie des dépenses qu'elle y avait faites (2).

A *Auteuil-en-Valois* (doyenné de Coyolles), l'école des filles, tenue par des religieuses de l'Enfant-Jésus de Genlis, était à la charge du prieuré.

DIOCÈSE DE SENLIS. — A *Baron*, Philippe d'Anthoins de Roquemont, seigneur de Baron, légua en 1652 une somme suffisante pour le traitement de deux filles, ou femmes veuves, chargées d'élever la jeunesse, de soigner les malades à domicile, d'apprendre des métiers aux pauvres et de leurs donner des secours en nourriture et vêtements. On acheta, vers 1737, une maison pour loger l'institutrice et tenir l'école.

A *Crépy-en-Valois*, l'hospice, établi en 1638, a deux religieuses de Saint-Joseph de Cluny spécialement occupées à l'instruction gratuite des enfants pauvres.

Feigneux a une maison d'école donnée en 1778 par M. Garnier, abbé commendataire de Lieu-Restauré.

(1) Chabanon était membre de l'Académie française.

(2) Docum. communiqué par M. l'abbé PARIS.

Au *Luhât*, hameau de Fresnoy, une demoiselle Guillier légua, en 1712, 150 livres de rente, dont 100 livres pour les pauvres et 50 livres pour l'éducation des enfants indigents.

A *Plailly*, une confrérie de charité fut instituée le 18 mai 1716, à la suite d'une mission, pour donner des secours aux pauvres et faire instruire leurs enfants. Le 17 octobre 1739, le curé de Plailly abandonnait à la fabrique de son église une maison dans le but de pourvoir au logement du maître et de la maîtresse d'école, de procurer l'instruction gratuite aux enfants des deux sexes et d'entretenir une sœur « pour le pot des malades (1). »

A *St-Léonard*, Madeleine Marcq, veuve de Guillaume Houbigant, donna à l'église une rente de 120 livres, à la charge de faire célébrer plusieurs obits et messes pour elle et son mari, et de faire instruire six enfants pauvres qui tous les jours après l'école et les dimanches et fêtes après la messe devaient chanter avec le maître le *Stabat mater*, le *Salve*, *Regina*, et le *De profundis* sur la tombe des fondateurs, c'est-à-dire devant l'autel de la Sainte-Vierge. En 1772, les chanoines de N. D. de Senlis, seigneurs de Saint-Léonard, firent don à la paroisse, de 3 verges et demie de terre en face de la croix du cimetière, pour y bâtir une école (2).

A *Avilly*, hameau de Saint-Léonard; le P. Houbigant, de l'Oratoire, fonda, vers 1760, une rente pour l'ouverture d'une école gratuite de filles à côté de la chapelle qu'il avait fait élever près de sa résidence. La Révolution a fait disparaître la fondation (3).

DIOCÈSE DE MEAUX. — *Acy-en-Multien*, en 1702, avait en son Hôtel-Dieu deux sœurs « sçavoir sœur Marie Barré, qui a bien voulu se charger gratuitement du soing des malades, et la sœur Mahon, qui

(1) Arch. de l'église de Plailly.

(2) A. VATIER, *Op. cit.*, p. 94.

(3) Comité Archéol. de Senlis, 2^e série, t. IX, p. XXVI.

s'est obligée en outre à détenir les petites écoles des filles à la rétribution de 150 livres par an ». Bossuet évêque de Meaux, confirma l'établissement des religieuses et leur donna un chapelain, le 9 septembre 1702. En mars 1744, on plaça à l'Hôtel-Dieu d'Acy deux sœurs de charité. « On paiera aux dites sœurs pour chacun an, dit le procès-verbal d'installation, la somme de 300 livres, plus 200 de fagots et une corde de gros bois, de la chandelle et de l'huile pour les besoins des malades, des meubles, etc. » Elles visiteront les malades et feront l'école des filles gratuitement (1).

A *Betz*, Charles-Louis Lallement, écuyer, seigneur de la vicomté de Léviguen, de Betz, de Macqueline et autres lieux, et Charlotte Catherine Troisdames, sa femme, par contrat du 14 avril 1720, consacrèrent 40,000 livres à l'établissement de trois sœurs de charité. Leur but en appelant ces religieuses et en pourvoyant à leur entretien fut de soulager et secourir par leur entremise les pauvres malades et les infirmes des trois paroisses de Betz, Léviguen et Macqueline dont ils avaient la seigneurie, et de celle d'Ormoyle-Davien dont était seigneur Louis-François Lallement de Léviguen, leur fils, maître des requêtes ordinaires de l'hôtel du roi. Les sœurs devaient en outre fournir « les drogues, les médicaments et les bouillons nécessaires aux pauvres », « faire les petites écoles et instruire tant des principaux mystères de la religion catholique, apostolique et romaine, qu'en bonnes mœurs, les jeunes filles de la dite paroisse de Betz et celles qui seraient envoyées en leur école au dit Betz des trois autres paroisses. » (2).

A *Nanteuil-le-Haudouin*, l'hôpital fondé au XII^e siècle par Philippe I^{er}, seigneur de Nanteuil et du donjon de Crépy, et construit en 1218 par Philippe II, son fils, fut racheté en 1817 par M. Lemaire, ancien notaire, qui y installa aussitôt une école de

(1) MULLER, *Excursion archéol.*, Comité Archéol. de Senlis, 2^e série, t. IX, p. 34.

(2) *Arch. de l'Oise. Les Sœurs de Charité.*

garçons et une école de filles. Les sœurs de St-Joseph de Cluny soignent à domicile les malades indigents et élèvent gratuitement leurs enfants. M. Lemaire a laissé 7,000 francs de revenu pour assurer la perpétuité de son œuvre.

A *Peroy-les-Gombries*, Pierre Bouillard, curé en 1661, fit une donation de trois hectares de terre dont le produit devait être consacré à l'éducation de la jeunesse, au soulagement des malades pauvres et à d'autres bonnes œuvres. Trois arpents de terre et une maison d'école ont été ajoutés à cette fondation en 1731.

A *Silly-le-long*, la marquise d'Alègre avait laissé une rente pour l'école des filles confiée aux sœurs de la charité. L'instruction y était donnée gratuitement (1).

Avons-nous énuméré la vingtième partie des fondations faites en faveur des écoles ? Evidemment non. Les archives des églises nous en révéleraient des milliers d'autres, si nous pouvions les dépouiller toutes. La gratuité de l'enseignement formait, avec le soulagement des pauvres et des malades, la préoccupation de toutes les âmes généreuses. Cet élan vers la gratuité des écoles, un instant arrêté par la Révolution, reprit faveur dès le commencement de notre siècle. On eut à cœur de réparer tous les dommages causés par dix années de perturbation sociale. Le clergé prit une large part à cette restauration.

Les fondations recommencèrent. M. des Lyons à la Villeneuve-le-Roy en 1809 ; M. et Madame F. Daudin à Pouilly en 1811 et 1816 ; la dame Deladreue à Hautbos en 1812 ; M. Demogier, curé d'Ivry-le-Temple, mort en 1813 ; Madame Allou à Châteaurouge, commune de Cauvigny, en 1818 ; M. Desmarest, curé de Ste-Valère à Paris, donateur de 1.400 fr. de rente à Haute-Epine en 1822 ; M. J. Nicolas Bordeaux, mort en 1825 à Fresneaux ; le duc de la Rochefoucauld-Liancourt, en 1827 ; la marquise de Clermont-Tonnerre, fondatrice à Achy

(1) A. VATTIER, *Op. cit.* p. 94.

d'une école gratuite dirigée par trois religieuses de la congrégation de St-André, etc., etc. donnèrent une nouvelle impulsion à l'œuvre des écoles. Il fut un temps où la communauté du *Sacré-Cœur de Jésus de St-Aubin* ne pouvait suffire à procurer des institutrices à toutes les paroisses qui en demandaient. Cinquante écoles sont encore aujourd'hui dirigées par des religieuses de cette communauté.

II. ÉCOLES DES CONGRÉGATIONS

1. *Les Minimes.* — BEAUVAIS. — Les Minimes, ou religieux de l'ordre de Saint-François-de-Paule, s'établirent à Beauvais, en 1618, pour se vouer spécialement à l'instruction des pauvres. C'est à René Leclerc, religieux de cet ordre, originaire de Beauvais, frère de Thomas le Clerc, intendant des finances, que vint la première idée de cette fondation. Appelé à prêcher la station de carême à la cathédrale de Beauvais en 1617, il constata que la classe pauvre était peu instruite des vérités de la religion. D'accord avec ses supérieurs, il proposa aussitôt aux chanoines d'installer dans sa ville natale une communauté de Minimes, « pour annoncer la parole de Dieu, ouyr les confessions, instruire la jeunesse en ce qui est de l'instruction chrestienne et visiter les malades ». Un avis favorable du chapitre vint, le 15 mars 1617, encourager ce projet. Quelques jours après, le 22 mars, la ville y donnait son assentiment. Il ne manquait plus que l'approbation épiscopale. Mais le siège de Beauvais était alors vacant. Augustin Potier, l'évêque nommé, n'en fit prendre possession qu'au mois de novembre suivant. Il n'attendit pas cependant son arrivée à Beauvais pour répondre à la demande des Minimes. Ses lettres d'approbation leur furent délivrées à Paris, le 28 janvier 1618. René Leclerc, au comble de ses vœux, installa provisoirement sa communauté naissante dans les dépendances de la chapelle de St-Pantaléon. Quelques années après, les Minimes achetèrent un terrain, situé en la paroisse de St-Gilles, pour y bâtir leur couvent et s'y établir d'une ma-

nière définitive. Leur église fut achevée et consacrée en 1637. La classe si nombreuse des ouvriers, des pauvres et des infirmes, fut dès lors aussi abondamment pourvue de secours spirituels que les autres classes de la société. Les Minimes furent pour les enfants du peuple ce que les Jacobins et le collège étaient depuis longtemps pour les jeunes gens qui se livraient à l'étude des lettres et des sciences (1).

COMPIÈGNE. — A Compiègne, le prieuré de Saint-Pierre, dépendant de l'abbaye de St-Corneille, fut occupé par une communauté de Minimes, à la suite d'un concordat passé avec les bénédictins, le 6 octobre 1609, et ratifié en cour de Rome, le 22 juin 1610 (2).

PÉRONNE. — Une semblable communauté fut fondée à Péronne, également en 1610, par le seigneur de Bernieules qui se fit minime sous le nom de père de Créquy.

CHAUNY. — Une autre colonie des mêmes religieux fut encore installée à Chauny en 1619 par Nicolas Jacquart, chanoine et écolâtre de Noyon, qui lui résigna en 1621 le prieuré simple de Ste-Madeleine de Ville-selve (3).

Dans ces trois villes, comme à Beauvais, les Minimes obtinrent tout le succès que leur zèle était en droit d'attendre. Il importe de dire que leurs écoles ressemblaient plus à des catéchismes qu'à des classes proprement dites.

2. — *Les Frères des Ecoles chrétiennes.* — NOYON. — Trois enfants du vénérable Jean-Baptiste de la Salle, frère Hubert, frère Magloire et frère Esprit arrivèrent à Noyon, le 8 mars 1739, afin d'y établir une école publique pour l'instruction gra-

(1) DELETTRE, *Hist. du diocèse de Beauvais*, t. III, p. 383. — LOUVET, *Hist. et Antiq. du Beauvaisis*, t. I, p. 789.

(2) GRAVES, *Stat. Compiègne*, p. 112.

(3) COLLIETTE, *Mémoires du Vermandois*, t. I, p. 639.

tuite des garçons. A leur subsistance furent consacrés les revenus d'une école de charité précédemment fondée. On y ajouta le produit de 2,000 liv. léguées par Debeaucousin, chanoine de Noyon, pour l'instruction des pauvres. Le tout forma 200 liv. de rente. C'était la nourriture d'un frère. L'évêque de Noyon fit une pension de 200 liv. pour chacun des deux autres frères et se chargea de l'entretien des bâtiments. La maison des Frères fut construite rue du Gard, en la paroisse de St-Martin (1).

COMPIÈGNE. — La ville de Compiègne avait depuis longtemps en la paroisse de Saint-Antoine une école pour les enfants pauvres, fondée par l'abbé Marc-Antoine Hersen. Mais la paroisse de Saint-Jacques se trouvait à peu près dépourvue d'instituteurs pour ses petites écoles.

L'abbé Picard, grand vicaire et supérieur du Séminaire du Puy-en-Velay, enfant de Compiègne comme l'abbé Hersen, conçut la pensée de la doter des bienfaits de l'instruction, en y appelant les Frères des Ecoles Chrétiennes. Bien des difficultés contrarièrent ses desseins. Il mourut sans les avoir vus réalisés. Henri-Joseph-Claude de Bourdeilles, évêque de Soissons, auquel il confia le soin d'exécuter ses dernières volontés, profita du séjour de Louis XV à Compiègne pour régler, le 3 août 1772, de concert avec le duc de Laval, gouverneur de la ville, les officiers municipaux et les notables, toutes les conditions de l'admission des Frères. Le 15 août, le frère Exupère, l'un des assistants du supérieur général, arrivait à Compiègne, muni de pleins pouvoirs pour préparer l'installation. Les classes furent ouvertes, le 12 octobre 1772, en la rue d'Ardoise, vis-à-vis la rue d'Enfer.

Grâce aux encouragements de l'abbé Boulanger, curé de Saint-Jacques, qui avait montré à ses paroissiens les avantages de l'instruction gratuite donnée par les religieux, les frères Joachim et Sigismond virent plus de cent enfants, leur arriver dès

(1) COLLIETTE, *Op. cit.* t. III, p. 419.

le début. En 1790, la ville acheta le couvent des Minimes, vendu comme propriété nationale, et y transféra l'école des Frères. Fermées peu de temps après, en 1792, à la suppression de l'Institut, les classes ne furent réouvertes qu'au bout de 27 ans, en 1818. Elles obtiennent tous les jours de nouveaux succès (1).

3. *Les Religieuses Clarisses.* — CHAUNY. — Une abbaye de l'ordre de Sainte-Claire fut fondée à Chauny, au faubourg du Brouage, en 1480. Les religieuses s'établirent dans la ville, rue des Juifs, en 1558, et s'imposèrent la clôture en 1634. La réforme des Urbanistes eut lieu en 1636. Le pensionnat annexé au monastère jouissait d'une grande réputation (2).

4. *Les Religieuses du Tiers-Ordre de Saint-François.* — BEAUVAIS. — L'établissement des religieuses du Tiers-Ordre de Saint-François fut autorisé à Beauvais, par lettres patentes de Louis XI, données à Brie-Comte-Robert, le 12 juin 1480. Le 5 novembre suivant, sur la demande de Jean Mercadé, maire et de Laurent Danse, procureur général des habitants de la ville, Nicolas Mennessier, licencié ès-lois, lieutenant général du bailli de Senlis les mit en possession d'une ancienne maison de béguines. D'après leur vocation, elles devaient « en toutes maladies contagieuses et autres, visiter, panser, garder et conforter les malades, également les pauvres comme les riches, donner bon conseil aux fourvoyans de la voye de raison, consoler les désolés, et faire autres humbles et agréables services. » L'instruction des enfants occupa une grande place dans leurs offices de charité surtout à partir du xvii^e siècle. « Quoique cette maison, qui renferme trente-six religieuses de chœur et dix converses, ne se soit pas vouée à l'éducation publique, disent les *Tablettes historiques et géographiques* du département de l'Oise, année 1792,

(1) LE C^{te} DE MARSY, *Les Frères des Ecoles Chrétienues à Compiègne ; Soc. histor. de Compiègne*, t. III, p. 262.

(2) LEDOUBLE, *Etat religieux ancien et moderne du diocèse de Soissons*, p. 72 et 330.

le désir d'être plus utiles encore a porté ces dames à recevoir des pensionnaires, et elles y sont élevées avec beaucoup d'attention. Supérieure : Madame Caboche de Saint-Charles (1). »

CIRES-LES-MELLO. — Les sœurs du Tiers-Ordre de Saint-François vinrent, dès l'an 1620, occuper à Cires-les-Mello une ancienne maison hospitalière, fondée depuis 1524, dans le but de prendre soin des malades et d'élever chrétiennement les jeunes filles (2).

CHAUMONT. — A Chaumont-en-Vexin une communauté des mêmes religieuses prit en 1644 possession d'un vieil hôpital, dit de Saint-Antoine, dans la paroisse de Laillerie. Le quart des revenus de cet établissement fut, par lettres patentes du roi Louis XIV, donné avec la maladrerie de Saint-Lazare de Chaumont, à l'Hôtel-Dieu de Gisors, en juillet 1697, à la charge de recevoir les pauvres malades de Chaumont en proportion de ces revenus. L'hôpital de Saint-Antoine prit dès lors le nom de couvent de Sainte-Elisabeth. Il fut abandonné en 1770. Ses revenus trop modestes ne suffisaient plus à son entretien (3).

5. *Les Ursulines*. — BEAUVAIS. — Les Ursulines doivent leur établissement à Beauvais à Marie de Bourbon, duchesse d'Orléans, belle-sœur de Louis XIII. Cette princesse leur obtint du roi, au mois de décembre 1626, des lettres-patentes qu'elles présentèrent à la ville au mois de mars suivant. Leur proposition fut favorablement accueillie. Le 11 mars, il y eut assemblée générale de la population à l'Hôtel de Ville. Le maire exposa « que l'établissement des Ursulines estoit nécessaire et utile à la ville, qui estoit remplie d'un grand nombre de pauvres filles, qui, pour leur pauvreté, ne pouvoient estre endoctrinées en la religion chrétienne ; que ces religieuses

(1) P. LOUVET, *Hist. et Antiq. du Beaucaisis*, t. I, p. 755. — E. CHARVET, *L'Instruction publique à Beauvais* ; *Soc. Acad. de l'Oise*, t. X, p. 402.

(2) GRAVES, *Stat. Neuilly-en-Thelle*, p. 69.

(3) FRION, *Stat. Chaumont*, p. 127.

tenoient les escolles ouvertes et s'adonnoient du tout à endoctriner gratuitement les petites et grandes filles ; qu'il valloit mieux establir un couvent d'icelles en la ville de Beauvais, pour y mettre les enfants de la ville, que de les envoyer ès-villes d'Amiens, Pontoise, Paris et autres villes voisines. » Quelques personnes objectèrent « qu'il y avoit les religieuses de Saint-François pour endoctriner les filles de la ville, qui tenoient les escolles ouvertes ; qu'il y avoit assez de couvents en Beauvaisis pour y mettre les filles de la ville ; » mais la grande majorité des habitants se prononça pour l'admission des nouvelles religieuses. Les Ursulines arrivèrent d'Amiens à Beauvais le 8 avril 1627. Elles allèrent d'abord s'installer en l'hôtel de l'Epervier, dans la grande-rue Saint-Martin. En 1631, leur résidence était sur la paroisse de St-Etienne. Elles se fixèrent définitivement en 1698 dans la rue des Jacobins, où elles avaient fait bâtir un vaste couvent. Les *Tablettes historiques et géographiques* du département de l'Oise, année 1792, font d'elles cet éloge : « Vouées par état à l'éducation des jeunes demoiselles, elles continuent de remplir ce devoir pénible avec le zèle le plus soutenu, et nous leur devons cet honorable souvenir. Cette maison est composée de 23 religieuses et de 9 converses. Supérieure : Madame Escouvette (1). »

CLERMONT. — Il y avait 12 ans que les Ursulines avaient un monastère à Beauvais, quand la ville de Clermont les reçut dans ses murs. Elles y furent appelées, en octobre 1639, par Anne de Montausier, comtesse de Clermont. On les fit venir de Pontoise. La délibération qui leur donnait droit de cité avait réuni l'unanimité des suffrages. L'évêque de Beauvais, Augustin Potier, leur donna des lettres d'institution canonique.

Choart de Buzenval, son successeur, unit à leur couvent la chapelle de Giencourt avec ses propriétés à la Neuville-en-Hez, Litz et Rue-Saint-Pierre,

(1) P. LOUVET, *Hist. et Antiq. du Beauvaisis*, t. I, p. 795 ; — E. CHARVET, *Op. cit.* p. 400.

par ordonnance du 2 mai 1673, homologuée au Parlement le 5 septembre suivant.

A Clermont, comme à Beauvais, les Ursulines se consacrèrent à l'instruction des enfants pauvres. Les dons affluèrent pour les aider dans leur œuvre de dévouement et de charité. Parmi les nombreuses propriétés dont leur maison fut dotée, on compte les fermes du Tillet près de Cires-les-Mello, de Follemprie près de Rousseloy, de Valescourt, du Grand-Hôtel à Canettecourt, des terres à Fournival, Lieuvillers, Saint-Remy-en-l'Eau, Cambronne, Neuilly-sous-Clermont, Hondainville, Mouy, Rantigny, Laigneville, Campremy, Beauvoir, Vandeuil, Airion, Agnetz, Saint-Aubin, Cauvigny, Laversines, etc., etc.

La Révolution expulsa les Ursulines, comme elle chassa toutes les autres congrégations religieuses. En 1795, Jean-Dominique Cassini leur offrit la moitié de son château de Thury et une partie du parc pour y établir un pensionnat. L'abbé de la Rochelambert fut appelé à diriger l'établissement. Dénoncé pour ces faits aux agents révolutionnaires de Beauvais, Cassini leur écrivit une lettre pleine de fermeté dans laquelle il confondit la mauvaise foi et la malhonnêteté de ses accusateurs. Le pensionnat prospéra jusqu'en 1808, époque à laquelle les Ursulines retournèrent à Clermont (1).

NOYON. — La ville de Noyon plaça les Ursulines à la tête de ses écoles en 1628. Elles prirent possession de l'hôpital ou couvent qu'on leur avait préparé, le mardi 15 février de cette année. Des lettres patentes leur furent délivrées à Paris au mois de mars suivant. Henri de Baradat, évêque de Noyon depuis deux ans, approuva cette fondation que la population désirait depuis longtemps.

CRÉPY-EN-VALOIS. — L'établissement des Ursulines à Crépy-en-Valois remonte à l'année 1620. Six

(1) DELETTRE, t. III, p. 419; — GRAVES, *Stat. Clermont*, p. 94. — E. CHARVET, p. 401.

pieuses filles de la ville, Barbe Ranguel, fille de François Ranguel, lieutenant général au bailliage de Crépy, Claire Lemasson, Marie et Marguerite Baussay, Marie Pellart et Marguerite de Vandeuil, concurent le projet de se vouer à l'éducation des jeunes filles. Elles en sollicitèrent l'autorisation du cardinal de la Rochefoucault, évêque de Senlis, qui, le 14 mars 1620, leur permit de « vivre en communauté et d'instruire la jeunesse de leur sexe, tant en piété chrestienne, lecture, escripture qu'aux ouvrages à icelles décens. » Jacques Ranguel, doyen de Saint-Thomas de Crépy, leur fut en même temps donné pour directeur. Le 13 juillet suivant, elles prirent l'engagement de vivre en communauté. Le lendemain, elles se partagèrent les charges par voie d'élection. Barbe Ranguel fut élue supérieure, Marguerite de Vandeuil, mère gouvernante, et Claire Lemasson « maîtresse et professe des escolles. » Le 20 juillet, elles achetèrent une maison près du château et s'y installèrent. Au mois d'octobre 1622, les habitants de Crépy, extraordinairement assemblés, reconnurent l'utilité de la nouvelle institution et y donnèrent leur assentiment. Louis XIII, par brevet du 15 septembre 1623, puis par lettres patentes du 9 décembre suivant, enregistrées au Parlement le 10 décembre 1625, approuva cette fondation et donna aux institutrices une partie du donjon de Crépy, consistant en trois hôtels, deux jardins enclos jusqu'à la muraille qui séparait les cours de l'ancien château d'avec celles du fort où étaient les tours. Huit sœurs composaient alors la communauté. Elles consacrèrent tout leur avoir à doter leur maison et réunirent ainsi 14,352 liv. et 8 muids de blé de surcens, à prendre sur la famille de Barbe Ranguel. Nicolas Sanguin, successeur du cardinal de la Rochefoucault sur le siège de Senlis, confirma leur établissement, le 13 mai 1624, et leur persuada d'adopter la règle de Saint-Augustin, dite de Sainte-Ursule. Trois religieuses Ursulines, mandées de Paris, vinrent aussitôt enseigner à Crépy les réglemens et les coutumes de leur congrégation. Des onze sœurs, for-

mant la communauté, trois seulement changèrent de résolution. Les huit autres prirent l'habit, le 8 septembre 1624, firent leur noviciat sous la direction des religieuses venues de Paris, et furent admises à la profession les 10, 11 et 12 septembre 1626. Barbe Ranguel mourut le 3 février 1635, à l'âge de 63 ans. En 1695, la communauté comprenait 47 religieuses de chœur, 2 novices, 11 sœurs converses et 3 tourières. Ses revenus étaient de 11,060 liv. Le pensionnat s'acquît une grande réputation (1).

6. *Les Augustines de la Présentation de Senlis.* — Dans les années 1628 et 1629, l'évêque de Senlis, Nicolas Sanguin, fonda en sa ville épiscopale, au milieu de difficultés de tous genres un couvent de religieuses Augustines. Il les installa solennellement, le 25 mai 1629, dans une maison qu'il fit construire pour elles en la rue de Meaux, et donna l'habit à leur première supérieure, Catherine Dreux. Les sœurs Augustines devaient tenir « pension de demoiselles et écoles gratuites pour les jeunes filles de la ville. » Une bulle du pape Urbain VIII, datée du 4 janvier 1628, avait approuvé l'institution de ce monastère. Son but, dit la bulle, sera « d'apprendre à lire, à écrire, tapisser, peindre et autres exercices honnestes et sortables à leur sexe. » En 1632, sept religieuses s'y consacraient à l'instruction des jeunes filles de Senlis « tant riches que pauvres, dit Jaulnay, purement par charité (2). »

7. *Les Filles de la Croix.* — CHAUNY. — L'institut des sœurs de la Croix date de l'an 1625. Le crime d'un maître d'école en motiva la fondation. Roye en Picardie est son berceau. Claude Bucquet, curé de Saint-Pierre, en cette ville, et Pierre Guérin, curé de Saint-Georges, réunirent quatre personnes pieuses auxquelles ils confièrent l'éducation des

(1) CARLIER, *Hist. du Valois*, t. III, p. 49 ; — Titres originaux aux Arch. de l'Oise, Couvent des Ursulines.

(2) MULLER, *Rues, places de Senlis*, Art. *Présentation*.

jeunes filles. Les épreuves ne manquèrent point à cette communauté naissante qui prit le nom de *Société des Filles de la Croix*. L'établissement fut ruiné en 1636, lors de la prise et du pillage de la ville de Roye par les Impériaux et les Espagnols. Le supérieur Claude Bucquet fut tué. Les sœurs cherchèrent alors un refuge à Paris auprès de Marie Lhuillier, veuve de M. de Villeneuve, qui les installa peu après à Brie-Comte-Robert.

Le 28 avril 1659, trois religieuses, parties de cette maison, arrivaient à Chauny pour y ouvrir une école. C'étaient la sœur Tavernier, *première* ou supérieure, la sœur Saunier et la sœur Chevreau. Elles étaient envoyées par le célèbre docteur et missionnaire Germain Gillot, leur supérieur général, depuis la mort de Pierre Guérin. François Mahieu, natif d'Ognolles et prêtre habitué de Saint-Martin, à Chauny, les avait demandées pour instruire la jeunesse. L'Hôtel-de-Ville leur servit pendant quelques mois de résidence. Le 5 août, elles prirent possession d'une maison que F. Mahieu mit à leur disposition près du portail de l'église Saint-Martin. Mais ce n'est qu'en 1679 qu'elles s'installèrent définitivement dans une maison spacieuse sur la place de l'Hôtel-de-Ville. Henri de Baradat, évêque de Noyon, approuva cette fondation, dès le 17 octobre 1659.

F. Mahieu, laissa ses biens aux religieuses par testament. La communauté de Chauny devint prospère. Le pensionnat qu'elle ouvrit à côté de son école rivalisa avec celui des religieuses Clarisses. La Révolution vint tout détruire. Quand la tourmente fut passée, les sœurs de la Croix relevèrent leur établissement qu'elles dirigent toujours avec succès.

SAINT-QUENTIN. — Germain Gillot, faisant une mission à Saint-Quentin, au commencement de l'année 1672, fut contristé de l'ignorance dans laquelle vivaient les jeunes filles du peuple. Il résolut aussitôt de fonder pour elles une école de sœurs de la Croix. Le corps de ville, auquel fut

soumis le projet, y donna son consentement le 11 mars. L'évêque de Noyon l'approuva le 1^{er} juin. Trois sœurs, Marie Girault, *première*, Jeanne Godquin et Antoinette Hautot furent immédiatement appelées de la maison de Chauny. Elles tinrent leur école en une chambre haute dans la rue de la Gréance, paroisse de N.-D. Le grenier leur servit de dortoir. En 1674, elles achetèrent, pour s'y installer plus commodément, l'auberge du *Cheval-Bayard*, sise en la même rue de la Gréance. Le corps de ville trouva mauvais cet agrandissement. Les petits marchands, il est vrai, se plaignaient qu'on leur faisait concurrence; car les sœurs, pourvoyant à leur subsistance par leur travail, vendaient à meilleur compte qu'eux des ouvrages plus beaux que les leurs. Il n'en fallut pas davantage pour faire annuler le contrat d'acquisition du *Cheval-Bayard*. Les religieuses reçurent en même temps l'ordre de se borner à l'office de maîtresses d'école et de n'apprendre aux jeunes filles qu'à prier et servir Dieu, à lire et à écrire. L'intendant de la province, Rouillé, à qui elles adressèrent leurs justes réclamations, ne se pressa pas d'y faire droit. L'acquisition fut abandonnée. Les sœurs louèrent alors une maison dans l'étendue de la juridiction du Chapitre; mais dès l'année suivante, 1676, elles la quittèrent pour aller s'établir rue Saint-Jacques.

Le corps de ville n'en persistait pas moins dans son mauvais vouloir et recourait chaque jour à de nouvelles tracasseries. Il fit abattre dans la nuit du 26 septembre 1681 la croix placée sur la porte extérieure de la maison des religieuses avec cette inscription : *Les Filles de la Société de la Croix*. Il eut honte ensuite de ces procédés injustes, reconnut le mérite des sœurs, et fit replacer lui-même la croix et l'inscription le 17 mai 1682. Les religieuses ne s'étaient point découragées au milieu de ces tribulations; elles avaient d'ailleurs l'appui de l'évêque et du clergé. Le roi leur accorda, en mai 1682, des lettres-patentes approuvant leur communauté et leur

permettant d'acquérir des rentes et d'autres biens. Elles reçurent de F. Mahieu, de Chauny, 3,000 liv. Jacques Maillet, leur curé, leur donna également cinq à six mille livres, mais à la condition qu'elles instruisaient gratuitement les filles pauvres. Leur maison devint de plus en plus florissante. Les sœurs étaient au nombre de 22, quand la Révolution les dispersa. Leur école fut réorganisée en 1801. Elles sont aujourd'hui établies dans une grande et belle maison située dans la rue du Gouvernement, où elles tiennent un pensionnat et un externat justement estimés.

NOYON. — L'établissement des sœurs de la Croix, à Noyon, fut autorisé comme leurs autres maisons de Roye, Saint-Quentin et Chauny, par lettres-patentes royales du mois de mai 1682. Les règles et constitutions de la société furent approuvées par François de Clermont-Tonnerre, évêque de Noyon.

NESLE. — En 1695, Barbe Cathoire, religieuse de la Croix, née à Saint-Quentin, quitta la communauté de cette ville, pour aller ouvrir une école dans la ville de Nesle. Les jeunes filles de Nesle étaient alors, dit Colliette, « prévenues de la plus crasse ignorance. » Les évêques de Noyon encouragèrent cet établissement par lettres du 23 octobre 1725 et 8 septembre 1742. Il s'y trouvait onze sœurs vers 1772 (1).

SENLIS. — La ville de Senlis vit arriver dans ses murs les filles de la Croix, le 2 juillet 1695. Elles y furent appelées par Jean Deslyons, doyen du chapitre de la cathédrale, qui leur donna « vingt-une mines de blé méteil à prendre sur le territoire de Brasseuse. » Mallet, conseiller au Parlement, leur donna la maison qu'elles occupaient, en la rue de l'Autre-Monde, le 10 août 1727.

Leur établissement excita d'abord une grande opposition dans le conseil de ville. « Il est venu,

(1) COLLIETTE, t. III, p. 388, 391; LEDOUBLE, *Etat religieux, ancien et moderne du diocèse de Soissons*, p. 325 à 333.

dit le rapporteur, Adrien Dufresnoy (1700), il est venu demeurer dans la ville deux filles, dites de la Croix qui se sont ingérées de tenir escolles et prendre pensionnaires et se sont placées au milieu de la ville dans une grande maison à laquelle tient une chapelle de laquelle elles ont la clef. » Le rapporteur conclut qu'elles sont inutiles et même nuisibles, puisque « la maison de la Présentation compte de 60 à 80 religieuses de chœur (1). »

8. *Les Sœurs de Saint Vincent de Paul.* — Un bureau de charité pour les pauvres malades honteux et pour l'instruction gratuite de la jeunesse du sexe, fut créé dans la ville de Saint-Quentin en septembre 1613, mais il n'y eut d'école régulièrement tenue en cet établissement qu'en 1698. Jusque là, la maison ne comprenait que trois sœurs de Saint Vincent de Paul. Une quatrième fut alors appelée pour s'occuper spécialement de la jeunesse pauvre. Ambroise Compère, curé de Saint-Remy, légua en 1743, au bureau de charité 2000 livres, qui, jointes à pareille somme donnée par Mlle Botté, permirent d'avoir une cinquième sœur de charité.

9. *Les religieuses de la Providence de Ham.* — Sœur Jeanne Malin, née à Ham, réunit en cette ville, dans la maison de sa mère, le 15 juillet 1677, quelques pieuses filles dans le but d'en faire des institutrices. Elle se mit aussitôt, de concert avec elles, à enseigner gratuitement. L'évêque de Noyon leur donna une permission écrite de tenir école à Ham, le 9 octobre de la même année 1677. Jeanne Malin acheta de vieilles masures et fit construire une maison quelle appela la Providence. Elle y entra le 4 juillet 1678. Anne-Marie l'Ecuyer, veuve de Jean Bucquet, par contrat du 16 janvier 1687, donna à cet établissement 800 livres de rente, au principal de 16,000 livres à prendre sur tous ses biens.

En 1718, sœur Malin céda la propriété de sa mai-

(1) MULLER, *Rues, places de Senlis*, Art. *La Croix*.

son aux Agnétines de Péronne. Le contrat est du 30 avril. La supérieure était en 1770 Marie Elisabeth Lemercier. Ses soins assidus, son économie, sa sage administration, ont fait de la Providence un établissement modèle.

Le couvent de Saint-Agnès de Péronne avait lui aussi pour mission d'élever chrétiennement les orphelines (1).

10. *Les sœurs Barrettes*. — Le R. P. Barré, minime, né à Amiens en 1621, fonda en la ville de Rouen en 1666 la congrégation des *sœurs de la Providence* ou des *écoles chrétiennes et charitable du Saint-Enfant-Jésus*. Son but, en créant cet institut, fut de former des institutrices pour l'instruction gratuite et l'éducation chrétienne des enfants pauvres. Sa congrégation fut pour les écoles des jeunes filles, ce que celle des frères fut pour les garçons.

En 1684, Claude-François-de-Paule Lefebvre d'Ormesson, docteur de Sorbonne, doyen de l'église de Beauvais et vicaire général du cardinal de Forbin-Janson, demanda au P. Barré, au nom du prélat, deux de ses religieuses, qu'il établit en la paroisse de Saint-Etienne à Beauvais. Les enfants, dont ne pouvaient s'occuper les Ursulines, furent recueillies dans les nouvelles écoles, qu'on nomma les *écoles des Barrettes* en souvenir du fondateur de la congrégation. Six mille livres données par Germain de la Haye, écuyer, seigneur de Bernotz, le 6 octobre 1685, et placées aussitôt à rente sur le trésor royal, servirent à l'entretien des religieuses. L'abbé d'Ormesson s'ingénia à créer des ressources pour augmenter le nombre des sœurs, et acheta plusieurs maisons contiguës à leurs écoles pour en faciliter l'agrandissement. Par son testament, fait le 22 juin 1712 et complété le 27 juin 1714, il laissa à l'évêque de Beauvais au profit des dames Barrettes; 1° les maisons qu'il avait acquises pour les loger; 2° deux contrats de rente sur les aides et gabelles, montant à 594

(1) COLLIETTE, t. III, p. 397.

livres, et deux autres de cent livres, qu'il tenait de l'abbé Chaillon, son prédécesseur; 3° 8,000 livres à prendre sur ses biens, afin de rembourser les emprunts qu'il avait contractés pour l'établissement de ses écoles. La délivrance de ces legs eut lieu le 28 juillet 1717. Un mémoire manuscrit conservé à l'Hôtel-de-Ville de Beauvais nous donne sur les sœurs Barrettes les renseignements suivants : « Leur mission est d'instruire les personnes du sexe, grandes et petites, soit dans les écoles, soit par des catéchismes publics ou des conférences particulières, d'affermir dans la foi les nouvelles converties et de former des maîtresses d'école pour les paroisses de la campagne. A Beauvais, elles eurent toujours deux classes séparées, l'une pour la lecture et le catéchisme, l'autre pour l'écriture, l'orthographe, l'arithmétique etc. La durée de ces classes était de deux heures et demie le matin et de même temps le soir. Une troisième classe réunissait plusieurs grandes filles qui, ne pouvant fréquenter régulièrement l'école, s'y rendaient quand elles étaient libres. On recevait aussi à toute heure celles qui ne pouvaient venir à heure fixe. Tous les dimanches, il y avait une instruction publique pour les personnes du sexe. Dès l'origine les sœurs Barrettes joignirent à leurs écoles un vaste ouvroir, où les grandes filles apportaient leur ouvrage et travaillaient depuis le matin jusqu'au soir. On en comptait parfois jusqu'à 60.

« Dans l'enceinte de la communauté également fut établie une petite pension d'orphelines avec une directrice spéciale. On y élevait ces pauvres déshéritées dans la crainte de Dieu et l'amour du travail. Elles pouvaient même y demeurer, étant plus avancées en âge, à la seule condition d'observer exactement la règle. La maison a entretenu jusqu'à dix-neuf orphelines. Il s'est trouvé un temps où la communauté comptait 14 religieuses. Leur nombre a été ensuite réduit à sept. Trois sœurs sont allées tenir des écoles à la campagne. L'évêque de Beauvais pourvoyait à leur entretien. Deux buts ont été atteints par l'établissement des sœurs Barrettes. Le premier

était de suppléer à ce que ne pouvaient faire les Ursulines, et le second d'obtenir un enseignement uniforme dans le diocèse au moyen de maîtresses préparées tout spécialement pour tenir les écoles des paroisses. Partout les écoles des sœurs Barrettes étaient gratuites pour les grandes filles, comme pour les petites. »

Marguerite de Regnonval leur donna par testament 450 livres de rente, dont le titre leur fut remis le 18 novembre 1741. Au reste, les religieuses ont consacré à l'œuvre de l'éducation des jeunes filles, non seulement leurs personnes, mais aussi leur fortune. L'établissement recevait de sœur Marguerite Martin, supérieure, 108 l. de rente, le 28 avril 1760; 135 l. de rente, le 29 janvier 1761; 136 l. de rente, le 3 septembre 1768; de sœur Marie-Madeleine Acoulon 105 l. de rente, le 28 avril 1760; de sœur Marie-Anne Clément 112 l. de rente, le 29 août 1764 et 88 autres livres de rente, le 2 septembre 1768.

Sœur Marguerite Martin mourut le 23 octobre 1772. Son corps fut inhumé le lendemain en l'église Saint-Etienne, en présence de Marguerite Martin, dite sœur Paul, et Louise Pelisson, ses nièces.

Les *Tablettes* de 1792 nous apprennent que les dames Barrettes étaient alors au nombre de dix, et qu'elles avaient pour supérieure Mme Pelisson. Elles prirent l'habit séculier et le portèrent jusqu'à la fin de leur existence. Elles continuèrent à instruire les « petites demoiselles. » La suppression des Ursulines et des religieuses de Saint-François leur amena les enfants de presque toutes les familles de la ville (1).

11. *Les Nouvelles Catholiques de la Sainte-Famille-de-Jésus.* — Noyon eut une institution analogue à celle des Barrettes dans la communauté des Nouvelles Catholiques de la Sainte-Famille-de-Jésus. La

(1) Arch. municip. de Beauvais. — Arch. de l'Oise. Sœurs Barrettes. — E. CHARVET. Op. cit. p. 402.

Cour leur donna des lettres patentes en mars 1679 ; mais elles ne furent enregistrées que le 14 décembre 1688. Les religieuses tenaient école pour la jeunesse de leur sexe, et formaient gratuitement à la fonction d'institutrice les filles ou les veuves qui en manifestaient le désir. Ce fut le séminaire de toutes les maîtresses d'écoles du diocèse de Noyon. Antoine Allet, ancien curé de Pont-l'Évêque et chanoine de Noyon, avait établi cette communauté dans la paroisse de Saint-Germain. Il lui donna 400 l. Les premières religieuses, Marguerite et Marie Letellier, apportèrent 6,000 liv. Lors de son approbation définitive, la nouvelle congrégation comptait huit religieuses. Une fondation importante, due à Charles et François Caignard, lui permit d'ouvrir des écoles dans les paroisses de Lagny, Beaulieu, Ecuvilly, Vauchelles et Porquéricourt.

Une maison de la même congrégation fut fondée à St-Quentin. « Sœur Jeanne Matoulet, née à St-Quentin, où elle mourut en février 1733, nous dit Colliette, légua par testament à la Sainte-Famille de Noyon ses biens et notamment sa maison, rue d'Isenghien à St-Quentin, pour y loger une sœur d'école qui serait envoyée par la maison-mère de Noyon et destinée aux fonctions de l'Institut. » (1)

12. *La Congrégation des Sœurs de l'Enfant-Jésus de Soissons.* — Cette congrégation a été fondée en 1708 par Elisabeth-Marguerite de Bovelle, marquise de Genlis, veuve de Florimond Bruslart, avec le concours de Mme de Valgencheuse, dame de Beaumont, sa mère et son héritière. Beaumont-en-Beine est le berceau de l'institut. La marquise de Genlis commença par réunir en société plusieurs jeunes filles, auxquelles elle confia l'école paroissiale, qui existe encore sous la même direction. Sa première pensée était de créer un séminaire d'institutrices pour le diocèse de Noyon, mais les difficultés qu'elle rencontra l'obligèrent à modifier cette destination.

(1) COLLIETTE, t. III, p. 393. — *Arch. de l'Oise. Sainte-Famille.*

Elle demanda conseil à son parent Fabio Bruslart de Sillery, évêque de Soissons, et dès l'année 1714 la nouvelle communauté s'établit à Soissons, rue de la *Cloche-Fondue*, dans une maison dont la marquise fit l'acquisition et où elle mourut le 19 juillet 1724.

Jean-Joseph Languet de Gergy, qui succéda en 1715 à Fabio Bruslart de Sillery, prit les religieuses sous sa protection, leur donna des règles et constitutions et les consacra à l'Enfant-Jésus. La congrégation fut confirmée par lettres-patentes du 28 février 1727, enregistrées au Parlement en juillet suivant et au bailliage de Soissons en juin 1732. Les règles furent approuvées de nouveau en 1740 par François de Fitz-James.

Les religieuses de l'Enfant-Jésus, appelées également sœurs de Genlis, du nom de leur fondatrice, comptaient en 1789 plus de vingt établissements. Elles ouvrirent des écoles à Auteuil-en-Valois en 1728 ; à Verberie en 1729 ; à St-Crépin-aux-Bois en 1787. L'Hôpital de Compiègne leur fut confié en 1767. (1)

13. *Les filles de la Congrégation de Notre-Dame.* — La Congrégation de N.-D. a été instituée par le bienheureux Pierre Fourrier, curé de Maintencourt, mort le 9 décembre 1640, pour la bonne et pieuse instruction des jeunes filles et leur éducation gratuite. Elle avait une maison à Soissons avant son établissement à Compiègne. Le 16 janvier 1644, les religieuses de la communauté de Soissons demandèrent aux gouverneurs attournés de Compiègne la permission de fonder un couvent dans leur ville. Le corps de ville et les notables, convoqués par Jacques Crin, conseiller du roi, lieutenant en la prévôté foraine de Compiègne, se réunirent le mardi 30 août 1644 pour délibérer à ce sujet.

La proposition des filles de la congrégation de

(1) LEDOUBLE. *Etat religieux ancien et moderne des pays qui forment le diocèse de Soissons*, p. 339.

N. D. fut favorablement accueillie. On leur imposa toutefois quelques conditions que nous allons énumérer : « Les religieuses devront habiter le petit Ourscamp, maison qu'elles demanderont au cardinal Mazarin, abbé d'Ourscamp. Elles devront faire constater qu'elles ont les 2.000 livres de rente qui sont nécessaires à 20 ou 24 religieuses. Elles ne pourront rien acquérir ni dans la ville ni à six lieues à la ronde en fait d'immeubles, sans le consentement des échevins. Elles devront préférer les filles des habitants de la ville aux filles des forains, tant pour les pensions, que pour être admises dans la congrégation. Elles seront toujours obligées d'instruire gratuitement sans aucune espérance de salaire, les pauvres comme les riches, qu'elles recevront indistinctement en leurs écoles. »

Alexis Perrin, dite Ignace de St-Nicolas, supérieure de la communauté de Soissons, députée par Simon le Gras, évêque de Soissons et abbé de St-Corneille, vint établir pour supérieure à Compiègne, Marie Motel, dite de la Conception, native de Compiègne, âgée de 33 ans, et pour assistantes Catherine Branche, dite de l'Incarnation, et Jeanne-Marie. L'installation se fit le samedi 4 août 1645. Le monastère n'a jamais été assis sur des bases solides. La maison de Soissons lui a prêté de l'argent. La reine mère Anne d'Autriche l'a prise sous sa protection et lui a donné quelques secours. D'autres bienfaiteurs sont venus aider la communauté à acquérir des biens et à se constituer des rentes. Malgré cela, au bout d'un siècle, les bâtiments claustraux tombaient en ruine, et les fonds manquaient pour les relever. Sur ces entrefaites la reine Marie Leczinska invita les religieuses à venir se fixer à Versailles. Elle voulait y fonder une maison où les filles des personnes attachées à la famille royale, trouveraient une retraite sûre pendant les voyages de la cour. Les filles de la Congrégation de N.-D. acceptèrent cette offre avec empressement. Par brevet du 31 juillet 1771, le roi donna les autorisations nécessaires. De son côté, le 25 octobre suivant, l'évêque de Soissons, Henri-

Joseph-Claude de Bourdeilles, prononça l'extinction du couvent de Compiègne et sa translation à Versailles.

14. *Les Sœurs de la Ste-Famille.* — L'abbé Boulanger, curé de St-Jacques et l'abbé Duquesnoy, curé de St Antoine, avaient bien consenti au départ des filles de la Congrégation de N.-D., mais en gardant l'espoir de les remplacer bientôt par des religieuses d'une autre communauté. Il existait, à Compiègne, il est vrai, un couvent de religieuses de la Visitation Ste-Marie fondé par la reine régente, Anne d'Autriche, installé le mardi 13 juin 1649 et confirmé par lettres patentes du mois de novembre 1656 ; mais cette communauté, quoique se livrant à l'enseignement, ne pouvait suppléer complètement les religieuses de la congrégation de N.-D. L'évêque de Soissons se chargea de trouver aux paroisses de la ville de nouvelles institutrices. Le 4 avril 1779, il écrivit à l'abbé Duquesnoy que les filles de la Ste-Famille, établies à la Villette, près Paris acceptaient d'ouvrir une école à Compiègne. « Ce n'est qu'après m'estre assuré, lui dit-il, que ces filles étaient pleines de vertu, de zèle, d'intelligence et de capacité, qu'en un mot, elles méritaient la bonne réputation dont elles jouissent dans la capitale et ses environs, que je me suis déterminé à leur confier par préférence l'éducation des jeunes enfans de votre paroisse. Cette éducation sera entièrement gratuite. Les parents n'auront d'autre dépense à faire que celle des livres, de l'encre, du papier, des plumes, d'un tabouret et des instruments nécessaires pour le travail. J'ay pourvu à ce qu'il ne leur en coûtât rien pour le bois en hyver et pour les chandelles dans tout le cours de l'année. Il n'en sera pas de cet établissement comme des écoles ordinaires. Les enfans entrèrent le matin et ne sortiront que le soir, et par ce moyen l'éducation que l'on recevra sera à tous égards supérieure à celle que l'on donne ordinairement. On apprendra aux enfans, non seulement les principes de la religion chrétienne, à lire, à écrire,

à calculer, mais encore à travailler en les accoutumant ainsi de bonne heure, à un travail assidu et convenable à leur sexe. On en formera des filles honnêtes qui sauront s'occuper utilement et qui deviendront dans la suite de bonnes mères de famille. On n'y admettra que les filles de bourgeois, marchands et artisans des deux paroisses, pourvu encore qu'elles sachent épeler, qu'elles n'aient pas fait leur première communion, qu'elles soient tenues proprement et exemptes de toute infirmité corporelle ; on n'en recevra pas au-dessous de six ans, mais on les gardera même après leur première communion et aussi longtemps qu'il plaira aux parens de les y laisser. Les filles des parens reconnus pauvres, ne pourront y être admises dans aucun cas et sous quelque prétexte que ce puisse estre, parce que la Providence leur a assuré parmi nous d'autres moyens d'instruction, et que le trop grand nombre d'enfans serait un obstacle au grand bien que doit faire ce nouvel établissement. C'est encore par cette même raison que les filles dont les parents ne seraient point domiciliés sur l'une ou l'autre paroisse, ne pourront y estre reçues.

« Afin de donner plus d'extension au mérite de la bonne œuvre, j'ay autorisé les filles de la Sainte-Famille, sur les demandes réitérées qu'elles m'en ont faites, à former un pensionnat, un demy-pensionnat, et leur ay permis d'y recevoir comme pensionnaires, ou demy-pensionnaires, non-seulement les enfans de la ville, mais encore celles de tout autre endroit que ce soit ; à condition toutefois que l'éducation sera absolument la même pour les pensionnaires, demy-pensionnaires et pour les externes, sans aucune distinction ny préférence. Car mon intention est et sera toujours que cet établissement tourne au plus grand bien des externes et même c'est particulièrement pour les externes que je m'empresse de le faire. » (1)

(1) DIRMANT, *Congrégations relig. de Compiègne*, ms. Bibl. du Palais de Compiègne.

Cette étude sur les écoles ne peut s'appeler une histoire. Ce n'est qu'un recueil de documents, d'ailleurs bien incomplet. L'histoire des écoles pourra s'écrire quand toutes les archives auront été dépouillées, et tous les faits recueillis.

Nous remercions vivement toutes les personnes qui nous ont transmis des renseignements. Nous recevrons toujours avec reconnaissance les documents qu'on voudra bien continuer à nous adresser. Les erreurs n'ont pu manquer de se glisser dans un si grand nombre de faits, de noms, de dates. On nous rendra service en nous les signalant.

Tous, nous avons à cœur de glorifier la sainte Eglise, notre mère, en montrant tout le zèle qu'elle a su déployer, tout le dévouement qu'elle a prodigué et tous les sacrifices qu'elle a provoqués, aussi bien pour propager les sciences et les lettres, que pour faire progresser la civilisation dans notre pays.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I

Constance, évêque de Senlis, vend à Rothard un terre sise à Bray, appartenante à l'église de St-Rieul.

15 avril 972.

In nomine Domini eterni et Salvatoris nostri Jehsu Christi, Constantius, sancte Silvanectensis ecclesie episcopus, notum esse volumus omnibus sancte Dei ecclesie fidelibus nostris, presentibus atque futuris, quoniam quidam vir, nomine Rothardus, adiit mansuetudinis clementiam nostro ac clericorum sub nostro degentium regimine benignitatem, humiliter postulans quatinus, si libuerit karitatis fervori nostre, concederemus ei sueque mulieri atque uno heredi quamdam terram de potestate et ratione Sancti Reguli, que est sita in pago Silnectensis (*sic*) in villa que dicitur Braio, hoc est mansa dua et dimidium. Nos vero petitionibus ejus humiliter assentientes, pari cum consensu omnium nostrorum fidelium tam clericorum, quam etiam et laicorum, concessimus ei, sueque uxori, atque uno heredi jamdictam terram, eo videlicet tenore ut dum advinxerint (*sic*) inrefragabiliter teneant atque possideant, tantum ut annuatim in sollemnitate sancti Reguli sex solidos denariorum persolvere non neglegant; sive Rotardi aut neglegentes de predicto censu

apparuerint legaliter emendent, ipsamque terram in vita eorum nullo modo perdant. Post obitum quoque illorum com (sic) omni re jamdicta terra emeliorata atque multiplicata sine alicujus contradictione ad opus fratrum revertatur. Ut autem hujus nostre concessionis institutio plenior in Dei nomine obtineat vigorem manu propria subter firmavimus manibusque fidelium nostrorum corroborare jussimus. Acta autem in atrio Sancti Reguli, sub die XVII^{ma} kalendas maias, anno settimo decimo episcopatus domni et venerabilis presulis Constantii, anno XXIII regnante gloriosissimo rege Lottario, nata ejus V, inditione quinta.

✠ S. domni Constantii, qui hanc cartam fecit et firmari decrevit.

S. Hildulfi decani, S. Hilgeri sacerdotis, S. Gunteri pueri,
S. Arnulfi prepositi, S. Geroldi sacerdotis, S. Gulfredi juvenculi,
S. Walteri sacerdotis, S. Gistiani levite, S. Gisleranni pueri,
S. Alfredi sacerdotis, S. Hilduini diaconi, S. Walteri pueri,
S. Castellani levite,

S. Bernardi levite et notarii, qui hanc cartam scripsit.

Original en parchemin, Arch. de l'Oise, H. fonds de St-Rieul.

II

Renaud, comte de Clermont, recommande un écolâtre à Hugues, seigneur de Gournay.

Vers 1103.

Hugoni, Gornacensi domino, Rainaldus, Dei gratia consul Claromontis, columbina simplicitate meliora grana eligere. Cum dilectionis fervor fere possit impossibilia, ac possibilitas sit fructus in omnibus mutue postulationis executio, hanc vobis, vestrisque clericis chartulam mittere non dubitavi. Est mihi magister quidam Claromonte, qui, ibi et adhuc in scholarum regimine, studet, et hoc anno studuit. Hic castelli vestri fama, vestreque dilectionis adipiscende gratia commotus, per me assequi desiderat quod animi sui voluntas expostulat. Huic igitur in authoribus, in philosophis, in artium diversis operibus, in grammaticæ artis executione precipuo, necnon etiam pagine divine non prorsus, ut aiunt, ignaro, et, quod omnium condimentum est, morali gravitate haud inexperto, ut castelli vestri regimen, omni impeditionis causa procul amota, hoc anno futuro ei concedatis, apud vos vestrosque clericos precibus impetrare laboro.

Du Boulay, *Historia Universit. Paris.*, t II, p. 11.

III

Thibaut, évêque de Senlis, établit dans sa cathédrale un maître des écoles et un sous-chantre.

Vers 1151.

Inito venerabilis Silvanect. pontifex Theobaldus cum capitulo S. Marie consilio, cum profectui ecclesie et Dei servitio maxime impenderet diligentiam, succentorem et magistrum eidem ecclesie providit necessarios, quorum doctrina et labore assiduo quotidiane servitutis in eadem ecclesia vigeret obsequium. Episcopus igitur, alicujus beneficii erogatione illorum curam recompensare non negligens, ecclesie beate Marie Silvanectensi pro anime sue et predecessorum suorum salute, quadraginta solidos publice monete, id est quibus venditiones et emptiones in urbe Silvanect. fiant, concessit succentori et magistro equaliter dividendos, et de telonio suo singulis annis accipiendos; viginti scilicet solidos in festivitate Omnium Sanctorum persolvendos, decem in Nativitate Domini, decem in Pascha. Canonici vero sui episcopi liberali munificentie congratulantes, similiter viginti solidos ejusdem monete succentori et magistro communiter habendos hilariter superaddiderunt, quorum decem in festo Sancti Remigii persolverentur, quinque in Natali Domini et quinque in Pascha. Illud etiam non est sub silentio pretereundum, quod idem episcopus et totus ejusdem ecclesie conventus firma-verunt, ut de redditu unius cujusque canonici beate Marie et Sancti Reguli infra subdiaconii gradum, tam presentis in urbe quam absentis, succentor et magister decem solidos communiter accipiant in festivitate S. Remigii singulis annis persolvendos. Instituerunt preterea quatinus clericorum docendorum merces, eorum, inquam, quicumque beate Marie et Sancti Reguli choros frequentarent, equali lance succentori et magistro distribuerentur, de aliis tantum sub magistro legere volentes merces magistri propria haberetur; de cantantibus tantummodo merces propria esset succentoris, de legentibus vero et cantantibus simul merces communis utrique redderetur. Ibidem etiam prohibitum est ne quis sine magistri licentia in urbe prefata clericum docere presumeret in legendo, vel preter succentoris assensum erudiret in cantu. Silendum etiam non est quod idem episcopus capitulo beate Marie optionem eligendi succentorem et faciendi potestatem concessit. Si quis vero posterorum hec, instituta et sigillorum domni episcopi Theobaldi et capituli beate Marie impressione corroborata, voluerit infringere, et prenomatos redditus ad alios usus ausus fuerit transferre, a prefato episcopo anathematis vinculo se sciat adstrictum. Actum in capitulo B. Marie Silvanectensis a domno Theobaldo episcopo in presentia Ilberti decani, Stephani precentoris, Witlardi archidiaconi et aliorum ejusdem ecclesie canonicorum.

Gallia Christ. Instrumenta ecclesie Silvanect. n° XX, t. X, col. 213, 214.

IV

Des droits et des émoluments de l'écolâtre de Noyon.

Vers 1195.

De dignitate scolastici.

Hugo Noviomensis ecclesie decanus et capitulum, universis quibus pagina presens innotuerit in Domino salutem. Statuimus in perpetuum ut quicumque magister scholarum de cetero instituetur in ecclesia nostra cereos puerorum de choro in die Purificationis, denarios puerorum canonicorum qui provenerint ex teloneis medii martii, duos dimidios pedes de cereis qui ante episcopum tam in Pascha quam in Penthecoste solent deferri cum aliis scholarum laborum emolumentis de jure et dignitate sui magistratus habebit, eisque solis que prediximus contentus erit. Si vero aut ipse, aut alius pro eo, cujuscumque persone rogatu vel auctoritate, majus sibi beneficium pro magistratu scholarum acquirere in ecclesia nostra attemptaverit, ipse magistratus sui personatum ac beneficium ante ingressum attemptate acquisitionis in manu capituli, nullo jure penes eum remanente, libere resignabit. Preterea si forte aliquem aliquando pro se lecturum sustinere voluerit, infra vigiliam Paschae personam illam idoneam capitulo aut saniori ejus parti complacitam ipsi capitulo eum presentare oportebit, ut digna commendetur et indigna repudietur. Ipse quoque, ex debito adepti dignitatis, continuam mansionem Noviomni faciet. Super omnibus igitur predictis inviolabiliter observandis juramentum ecclesie et capitulo prestabit. Libet sciendum quod a majoribus et sanioribus ecclesie nostre vera testificatione cognovimus, quia de jure et antiqua ecclesie consuetudine nichil ultra quam prediximus ad jus et personatum pertinet magistratus. Si quid autem supra alicui aliquando cum magistratus honore collatum fuerit, gratia persone, non personatus jure, de mera ac liberali capituli voluntate de propriis bonis ecclesie constat indultum et additum ad tempus ei fuisse. Unde pro voluntate nostra alii minor alii amplior facta est indulgentia. Ne igitur processu temporis, nostre gratia liberalitatis, ad predicti personatus dignitatem alicujus astutia aliquatenus pertrahatur, nos ecclesie nostre juri precaventes in posterum solido et solempni autentico prohibemus ne aliquid preter ea que supra annotavimus cum magistratus honore alicui de cetero conferatur, unde et presentem paginam sigilli nostri munimento solempniter confirmamus.

Arch. de l'Oise, G. 1984. Cartul. du Chapitre de Noyon, n° 101 v°.

V

Devoirs de l'écolâtre de Noyon.

Vers 1255.

OFFICIA SCOLASTICI. Prout a predecessoribus nostris canonicis

est auditum, et prout a scolasticis nostri temporis uti visum est propluribus, in hac pagina scripto sunt commendata et sigillatim notata, omnia que scolasticus Noviomensis, quicumque pro tempore canonice substitutus, ex antiqua consuetudine debet et solet facere ratione scolasterie (1), tam in ecclesia quam extra. Debet

(1) *Scolasteria* a pour équivalant en français écolatrerie, comme *cantoria*, chanterrie, *ministerium*, ministration. *Majoria* se traduisait aussi jadis par mairerie.

Voici quelques renseignements complémentaires sur « la scholasterie et l'escholastre. »

Nicolas. — *Nicolaus scolasticus* souscrivit la donation du prieuré de Saint-Amand (Machemont) à l'abbaye de Saint-Martin de Tournai en 1102 (1103 n. s.) par Baudry, évêque de Noyon. (L. A. GORDIÈRE. *Le Prieuré de Saint-Amand*, p. 151.)

Baudouin. — *Balduinus scolasticus* fut présent à la translation du corps de Saint-Eloi dans une nouvelle chaise, le 23 août 1306.

P. Cati ou *Lecat*. — « Par conclusion capitulaire du 7 septembre 1416, furent députés maîtres P. Lambert, P. Cati, escolastre, Jean Boucher, pour voir entendre et traiter des réparations et ouvrages des fortification de la ville de Noyon. »

Jean Richard. — « Par acte capitulaire du 15 décembre 1441, M. Jean Richard, escolastre, est député vers le duc d'Orléans, auquel fut donné mauvaise impression du Chapitre de Noyon, pour lui faire les excuses de la compagnie. »

« *Gauthier Vasset*, escolastre et chanoine de Noyon, licentié en décret homme judicieux et savant, lequel avoit esté reçu chanoine en qualité d'enfant et installé *cum pueris*, » fut nommé official en 1466.

Henry Joli. — « En 1477, la veille de Pasques, maistre Henry Joly présente son stage pour la prébende et canonicat unis à sa scholasterie. »

« *Gobert l'Hoste*, escolastre, eut la charge d'official en 1488.

Pierre Isabellis ou *Isabeau*, chanoine, ancien écolatre, « pèlerin des saints voyages de Jérusalem, Rome, Saint-Jacques et Laurette, trespassa l'an 1527, le 7^e jour de juil'et. »

Jean Paris. — « En l'an 1523, a esté receue (à N. D. de Noyon) la fondation de maistre Jean Paris, chanoine et escolastre de Noyon, qui a ordonné les prières de la procession et station du jeudy, devant la chappelle Sainte Catherine au cloistre. »

« Au Chapitre tenu à Paris en la chappelle du collège d'Ainville, le 15 novembre 1557, la ville de Noyon estant occupée par l'ennemi (les Espagnols), furent les six bourses dudit collège, vacantes par l'absence des boursiers d'Arras, conférées à six escoliers de Noyon. »

Antoine Bellement. — « Le 9 septembre 1553, maistre Antoine Bellement, escolastre de Noyon, fut député du Chapitre pour consulter à Paris en quelle façon il convient se comporter en la collation des bénéfices, l'évesque estant absent ou lié de censures. » A. Bellement mourut le 2 novembre 1573.

François Mallet. — « Le 9 novembre 1582, furent députés du corps du Chapitre, maistre François Mallet, escolastre (successeur de A. Bellement), M. Parvillé et J. Bellement, chanoines, vers M. d'Angennes, évêque, pour le remercier d'avoir présenté le livre des Evangiles au roy et luy avoir fait la harangue à son arrivée à Noyon. »

siquidem esse diaconus vel presbiter infra annum quo fuerit promotus. Debet in ecclesia continuam residentiam sicut succentor illius; debet etiam per se vel per alium, quociens opus est, facere breve de legendo, sicut succentor de cantando; debet in ecclesia per se vel per alium adimplere omnes defectus in legendo tam de die quam de nocte sicut succentor in cantando. Debet per se vel alium auscultare omnes qui debent legere, sicut succentor illos qui debent cantare; debet etiam omnes libros ecclesie servare, emendare, reparare, si opus est, sed ad sumptus ecclesie, sicut succentor libros cantus. Debet preterea omnes litteras in capitulo legendas legere et omnes litteras facere sub sigillo capituli faciendas, tam cartas, quam alias; sed scripture ecclesia solvit sumptus. Debet etiam dictus scolasticus extra ecclesiam, singulis annis, scholis Noviomensibus de rectore sufficienti qui Parisius rexerit in artibus ad annum futurum providere, et provi- sum in die Cene Domini capitulo post sermonem presentare, quem sermonem dictus scolasticus debet per se vel per alium facere. Preterea debet omnes et solos scholares Noviomensium scholarum adversus omnes justificare, et, si eis injuriatur, debet prout potest, querere ut eis emendetur ad sumptus eorum quos causa tangit. Insuper dictus scolasticus non debet sustinere quod aliquis de aliqua facultate legat, vel quod scholas teneat in tota civitate vel in aliqua villa infra comitatum Noviensem, nisi de ejus licentia speciali. Ita solet esse de scholis cantus in quadragesima vel in alio anni tempore, quando scholares Noviomenses ad scholas cantus voluerint se conferre. Debet etiam dictus scolasticus ratione dicte scolasterie habere proprium stallum in choro Noviomen- si a dextris superius juxta archidiaconum, quod a tempore cujus non est memoria scolastici nostri temporis possederunt, licet antiquitus in eadem ecclesia scolasticus stallum habuerit ad pilarium dextrum, et succentor ad sinistrum.

Arch. de l'Oise, G 1984, Cartul. du Chapitre de Noyon, n° 59, v°.

VI

Enquête sur les devoirs de l'écolâtre de Noyon.

Vers 1255.

Inquisitio que fit super hiis que tenetur facere scolasticus Noviomensis, circa servitium Noviomensis ecclesie.

Magister Gerardus de Sancto Mauritio, testis juratus et requisitus, dicit quod scolasticus Noviomensis tenetur facere omnes

« *M. Nicolas Jacquart*, chanoine et escholastre de l'église de Noyon, prieur de Ville-Selve, décéda à Noyon, le 9^e jour de janvier 1626, et gist au milieu de la nef, auprès de ses oncles chanoines ».

JACQUES LEVASSEUR. *Annales de l'église de Noyon*, t. II, p. 1024, 1032, 1047, 1102, 1140, 1195, 1273, 1325, 1328, 1335, 1340, 1347.

defectus in legendo, tam de die, quam de nocte, sicut succentor in cantando. Requisitus quomodo scit, dicit quod ita audivit semper dici, et ita credit firmiter, et vidit magistrum Odonem, quondam scolasticum, facientem defectus de nocte et de die, evangelium et epistolam, pro defectibus, et credit quod similiter scolasticus debeat facere defectum pueri in legendo ad Primam. Dicit quod magister Symon de Duaco, quondam scolasticus, antequam esset scolasticus, dicebat scolasticum teneri ad omnes defectus supplendos de nocte et de die; tenebatur etiam legere littoras in capitulo, et dictare litteras et cartas capituli, et facere sermonem per se vel per alium in die Cene, presentare magistrum qui rexerit Parisius ad scholas, signare lectiones, emendare libros legendarum, facere reparari cum sumptibus ecclesie, auscultare eos qui debent legere, continue residere, et omnia alia facere que continentur in pagina que sic incipit: Prout a predecessoribus nostris, etc.; et quamdam cedulam, continentem ista, tradidit dicto magistro Gerardo idem Symon, antequam esset scolasticus, licet, postquam factus fuit scolasticus, facere recu-saverit defectus de die.

Dominus Gaufridus Manchions, juratus, dicit quod vidit magistrum Odonem de Ambianis facientem defectum evangelii de die in stola, manipulo et superpelliceo pluries. Dicit etiam quod ita debet facere scolasticus, quicumque sit, sicut audivit dici postquam fuit de choro, et ita firmiter credit, et vidit scolasticum facientem sermonem in die Cene et presentantem magistrum scholarum. Dicit etiam quod debet dictare litteras capituli et legere litteras in capitulo et facere omnes defectus de nocte, et dicit quod vidit quod magister Odo fecit portare librum euangeliorum, et punctavit illum ad domum suam, et credit quod debet emendare libros seu facere emendari ad sumptus ecclesie.

Balduinus Tue-Vake, capellanus in ecclesia Noviomensi, testis juratus, dicit quod vidit multociens scolasticum facientem defectus euangeliorum de die et omnes defectus in legendo de nocte; dicit tamen quod magister Symon de Duaco, qui erat homo mobilis et rixosus, pluries contradixit facere defectum euangeliorum de die; tamen aliquando fecit. Credit etiam, quod tenetur ad alia de quibus magister Gerardus deponit.

Johannes Boskes, capellanus, juratus, dicit quod vidit magistrum Herveyum, scolasticum, facientem defectus euangeliorum in stola et manipulo, sed nescit utrum juste, vel injuste, vel qua ratione faciebat; dicit etiam quod non vidit alium scolasticum hoc facientem; tamen audivit dici quod scolasticus debet facere omnes defectus in legendo et alia de quibus magister Gerardus deponit, preterquam de lectione de Prima, et ita credit melius quam contrarium.

Dominus Petrus Chopins, canonicus Noviomensis, juratus, dicit quod audivit dici quasi semper quod scolasticus debet facere omnes defectus de die et de nocte in legendo, et facere omnia alia de quibus superius fit mentio; tamen nunquam videt aliquem

scolasticum, quem recolat, legentem de die euvangelium vel epistolam pro defectu.

Henricus de Buchi, canonicus Noviomensis, juratus, dicit quod vidit scolasticum legentem euvangelium de die, sed non recolit quem et pro defectu, et audivit dici et credit quod scolasticus tenetur ad omnia supradicta.

Arch. de l'Oise. G. 1984. Cartul. du Chapitre de Noyon, f^os 359 et 360.

VII

Pierre de Treigny, évêque de Senlis, se réserve la nomination du maître des écoles de garçons, abandonne au sous-chantre l'institution des maitresses de toutes les écoles de filles.

21 février 1352 (1353 n. s.)

Universis presentes litteras inspecturis, nos Petrus permissione divina episcopus, et nos decanus et capitulum ecclesie Silvanectensis, salutem in Domino sempiternam. Noveritis quod cum ab antiqua et approbata observatione ad nos et predecessores nostros Silvanectenses institutio et destitutio magistrum magnarum scholarum dicte ville, succentori vero dicte ecclesie, qui nunc est, et predecessoribus suis, institutio et destitutio magistrorum omnium aliarum parvarum scholarum ejusdem loci noscatur pertinere, percipiendo tamen et habendo per dictum succentorem et predecessores suos pro ipsorum instituto decem solidos parisienses quolibet anno in terminis Nativitatis Domini et una cum his a quolibet ipsorum circa carnicipium duos gallos; nihilominus a nonnullis civibus et personis idoneis Silvanectensibus nobis et dicto succentori exstitit supplicatum quatenus omnes scholas Silvanectenses tam magnas quam parvas unire et insimul aggregare vellemus, ut ferventius et fructuosius pueri ad eas confluentes, in scientia et moribus valerent informari. Tandem utilitate communi omnium habitantium dicte ville attenta primitus et pensata, visis et diligenter inspectis omnibus quo nos movere possunt et debent, humilique petitioni dictorum civium liberaliter annuendo, inter nos et dictum succentorem concordatum exstitit et ordinatum in modum qui sequitur et in formam: videlicet, quod omnes scholas Silvanectenses, in quibus pueri masculini sexus duntaxat adibunt, unimus et insimul aggregamus, quarum quidem scholarum institutio magistri et destitutio ad nos episcopum et successores nostros episcopos Silvanectenses omnimodo pertinebit; succentori vero qui nunc est, et successoribus suis, institutio et destitutio omnium aliarum scholarum, in quibus ibunt alii pueri muliebris sexus, tantarum quantarum sibi visum fuerit expedire, ad emolumenta ab antiquo usitata, in solidum remanebit, et ut commodius et diligentius regantur dicte magne schole, non concedentur cuiquam a nobis

episcopo aut successoribus nostris, nisi usque ad tres annos pro una vice, et sufficienti et experto in scientia et moribus prout ab antiquo exstitit observatum. Magister vero cui conferentur dicte magne schole, residentiam facere tenebitur personalem, et secum tenere in scholis et habere submagistrum et janitorem idoneos et sufficientes in scientia pro institutione puerorum; dictus vero magister habebit chorum ecclesie nostre Silvanectensis predictae, et lucrabitur in ea distributiones more aliorum clericorum in ea existentium, et tenebitur frequenter adire ecclesiam pro docendo et addiscendo lectiones legendas in ecclesia tam parvis quam omnibus aliis de choro, cujuscumque status seu gradus existant; qui omnes et familiares canonicorum poterunt ad scholas suas ire et tenebitur eos addiscere et docere, absque eo quod possit pro eis nec debeat salarium petere nec habere. Presertim ne jus succentoris quod dictus succentor et predecessores sui in parvis scholis habebat in aliquo defraudetur, magister dictarum scholarum per nos et successores nostros episcopos Silvanectenses, qui pro tempore fuerit, tenebitur episcopo, succentori et successoribus suis reddere et solvere quolibet anno quadraginta solidos parisienses, quatuor terminis inferius annotatis, videlicet in termino beati Johannis Baptiste decem solidos parisienses, in termino beati Remigii in capite octobris totidem, in terminis vero Nativitatis Domini et Pasche in quolibet decem solidos parisienses, et una cum his circa aut infra carnicapium quolibet anno duos gallos, et sic perpetuo de anno in annum, et incipiet primus terminus solutionis in termino Nativitatis beati Johannis Baptiste, proxime futuro, sub tali conditione tamen quod si in solutione hujusmodi ex parte magistri per nos aut successores nostros instituti, in terminis predictis seu quolibet temporum interveniat aliquis defectus, volumus et consensu unanimi ordinamus quod dictus magister teneatur reddere dicto succentori ac successoribus suis pro quolibet die, nomine emende, sex denarios parisienses cum summis predictis et gallis; et si renuat dictus magister solvere dictas summas gallos et penas domino succentori qui pro tempore fuerit, aut ejus certo mandato, volumus, precipimus et ordinamus quod per nos, decanum et capitulum, a choro nostro privetur, similiter et per nos episcopum et successores nostros et per officialem nostrum, qui nunc est, et qui pro tempore fuerit, a scholis predictis privetur, querela succentoris qui pro tempore fuerit, aut ejus certi mandati, interveniente, usque ad plenam et condignam satisfactionem dicto succentori per eundem magistrum faciendam; et insuper volumus et ordinamus quod quando dictus magister primo veniet ad nostram ecclesiam predictam pro stallatione sua in choro facienda, si sit succentor presens, vel qui primus post ipsum inibi adesse contigerit, teneatur dicto succentori ad sancta Dei evangelia jurare quod dictos quadraginta solidos, cum duobus gallis et penis inde sequentibus, ipsi, anno quolibet, dictis terminis, quandiu dictas scholas reget et tenebit, integraliter persolvat, necnon dictas scholas per nos

episcopum aut successores nostros ipsi concessas perse et cōplices suos diligenter et fideliter reget et faciet gubernare. Et ut predicta omnia firma et stabilia in perpetuum remaneant presentes litteras sigillorum nostrorum fecimus appensione muniri. Datum anno domini M^oCCC^oLII^o die Jovis in vigilia festi ad Cathedram.

Gallia Christ. t. X. Instr. eccles. Silvan. Appendix, n^o CLII, col. 494 et 495.

VIII

Denis Sanguin établit un séminaire à Baron sous la direction des missionnaires du clergé de la congrégation du Saint-Sacrement.

21 août 1654.

Dyonisius, voluntate divina et sanctæ sedis apostolicæ gratia, Silvanectensis episcopus.

. Nicolaus, felicis recordationis, prædecessor et patruus noster, hoc probatissimo medio huic nostræ diocesi consulere multo tempore meditatus est, sed quia tota seminariorum efficacia in accurata potissimum eorum directione consistit, difficillimum vero est idoneos et exercitatos invenire presbyteros quibus seminariorum cura demandetur, ejus rei primo periculum facere voluit in presbyteris congregationis Sanctissimi Sacramenti, quibus non solum aliquarum parochiarum hujus diocesis regimen sed etiam clericos instruendos tradidit, ac postquam per novem vel circiter annos eorum tam in formandis clericis quam in administrandis parochiis aptitudinem morumque integritatem experimento probasset, unam eorum congregationis domum in parochia sanctæ Genovefæ illis concessit et sua autoritate stabilivit, quatenus iidem presbyteri juxta suæ congregationis instituta a sede apostolica approbata in universa Silvanectensi diocesi, tum parochiarum ipsis commissarum regimini, tum etiam clericorum institutioni libere vacarent, prout habetur in litteris authenticis illis a predicto prædecessori nostro concessis 14^o octobris anni 1649; postea vero, ut inceptum a se opus, seu quamdam seminarii inchoationem a se approbatam, perficeret, diploma a christianissimo rege nostro, Ludovico XIV, requisivit cum gratiis et privilegiis quibus dos erigendi a seminarii solide firmaretur, illudque in amplissima forma obtinuit anno Domini millesimo sexcentesimo quadragesimo nono. Verum inimicus omnium bonorum huic tantæ utilitatis operi adversarios suscitavit qui, ne in civitate Silvanectensi erigeretur seminarium, sub quodam inani prætextu intercesserunt, ex quo deinde suspensa mansit erectio; cumque aliquamdopost, ad regimen Silvanectensis ecclesiæ assumpti, suspensam adhuc invenissemus tam pii et necessarii operis executionem, nostrarum esse partium intelligentes cominissam a Deo diocesim

tanto subsidio non relinquere diutius destitutam, seminarii erectionem ac litterarum regiarum a patruo nostro ad hoc obtentaram executionem sincera mente peroptavimus, ejusque opportunam nacti occasionem, in oppido de Barone in quo invenimus ejus parochum una cum quibusdam predictæ congregationis Sanctissimi Sacramenti presbyteris in instituendis clericis etiam pauperibus egregiam operam navare, et abunde informati de prædictorum presbyterorum circa seminariorum directionem clericorumque institutionem experientia et idoneitate, quippe qui a 13 vel circiter annis in hac nostra Silvanectensi diocesi non minus in clericis pauperibus ac divitibus, pietate, cantu et cæremoniis ecclesiasticis quam in parochiis regendis strenue desudarunt, omnibus mature perpensis, sacrorum conciliorum sanctionibus morem gerendo, regiisque ordinationibus inhærendo quibus archiepiscopi et episcopi de seminariorum erectione et institutione admonentur, seminarium clericorum nostræ diocesis in oppido de Barone ereximus et instituimus prout tenore presentium erigimus et instituimus, illiusque sic erecti et instituti curam, regimen et administrationem, tam in spiritualibus quam in temporalibus, prædictis presbyteris congregationis Sanctissimi Sacramenti sub nostra dependentia jurisdictione et subjectione tradidimus, et per præsentés in perpetuum tradimus cum omnibus bonis, facultatibus, pertinentiis et gratiis sive per sacros canones seminariis generatim, sive per præfatum diploma a rege huic seminario speciatim, concessis. . . .

Datum Silvanecti in palatio nostro episcopali, sub magno sigillo cameræ signoque nostris, una cum secretarii nostri subscriptione, anno Domini millesimo sexcentesimo quinquagesimo quarto, augusti vigesima prima.

Arch. de l'Oise, G. 620. Registre de l'épiscopat de Nicolas Sanguin et de celui de Denis Sanguin, son neveu, f° 42 et sq.

ERRATA

P. 43, ligne 26, *au lieu de* 15 avril 977, *lisez* 15 avril 972.

P. 47, ligne 16, *au lieu de* 1157, *lisez* 1107.

P. 48, ligne 14, *au lieu de* 1453, *lisez* 1435.

P. 59, ligne 31, *au lieu de* 17 juin, *lisez* 16 juin.

P. 60, ligne 13, *au lieu de* 977, *lisez* 972.

P. 61, ligne 21, *au lieu de* Yves Anyot, *lisez* Yves Doré, *Ico Aurati* (et non *Ico Anyot*, comme porte le *Gallia Christ.*).

P. 67, ligne 18, *au lieu de* janvier 1232, (1233 n. s.), *lisez* 1236 (1237 n. s.).

P. 91, ligne 24, *ajoutez* Depuis Pâques dernier (1886) l'école est dirigée par les Frères des Ecoles Chrésiennes.

P. 86, ligne 21, *ajoutez*: M. Arthur-Jules Quentier est décédé le 14 avril 1886. — M. Racinet a depuis repris la direction du Petit Séminaire.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	39
§ I. LES ÉCOLES AVANT L'AN 1030	41
§ II. LES GRANDES ÉCOLES DEPUIS LE XI ^e SIÈCLE	44
I. Les Écolâtreries de Beauvais, Saint-Germer, Clermont, Creil, Noyon, Saint-Quentin, Compiègne, Senlis, Crépy-en-Valois . . .	44
II. Les Pauvres Clercs, Capettes, Bons Enfants, à Beauvais, Noyon, Saint-Quentin, Compiègne et Senlis	65
III. Les Collèges de Beauvais, Saint-Germer, Gerberoy, Clermont, Noyon, Saint-Quentin, Péronne, Nesle, Chauny, Compiègne, Sen- lis, Crépy-en-Valois. — Bourses fondées dans les collèges de Paris, en faveur des étudiants des diocèses de Beauvais, Noyon et Senlis. — Séminaires de Beauvais, Noyon et Senlis. — Personna- ges célèbres dans les lettres ou les sciences	80
§ III. LES ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES	112
I. Les Écoles paroissiales.	112
1. Les écoles des presbytères avant le XI ^e siècle. — 2. Les clercs du Moutier. — 3. Les clercs-laïques maîtres d'école. — 4. Règlements épiscopaux sur les écoles. — 5. Règlements paroissiaux. — 6. Pro- jet de Maltresse. — 7. La multiplicité des écoles paroissiales. — 8. Les écoles de filles. — 9. L'enseignement dans les écoles paroiss- iales. — 10. Traitement des Maîtres et des Maitresses d'école. — Donations en faveur des écoles. — Gratuité de l'enseignement dans beaucoup de villages.	112
II. Les Écoles des Congrégations	164
1. Les Minimes à Beauvais, Compiègne, Péronne et Chauny. — 2. Les Frères des Écoles Chrésiennes à Noyon et Compiègne. — 3. Les Religieuses Clarisses à Chauny. — 4. Les Religieuses du Tiers-Ordre de Saint-François à Beauvais, Ciroles-Mello et Chau- mont. — 5. Les Ursulines à Beauvais, Clermont, Noyon et Crépy- en-Valois. — 6. Les Augustines de la Présentation à Senlis. — 7. Les Filles de la Croix, à Chauny, Saint-Quentin, Noyon, Nesles et Senlis. — 8. Les Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul à Saint-Quen- tin. — 9 Les Religieuses de la Providence à Ham. — 10. Les Sœurs Barrettes à Beauvais. — 11. Les Nouvelles Catholiques de la Sainte-Famille de Jésus à Noyon et Saint-Quentin. — 12. La Congrégation des Sœurs de l'Enfant-Jésus de Soissons. — 13. Les Filles de la Congrégation de Notre-Dame à Compiègne. — 14. Les Sœurs de la Sainte-Famille à Compiègne.	164
PIÈCES JUSTIFICATIVES.	185
I. — 15 avril 972. — Constance, évêque de Senlis, vend à Ro- thard une terre, sise à Bray, appartenant à l'église de Saint-Rieul.	185

II. — Vers 1103. — Renaud, comte de Clermont, recommande un écolâtre, à Hugues, seigneur de Gournay	186
III. — Vers 1151. — Thibaut, évêque de Senlis, établit dans sa cathédrale un maître des écoles et un sous-chantre . .	187
IV. — Vers 1195. — Des droits et des émoluments de l'écolâtre de Noyon	188
V. — Vers 1255. — Devoirs de l'écolâtre	188
VI. — Vers 1255. — Enquête sur les devoirs de l'écolâtre de Noyon.	190
VII. — 21 février 1353. — Pierre de Treigny, évêque de Senlis, se réservant la nomination du maître des écoles de garçons abandonne au sous-chantre l'institution des maîtresses de toutes les écoles de filles	192
VIII. — 21 août 1654. — Denis Sanguin établit un Séminaire à Baron sous la direction des missionnaires du clergé de la Congrégation du Saint-Sacrement	194

LE CARTULAIRE DE SAINT-AMAND

PAR M. LE COMTE DE MARSY, MEMBRE TITULAIRE.

La publication que vient de terminer M. l'abbé Gordière et que je suis chargé en son nom d'offrir à la Société (1) vous est déjà connue en partie, car notre confrère en a lu à diverses reprises des fragments à nos séances. Toutefois, je crois que vous voudrez bien me permettre de résumer sommairement l'ouvrage considérable qu'il vient d'achever et qui comprend deux parties principales, une introduction, dans laquelle est exposée l'histoire du prieuré de Saint-Amand de Machemont et une suite de textes, formant un cartulaire factice de cet établissement religieux établi à l'aide des originaux qui se trouvent surtout aux Archives générales de Belgique, à Bruxelles. A ces deux parties principales, j'en ajouterai une troisième, qui offre un intérêt tout particulier, l'atlas sigillographique, comprenant soixante-cinq sceaux ou contre-sceaux dessinés d'après les originaux, par M. Alexandre Dufлот, originaux dont M. l'abbé Gordière vient d'offrir les moulages au musée de Compiègne.

Après quelques mots sur l'abbaye de Saint-Martin de Tournai, de l'ordre de Saint-Benoit, à laquelle appartient pendant six siècles Saint-Amand, M. l'abbé Gordière nous retrace la fondation du prieuré à la fin du XI^e siècle et la mission confiée par Odon, abbé

(1) Le prieuré de Saint-Amand, de l'Ordre des Bénédictins, dépendant de l'abbaye de Saint-Martin, de Tournai, situé dans l'ancien terroir de Machemont suivi de son cartulaire et d'une table alphabétique des noms propres, orné de douze planches, par L. A. GORDIÈRE, *Compiègne, imprimerie H. Lefebvre*, 1886, in-8, 389-XXV p.

de Tournai, à Raoul de Normandie, son premier prieur.

Pendant plus de quatre siècles il en fut un peu de Saint-Amand, comme de ces peuples heureux qui, dit-on, n'ont pas d'histoire, car ses annales ne nous offrent que de nombreux relevés de donations, d'acquisitions ou d'échanges, accompagnés il est vrai de quelques procès, car, comme dit un vieux proverbe « qui terre a guerre a ». Toutefois, si ces documents ne nous font connaître aucun fait capital, ils nous fournissent des éléments utiles à plus d'un titre, sur la généalogie des familles importantes des environs, sur la géographie, enfin sur la valeur des terres. Ajoutons, pour les philologues, que la première pièce en français est de 1256.

A partir du XVI^e siècle, au milieu des guerres entre la France et l'Empire, la juridiction de Tournai donne à Saint-Amand une situation exceptionnelle et de nombreuses difficultés naissent pour l'administration du prieuré, de ce fait que les abbés auxquels il est soumis résident dans un pays hostile à la France et sont même parfois appelés à siéger dans les conseils de ses ennemis.

Le concordat de François I^{er} et de Léon X, qui accorda au roi la nomination des abbés et prieurs conventuels, donna naissance à de sérieux embarras par les compétitions qu'il excita et dont nous ne citerons que celle qui fut soulevée par le cardinal Bertrand, archevêque de Sens en 1558.

Dans le cours du XVII^e siècle, nous voyons les revenus de prieuré saisis par un commissaire royal, en représailles de ce qui se passait dans les états du roi d'Espagne.

Les faits survenus à Saint-Amand pendant le XVIII^e siècle et jusqu'à la Révolution ne présentent que peu d'importance.

Nous devons une mention toute spéciale à la collection de sceaux, recueillis par M. l'abbé Gordière et dont plusieurs intéressent particulièrement notre ville, par exemple : ceux de la prévôté et des notaires royaux de Compiègne et de Choisy ; ceux de Raoul

Le Prestre et de Raoul de Florens, prévôts de Compiègne et celui d'Henri le Fort, bourgeois de Compiègne. Ces sceaux, dessinés avec talent par M. Duflot, sont accompagnés de descriptions détaillées et M. l'abbé Gordière a eu le soin de signaler ceux de ces monuments qui figurent déjà dans les recueils de Douet d'Arcq et de Demay.

Notre confrère nous pardonnera avant de terminer cette analyse de lui soumettre quelques observations critiques. C'est ainsi que nous regrettons qu'il n'ait pas apporté un plus grand soin à la correction des textes des chartes et que, dans quelques-unes d'entre elles, il ait négligé de ramener leurs dates au style grégorien (1). Les diplomatistes lui reprocheront peut-être aussi de n'avoir pas toujours employé exactement dans les cotes de ces pièces les formules le plus souvent en usage, et de mettre par exemple (p. 219) le chevalier Hugues de Sorel, au lieu de Hugues, seigneur de Sorel, chevalier.

Tous ceux de nos confrères qui s'occupent de recherches sur l'histoire des cantons de Compiègne, de Ribécourt, de Noyon, de Lassigny et de Ressons tiendront à placer dans leur bibliothèque ce livre qui leur fournira de nombreux documents et dans lequel les recherches leur seront facilitées par des tables fort détaillées.

(1) Par exemple, Charte XCIII, mars 1270, serait 1271 (n. 5) et la confirmation royale des pièces de 1271 s'expliquerait plus facilement.

DOM LEVEAUX

CHAPELAIN DE NOTRE-DAME-DE-BON-SECOURS

(1746-1828)

PAR M. ALPHONSE LEVEAUX, MEMBRE TITULAIRE.

Nous avons pensé qu'une notice biographique concernant un savant Bénédictin, qui, pendant huit ans, de 1820 à 1828, a été chapelain de Notre-Dame-de-Bon-Secours à Compiègne, méritait de prendre place dans les travaux de la Société historique.

Nous voulons parler ici de Dom Joseph-Martin Leveaux, bénédictin de la Congrégation de Saint-Maur qui collabora, pour une part importante, au *Gallia Christiana*, l'un des ouvrages les plus remarquables qui aient été écrits sur l'église de France. On sait que les Bénédictins, en accomplissant avec une persévérance devenue légendaire, des œuvres impérissables, ont rendu les plus grands services à la science historique. Pour faire des recherches dans le passé chrétien, il n'est pas de meilleurs guides que le *Gallia Christiana*, les *Historiens de France*, *l'Art de vérifier les dates*. Et telle fut la modestie des profonds érudits de cet ordre que la plupart de leurs noms sont restés inconnus.

Dom Joseph-Martin Leveaux, qui a sa place marquée dans l'Histoire littéraire des Bénédictins de Saint-Maur, naquit à Malincourt, diocèse de Cambrai, en 1746. A dix-neuf ans il fit sa profession religieuse dans l'abbaye de Jumièges, et quelques années après il fut professeur à Paris à l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés. Les monastères de Bénédictins s'élevaient alors au nombre de cent-quatre-vingt, mais c'est à l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés que furent faits la plupart des travaux littéraires et

historiques de ces savants religieux. Ils y avaient à leur disposition une bibliothèque très riche en manuscrits. Dom Leveaux se fit remarquer parmi ses confrères autant par son zèle pour l'observance religieuse que par son ardeur pour l'étude et pendant de nombreuses années il écrivit beaucoup, entassant manuscrits sur manuscrits. L'écriture était mauvaise et les lignes tellement serrées qu'un petit nombre de feuillets livrés à l'impression pouvaient faire un volume.

La Révolution éclata. Les couvents furent fermés. Il fallut pour sauver sa vie prendre le chemin de l'exil. Dom Leveaux se réfugia en Angleterre et y fit un séjour de plus de vingt années. Ce fut d'abord à Acton-Brunell, dans une maison de Bénédictins anglais. Il y renouvela sa profession religieuse en 1798. Maître des novices, professeur de philosophie et de théologie, il fut ensuite élu sous-prieur.

Plus tard, la communauté se transféra à Downside, près Bath. Dom Leveaux ne se plaint pas de ce changement de demeure :

« L'emplacement est très solitaire, dit-il dans une « de ses lettres ; le pays est très beau, et nous sommes logés convenablement... »

Comme ce paisible séjour au milieu de cette solitude embellie par un riche paysage, convenait bien à l'étude, à la méditation et, si je puis dire, à la santé de l'esprit ! N'était-ce pas un lieu parfaitement choisi pour se consacrer librement à des travaux historiques faits avec le soin le plus consciencieux, sans hâte, loin des distractions du monde, des pertes de temps et des obligations qu'il impose ?

A Downside comme à l'abbaye de Saint-Germain-des-Près, Dom Leveaux ne cessa pas d'écrire. Il est regrettable que rien n'ait été conservé de ses papiers, de ses notes et de ses recherches historiques. On croit que, par accident, tout a été brûlé.

En 1816, Dom Leveaux résigna ses fonctions de sous-prieur et il lui fut concédé de retourner en France.

Il aurait pu revoir sa patrie beaucoup plus tôt ;

mais il hésitait, malgré ce que l'exil, même volontaire, laisse d'amertume au cœur. Les conditions imposées aux émigrés, par un décret de 1802, pour leur rentrée en France, ne lui paraissaient pas présenter toute sécurité. Voici ce qu'il répondait d'Angleterre à l'un de ses neveux qui le pressait de revenir :

« Il est dur de quitter une place où je suis » aussi bien que j'ai jamais pu être, pour me sou- » mettre à un état de surveillance pendant les dix » années marquées dans le décret du 27 avril der- » nier concernant les émigrés, et de n'avoir point la » liberté d'agir et de disposer de moi-même, selon » que les circonstances pourraient le permettre pour » mon mieux-être..... »

Dans une autre lettre, en date du 7 mars 1803, il continue à se montrer satisfait de son séjour à Acton-Brunell :

« Nous avons, dit-il, trois professeurs de plus » et un orgue tout neuf bien proportionné au corps » de la chapelle qui est toute neuve aussi..... »

Enfin une de ses dernières lettres d'Angleterre exprime le contentement que lui cause le retour de Louis XVIII *et l'éloignement de son antagoniste qui est aujourd'hui hors d'état de nuire à la France* : « Faisons des vœux, ajoute-t-il, pour la conserva- » tion de Louis XVIII sur le trône de France. » Adressons-les à Dieu avec la plus grande ferveur, et » méritons, par notre assiduité à le servir, qu'il les » exauce. Il nous a donné une leçon importante » dans tout le temps qui s'est écoulé depuis 1788. » Nous avons vécu sous une verge de fer, c'est une » punition méritée de tous les désordres qui avaient » eu lieu. Rentrons dans la bonne voie ; remplissons » les devoirs de l'état dans lequel Dieu nous a » placés. Fléchi par notre bonne conduite, il nous » comblera de biens... » Ces paroles sont bien d'accord avec la piété profonde qui enflammait le cœur de ce vénérable religieux.

Peu de temps après son retour en France, Dom Leveaux fut à Senlis professeur à l'Institution des

Enfants de Saint-Louis : « Nous ne sommes encore » que cinq religieux, écrit-il à la date du 16 janvier 1817 ; il n'y a que quatorze pensionnaires ; » mais on nous en annonce 36. » Ce chiffre s'éleva bientôt à plus de 80.

En 1820 Dom Leveaux vint à Compiègne remplir les fonctions de chapelain de la chapelle de Notre-Dame-de-Bon-Secours. Ce fut une douce retraite pour lui, en même temps qu'une amélioration sensible de bien-être matériel. Les choses n'étaient pas à cette époque ce qu'elles sont aujourd'hui, et la chapelle de Notre-Dame-de-Bon-Secours, qui, à la neuvaine, attirait une foule considérable, était d'un assez bon produit. Dom Leveaux y passa ses dernières années dans d'heureuses conditions.

Malgré son rigorisme au point de vue religieux qui même le rendait un peu sévère à l'égard du prochain, il était homme du monde, causeur aimable et faisait beaucoup de visites. Les familles qui à cette époque occupaient à Compiègne les premiers rangs, les de Béthune, les de Cayrol, les de Saint-Maurice l'accueillaient avec empressement. De plus quelques amis intimes avec lesquels il pouvait échanger de lointains souvenirs, ne lui manquaient pas. Plusieurs Bénédictins de la Congrégation de Saint-Maur habitaient alors Compiègne et ses environs. C'étaient Dom Gobart, Dom de Village, aumônier de l'Hôtel-Dieu, Dom Wateau et Dom Delaby, curé de Salency. Dom de Village, un très digne religieux qui est mort en 1831, en laissant à Compiègne de vifs regrets bien oubliés aujourd'hui, venait tous les jours au presbytère de Bon-Secours prendre Dom Leveaux pour une promenade dont les deux amis s'étaient fait une douce habitude.

Dom Leveaux prolongea ainsi une vieillesse exempte de toute infirmité jusqu'à 82 ans. Il mourut le 3 juin 1828.

M. POULLETIER DE VERNEUIL

Membre de l'Académie des Sciences.

(1805-1873).

PAR M. LE COMTE DE MARSY, MEMBRE TITULAIRE.

Tout ce qui de près ou de loin touche aux intérêts littéraires ou scientifiques de notre ville est sûr de trouver un écho au sein de la Société historique. C'est ce motif qui m'a fait inscrire à l'ordre du jour de notre séance (1) une notice sur M. Poullétier de Verneuil, dont les journaux locaux ont, il y a quelques jours, rappelé le nom.

J'avais espéré pouvoir vous montrer aujourd'hui les fossiles dont M. le prince Raymond de Broglie, neveu et héritier de M. de Verneuil, a bien voulu faire don au Musée Vivenel ; diverses circonstances ne l'ayant pas permis (2), je ne veux cependant pas retarder l'hommage que nous sommes appelés à rendre à la mémoire d'un savant éminent, qui, s'il n'est pas né à Compiègne, appartient du moins à notre pays, par sa famille.

Je n'ai pas à vous rappeler ici les souvenirs laissés à Compiègne par les Poullétier qui, dans les trois derniers siècles, y ont occupé des charges importantes et dont un, que plusieurs d'entre-vous ont pu

(1) Lu à la séance du 17 juillet 1884.

(2) Cette collection, renfermée dans deux meubles, est aujourd'hui à la Bibliothèque de Compiègne où elle a pris place à côté de la collection d'Octave Dupuis, donnée à la ville il y a une quinzaine d'années par M. Dupuis, son père, alors premier adjoint. La collection Dupuis comprend surtout des fossiles du terrain crétacé parisien et notamment une très nombreuse série de types recueillis dans les environs de Pierrefonds, de Soissons et de Grignon.

connaître, a été, sous Louis-Philippe, maire de Compiègne et membre du Conseil général de l'Oise. J'ai, du reste, il y a deux ou trois ans, analysé devant vous un certain nombre de documents intéressants, inventaires, testaments, etc., qui les concernaient.

M. Philippe-Edouard Poullétier de Verneuil, né à Paris en 1805, décédé le 29 mai 1873, a consacré sa vie à l'étude des sciences et s'est particulièrement attaché à la géologie et à la paléontologie de l'Oural, de la Crimée, de l'Espagne, dont il nous a laissé une carte appréciée de tout le monde savant (1), et de l'Amérique du Nord.

L'Académie des sciences avait, en 1854, admis, comme membre libre, le géologue éminent qui, non seulement consacrait son temps, mais dépensait sa fortune à l'exploration de ces contrées si intéressantes et encore si peu connues et les gouvernements de Russie et d'Espagne récompensaient par les plus hautes distinctions les efforts qu'il avait faits pour faire connaître les phénomènes géologiques de leurs pays (2).

M. Daubrée, dans un éloge lu à l'Institut (3), a présenté un résumé de la vie de M. de Verneuil auquel je pourrais emprunter de nombreuses citations, montrant que ni l'âge ni les infirmités n'avaient pu ralentir l'ardeur de cet explorateur si distingué, qui, peu de temps avant sa mort, s'aventurait jusqu'à l'imprudence pour aller étudier les éruptions volcaniques de Santorin et du Vésuve.

« M. de Verneuil, disait le savant directeur de l'Ecole des Mines, peut être mis au premier rang

(1) De 1849 à 1862, M. de Verneuil ne fit pas moins de douze voyages en Espagne.

(2) M. de Verneuil était chevalier de la Légion d'honneur, grand-croix d'Isabelle-la-Catholique, commandeur de Charles III, de Saint-Vladimir et de Sainte-Anne, membre de la Société royale de Londres, et de l'Académie de Saint-Petersbourg, etc.

(3) Ce discours destiné à être prononcé sur la tombe de M. de Verneuil le 4 juin 1873, n'a pas été lu à ce moment, l'inhumation ayant eu lieu à Pont-Sainte-Maxence.

parmi les géologues de l'un et l'autre hémisphère; il a de plus été l'initiateur et le maître de tous ceux de l'Europe pour la connaissance de l'Amérique du Nord.

« Ce n'est pas seulement par ses publications, ajoutait-il, que M. de Verneuil a servi la science. Il lui a élevé aussi un monument par les collections qui réunissent les types de fossiles les mieux choisis dans les contrées qu'il a parcourues. Les étrangers de tout pays, non moins que les savants français, ont puisé dans ces ressources précieuses qu'il mettait constamment à la disposition de tous avec la libéralité la plus large et en y joignant le secours désintéressé de ses lumières.

« ... Pour continuer, même après lui, l'exercice de sa générosité envers tous ceux qui étudient, il a voulu que cette collection, certainement unique, restât toujours à leur disposition et c'est dans ce but qu'il l'a léguée à la galerie de l'Ecole des Mines. »

Entre ses nombreux voyages, M. de Verneuil venait se reposer à Pont-Sainte-Maxence, dans cette charmante habitation qui fut, il y a six siècles, la demeure de Philippe de Beaumanoir, le grand jurisconsulte, et, chaque jour, pour entretenir en quelque sorte ses facultés d'explorateur, il parcourait les localités voisines, recueillant des fossiles du terrain parisien, qu'il classait avec autant de soin que ses récoltes lointaines.

Cette partie de la collection de M. de Verneuil n'a pas été comprise dans le don fait à l'École des Mines où elle aurait fait double emploi, et M. le prince Raymond de Broglie vient d'en disposer en faveur du musée de notre ville, voulant qu'elle puisse ainsi contribuer à faire mieux connaître notre paléontologie locale, en même temps qu'elle rappellera aux habitants de Compiègne le souvenir de l'un des derniers représentants d'une famille de notre pays.

A cette collection sont joints aussi quelques spécimens importants de l'industrie préhistorique, armes et outils en silex, et un petit nombre d'objets celtiques et romains en bronze.

Vous vous associerez tous, Messieurs, aux remerciements que le Conseil municipal de Compiègne a déjà adressés à M. de Broglie, au sujet de cette libéralité qui vient enrichir le musée Vivien et vous me permettrez de joindre au nom du généreux donateur celui de notre confrère M. Arthur Vignon, qui lui en a inspiré l'idée et qui a acquis ainsi de nouveaux droits à notre reconnaissance ; car, je n'ai pas besoin de vous rappeler que lorsque, l'an dernier, l'héritier d'une autre branche de la famille Poullétier, M. Aug. de Pommery donnait à la Bibliothèque de la ville une précieuse collection d'ouvrages du dix-huitième siècle, c'était également à l'instigation de M. Vignon qu'était dû ce précieux accroissement des richesses littéraires de notre ville.

VOYAGE DE DOM GUYTON

A NOYON ET A COMPIÈGNE

PUBLIÉ

PAR M. LE COMTE ED. DE BARTHÉLEMY, MEMBRE CORRESPONDANT.

Dom Guyton a été un des membres les plus savants de l'ordre de Cîteaux au siècle dernier. D'abord régent de philosophie à l'abbaye de Signy de 1709 à 1711, il devint sacristain et bibliothécaire de Clairvaux et, à ce titre, il dressa, en 1741, l'inventaire du trésor de cette abbaye, que M. l'abbé Lalore a publié en 1875. Il fut chargé, de 1744 à 1749, de visiter les divers monastères de son ordre dans le Nord-Est, spécialement au point de vue des documents qu'il pourrait rencontrer sur Saint Bernard : il visitait les bibliothèques, relevait les principaux manuscrits, les tableaux et décrivit, chemin faisant, les divers établissements religieux de tous ordres qu'il rencontrait, outre les maisons cisterciennes. Dom Guyton parcourut toute la Champagne et la *Revue de Champagne et de Brie* a publié en entier cette partie de sa relation. Il se rendit aussi en Lorraine, dans le Verdunois, dans les Ardennes jusqu'à Saint-Hubert et à Orval (1). Enfin, il poussa une pointe en Picardie, et nous reproduisons les souvenirs qu'il consacre à Noyon, à Ourscamp, à la chartreuse du Mont-Renaud et à Compiègne.

Son manuscrit autographe est inscrit à la Bibliothèque Nationale, sous le numéro 23,474 du fonds français.

Comte E. de BARTHÉLEMY.

(1) Le voyage de D. Guyton dans les provinces de la Belgique, vient de paraître également, par nos soins, dans le *Messenger des Sciences historiques* de Gand.

De la ville épiscopale de Soissons, qui est belle dans ses dehors, où sont situés les pères Capucins, joliment bâtis, qui ont de beaux jardins avec terrasses, à l'abbaye d'Ourscamp qui en est à sept lieues, j'ai passé et dîné à Ville-sur-Aisne (1), distante de trois lieues, après avoir traversé la rivière sur le bac. Ce petit lieu, qui passe pour ville, appartient à M. l'abbé de Pomponne (2). L'Hôtel de Ville est neuf avec clocher : les portes en sont aussi neuves et ouvragées.

L'abbaye d'Ourscamp, fille de Clairvaux, mère de Mortemer et de douze autres abbayes, est située sur la rivière d'Oise, à une lieue de la ville de Noyon, dans un pays plat, ce qui fait qu'on la découvre de loin et qu'elle est en bel air et les religieux ont belle vue (3). Il y a un beau pont à la porte au bout duquel passe le bateau ou coche d'eau qu'on peut prendre pour aller à Paris. La tradition, à ce que racontent les moines d'Ourscamp, est chez eux et dans le pays, que Saint-Bernard, passant sur le pont de bateaux le diable voulut lui arrêter le pied par sa griffe dont le vestige reste sur la pierre, qui est un grès, et que ledit saint prononça ces mots : *Petulantia juvenum destruet Ursi campum*. Il ajoutait que dom de Martigny, sous-pricur mort naguère, homme zélé et grand régulier, reprenant en chapitre les légèretés et pétulances des jeunes religieux, se souvenait de ces paroles et disait aux jeunes gens, qu'ils ne vérifiaient que trop cette prophétie de notre père saint Bernard. La chaussée de ce temps là est rompue. Ourscamp est une grande et vaste maison, soit pour l'abbaye, soit pour la basse-cour. Ils sont treize prêtres religieux entre lesquels est un lecteur de théologie, Dom Mathias Mauger ; en outre sept jeunes étudiants. Le dortoir est beau, grand. Les jeunes religieux ont

(1) Vic-sur-Aisne (Aisne).

(2) Ou pour parler plus exactement à Saint-Médard de Soissons, dont il était alors abbé.

(3) La publication de l'*Histoire de l'abbaye d'Ourscamp*, par M. Peigné-Delacourt, nous dispense des notes qu'il pourraient y avoir lieu de donner sur ce monastère, nous nous bornons à y renvoyer le lecteur.

leurs cellules au-dessus de celles des prêtres. Leur bibliothèque est près, dans l'ancien chauffoir, voûtée, de plein pied. Au dortoir, au-dessus de la porte au dehors on lit : *Ingrediare ad doctrinam cor tuum*. Il y a un manuscrit sur vélin des ouvrages des saints pères, de forts grands livres de chœur en vélin, fort bien écrits et notés avec de fort belles vignettes. Un moyen manuscrit sur vélin : *Vita et sermones b. Serbonis, abbatis Savigniani*.

L'Église, qui est un rond-point, est belle, blanche entièrement à nouveau. Maître autel en marbre et pavé de marbre dans le sanctuaire. Les deux chapelles derrière le chœur sont propres. La nef, séparée du haut de l'église par une belle balustrade. Le portail nouveau et beau, avec figures dans des niches. Il faut dire que le grillage qui le sépare du haut de l'église est un ornement inutile, puisque le sexe fréquente le chœur, le sanctuaire et le tour du sanctuaire tant aux vêpres qu'à la messe. Et ce n'est pas, comme on veut le faire entendre, la dévotion à Sainte-Anne, qui donne lieu à des entrées scandaleuses, pour lesquelles on veut encore que les femmes aient un bref de Rome qui les autorise à ceci, puisque j'ai vu dans les cloîtres des femmes allant et venant : la blanchisseuse, je l'ai vue, au coin du feu. Mais bien plus, c'est que je vis un tour dans le cloître, d'où je vis distinctement le gros des religieux en conférence dans le préau, à l'angle près de l'église ayant avec eux des femmes de basse-cour, devisant entre eux comme gens d'un même ménage. Le père visiteur y arriva quelques jours après, qui apparemment aura été averti de ce désordre, et y aura apporté remède, plutôt à Dieu !

Ourscamp a une sacristie bien boisée, propre et fournie décemment. Au près et dans l'église, ils conservent un beau trésor en reliques. Le chef de Sainte-Anne, mère de la Très Sainte Vierge, et un fort beau reliquaire de vermeil soutenu par deux anges sur lequel on lit : *Os sacrum divce nitor matris Annæ, exornat fulcro splendidiore caput..... Theobaldus sanguine claro editus, insigni vir pietate dedit*. Chef de Saint-

Mathias, prêtre d'Antioche. Deux chefs de Sainte-Marguerite et de Sainte-Agathe, compagnes de Sainte-Ursule. Deux châsses en coffres qui renferment des reliques des onze mille vierges ; une grande châsse des saints martyrs Maurice et ses compagnons ; des tables de vermeil en filigrane pleines de reliques ayant leurs étiquettes grecques. Belle croix qui renferme du bois de la Sainte Croix. Beaux ornements, proprement conservés par Dom Pierre Comtat, sacristain. Il y a une lampe éclairante devant le Saint-Sacrement.

L'un des autels qui est derrière le chœur, adossé à la place de l'abbé à vêpres, a pour tableau en retable l'image en peinture de la Sainte Vierge mais elle n'est pas reconnaissable dans son attitude. On répond à cela que plusieurs ont déjà fait cette remarque, mais qu'on a laissé faire le peintre qui a pris pour modèle une figure qu'a fait faire M. Languet, curé de Saint-Sulpice à Paris, dans l'église paroissiale de ce nom : mauvaise raison puisque cette peinture représente au plus une vierge du commun, mais non la sainte mère de Dieu.

Cette maison est neuve dans les salles et chambres d'hôtes. Cependant on en a déjà jeté une partie à bas, et commencé d'autres plus apparentes et plus coûteuses, ce qui donne plus de mouvements et d'irrégularités au spirituel et temporel. Ceux qui les aiment prétendent se justifier du juste blâme qu'ils encourent, en disant qu'il faut relever la maison. Cette réponse pose un bon principe d'agir, mais on en fait l'application par cupidité. Ils ont, dans leur maison, trois fermes chacune de 2,000 liv. Leur revenu est de plus de 40,000 liv. Celui de M. de Gesvres, abbé, évêque de Beauvais, est de pareille somme.

Les cloîtres en trois allées, (celle du midi se fera à loisir) sont neufs élevés, larges. Le réfectoire beau, bien voûté, boisé, un rang de piliers au milieu : chaire pour le lecteur, mais il est des plus mal propres de la voûte en bas par les toiles d'araignées qui le tapissent à leur mode.

La salle à manger pour les hôtes est voûtée, carrée, fort étendue, ayant un pilier au milieu. La procure n'en est pas loin.

On descend dans le chapitre quatre marches : il y a trois piliers de côté et d'autre qui en font la profondeur et soutiennent la voûte. Dans tout le tour, c'est un amphithéâtre de trois bancs, il paraît que c'est l'ancien chapitre. On y remarque entr'autres tombes d'abbés réguliers, celle de l'abbé qui a été obligé d'intenter procès aux descendants du seigneur de Roze, qui avait légué à Ourscamp la susdite relique de Sainte-Anne, et était cependant retenue par ses héritiers dans la suite de nombre d'années. L'arrêt de la cour souveraine l'adjudgea à Ourscamp. Les religieux en conséquence, allèrent la chercher au château voisin de Carlepont, appartenant à M. l'évêque de Noyon, où elle était déposée. Le reliquaire est figuré sur la dite tombe au-dessus de la tête du dit abbé on y lit autour : « Dom Nicolas Sourney, abbé de la Valroy, puis abbé d'Ourscamp qui a obtenu la dite relique. »

Le dix-neuvième abbé de Clairvaux, Dom Etienne a son tombeau à Ourscamp, où il est mort. Il est placé sous l'arcade qui, du cloître, donne du jour et ouverture au dit chapitre. Sa figure est peinte en abbé, revêtu de ses habits pontificaux, car il fut créé archevêque en Angleterre par le pape, mais ses nonces, qui venaient lui en apprendre la nouvelle, le trouvèrent mort. Au bas de sa tombe, du côté du cloître, est écrit : *Hic jacet piæ memoriæ dominus Stephanus, quondam abbas Clarevallis, postea devotus monachus beatæ Mariæ Ursicampi. Orate pro eo.*»

Les religieux se lèvent à deux heures après minuit pour l'office. Ils se lèvent à six heures pour primes, vont chaque jour au chapitre ; au réfectoire en coulle, et à l'église rendre grâces à Dieu. Vêpres à quatre heures et complies à six heures.

Ourscamp conserve encore la salle des morts, elle mérite vraiment d'être conservée, puisqu'elle est très belle, grande, haute, longue, large, avec deux rangs de piliers délicats, six sur chaque rang qui

soutiennent la voûte, au-dessus de laquelle est un grenier. Cette salle sert de magasin. Derrière le rond-point et contiguement à l'église, il y a une chapelle bien voûtée, en état, plusieurs prie-Dieu, laquelle sert depuis longtemps de paroisse aux familiers d'Ourscamp. Le peuple pour y entrer passe de l'entrée de l'église à ce rond-point. On pourrait faire une entrée par le dehors.

Les Pères Chartreux du Mont-Renaud, distants d'une lieue, ayant été fort maltraités par les guerres du roi Henri II, et obligés de fuir, trouvèrent retraite à Ourscamp : ils occupèrent longtemps ladite salle des morts, dans laquelle ils s'ajustèrent et avaient pour lieu de prière la chapelle paroissiale susdite. Dans Ourscamp il y a plusieurs grandes cours et des jardins spacieux.

Dans la Bibliothèque j'ai tiré d'un manuscrit sur vélin ce qui suit : « *Epistola dni Philippi abbatis de Eleemosyna ad abbatem Hugonem de vita sancti Amandi.* » Dans un autre contenant des œuvres du vénérable Bede, on lit à la fin : « *Porta erat Romæ ferrea in qua hæc litteræ summam scriptæ fuerunt. P. P. P. S. S. S. R. R. R. F. F. F. quas nemo legere posset vel intelligere. Beda veniens Romam hoc modo quod in eis latebat aperuit — Pater patriæ perditus est ; salus secum sublata est ; ruit regnum Romæ ferro, flamma, fame — Quod audiens Senatus et omnis populus romanus dignum judicaverunt honore, et eum venerabilem censuerunt appellare.*

Ladite Chartreuse du Mont-Renaud, dite vulgairement la Chartreuse de Noyon, est propre et bien rangée (1). L'Eglise où le Père prieur Dom Ignace Bigé, aimable vieillard du diocèse d'Angers et visiteur dans son ordre, me fit remarquer deux chapelles dans la nef, qui chacune ont un tableau du peintre Jouvenet, qui sont excellents, l'un de Saint Pierre guérissant les malades, l'autre Sainte Anne ensei-

(1) Voir sur la Chartreuse du Mont-Renaud le travail publié par M. Malte-Brun, dans le t. V. du *Bulletin de la Société historique de Compiègne*.

gnant sa fille la Sainte-Vierge, Saint Joachim appuyé de chaque main sur les colonnes du dos de la chaise de son épouse, laquelle a en sa compagnie deux filles, dont l'une coud, et l'autre passe le fil dans l'aiguille. Ces tableaux sont admirables. Cette chartreuse a été fondée par le roi Saint Louis. Les sièges du chœur sont semés de fleurs de lys. Les cloîtres sont beaux, bien voûtés et vitrés. Le chapitre, la chapelle du prieur est au cloître, dans le préau, le père général ne voulant plus, par décence, que les chapelles des prieurs soient pratiquées dans leurs appartements. Le prieur me conduisit dans les cellules, qui sont fort propres, l'un des chartreux a une imprimerie en caractères de cuivre, dont il fait de beaux livres à l'usage de l'église : il a dans sa chambre l'histoire de Saint Bruno en une vingtaine d'estampes encadrées, dont chacune est estimée 300 liv. Les jardins sont grands, au-delà sont des bosquets, plus loin, toujours dans un clos, une vigne qui en fait le tour. Il me dit que le clos est si vaste qu'un cheval de poste n'en ferait pas le tour en une heure. Cette maison est sur une hauteur qui lui donne un bon air et des plus belles vues.

Ledit père prieur nous dit une chose remarquable sur la lettre *ad fratres de Monte Dei* attribuée longtemps à Saint Bernard, et enfin à Guigue, prieur général de la Grande Chartreuse de Grenoble par les bénédictins de la congrégation de Saint-Vanne dans la dernière édition de 1719 des ouvrages de Saint Bernard, savoir qu'il a vu lui même en la chartreuse du Mont-Dieu, ladite épître inscrite de Pierre de Celles : il était prieur de Saint-Remy de Reims, ou abbé. Cette maison a fondé le Mont-Dieu, ce qui peut être une raison à faire croire que le fondateur se croyait, dans cette qualité, autorisé à donner des avis aux religieux du Mont-Dieu. Mais probablement que cette épître n'aura été trouvée que récemment, car elle n'aurait point échappé aux recherches du père Mabillon : ses confrères qui, depuis sa mort, ont donné au public la dernière

édition de Saint-Bernard, ont cru inutile de chercher après lui, et les pères Chartreux, par modestie, ne disent rien, jusqu'à ce qu'on les consulte.

(Not. j'ai été depuis au Mont-Dieu, et le prieur m'a appris que celui du Mont-Renaud se trompait par l'erreur de Dom Ganneron, vicaire du Mont-Dieu et autres.)

De l'abbaye d'Ourscamp à la ville de Noyon il y a une lieue : faut passer la rivière d'Oise dans le bac et par le village de Pont-l'Evêque, que l'on a dit être le lieu qui a donné naissance à Calvin, lequel hérésiarque a donné et donne encore la mort à nombre d'âmes. La cathédrale est belle, le portail a son mérite. On voit la châsse de vermeil, faite en 1629, en dôme, longue, ornée de figures d'apôtres, de pierrieres, placée au-dessus du maître autel, dans une châsse de bois peint. Le chapitre est composé de chanoines, jouissant chacun, dit-on, de 1,500 liv. Ces messieurs cèdent la première année de leur revenu à l'ordre de Malte. Ce don est en exécution d'une convention faite entre le chapitre et l'ordre, par l'intervention de notre père Saint-Bernard. Je fus curieux d'en voir l'acte. A cette fin j'employai M. Martine, maire de la ville, et procureur fiscal de l'abbaye d'Ourscamp, lequel s'y porta de bonne grâce. Nous fûmes ensemble rendre visite au chanoine Richot (1) qui a du crédit dans le chapitre ; il proposa ma demande au chapitre. Je fus introduit dans leurs archives, on m'y fit assez vite la lecture du dit acte, dans lequel il est fait mention de Saint-Bernard, comme dit est et de son sceau ou de son seing, que je ne remarquai cependant pas. On m'en promit une copie. Le trône de M. l'Evêque est dans le sanctuaire, et assez éloigné du chœur, mais tout près du siège du chœur est un autre trône de bois blanchi et doré avec armoiries de la maison de Clermont-Tonnerre. On nous fit voir gracieusement le trésor des reliques saintes dont les reliquaires sont riches. Nous dinâmes à

(1) Richouftz.

l'Abbaye de Saint-Eloy, bénédictins de Saint-Maur. Elle est belle, beau portail de l'église, qui, dans sa construction, représente celle de leur maison de Molesmes. Il y a un autel à la Romaine, le chœur derrière ; magnifique salle, beaux jardins. J'y trouvai le P. Taillandier qui s'y reposait depuis plusieurs jours : il est de la communauté des Blancs-Manteaux de Paris, et y travaille à l'histoire de la Champagne avec les pères Le Vacher et Baussonet, auxquels nous avons donné dans Clairvaux, et envoyé depuis plusieurs monumens concernant notre maison et différentes familles de la province.

Je retournai à l'abbaye d'Ourscamp d'où je partis pour Compiègne, passant par le prieuré de la Joye Sainte-Claire (6) filiation de Citeaux, qui en est à quatre lieues, et à deux de Compiègne. Le prieur Dom Jaunon qui a succédé depuis deux ans à Dom Bourguay y travaille pour meubler la maison qu'il dit avoir trouvée dépouillée de vaisselle, de linge, de meubles, qu'il croyait hériter de son prédécesseur cellérier à Citeaux, mais que M. de Citeaux s'est emparé d'abord de 14,000 liv. et des livres qui faisaient une petite bibliothèque choisie : l'église est assez longue et propre, on y conserve au milieu du chœur le chef de Sainte-Claire, compagne de Sainte-Ursule, qui y fait une grande dévotion. Il y a dans le chœur quatre sièges de chaque côté et trois au dossier. Cloître à trois allées : ancien dortoir logeable, où le prieur a un appartement d'hiver. Il y a un bon portrait de Saint-Bernard dans un petit cadre doré ; aussi une petite bibliothèque, des chambres d'hôtes bien conditionnées en garniture toute neuve de lits, etc. Le bas consiste en une grande cour régulière, vestibule, chambre, salle, cuisine en bon état, meublés de tapisseries, tableaux, buffets, armoires, etc. La maison est bien placée en plaine, bien entretenue par la clôture en pierre. Il y a 3,000 fr. de revenu, parfois le double. La maladrerie voisine lui appartient, dit le prieur, c'est cependant l'hôpital de Sois-

(6) Sainte-Claire, commune de Berneuil-sur-Aisne, aujourd'hui habitation de M. Lagarde.

sons qui en jouit, mais il prétend faire valoir ses titres.

Pour aller dudit prieuré à cette ville, il faut passer au bas de Choisy la rivière de Hann (1), qui vient des Ardennes, dans le bacq.

Il y a dans Choisy une paroisse qui dépend des Bénédictins de Saint-Médard de Soissons, et un prieuré dépendant des Bénédictins anglais de Paris.

La rivière d'Oise qui passe à Compiègne y a un pont neuf, fort beau pour la longueur et la largeur, élévation et belle construction. L'hôtel de ville dans son dehors est beau. L'abbaye de Saint-Corneille, bénédictins de Saint-Maur, est à voir (2). Dans l'église dont le sanctuaire est fort élevé, les voûtes des côtés sont basses ; il y a des galeries au-dessus tout autour : il y a un rond-point. Cette maison est ancienne, du temps du roi Charles-le-Chauve. Dans le sanctuaire, à droite et à gauche, au-dessus du maître autel, ils gardent les saintes reliques, savoir : le Saint-Suaire de N. S. ; une croix d'or, pleine du bois de la vraie croix, une vraie partie de la sainte éponge, quatre épines de la couronne de N.-S. ; la pointe d'un des clous dont ses mains et ses pieds saints furent percés, le voile de Notre-Dame, de ses cheveux, de sa chemise, de ses vêtements ; le chef de Saint-Jacques le Mineur, le corps de Saint-Corneille, pape et martyr — de Saint-Cyprien, martyr, archevêque de Carthage ; ils sont patrons de l'église — des S. S. Pantaléon, Hermès, Spérat, martyrs d'Afrique, Balsame ; les bras des S. S. Philippe, apôtre, Corneille, pape et martyr, qui est en un reliquaire à part ; Leu, archevêque de Sens ; du bois de la crèche de N.-S., un ossement de Saint-Simon, apôtre, deux des S. S. Jacques et Philippe, apôtres ; de Saint Mathieu, apôtre, un ossement de Saint Simon, apôtre, de Saint Blaise ; une côte de Sainte Marguerite, vierge

(1) Aisne.

(2) Voir pour la description des différents monuments de l'abbaye et des reliques, les publications indiquées dans la *Bibliographie compiegnoise* du comte de Morsy sous les nos 138 à 145.

et martyr ; une épaule de Saint Gilles, abbé ; un ossement des saints-Algise, évêque de Clermont ; Agnès, Barbe, vierges et martyres ; Laurent, Vincent, Anastase, martyrs ; Wast d'Arras ; Georges, martyr, un bras des Saints-Innocents. Le chef d'une des compagnes de Sainte-Ursule ; un ossement de Sainte-Madeleine, de Saint-Marcel, pape et martyr ; la tasse de Saint-Thomas de Cantorbery, en bois de tamaris ; un petit coffret d'ébène où sont enfermés des ossements de Saint-Benoît, de Saint-Blaise, de Saint-Gery, évêques de Cambrai, de Saint-Humbert, premier abbé de Marolles ; onze dents de onze apôtres ; une de Saint-Christofle, martyr, une de Saint-Eloy, évêque de Noyon et un de ses os.

Le monastère de Saint-Corneille fût bâti par Charles-le-Chauve en 877. La première fondation fut de chanoines séculiers chassés par le roi Louis VII en 1150, au lieu desquels il mit des Bénédictins.

Ils ont dans leur trésor un cornet dont on se servait jadis pour appeler les fidèles à l'église. Un texte d'évangile en grec sur vélin. Une belle bibliothèque. Ils ont dans l'usage de donner dans une coupe du vin aux jeunes religieux pour ablution chaque jour de communion.

Les Pères minimes ont une assez jolie bibliothèque. Ils ont le plus grand soin de leurs livres.

L'église des Pères Cordeliers est assez propre, ils sont sept à huit. La clef de la bibliothèque ne s'est pas retrouvée : ils disent que c'est peu de chose. Dans une allée du cloître est suspendue aux lambris, une grande côte de baleine. Dans une autre allée du cloître, beaucoup plus large, comme une salle de palais, il y a à un bout une chaire de pierre où ils disent qu'on a prêché la controverse.

Les Pères Jacobins occupent une maison délabrée ; le prieur, docteur de Paris, est de beaucoup d'esprit et de civilité.

La fondation de Saint-Nicolas-du-Pont, qui est l'Hôtel-Dieu, est de 1260, par Saint Louis, qui y mit des religieux et religieuses de Saint-Augustin : et d'autres disent par le grand-père de Saint-Louis.

Il y a vingt-quatre religieuses : elles ont un chœur et y font le service divin : elles ont des sœurs converses, qui font comme elles les trois vœux. Elles ont le privilège d'élection de la supérieure ; une salle pour les hommes et une pour les femmes.

Il y a deux paroisses, de Saint-Jacques et de Saint-Antoine. Le sieur Duflos chez qui je logeais, a chez lui le portrait du père Jacobin son parent, lequel a construit le pont Royal à Paris.

Les Pères Capucins ont leur jardin et leur terrasse sur la rivière d'Oise. La clef de la bibliothèque ne s'est pas trouvée en l'absence du père qui quêtait.

Le château royal est fort beau pour sa situation, les appartements, les meubles, les jardins. On parle de la forêt de Compiègne que l'on dit qui est à voir.

De Compiègne, Dom Guyton s'en vint à l'abbaye d'Igny au diocèse de Reims, en passant par celle de Braine.

LA RUE SAINT-ACCROUPY⁽¹⁾

PAR MONSIEUR LÉCOT

ÉVÊQUE DE DIJON, MEMBRE HONORAIRE.

L'histoire locale est pleine d'obscurités que les recherches les plus patientes ne parviendront pas à dissiper. Mais, parmi tous les points d'interrogation qui se posent, avec leur physionomie provoquante, sous le regard de l'archéologue ou de l'historien, il en est de particulièrement désagréables.

Quand il s'agit de défis portés à la science par des monuments disparus, par des ruines enfouies sous le sol, ou par des documents perdus dont la trace se devine à peine, on pousse un soupir de regret, on constate la presque impossibilité de résoudre le problème, et on passe.

Mais quand le point d'interrogation se pose au coin d'une rue qu'on traverse tous les jours ; quand il s'étale, en traits majuscules, de l'azur le plus napolitain, sur une plaque officielle, et déclare qu'il est là pour être vu, pour attirer les regards et fixer l'attention, je ne connais rien d'agaçant comme un pareil défi. C'est à se jeter, tête baissée, dans les labeurs les plus ingrats, dans les recherches les plus obstinées, dans les aventures les plus périlleuses du furetage historique, pour avoir raison d'une si impertinente provocation. Je comprendrais toutes les extrémités du désespoir, si cet état violent durait, ou venait à disparaître autrement que par un triomphe.

Ce défi, c'est au coin d'une de nos plus belles et plus larges rues que je le vois porté, à l'état permanent, par une désignation traditionnelle ; et, depuis cinq ans, je trépigne, presque chaque jour, à la ren-

(1) Lecture faite à la séance de novembre 1877.

contre assurée de cet écriteau municipal, qui me demande, à moi, citoyen de cette ville, membre de la Société historique et prêtre, si je pourrais bien avoir découvert quel est le personnage désigné dans le nom de la rue *Saint-Accroupy*.

Jusqu'ici, je n'avais pu que baisser les yeux dans la confusion d'une ignorance, restée entière après bien des recherches. Mais aujourd'hui, je me crois, Messieurs, en possession d'une triomphante réponse : **puissé-je trouver**, dans vos suffrages convaincus, l'assurance que je ne me suis pas mépris, et que désormais, l'histoire locale comptera un mystère de moins dans ses annales.

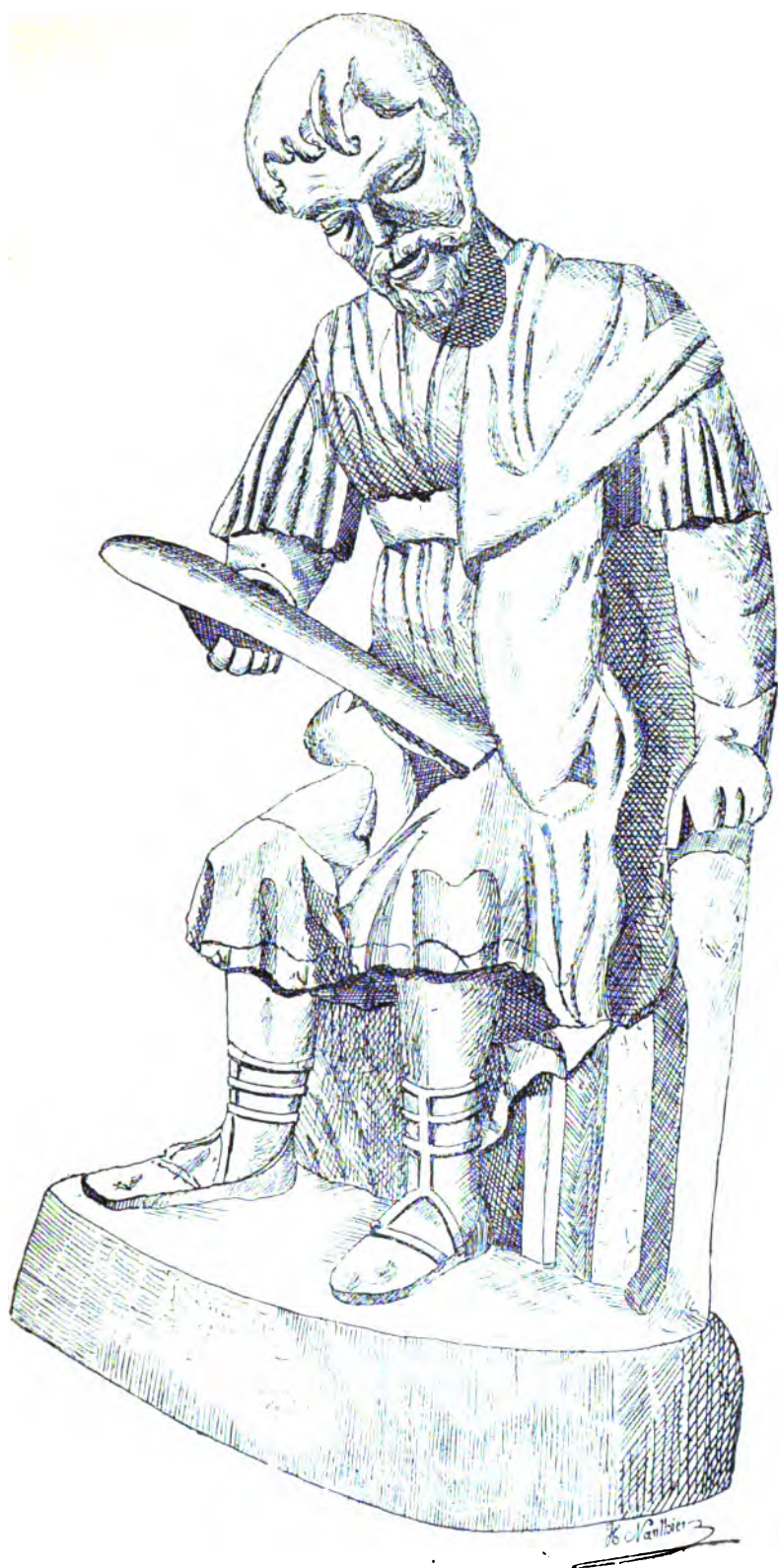
Dix questions, toutes très-dignes d'intérêt, se poseraient en même temps, à propos de la rue Saint-Accroupy, si j'avais le loisir et la volonté de les traiter. Il serait curieux de rechercher à quelle époque précise ce nom, ou plutôt ce surnom de saint, fut donné à une rue et à un faubourg de Compiègne ; comment le souvenir de ce personnage mystérieux vint se mêler à l'histoire et à la topographie locales ; si le saint désigné par le nom bizarre d'Accroupy, était ou non l'objet d'un culte ; s'il y eut jamais, au-delà des remparts, dans la plaine qui s'étendait entre la ville et la forêt, un autre signe de dévotion en l'honneur de ce saint, que la statuette assez informe dont est ornée une maison de cette rue (1), etc., etc.

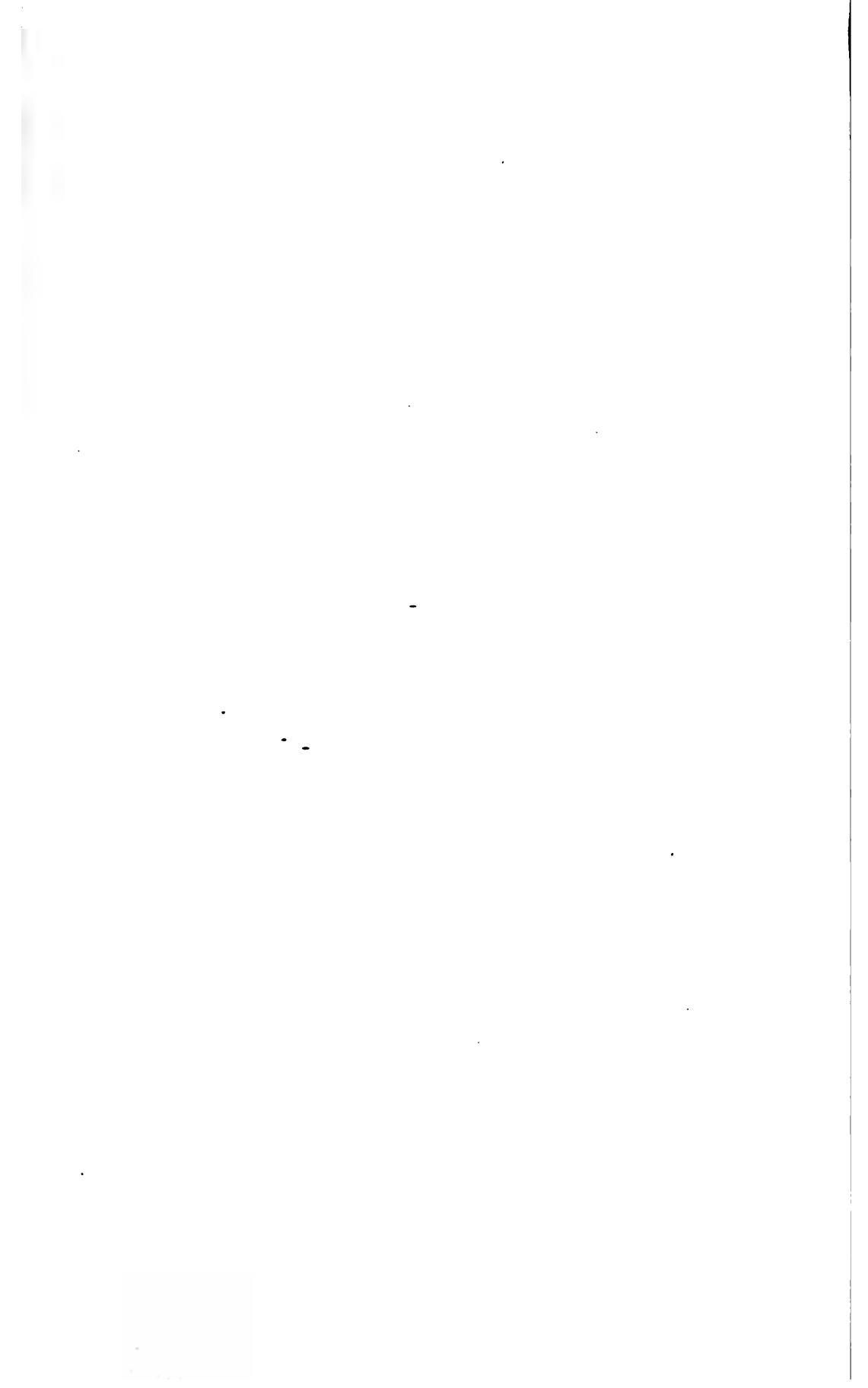
Dans son intéressant travail sur les rues, hôtels et quartiers anciens de la ville de Compiègne (2), M. Aubrelisque déclare qu'il n'a rien trouvé, à part la statuette, qui puisse indiquer l'origine du nom, d'ailleurs *récent*, de *rue et faubourg Saint-Accroupy*.

Pour moi, je n'ai en vue, dans ce premier travail,

(1) D'un examen fait avec soin depuis la lecture de cette note il résulte que la statuette en pierre tendre, haute de 0^m 55 c. placée dans une niche sur le pignon de la maison qui fait l'angle de la grande et de la petite rue Saint-Accroupy, et dont nous donnons ici le dessin, représente un personnage, assis, drapé à la romaine, la tête nue, déroulant un phylactère. Est-ce un fragment d'un retable provenant d'une église des environs ? Cette figure ne paraît pas remonter au delà du commencement du XVIII^e siècle.

(2) Aubrelisque, Rues, hôtels et quartiers anciens de la ville de Compiègne, *Bull. de la Soc. hist. de Comp.* T. I.





que la recherche de l'identité du personnage désigné par le nom de Saint-Accroupy. Plus tard, peut-être, pourrai-je donner à ce petit coin du territoire compiégnois un peu plus de mes rares loisirs, et jeter sur toutes ces questions pleines d'intérêt un jour un peu plus brillant.

Puisqu'il s'agissait d'un nom de saint, mes premières recherches devaient nécessairement se diriger vers les tables hagiographiques les plus renommées et les plus complètes. Si ces tables eussent renfermé le nom de Saint-Accroupy, le problème était résolu ; il n'y avait qu'à interroger les biographies du saint, faciles à trouver, et les amateurs d'histoire locale étaient édifiés, au moins sur la nature, sur l'âge, sur la vie du personnage donné comme patron à un vaste quartier de la ville.

Mais hélas ! pas de nom de ce genre dans les dictionnaires hagiographiques, dans les tables de Vies de Saints les plus complètes. Il y avait bien la table des Bollandistes, qui résume à elle seule tous les documents épars des collections les plus diverses. Mais les Vies de Bollandus sont écrites en langue latine, et les noms des saints français ne s'y trouvent que traduits dans cette langue.

Vingt fois je cherchai à reconnaître, dans les traductions les plus hardies, le nom du saint dont j'aurais voulu pouvoir retrouver la physionomie ; mais aucune de mes tentatives ne réussit, et quelque effort que je fisse pour transformer en maints synonymes de la langue de Cicéron le nom d'accroupy, ni Bollandus, ni ses savants continuateurs ne répondaient à mes appels par le moindre écho satisfaisant.

Un jour, un savant religieux dominicain venait me demander une hospitalité de quelques heures. Nous traversions ensemble la rue Saint-Accroupy, et, comme toujours, je me plaisais à attirer l'attention de mon compagnon de promenade sur l'originalité de ce nom, absolument inédit pour moi, ailleurs qu'à Compiègne.

« Mais ce nom est connu dans le Poitou, me répondit le vénérable moine ; et, il y a peu de jours

encore, j'ai entendu mentionner à Poitiers la mémoire de Saint-Accroupy. »

Cette révélation fut pour moi comme l'annonce d'une grande victoire, comme la nouvelle d'un magnifique succès, comme l'heureux dénouement d'une crise longtemps endurée. Je n'en sus pas davantage ce jour-là, mais je savais que le problème était soluble, que le mystère pouvait voir dissiper ses ténèbres, et qu'il me suffirait pour cela de recourir aux lumières de mes confrères du Poitou : j'étais sauvé ! je rayonnais de bonheur !

Je n'eus même pas besoin de recourir aux hagiographes poitevins pour trouver les renseignements les plus incontestables sur le saint, objet de mes recherches si longtemps sans effet.

C'est dans le magnifique ouvrage du Père Cahier sur les *Caractéristiques des saints* que je devais voir, en août dernier, se dissiper toutes les obscurités, et s'éclaircir tous mes doutes sur l'identité du personnage désigné par le nom de Saint-Accroupy. Je lisais, en effet, à la page 799 : *Acropy* (en Poitou), *Atropy* ? *Agropy* ; pour *Eutropius de Saintes*.

Le voile était levé, le bandeau était tombé de mes yeux ; saint Accroupy n'était autre que le grand apôtre de la Saintonge et du Poitou, saint Eutrope.

J'avais toujours eu en vénération la grande science du Père Cahier ; à partir de ce jour, l'illustre jésuite devenait pour moi un révélateur incomparable : lui seul, parmi tous les hagiographes anciens et modernes, avait recueilli le nom de saint Acropy !

Cette synonymie d'Acropy et d'Eutrope si incontestablement établie par les traditions de la langue populaire du Poitou, deux questions se posent d'elles-mêmes et appellent une solution, d'ailleurs facile.

Est-il possible que la mémoire de l'apôtre de Saintes ait été en vénération dans une ville si éloignée du théâtre de ses travaux ? Et comment expliquer cette déformation si singulière du nom d'Eutrope, connu et vénéré du monde entier ?

Comment la mémoire de l'apôtre de Saintes est-elle parvenue dans une ville si éloignée du théâtre

de ses travaux ? C'est la question qui pourrait se poser pour des milliers de saints, honorés à des distances bien autrement grandes du lieu de leurs travaux et de leur mort.

La renommée des saints franchit vite des contrées entières : quelques années suffisent pour faire connaître, d'une extrémité du monde à l'autre, les quarante martyrs du Japon, Benoît Labre et ses austérités, le curé d'Ars et sa vie séraphique, Philomène la martyre des premiers âges du christianisme, révélée seulement au commencement de ce siècle, par la découverte de son cadavre au grand ossuaire des catacombes, et devenue, en moins d'un demi-siècle, l'objet de la vénération du monde.

Si la renommée du saint s'appuie, surtout, sur des travaux d'apôtre et des tourments de martyr, si surtout elle s'accompagne de quelque relique apportée du théâtre de sa vie ou arrachée à son tombeau, il n'est plus, dans ce cas, de distance que ne puisse franchir son culte, et la patrie du saint est partout où sont quelques lambeaux de ses vêtements, quelques ossements de son corps, quelques souvenirs éclatants de sa vie.

Saint Eutrope peut être connu et vénéré à Compiègne comme y était connu saint Clément, comme y étaient honorés saint Corneille et tant d'autres. Et ce qu'il y a de plus merveilleux à constater, c'est que Compiègne ne fut pas la seule ville de cette contrée qui conserva le souvenir de ce glorieux missionnaire des Gaules. A Noyon, en effet, ce n'est pas une vague tradition que gardent de ce saint les annales religieuses ; ce n'est pas seulement un nom de rue, ou une statuette qui conservent sa mémoire ; mais un portail de la vieille cathédrale porte son nom, et une statue d'une très vénérable antiquité arrête les regards du fidèle qui pénètre dans le monument religieux par la sombre porte romane du sud.

Si saint Eutrope a été vénéré au moyen âge, dans la ville épiscopale et sans doute dans le diocèse de Noyon, il n'est pas extraordinaire que son nom ait

été en honneur, et son souvenir conservé à Compiègne (1).

Mais comment expliquer la transformation si étrange du nom d'Eutrope en celui d'Acropy ou Accroupy?

Peut-être par une simple déformation du nom ; peut-être et plus vraisemblablement par un surnom donné au saint en raison des circonstances les plus émouvantes de sa vie de martyr.

D'après le Père Cahier, Saint-Eutrope se verrait appelé en divers pays Atropy, nom fort peu éloigné d'Eutropius ; or d'Atropy à Acropy la distance est à peine sensible, et comme Acropy est si près d'une appellation qui présentait un sens précis à l'esprit de nos populations picardes, rien de bien étrange à ce qu'on soit arrivé ainsi à Saint-Accroupy.

Mais, plus vraisemblablement le nom d'Accroupy, est la désignation du genre de martyre qu'a enduré le saint solitaire.

Elevé en compagnie des apôtres, Eutrope vint à Rome sous le pape saint Clément ; ordonné prêtre et sacré évêque, il partit vers ces champs de la Gaule où se devait faire pendant trois siècles une telle moisson de martyrs.

A deux reprises il alla se fixer à Saintes, tandis que Denys se fixait à Paris, Lucien à Beauvais, Rieul à Senlis, etc. Là, il fit des prodiges de zèle, de vertu et de talent, pour amener à la foi une population idolâtre et encore à demi barbare. Mais ses succès même devaient faire sa perte.

La fille du gouverneur de la ville émue de ses prédications éloquentes, se convertit et fait vœu de virginité. Le père apprend cette nouvelle et menace de son courroux l'homme de Dieu.

Eutrope, informé qu'on en veut à sa vie, se retire dans une caverne abandonnée, au dehors de la ville et vit quelque temps, caché dans cet antre.

(1) Saint Eutrope était particulièrement invoqué en faveur des suppliciés, la rue Saint-Accroupy se trouvant dans la direction de *la Justice* où étaient des fourches patibulaires, serait-ce pour ce motif que l'on aurait placé son image sur leur passage, afin de leur permettre d'adresser une dernière supplication au martyr de Saintes ?

Ce fut là, cependant, que le découvrirent les bourreaux, qui le lapidèrent, l'attachèrent à un arbre pour le frapper à l'aide de cordes épaisses et de fouets plombés, jusqu'à ce qu'un soldat, plus cruel ou plus clément, je ne sais lequel dire, lui fendit la tête d'un coup de hache.

Les traditions de Saintonge représentent comme très basse et très étroite la caverne où se réfugia Eutrope pour échapper aux recherches de ses bourreaux. De là l'usage de le représenter, comme dans la statuette de Compiègne, affaissé sur lui-même, les jambes ployées et le corps ramassé, dans l'attitude qui justifie le plus naturellement du monde le surnom de Saint-Accroupy.

Tels sont, Messieurs, les renseignements que j'ai pu recueillir sur l'une de ces petites questions d'histoire locale auxquelles vous voulez bien ne pas refuser votre intérêt. Je serais heureux si je pouvais bientôt compléter cette ébauche, en élucidant les questions de chronologie et de topographie locales, qui nous diraient les transformations de la rue et ses noms successifs aux diverses époques de notre histoire (1).

(1) Je dois ajouter, pour compléter ces notes, que Saint-Eutrope est honoré d'un culte particulier dans le Vexin. A Chaumont, par exemple, une chapelle élevée en l'honneur du Saint, à 1,500 mètres de la ville, est le lieu d'un pèlerinage annuel très fréquenté.

LA COMTESSE MAHAUT D'ARTOIS

ET

LES PICARDS

Par le Comte de MARSY, membre titulaire.

J'aurais aimé à vous parler longuement de Mahaut, comtesse d'Artois et de Bourgogne (1302-1329), que l'un de nos correspondants M. Richard vient de faire revivre dans un livre qui joint au mérite de sérieuses recherches un charme tout particulier (1). Malheureusement bien que la veuve d'Othon ait, depuis la mort de son mari (1302), passé sa vie en grande partie en Artois, d'où elle allait au moins chaque année à Paris, et de là parfois en Bourgogne, qu'elle ait habité souvent Conflans, Pontoise et Maubuisson où reposait son père, qu'elle soit venue à plusieurs reprises à Reims, nous ne voyons pas de traces de son séjour ou même de son passage à Compiègne (2). Mais, qu'elle partit de Bapaume ou d'Hesdin elle ne passait pas loin de nous ; ses divers itinéraires nous la montrent, tantôt allant de Paris à Louvres, Senlis, Pont-Sainte-Maxence, Ressons, Eclusier et Bapaume ; tantôt, suivant, de Paris à Hesdin, la route par Saint-Denis, Luzarches, Creil, Paillart, Sains, Amiens, Villers-Bocage, Doullens ou Vaux. Bernaville et Hesdin.

(1) Une petite nièce de Saint-Louis, Mahaut, comtesse d'Artois et de Bourgogne, par M. Jules-Marie Richard, Paris, Champion, 1887, in-8°.

(2) Il n'en avait pas été de même de son mari, car nous voyons dans la facture d'un manteau de drap *pers encre* payée après sa mort, qu'une somme de 4 s. 4 d. était réclamée par le drapier parisien Jean de Tremblay pour l'avoir apporté de Paris à Compiègne.

Les routes de cette époque n'étaient pas aussi mauvaises qu'on le pourrait supposer et étaient en partie, remarquons-le, d'anciennes voies romaines ; car la comtesse, qui voyageait tantôt à cheval, tantôt en litière et quelquefois en chariot non suspendu, suivie de bagages, de provisions et de nombreux serviteurs. ne mettait que trois ou quatre jours, en toute saison pour aller de Paris à Arras.

Elle avait dû rencontrer à Pont un vétérinaire doué de talents spéciaux que ne justifiaient que trop les accidents presque quotidiens qui y arrivaient, car elle fait mander un jour à Vaux-sous-Laon, *Jeannot le Maréchal*, de Pont, pour soigner ses chevaux.

Parmi les serviteurs de son époux auxquels elle donne des rentes figure *Jeanne* de Compiègne, veuve de Jean, jadis *oublier* (pâtissier) de Monseigneur d'Artois.

Marote de Compiègne était, à la même époque (1302), la femme d'un enlumineur parisien *Maciot* ou *Maissiot*, fort en faveur auprès du comte et de la comtesse, car, par acte du 7 octobre 1302, ils donnent à Maciot et à Marote, pour en jouir leur vie durant, la maison où ils demeuraient à Paris contre le cimetière de la Madeleine.

Il ne nous sera sans doute jamais possible de reconstituer la généalogie de cette famille et d'établir quel était son vrai nom. Cependant, ajoutons que Marote, ou Marotain, comme on l'appelle ailleurs, *femme Maissiot l'enlumineur*, avait une sœur, Jeanne de Compiègne, qui était quelque peu marchande à la toilette et vendait en 1301 à la comtesse des fourrures d'hermine, dont elle donnait quittance sous le sceau de son beau-frère « pour çou que jou n'avoie point de propre seel ».

Après avoir cité le nom de l'enlumineur Massiot, rappelons celui de Gilles de Rosoy. (de Roseto), originaire du diocèse de Soissons, chanoine de Saint-Etienne-des-Grès à Paris, qui vendait en 1325 à Mahaut une bible sur parchemin en deux volumes, reliée en cuir rouge, pour 15 francs.

Mentionnons encore, parmi les extraits des comptes de Mahaut, le don d'une crosse et d'une bague destinées à *Jehan de Marigny*, nouvel évêque de Beauvais en 1313, et vendues par Renaud le Bourgeois, orfèvre parisien, l'un des fournisseurs attitrés de la comtesse. « Pour une croce donnée al éveske de Biauvais cent diz livres et pour une esmeraude donnée audit éveske diz livres. »

Le soin avec lequel on revendique aujourd'hui les noms des artistes du moyen âge, le plus souvent à défaut de leurs œuvres, nous fera citer encore :

Jean de Laigny, peintre de Saint-Quentin, appelé en 1324 à Bapaume sur l'ordre de la comtesse pour exécuter l'autel du château dont le marché nous a été conservé.

Maître *Raoul de Senlis*, peintre parisien, appelé en 1310 à l'abbaye de Maubuisson pour peindre la chapelle fondée par Mahaut en mémoire de son père, travail qui fut payé XXI liv. 12 s.

Pierre de Beauvais, orfèvre, *Pierre et Estienne de Noyon*, tous deux maîtres maçons employés, le premier en 1295 et le second en 1299, aux travaux du château d'Hesdin.

Enfin, *Guillaume Larchier*, imagier abbevillois, dont les sculptures sont décrites dans plusieurs contrats.

Avant de terminer ces indications, je tiens à signaler tout l'intérêt qu'offre le livre de M. Richard au point de vue des détails de la vie au commencement du XIV^e siècle. Sur les vingt-quatre chapitres qu'il renferme, quatre sont consacrés à l'histoire générale, quatorze aux mœurs et usages et six aux arts. Ceux qui concernent la cuisine et la table, les médecins et les médicaments, les voyages et la vénerie, méritent d'être signalés tout particulièrement, ainsi que celui qui est relatif à l'*Ecurie* et qui contient de très curieux détails sur l'origine des races boulonnaises et sur la valeur des chevaux à cette époque.

LE ROY D'YVETOT

AU

BAILLIAGE DE SENLIS

PAR

M. le Chanoine EUGÈNE SAUVAGE, membre correspondant.

A la fin du xv^e siècle le *véritable roi d'Yvetot* (A) était *Pierre Chenu*, vulgairement dit *Pérot*, par une abréviation familière de son prénom. Ses relations avec la Picardie ne se bornent pas uniquement à la possession de la terre dont nous parlerons tout à l'heure; il fut aussi capitaine de Péronne (B), mais avant de porter le sceptre.

De tous les princes qui montèrent sur son trône pacifique, Pérot Chenu est à coup sûr celui qui rappelle le mieux le type traditionnel.

Bien qu'ayant eu l'honneur de figurer à l'entrée triomphale de Charles VIII à Paris, portant comme

(A) En 1499, il y avait deux rois d'Yvetot : Pérot Chenu et son beau-père, Jehan Baucher, qui conserva jusqu'à sa mort (16 juillet 1500) le titre qu'il avait pris à l'occasion de son mariage avec Clémence de Dresnay, reine douairière d'Yvetot comme veuve de Guillaume Chenu et tutrice de ses enfants Jacques, Pérot, Jehan, etc.

Les Chenu avaient acheté la terre d'Yvetot en 1439 et ils la possédèrent jusqu'en 1532, où elle passa aux Du Bellay par le mariage de Martin Du Bellay avec Isabeau Chenu, héritière de sa famille.

Pérot, qui avait succédé à son frère Jacques vers le milieu de l'année 1498, ne régna guère que deux ans; il mourut en 1500, vers la fin de l'année.

(B) De Courcelles, *Dictionn. de la noblesse*.

P. Chenu ne figure pas sur la liste donnée par l'abbé P. de Cagny dans son *Histoire de Péronne* (2^e éd. T. I. p. 128), mais cette liste qui ne comprend que cinq noms s'arrête à 1418.

le roi de France la couronne royale en tête et faisant « pures et franchises aumosnes comme à Roy et prince appartient (C), » il savait se montrer bon sire ; voire même, si l'on en croit les renseignements recueillis par l'historien de la Principauté, il oubliait « dit-on, » volontiers sa grandeur, « et plus d'une fois on le vit, le verre en main, faisant raison à ses vassaux « et buvant avec eux (D). » C'est ce qui ressort notamment de l'enquête faite après sa mort, enquête qui laisse entrevoir certains embarras financiers dans la succession du feu roi.

C'est qu'en effet, non seulement ce monarque débonnaire s'était montré assez peu soucieux de la dignité royale pour fiancer son fils aîné, Jehan Chenu, l'héritier du royaume, à Marion Courault, fille d'un procureur dont il avait fait son bailli (E), mais il distribuait ses terres à ses parents avec la même insouciance qu'il jetait sa menue monnaie au bon peuple de Paris.

C'est à une de ces largesses que se rapporte l'acte suivant trouvé par M. Beaucousin au Palais de Justice de Rouen, dans les registres du Tabellionage, et jusqu'à ce jour inédit.

Nous le donnons sans autre commentaire que quelques notes explicatives.

« Du ^{xxi}^e jour de janvier m. cccc. m^{xxx} et dix-neuf (1).

« Noble et puissant Seigneur Perot Chenu, Roy d'Yvetot, Seigneur d'Ecales-Alix (2), Mauconduit (3), le Plessis-Rougebec (4), Putilles (5) et Montereau (6) ; lequel, par la bonne amour

(C) Arrêt du Parlem. de Norm. du 13 novembre 1503.

(D) A. Beaucousin, *Hist. de la Principauté d'Yvetot*, p. 120.

(E) id. pages 121-122.

(1) 1499 vieux style, par conséquent 1500.

(2) Ecales-Alix, cant. de Pavilly, arr. de Rouen ; mais assez près d'Yvetot. La seigneurie de cette paroisse appartenait longtemps aux Chenu dont les armes s'y voyaient dans les vitraux de l'église.

(3) Fief situé à Bliquetuit et Guerbaville, cant. de Caudebec-en-Caux, arr. d'Yvetot ; mais sur la rive gauche de la Seine.

(4) Ce fief et les suivants étaient situés en Anjou, dont les Chenu étaient originaires.

(5) On lit ailleurs Putelles.

(6) Pérot est ainsi qualifié : seigneur de Rignon et de Semilly.

qu'il avoit à noble homme Jehan Chenu, Seigneur de Morcha-
non (7), homme d'armes en la compagnie de M. le maréchal
de Gye, de son bon gré [et] volonté, donne, quitte et delaisse à
fin de héritage aud. Jehan Chenu, present, c'est assavoir : une
pièce de terre contenant un arpent, ainsi edifiée qu'elle est, assise
en la paroisse de Fresneau (8), en bailliage de Senlis, bornée
d'un costé à la voirie, d'autre costé Marquet le Clore, d'un bout
la voirie tendant aud. lieu de Fresneau à Sens (9), et d'autre bout
aud. Jehan Chenu. A la charge des rentes seigneuriales, droicts
et devoirs seigneuriaux seulz qui deubz en sont. Ce don fait
pour les causes dessus dictes (10) ; dont led. donneur s'oblige.....
Présens : Maître Guillaume Houël (11), prestre, curé de St-
Cler (12), et Adam le Houché. »

(7) Peut être pour Morganon. Jehan Chenu est aussi qualifié : seigneur
de Saint-Aignan-sur-Ry.

Il semblerait que sa mère le destinait à l'église car il fut présenté par
elle à la cure d'Yvetot en avril 1466, bien qu'il n'eut encore que treize
ans. Cette nomination fut du reste retirée au bout de neuf ou dix jours,
et Jehan Chenu fut remplacé par Pierre Chenu, son cousin, clerc du
diocèse d'Angers.

(8) Aujourd'hui Fresneaux-Montchevreuil, cant. de Méru, arr. de
Beauvais.

(9) Il faut évidemment lire *Senos* (aujourd'hui Sënots, cant. de Chau-
mont) Le tabellion normand, pour lequel ce petit village était sans doute
inconnu, n'a pas regardé d'assez près.

(10) Et peut être pour d'autres causes qu'on ne voulait point exprimer.

Jehan venait de prendre chez lui ses deux neveux Jehan et Régnier,
fils et héritiers de Pérot, sous prétexte de pourvoir à leur éducation, mais
en réalité pour les soustraire au procureur Robert Courault, bailli
d'Yvetot, envers lequel Pérot Chenu s'était imprudemment engagé par
acte authentique.

(11) Guillaume Houel appartenait à une honorable famille originaire
d'Yvetot (d'après M. A. Beaucousin), mais dont la plupart des membres
habitaient Caudebec-en-Caux.

En 1466, tandis que Clémence de Dresnay présentait à la cure
d'Yvetot Jehan, puis Pierre Chenu, le duc de Normandie y avait nommé
Jehan Houel, contrairement aux privilèges que s'attribuait la reine
douairière et qui furent reconnus.

A Caudebec nous trouvons : Roger Houel, prêtre, en 1411, mort avant
1440 ; Robert Houel, prêtre, en 1456 ; enfin Jehan Houel (qui pourrait
bien être le précédent), prêtre et curé du Tronc près le Neuxbourg, quoique
demeurant à Caudebec, en 1498.

(12) Aujourd'hui Saint-Clair-sur-les-Monts, paroisse voisine d'Yvetot,
et qui, avec cette ville et Sainte-Marie-de-Champs, constituait à peu près
le royaume tout entier, dont les deux paroisses partageaient les exemp-
tions et privilèges.

LES COMPIÉGNOIS

A LA FÊTE DES TRENTE-ET-UN ROIS

à TOURNAI en 1331.

Par M. le Comte de MARSY, membre titulaire.

A l'une des dernières séances de la Société (1), notre confrère M. Méresse a communiqué une demande de renseignements qui lui avait été adressée par M. Hellot, de Rouen, au sujet de la présence à Rouen de bourgeois de Compiègne à des joutes données, sous Philippe-le-Bel, dans la capitale de la Normandie.

M. Hellot, qui a recueilli dans un manuscrit de la bibliothèque de Rouen les détails relatifs à ces fêtes et en a déjà fait, par l'entremise de M. Léopold Delisle une communication à la Société de l'Histoire de Paris (V. *Bull.* 1882, p. 26-27), signale les noms des Compiégnois qui ont pris part à ces fêtes, Cordelier Poulet et Simon de Saint-Omer.

M. Méresse a pu réunir des renseignements sur ces deux personnages et a rappelé en même temps les documents qui mentionnent divers membres de la famille Poulet, ou Pouillet, dont un fut condamné pour crime de haute trahison.

Je croyais que la présence de Compiégnois à des fêtes de ce genre n'était pas un fait isolé au quatorzième siècle, et j'avais promis de faire des recherches à ce sujet. Voici le résultat des premières :

La présence des Compiégnois aux fêtes des Trente-

(1) Séance du 16 mars 1882. Voir tome VI. p. 300.
Note lue à la séance du 25 mai 1882.

et-un Rois de Tournai, en 1331, est rappelée par un manuscrit publié pour la première fois en 1846, par Madame Clément Hémery, dans son *Histoire des Fêtes civiles et religieuses de la Belgique et de la France* (p. 97), et dont il y a quelques années, M. Victor Bouton a donné une reproduction en fac-simile, tirée à un petit nombre d'exemplaires (1).

La fête des Trente-et-un Rois devait son nom à trente-et-un bourgeois riches de Tournai qui, en 1336, s'étaient formés en compagnie, en prenant des noms tirés des romans de chevalerie, et annoncèrent pour l'année suivante une grande fête comprenant joute à pied et à cheval, concours d'arc et d'arbalète, etc. Les jouteurs étrangers y vinrent au nombre de cent seize et parmi eux, figuraient des représentants de Paris, de Senlis, de Saint-Quentin, de Compiègne, d'Amiens, de Doullens, etc.

Les uns avec bannières, les autres sans et plusieurs accompagnés de leurs manants.

Le manuscrit analysé par Mme Clément Hémery nous donne leurs noms et nous voyons pour Compiègne figurer sept courants avec trois bannières.

Parmi eux nous retrouvons, à côté du nom bien connu de Lescrivent (ou Lescrivain), celui de Cordelier Poulet, mentionné dans le tournoi de Rouen.

Voici du reste le passage :

« Jacques Lescrivent jouta contre Jacques Mouton,
« fils de Gillion roi Bauch-Bevenicq. Ils coururent
« avec tant de vélocité que leurs chevaux furent
« tués du choc.

« Cordelier Poulet jouta contre Jehan Thiebegod,
« roi Caradebindas, ou Cardos-Bribas. Son manant
« jouta avec le même roi.

« Jehan Picquepain et ses manants joutèrent
« contre Jehan Warisson, roi Lach-Rochelisse.

« Jehan Murs et ses manants joutèrent contre Jehan
« li-Muisis, roi Vryon.

« Piurart de Serembaix et son manant joutèrent

(1) Il y a une copie de ce manuscrit à la Bibl. de Cambrai, n° 775.

« contre Jehan Gargate, roi Sitor de la Rouge-Montagne. »

Cette fête, célébrée au moment de la maladie de Philippe de Valois et à la suite de défenses réitérées, fut considérée comme une manifestation hostile à la France et un arrêt du Parlement de Paris rendu, sous un prétexte futile, dit Madame Clément Hémery, à laquelle nous laissons la responsabilité de cette assertion, priva la ville de Tournai de son droit de commune qui ne lui fut rendu qu'en 1332.

La joute était un *véritable tournoi*, donné dans le grand marché et non une lutte nautique, comme certaines personnes ont pu le supposer. Le manuscrit qui, indépendamment de nombreux documents des archives de Tournai, en consacre le souvenir, donne les armoiries des Trente-et-un Rois et celles des villes qui y furent représentées.

La fête de Tournai n'est pas la seule à laquelle aient pris part les Compiégnois au commencement du quatorzième siècle ; et nous voyons qu'en 1328, à la fête des rois de l'Épinette à Lille, Compiègne, Amiens, Senlis, etc., étaient représentés (1).

Aux siècles suivants, nos concitoyens se rendaient aux prix provinciaux d'arc et d'arquebuse et aujourd'hui encore nous les voyons chaque année, suivant la même tradition, aller disputer des médailles et des couronnes aux concours de musique, de gymnastique, etc.

(1) Madame Clément Hémery. *Fêtes civiles et religieuses du département du Nord*, 1845. p. 33.

AUMONIE

FAITE, AU XIII^e SIÈCLE, AUX RELIGIEUSES DE SAINT-JEAN-DES-VIGNES

DITES DE SAINTE-PÉRINE, A COMPIÈGNE

Par M. C. MÉRESSE, Membre titulaire.

M. l'abbé Morel, dans des recherches fort intéressantes, a rappelé la fondation et retracé toute la vie, à Compiègne, d'un monastère de religieuses connu sous le nom de Saint-Jean-des-Vignes, puis sous celui de Sainte-Périnne ou de l'Hermite; cette fondation eut lieu dans un terrain que vinrent occuper plus tard les frères mineurs de Saint-François, appelés vulgairement les Cordeliers.

Ç'a été pour la plupart d'entre nous une véritable révélation, presque une exhumation de cette communauté religieuse, aujourd'hui disparue et complètement oubliée.

Nous croyons qu'une mention puisée dans un document, précieux pour notre contrée, conservé à la Bibliothèque nationale, s'applique à cet établissement.

Nous lisons dans le testament de Jean II, comte de Soissons, daté du 2 avril 1269, entre autres pieuses libéralités : « Je laisse à au couvent des nonnains de Compiègne XL sols tourn. as pitance. » Cette somme est considérable pour le temps et est un des legs les plus élevés de ce testament qui en contient près de cinquante à toutes les maisons religieuses du diocèse de Soissons.

Vous remarquerez que cette expression, aux nonnains de Compiègne, ne laissait aucun doute dans la foi du testateur, aucune ambiguïté dans l'esprit

des exécuteurs testamentaires, sur l'exécution de cette clause. Elle prouve qu'il n'y existait point d'autre couvent de femmes que celui que nous connaissons sous le nom de Saint-Jean-des-Vignes et qui dut céder la place aux Cordeliers.

Quant aux communautés d'hommes, nous savons, qu'outre les abbayes royales de Saint-Corneille et de Saint-Clément, il y avait alors les frères prêcheurs ou Dominicains et les frères mineurs ou Cordeliers. Nous avons pu constater encore qu'il y avait les frères de l'Hôtel-Dieu auxquels le roi et même son frère, Alphonse de Poitiers, faisaient annuellement largesse ; ce dernier de cent sols, par an, à chacun de ces couvents de Compiègne.

Une longue liste de ces libéralités princières prouve qu'elles étaient dues aux sentiments religieux et profondément charitables de l'époque ; elle se peut lire, pour toute la France, dans l'ouvrage de Boutaric.

Quant au comte de Soissons, ces grandes largesses font ressortir abondamment la justesse de l'épithète de *bon*, souvent appliquée par Joinville, dans son *Histoire de Saint-Louis*, à cet ami intime du pieux roi qu'il suivit dans ses deux croisades ; en cet endroit, entre autres : « il avoit sa besogne réglée en telle manière que Monseigneur de Nesle et le *bon* comte de Soissons et nous autres qui étions autour de lui.... allions ouïr les plaids de la porte.... maintes fois il advint qu'en été, il alloit s'asseoir au bois de Vincennes après sa messe, s'accotait à un chêne et nous faisoit asseoir autour de lui. »

Le bon comte Jean II n'était pas seulement généreux ; il était aussi brave qu'affable. Joinville ne nous émeut-il pas encore par son récit de la bataille de Mansourah, dans laquelle il rendit au roi, malgré ses blessures, les plus grands services. Pour l'empêcher d'être entouré, il s'attacha à la défense d'un petit pont, avec le comte de Soissons, où ils eurent à soutenir de rudes assauts. Tout en frappant de grands coups, ils plaisantaient dans les intervalles de luttes : « Le bon comte de Soissons, au point où nous en étions, plaisantait avec moi et me disoit : Séné-

chal, laissons huer cette canaille, car, par la Coiffe-Dieu (c'étoit son juron) nous en parlerons encore, de cette journée, vous et moi, dans les chambres des dames !... »

Quelles rudes figures de guerriers ! Mais quelles fières peintures ! Les coups de pinceau de Joinville ressemblent aux coups d'épée de ses héros, dit M. Marius Sepet.

Le testament inédit du comte Jean II de Soissons a été donné en entier, par M. l'abbé Poquet à la Société historique de Soissons, dans sa séance du 31 mai 1869 et publié par elle, (tome 3, 2^e série).

Nous avons appris là que Jean II mourut, après saint Louis, dans la deuxième croisade, de la peste et que son corps, rapporté en même temps que celui du roi, fut inhumé, suivant ses intentions et par suite d'une fondation perpétuelle, dans l'abbaye de Longpont.

Il y aura encore à rechercher quelle liaison, quels rapports s'étaient établis, à l'origine, entre nos religieuses de Saint-Jean-des-Vignes et la grande abbaye d'hommes de ce nom, au faubourg de Soissons.

UNE LETTRE

DE

BERTRAND-QUINQUET

Communication de M. A. COUDRET, membre titulaire.

J'ai trouvé dans un petit lot d'autographes et de manuscrits une lettre pouvant offrir quelque intérêt pour la société et je demande la permission de vous la lire.

Elle est datée de Compiègne, le 13 avril 1790, et adressée par Bertrand, imprimeur à Compiègne, celui que l'on a appelé Bertrand-Quinquet, à Camille Desmoulins, chez M. Garneri, libraire rue Serpente à Paris.

Cette lettre est ainsi conçue :

Compiègne, 13 avril 1790.

Monsieur le Procureur général,

Il est arrivé dans notre ville une aventure assez plaisante, je puis vous attester qu'elle est de toute vérité et contée à votre manière, elle pourra faire rire vos abonnés.

Les enfants sont singes ; depuis quelques jours ceux de ce pays-ci se réunissaient tous les soirs après l'école pour faire l'exercice avec des bâtons et ensuite courir les rues ; ils plaçaient des sentinelles dans différentes portes, et toutes les fois qu'ils rencontraient de leurs camarades au lieu de crier *qui vive* ils demandaient *es-tu aristocrate* ? Ne se sont-ils pas avisés d'appeler *Mauri* un petit enfant de chœur de Saint-Jacques, sous le prétexte que tenant au clergé il était impossible qu'il ne fut pas un peu entaché d'aristocratie. Les choses ont été plus loin encore ; ils ont frappé la mère de l'enfant de chœur qui ne voulait pas que le vilain sobriquet restât à son fils, enfin ces petits messieurs ont poussé les polissonneries à un tel point que la municipalité a été

obligée de demander les chefs de cette petite insurrection avec leurs parents, et de les intimider par des menaces. L'enfant de chœur a été entendu. *Oui, messieurs*, disait-il à la municipalité, *à cause que je suis presque ecclésiastique, ils m'appellent abbé Mauri; j'aimerais mieux qu'ils m'appelassent J... F..... ça n'est pas si déshonorant.*

Adieu, Monsieur, continuez à nous faire rire en nous instruisant et en fortifiant en nous le saint amour de la patrie.

J'ai l'honneur d'être respectueusement, M. le Procureur général, votre très humble et très obéissant serviteur.

BERTRAND.

N'imprimez point ma lettre qui n'est pas assez soignée pour mériter les honneurs de la presse, d'ailleurs, je vous l'assure l'anecdote gagnera à être contée avec ce sel, cette gaieté qui respirent dans vos écrits.

À Monsieur Camille Desmoulins, chez M. Garneri, libraire, rue Serpente, Paris.

Vous voyez, Messieurs, que notre époque ne peut réclamer le privilège exclusif du reportage et des correspondants de journaux. Bertrand, qui avait pu connaître Camille Desmoulins, comme picard et qui se tenait au courant du mouvement politique et révolutionnaire, avait certainement remarqué les articles publiés par celui-ci dans son journal *les Révolutions de France et de Brabant*. Aussi ne manqua-t-il pas de profiter de la courte popularité de Camille Desmoulins, alors procureur général, en le flattant, pour s'en servir dans sa carrière ; cependant, il ne suivit pas toujours son correspondant qui dut la mort à sa modération relative dans sa lutte contre les Jacobins ; au contraire, avec la faculté d'orientation politique qui ne le quitta jamais, et dont il n'a du reste pas emporté le secret dans la tombe, Bertrand sut toujours retirer profit des événements et en améliorer sa condition.

Revenant à notre lettre, nous y voyons un détail qui pourrait trouver place dans l'histoire de la Révolution à Compiègne.

Nous sommes au 13 avril 1790, c'est-à-dire au plus fort des luttes contre l'Eglise, à la veille de voir décréter le serment de tous les ecclésiastiques fonctionnaires ; l'abbé Maury, qui était député du clergé

aux Etats généraux, y fut un de ses plus éloquents défenseurs, et il semble tout naturel que la foule ait employé son nom pour qualifier les ecclésiastiques ou leurs parents en général. En cela, du reste, la foule montrait une fois de plus combien elle est aveugle dans ses emportements irréfléchis, car elle eut certainement fait choix d'un autre surnom, si elle avait examiné de près la vie privée de l'abbé Maury, et surtout si elle avait pu prévoir que quelques années plus tard, prince de l'Eglise, il entrerait en lutte avec le vénérable pape Pie VII et se maintiendrait, malgré sa volonté, archevêque de Paris.

Nous voyons encore dans cette lettre combien nos concitoyens du siècle dernier, cédant en cela aux passions du moment, étaient portés à étendre facilement les qualifications d'ecclésiastique et d'aristocrate, puisqu'ils les donnaient même à un enfant de chœur, et cependant pas plus qu'aujourd'hui les enfants de chœur, soit par eux-mêmes, soit par leur famille, n'appartenaient ou ne prétendaient appartenir au clergé ou à l'aristocratie, les parents voyant plutôt dans l'exercice de ces fonctions par leurs enfants, un petit subside pour leur ménage, qu'une manifestation d'opinion ou une satisfaction d'amour-propre; du reste le langage même de l'enfant de chœur de 1790 est une énergique protestation contre les jugements de la populace compiégnoise. Quoiqu'il en soit, je n'ai pas voulu laieser passer sans vous la signaler cette lettre dont l'authenticité est certaine et qui présente un petit intérêt à la fois local et historique.

L'ORIGINE

DU

PRIEURÉ D'ELINCOURT-S^{TE}-MARGUERITE

Par M. l'Abbé ÉMILE MOREL, Membre titulaire.

L'édition bénédictine du *Gallia Christiana*, à l'article consacré à Raoul de Coudun, évêque de Soissons, bienfaiteur insigne du prieuré d'Elincourt-Sainte-Marguerite, mentionne incidemment la fondation de ce prieuré.

« Si l'on en croit les frères de Sainte-Marthe et d'autres auteurs, y est-il dit, Raoul de Coudun serait considéré comme le fondateur du prieuré d'Elincourt, ordre de Cluny, diocèse de Beauvais, doyenné de Coudun, et de l'abbaye de Saint-Jean-au-Bois en partie. Ce serait en ce dernier monastère, toujours suivant les frères de Sainte-Marthe, que Raoul de Coudun aurait reçu la sépulture, l'an 1245. Mais les religieux de Cluny étaient déjà installés à Elincourt, à la fin du xi^e siècle, et les religieuses habitaient Saint-Jean-au-Bois, dès le milieu du xii^e. »

Une note vient ensuite justifier cette rectification. « Hugues de Coudun, y lisons-nous, a donné à l'abbé de Cluny, Hugues, l'église de Sainte-Marguerite d'Elincourt, située sur la montagne, et l'église paroissiale de Sainte-Marie, dans la vallée, avec tous les biens qui dépendaient de ces églises. Il fit cette aumône d'accord avec Esceline, sa femme, et du consentement de Foulques, évêque de Beauvais. Godefroy ou Geoffroy, doyen de Notre-Dame de Compiègne, et son chapitre concédèrent aux frères d'Elincourt l'emplacement nécessaire à la construction d'un

monastère, moyennant un cens annuel de 12 deniers (1). »

Cette dernière assertion est facile à contrôler. Si l'on a conservé au chartrier de Cluny la charte de Godefroy, on l'a également transcrite au cartulaire rouge de Saint-Corneille de Compiègne, sous le n° 344. C'est en l'année 1127, que Godefroy abandonna aux moines d'Elincourt, *fratribus de Elincurte*, la jouissance perpétuelle de tout le terrain dont ils pouvaient avoir besoin pour élever un monastère avec une chapelle, précédée d'un portique, pour créer un jardin, former un verger et planter une vigne, *ad proprios usus suos, id est ad propria edificia construenda, et ad capellam suam cum atrio faciendam, et ad hortum et ad viridarium et vineam plantandam* (2).

Il y avait donc à Elincourt, en cette année 1127, un prieuré, provisoirement établi dans une demeure qui n'avait pas été construite pour les moines qui l'habitaient, ni même pour servir de couvent. Grâce à l'autorisation que leur donna le doyen de Notre-Dame de Compiègne de bâtir sur un terrain dont la dime appartenait à son église, les religieux purent organiser un vrai monastère tout à fait à leur usage, *ad proprios usus*, et avoir des édifices conventuels, *propria edificia*, conformément aux prescriptions de la règle de saint Benoît. Ces moines sont appelés les frères d'Elincourt, *fratres de Elincurte*, bien que sortis de l'abbaye de Cluny, parce qu'ils avaient depuis longtemps déjà acquis domicile à Elincourt.

Depuis combien d'années y résidaient-ils ? L'abbaye de Cluny envoya vraisemblablement quelques uns de ses religieux à Elincourt, aussitôt qu'elle eut reçu la donation d'Hugues de Coudun, afin de prendre possession des églises et des biens que ce seigneur leur octroyait. Deux prieurés, portant le nom de

(1) *Gallia Christ.*, t. IX, col. 369 A.

(2) Charte de Godefroy, doyen de Sainte-Marie de Compiègne, ratifiant comme décimateur une donation faite aux religieux d'Elincourt par Bernard de Marigny et André de Dives. (Cartul. de St-Corneille. Bibl. nat. ms. latin 9171, ch. 443. — Cf. *Bulletin de la Soc. Histor.*, t. VI, p. 329).

Sainte-Marguerite, sont compris dans l'énumération des prieurés dépendants de Cluny que le roi Louis VI, le Gros, prit sous sa protection en l'année 1119. L'un d'eux est évidemment le prieuré de Sainte-Marguerite d'Elincourt. Ce prieuré pouvait alors compter, comme nous allons le voir, vingt-cinq ans d'existence. Le don fait par Hugues de Coudun à saint Hugues de Cluny fut ratifié par Foulques, évêque de Beauvais. Or saint Hugues fut abbé de Cluny l'espace de soixante années, de 1049 à 1109; mais Foulques de Dammartin n'occupa le siège de Beauvais que six ans, de 1089 à 1095. C'est donc dans l'intervalle de ces six années, c'est-à-dire de 1089 à 1095, que fut rédigée la charte en vertu de laquelle une colonie bénédictine, partie de Cluny, vint s'établir à Elincourt-Sainte-Marguerite. Nous avons longtemps cherché et fait chercher ce précieux document. M. Bruel, sous-chef de section aux Archives nationales, qui publie actuellement le cartulaire de Cluny, a découvert le titre original au tome LXXVIII, n° 153, de la collection de Bourgogne, à la Bibliothèque nationale.

Voici la traduction de cette charte (1) :

« Au nom du Père et du Fils et du Saint-Esprit. Ainsi soit-il. Toute personne qui a l'intelligence de son être sait que l'homme est formé de deux natures, une âme raisonnable et un corps. Il importe donc de procurer à ces deux parties des biens convenables à chacune d'elles, et comme il est juste de penser à la résurrection, il est très nécessaire de faire des offrandes pour les péchés. Aussi le bienheureux Augustin dit-il que les âmes des défunts peuvent être soulagées par la piété de leurs parents survivants. C'est pour-

(1) *Carta de ecclesia sancte Margarite, virginis, confirmata a domno Fulcone, episcopo Belvacensi.*

In nomine Patris et Filii et Spiritus sancti. Amen.

Omnis qui semetipsum intelligit, hominem duabus naturis, anima videlicet rationali et corpore, constare cognoscit. Qua in re videtur esse partibus utrique dignum suas (sic) providere, et quia justum est de resurrectione cogitare, valde necessarium est pro peccatis offerre. Unde beatus Augustinus animas inquit defunctorum posse relevari pietate suorum viventium. Qua-

quoi, moi, Hugues de Coudun, par la grâce de Dieu. grandement désireux de pourvoir pour l'avenir au salut de mon âme et en outre au salut des âmes de mon père et de ma mère, j'ai donné deux églises, situées dans le village qui s'appelle Allincourt, à notre sainte mère, l'église de Cluny, aux bienheureux apôtres Pierre et Paul, ainsi qu'au seigneur Hugues, abbé, et à tous les autres frères de la même église. L'une de ces deux églises a été fondée en l'honneur de sainte Marguerite, vierge et martyre, dans le haut du village, sur la montagne ; l'autre bâtie en l'honneur de la sainte vierge Marie, mère de Dieu, dans la vallée, a sous sa dépendance toute la paroisse. Sachent également tous les fidèles du Christ que Thomas, fils de Thomas, qui en ce temps là tenait de moi les dîmes de ces mêmes églises, les a données et que j'ai ratifié son aumône. Cette donation a pour témoins : Teuzon, Hilbert, Arnoul, Rainoul, Vautier. Ces chevaliers étaient présents et plusieurs autres avec eux. J'ai de même donné un moulin, situé sous le village, moulin au sujet duquel nous étions en litige Yves, chatelain de Noyon, et moi. A la mort d'Yves, son fils, Hugues, l'a octroyé. Cette donation a eu pour témoins Agan qui a aussi donné sa part de moulin, le prévôt Huard, le maître d'école Guibert et Robert. Quant à l'autre moulin, situé un peu au-dessus du premier, je l'ai pareillement donné, et Houlard, qui le tenait de moi, l'a octroyé à l'église

propter ego, Hugo de Cusduno Dei gratia, de salute anime mee, immo et patris mei et matris mee, multum precavens in futurum, duas videlicet ecclesias in villa que vocatur Allincurtis, quarum una est fundata, in honore sancte Margarite, Virginis et Martyris, superius in monte, allera in honore sancte Dei Genitricis et Virginis Marie in valle sita, ad quam tota parrochia ejusdem ville pertinet, sancte Matri Ecclesie Cluniacensi atque beatis apostolis Petro et Paulo, necnon donno Hugoni, abbati, ceterisque fratribus ejusdem ecclesie condonavi. Et notum sit omnibus Christi fidelibus quod Thomas, filius Thome, qui decimas hearundem ecclesiarum tempore illo de me tenebat, dedit et ego concessi. Hujus vero donationis testes sunt: Teuzo, Hilbertus, Arnulfus, Rainulfus, Walterus; milites isti affuerunt et plures alii. Molendinum vero subter villam, de quo ego et Hyvo, Noviomensis castellanus, litigabamus, dedi; defuntoque Yvone, filius ejus, Hugo, condonavit. Hujus donationis testes affuerunt Aganus qui etiam partem suam donavit, Huardus prepositus, Guibertus pedagogus, Rotbertus. Alterum verou molendinum parum superius illo donavi, et Houlardus, qui de m.

de la bienheureuse vierge Marguerite de concert avec sa femme Odde. Les témoins de cette donation sont : Philippe, Arnoul, Ayrard, Richard, Alelme, Pierre, Rodolphe, Gautier, Oddard. Si quelqu'un de ceux qui tiennent de moi des bénéfices voulait, quelque jour, donner son bénéfice à la bienheureuse vierge Marguerite, toute autorisation lui est accordée pour cela, sans qu'il soit nécessaire de payer aucune somme d'argent, ni à moi, Hugues, ni à mes successeurs, à titre de redevance. J'ai donné les susdites églises avec les autels et tout ce qui leur appartient, savoir les terres labourables et les bois, les prés et les vignes, les serviteurs et les servantes. Si quelqu'un de mes héritiers, ce qui n'arrivera jamais, j'en ai la conviction, si quelqu'un de mes héritiers venait à réclamer contre cette donation, que sa réclamation demeure sans effet et qu'il encoure la colère de Dieu tout-puissant avec Simon-le-Magicien, Judas Iscarioth, Dathan et Abiron. Mais quiconque se comportera convenablement dans la gestion de ces biens aura une part au mérite de cette aumône.

Foulques, par la grâce de Dieu, évêque de la sainte église de Beauvais, savoir faisons à tous les fidèles du Christ, que nous avons ratifié et confirmé ce don et l'avons octroyé à l'église de Cluny, pour ce qui nous concerne. Lysiard, archidiacre de ces mêmes églises, l'a également ratifié. Les témoins de cette donation furent Roger, Hugues de Saint-Pantaléon,

tenebat, ecclesie beate Margarite, Virginis, et uxor ejus Odda condonaverunt. Hujus vero donationis testes sunt Philippus, Arnulfus, Ayrardus, Richardus, Alelmus, Petrus, Rodulfus, Gualterius, Oddardus. Si vero aliquis beneficia de me tenentium beate Margarite Virgini suum beneficium aliquando vellet donare, omnino id sibi facere licet, absque ulla requisitione pecunie, quam ego Hugo, vel aliquis successorum meorum exigeret. Prefatas ecclesias cum altaribus et omnia ad eas pertinentia, terras scilicet arabiles et silvas, prata et vineas, servos et ancillas dedi. Si quis vero, quod futurum esse non credo, de heredibus meis contra hanc donationem aliquid calumpniaverit, ejus repetitio effectum non habeat, sed cum Symone Mago et Juda Scarithothe, Dathan quoque et Abiron, iram omnipotentis Dei incurrat. Qui vero bene administraverit particeps hujus helemosine fiat.

Ego, Fulco, Dei gratia, sancte Belvacensis ecclesie episcopus, volo ut notum sit omnibus Christi fidelibus quod hoc donum concessi et confirmavi et ecclesie Cluniacensi ex parte nostra condonavi; et Lysiardus earundem ecclesiarum concessit archidiaconus. Hujus vero donationis testes sunt :

Arnoul, Alelme, Rannoul, Lancelin, mon frère, et Pierre. Pour que ces libéralités demeurent inattaquables, nous les avons confirmées dans leur teneur devant les témoins susdits, les moines, les chanoines et les prêtres de notre évêché; nous y avons fait ce signe † de notre main et de plus nous y avons apposé le sceau de notre autorité pour rendre le don plus authentique. De la part de Dieu tout puissant, des bienheureux apôtres Pierre et Paul et de la nôtre, nous avons excommunié tous ceux qui oseraient y contrevenir ou le contredire.

Esceline, femme d'Hugues, et ses frères ont approuvé et confirmé la susdite donation. »

La charte originale en parchemin, mesurant 0^m50 c. de haut, sur 0^m 32 de large, porte le sceau, très fruste, ovale, en circ jaune, de l'évêque de Beauvais, Foulques de Dammartin, ayant la mitre sur la tête et la crosse à la main.

C'est donc par suite d'une erreur évidente que M. l'abbé Delettre, en son *Histoire du diocèse de Beauvais* (t. II, p. 304), assigne à la fondation du prieuré d'Elincourt, la date de 1245.

Voici les textes qui l'ont égaré :

Le *Gallia Christiana* des frères de SAINTE-MARTHE, édité en 1656, porte au tome III, p. 1052, col. 2 :

Radulfus de Coudun, filius Radulfi, domini de Couduno, ex cantore et archidiacono (Suessionensi), ad hunc episcopatum (Suession.) ascendit, 1243. Fundavit prioratum S. Margarite Delincourt dioceseos Noviomensis, ordinis Cluniacensis, et ex parte abbatiam monialium S.-Joannis in Bosco, ubi tumultus est, anno 1245.

Claude DORMAY, au t. II, p. 280, de son *Histoire*

Rogerus, Hugo de Sancto Pantaleo (*sic*), Arnulfus, Aleymus, Rannulfus, Lancelinus, frater meus, et Petrus. Ut igitur hec inconvulsa permanerent coram istis testibus et monachis et canonicis necnon presbyteris nostri episcopatus, sicut sunt prescripta, confirmavi, † hoc signum nostra propria manu feci et insuper sigillum nostre auctoritatis, quatinus firmiter sit donum, apposui. Ex parte etiam Dei omnipotentis, beatorum quoque apostolorum Petri et Pauli auctoritate et nostra omnes qui contraire vel contradicere presumere excommunicavi.

Escelina, uxor Hugonis, et fratres ejus prefatum donum laudaverunt et confirmaverunt (*Bibl. Nat.* Collection de Bourgogne, t. LXXVIII n° 153).

de la ville de Soissons, imprimé en 1664, ne fait guère que traduire le *Gallia Christiana* :

« Raoul de Coudun, dit-il, fils de Raoul de Livaies, chevalier, et de Beatrix, méritoit d'estre évesque, ayant donné des marques de sa prudence et de sa capacité dans les dignités d'archidiacre et de chantre de l'église cathédrale (de Soissons). Mais il garda si peu l'évesché (de Soissons) qu'à peine pust-on voir l'effet de ce qu'on en avoit espéré ; car il mourut deux ans après, et néanmoins quoyqu'il ayt esté si peu d'années évesque, il est reconnu pour fondateur du prieuré d'Elincourt de l'ordre de Cluny, au diocèse de Beauvais, et pour bienfaiteur principal de l'abbaye de St-Jean-au-Bois, où son corps fut porté l'an 1245. »

Un siècle s'écoula avant que ces textes erronés ne fussent rectifiés par la seconde édition du *Gallia Christiana*.

De tout ce que nous venons d'exposer découlent les conclusions suivantes :

1° La fondation du prieuré de Sainte-Marguerite d'Elincourt remonte à l'épiscopat de Foulques de Dammartin, qui occupa le siège de Beauvais de 1089 à 1095.

2° C'est improprement que Raoul de Coudun, évêque de Soissons, est qualifié de fondateur de ce monastère, puisque le vrai fondateur est Hugues de Coudun ; mais de même que Saint-Louis est considéré comme le fondateur de l'Hôtel-Dieu de Compiègne, pour l'avoir reconstruit et agrandi, ainsi Raoul de Coudun a pu être appelé fondateur du prieuré de Sainte-Marguerite d'Elincourt, doté, restauré et embelli grâce à ses largesses.

3° Ce serait à tort qu'on attribuerait à l'église paroissiale de Sainte-Marie ou Notre-Dame d'Elincourt ce que les chartes disent de l'église conventuelle de Sainte-Marguerite. Déjà au xi^e siècle, l'église de Sainte-Marie, ou N.-D., avait ce titre d'église paroissiale, *ad quam tota parrochia ejusdem ville pertinet*. Elle existait alors à la même place qu'elle occupe encore actuellement dans la vallée, *in valle*. L'église de Sainte-Marguerite se trouvait plus haut sur la montagne, *superius in monte*. Il serait difficile d'indiquer plus nettement et plus clairement la position

respective de ces deux édifices, que ne le font les termes de la charte sur lesquels nous venons d'appeler l'attention. La chapelle dont on projetait la construction en 1127, *capella cum atrio facienda*, ne devait pas servir d'église paroissiale, mais de chapelle conventuelle. Ce n'est pas à l'église paroissiale de Sainte-Marie qu'étaient vénérées les reliques de Sainte-Marguerite, mais en l'église du monastère. Ces deux églises toutefois ont toujours été sous la dépendance du prieuré. L'une, faisant partie du monastère, a été détruite en même temps que lui ; l'autre était un bénéfice dont le prieur avait la collation.

4° Le vrai nom d'Elincourt n'a jamais été, ce semble, *Aquilinicultis*, qu'on ne rencontre guère qu'au x^e siècle, époque où il était de bon ton de donner une physionomie latine à tous les noms de lieux et de personnes. *Allincurtis* avec ses variantes *Alinecourt*, *Elincuria*, *Elincultis*, *Elinecourt*, a toujours été la forme usuelle de ce nom.

SÉJOURS DE JEANNE D'ARC A COMPIÈGNE

Maisons où elle a logé en 1429 et 1430

Par M. ALEXANDRE SOREL, Membre titulaire.

C'est le 18 août 1429 que Jeanne d'Arc vint pour la première fois à Compiègne. Elle accompagnait alors Charles VII qui avait reçu des Gouverneurs ou *Attournez* (1) de la ville, l'assurance que les habitants étaient tout disposés à lui faire leur soumission. Depuis plus de cinq ans, en effet, les pauvres Compiégnois gémissaient sous la domination anglaise, et ils saisissaient avec empressement, l'occasion de s'y soustraire. Aussi, l'arrivée du roi et celle de la *Pucelle d'Orléans* furent-elles saluées par des acclamations pleines d'enthousiasme. Je ne reviendrai pas sur les détails que j'ai déjà donnés à ce sujet (2), et que Martial d'Auvergne a résumés dans les vers suivants, sur l'arrivée du roi :

Le lendemain vint à Compiègne,
Et y entra en grant puissance,
A tout la bannière et enseigne
Aux nobles fleurs de lis de France (3).

(1) D'après La Curne de Sainte-Palaye (*Dictionnaire historique de l'ancien langage français*), l'*Attourné* est celui qui gérât les affaires des autres : « il signifiait aussi, en quelques lieux, *maire* de la ville. C'est peut-être dans ce dernier sens, dit-il, qu'il faut entendre les *Attournez* de Compiègne. »

(2) *La prise de Jeanne d'Arc* ; Paris, 1888, in-8.

(3) *Vigilles de Charles VII.*

Charles VII se retira, lui et sa suite, dans son château qui, comme tous les palais d'alors, portait le nom de *Louvre*.

Quant à Jeanne d'Arc, elle accepta l'hospitalité que lui offrit, dans son *hôtel du Bœuf*, Jean Le Féron qui était un des principaux personnages de la ville (1). On lit, en effet, en marge d'un exemplaire des *Annales d'Acquitaine* par Jehan Bouchet, imprimé en 1524, exemplaire que possède la Bibliothèque Nationale (2), une note écrite de la main de Jean Le Féron, célèbre héraldiste du temps de Charles IX, qu'Etienne Pasquier appelait « le grand chercheur d'armoiries, » la dite note ainsi conçue : « La Pucelle estoit logée au logis du Procureur du Roy, dudit Compiègne (3), à l'enseigne du *Bœuf* et couchait avec la femme dudit Procureur, mère-grand de maistre Jean Le Féron, appelée Marie Le Boucher, et faisait souvent relever de son lit ladite Marie, pour aller advertir le Procureur que se donnast de garde de plusieurs trahisons des Bourguignons (4). »

(1) Jehan Le Féron 2^e du nom, écuyer, né à Compiègne, fut Pannetier du roi Charles VI, par lettres de retenue données en la même ville le 9 mai 1414. Il succéda à Jehan Le Féron son frère, dans l'état et office de lieutenant général du bailli de Senlis à Compiègne. Par lettres données à Compiègne, le 28 août 1429, Charles VII, en considération des services que Jehan Le Féron lui avait rendus et lui rendait encore en qualité de « son Pannetier et de son Général » (ce sont les titres mentionnés dans les lettres de don signées par le roi en présence du Comte de Vendôme à Compiègne) et, voulant les reconnaître et l'en récompenser, lui permit de chasser dans la forêt de Cuise-lez-Compiègne (forêt de Compiègne), en une fois ou plusieurs, 4 cerfs et 4 sangliers ou 2 truies et leurs suivants pour un sanglier, à force de chiens, filets, harnois, lacs et autres engins à ce convenables, au regard des sangliers seulement. (*Archives de la famille Le Féron.*)

(2) L. 359, Réserve.

(3) Jehan le Féron n'était pas alors simple *Procureur du Roi* ; il avait été nommé en 1426 *Procureur général* sous Charles VI et conserva jusqu'en 1446 ces fonctions sous Charles VII.

V. Malingre. *Annales de Paris*, p. 106.

(4) Jeanne d'Arc semblait craindre quelque trahison de la part de certains affidés du duc de Bourgogne qui étaient encore dans la ville, et qui pouvaient tenter quelques coups de main pendant la nuit. Parmi ces ennemis du roi, Vallet de Viriville (*Histoire de Charles VII*, tome 2, page 151), cite l'abbé de Saint-Corneille, Jean Dacier, fanatique partisan des Anglais qui fut un des juges siégeant à Rouen et ayant condamné la Pucelle. Il assista notamment à la fameuse séance du 9 mai 1431 où Jeanne d'Arc

Cette note est d'autant plus précieuse qu'elle émane d'un écrivain des plus sérieux, descendant lui-même du Jehan Le Féron qui eut l'insigne honneur de recevoir Jeanne d'Arc, et n'ayant pu, par cela même, se tromper sur le séjour de la Pucelle dans la maison de son aïeul. On s'explique d'ailleurs très bien que Jeanne ait demeuré chez la dame Le Féron, née Marie Le Boucher, car cette dernière appartenait à une famille d'Orléans, où semblable hospitalité lui avait été donnée. On lit, en effet, dans l'*Histoire et discours au vrai du siège qui fut devant la ville d'Orléans*, ouvrage imprimé pour la première fois à Orléans en 1576 (1), le passage suivant relatif à l'entrée de Jeanne d'Arc : « Les bourgeois l'accompagnèrent au long de leur ville et cité, faisans moult grant chièr et par très grant honneur, la conduisirent tous jusques auprez de la porte Regnart, en l'*ostel de Jacques Boucher*, pour lors thrésorier du duc d'Orléans, où elle fust receue à très grant joye avecques ses deux frères, et les deux gentilzhommes et leur varlet qui étoient venuz avecques eulx du païs de Barroïs. »

Jacques Boucher avait épousé la fille d'un des plus notables bourgeois d'Orléans : il habitait l'*hôtel de l'Annonciade*, situé dans la partie de la grande rue, alors appelée rue des *Talmelliers*, aujourd'hui rue du *Tabour*, à l'angle intérieur des murs de la ville et de la porte Renard. Il prit une part considérable à la défense de la ville. C'était en son hôtel et dans celui du chancelier Guillaume Cousinot, oncle de l'auteur de la *Chronique de la Pucelle*, que se tenaient les conseils de guerre.

La famille Boucher comprenait, au xv^e siècle, trois branches, l'une à Paris, l'autre à Compiègne, et la troisième à Orléans (2). Marie Le Boucher,

fut interrogée par Pierre Cauchon, en présence des instruments de torture, dont elle resta menacée.

V. Fabre. (*Procès de Condamnation de Jeanne d'Arc*, p. 323.)

(1) Quicherat (*Procès de Jeanne d'Arc* ; T. IV, page 153.)

(2) V. Boucher de Molandon. (*Première expédition de Jeanne d'Arc*, p. 101.)

mentionnée en ces termes appartenait certainement à la famille de Jean Le Boucher dont il est parlé dans les *Huit barons ou Fiefes de l'Abbaye Royale de Saint-Corneille* par Louis de Gaya (Noyon ; 1686, page 173), à propos du fief qui portait son nom.

« En 1383, y est-il dit, Jean Le Boucher tenoit ce fief en foy et hommage de l'Eglise de Saint-Corneille, suivant le dénombrement donné, cette année-là, à la Chambre des Comptes. Il estoit Capitaine sous Regnault de Charlus en 1425. *Il portoit d'or à la croix patée de gueule une merlette de sable au premier quartier*, et avoit un frère nommé Dom Geoffroy Le Boucher, qui estoit Cellierier de Saint-Corneille, en 1412.

« Jeanne Le Boucher, sa fille, épousant Ernoul de Ville, luy porta ce fief, pour lequel il fit hommage le mercredi 26 avril 1426.

« Cet Ernoul de Ville estoit un des plus Riches de Compiègne ; car Guillaume de Flavi, désirant faire réparer les Ponts de la Ville qui avoient esté ruinez pendant le Siège des Anglois, ordonna, du consentement des Gouverneurs Attournez, qu'on lèveroit la somme de 65 livres deux sols sur trente-sept des plus riches bourgeois, et Ernoul de Ville en paya cent sols, qui estoit la taxe la plus haute de toutes les taxes. »

En 1424, *Andrieu* Le Boucher était l'un des Gouverneurs ou Attournez de Compiègne.

En 1425, on trouve comme remplissant les mêmes fonctions, *Aubry* Le Boucher.

Il est donc très naturel que Jeanne d'Arc ait eu à cœur de continuer, avec la famille Le Boucher de Compiègne, les excellentes relations qu'elle avait déjà entretenues avec celle d'Orléans.

Mais, si intéressante qu'elle pût être, la mention de l'héraldiste Jean Le Féron ne nous donnait aucune indication sur l'emplacement de l'ancien *hôtel du Bœuf*. Or, il ne s'agissait point, ainsi qu'on pourrait le croire à première vue, d'un hôtel dans le sens actuel du mot, c'est-à-dire d'un établissement destiné à rece-

voir des passagers. A cette époque, et même beaucoup plus tard, le nom d'*Hôtel* s'appliquait à toute maison bourgeoise, quelle qu'elle fût, et, comme il n'y avait aucune indication, ni de numéros pour distinguer les différentes demeures des habitants, chacune d'elles était désignée sous une dénomination quelconque tirée le plus souvent d'un sujet décorant la façade. C'est ainsi que celle de la famille Le Féron était connue sous le nom d'*hôtel du Bœuf*. Quant aux maisons destinées au logement des voyageurs, elles s'appelaient *hôtelleries* ou *auberges*.

Ceci dit, les archives de la ville de Compiègne nous ont permis de nous mettre sur la trace des différentes personnes qui ont pu être propriétaires de cet immeuble, et c'est ainsi, qu'en passant d'une époque à une autre, nous avons fini par découvrir le propriétaire actuel de la partie de l'*hôtel du Bœuf* qui était habitée du temps de Jeanne d'Arc, et que nous avons pu préciser l'emplacement de cette ancienne demeure à laquelle se rattache un aussi précieux souvenir.

L'*hôtel du Bœuf* était situé rue de Paris, à peu de distance de l'église de Saint-Antoine(1), et, de même qu'à Orléans, l'*hôtel de l'Annonciade* se trouvait près des murs de la ville et de la Porte Renard, de même, l'*hôtel du Bœuf*, à Compiègne, était voisin de la *Porte Paris*, c'est-à-dire très proche du rempart.

Cette habitation devait avoir sa façade sur la rue de Paris, et ses dépendances, étables, écuries et jardin, s'étendaient par derrière, jusqu'au cimetière de Saint-Antoine et jusqu'au presbytère de cette paroisse, qui occupait alors, à peu de chose près, la même place qu'aujourd'hui. Plus tard, une partie de ces dépendances, ayant été vendue, a été remplacée par l'*hôtel Saint-Pierre*, qui comprend actuellement la maison portant le n° 11 de la rue de Paris.

Nous trouvons la preuve de ce que nous venons

(1) Pendant son séjour à l'*hôtel du Bœuf*, Jeanne d'Arc a dû aller entendre la messe chaque matin dans l'église Saint-Antoine.

de dire, notamment dans une note mise en marge du registre des saisines de l'année 1600, où l'on lit : « Les héritiers de Gilles Dufeu : (à cause de l'*hôtel du Bœuf*). Cette maison estoit en trois parties : une jettant sur la rue de Paris ; une appelée les *étables de l'hôtel du Bœuf* tenant en tout audit hôtel, et l'autre jettant sur le cimetière de Saint-Antoine et tenant au presbytère. »

L'*hôtel du Bœuf* était tenu, à cens, de la ville de Compiègne, à laquelle il devait un denier par an. Seulement, les registres des saisines ne paraissent pas le désigner sous son nom avant 1445 ; mais à partir de cette époque, jusqu'à nos jours, la transmission de propriété se suit d'une façon parfaitement claire et on ne peut plus conclure. Nous n'hésitons donc pas à affirmer que la partie de l'*hôtel du Bœuf*, qui était habitée à l'époque de Jeanne d'Arc, correspond aujourd'hui à la maison qui porte, sur la rue de Paris, le n° 9 et qui appartient à M. Raimbourg. Il suffit d'ailleurs de jeter les yeux sur le tableau ci-après pour s'en convaincre. On y verra, notamment, qu'en 1496, l'immeuble appartenait à Simon Le Féron, qui devait être certainement un membre de la famille du procureur Jehan Le Féron qui vivait en 1429.

Malheureusement, les bâtiments qui existaient alors, ont dû être complètement démolis, reconstruits au xvi^e siècle et même remaniés depuis (1). La maison portant le n° 11 qui, suivant nous, faisait partie des dépendances de l'*hôtel du Bœuf*, conserve tout-à-fait le cachet de la Renaissance. Dans cette situation, la Société historique de Compiègne, partageant entièrement notre manière de voir, a fait placer, au mois d'avril 1887, sur la façade du n° 9 de la rue de Paris, une plaque en marbre noir, portant en lettres dorées, l'inscription suivante :

(1) On trouve notamment encastrés dans un des murs de la cour, trois croissants en pierre, provenant très probablement de l'ancien *hôtel des Croissants* sis autrefois sur la place du Change, au n° 34 actuel.

SOUVENIR
DE
JEANNE D'ARC

—
EMPLACEMENT
DE
L'HÔTEL DU BŒUF
OU JEANNE D'ARC A LOGÉ
DU 18 AU 23 AOUT 1429
LORS DE L'ENTRÉE
DE CHARLES VII

—
La Société Historique de Compiègne. — 1887.
—

Le second voyage de Jeanne d'Arc, à Compiègne, eut lieu le samedi 13 mai 1430. Cette fois, elle vint sans, le roi, mais avec une nombreuse escorte de gens de guerre, et rencontra dans la ville, entre autres personnages, le comte de Vendôme et le chancelier Regnault de Chartres, archevêque de Reims, arrivés presque en même temps qu'elle. Son but unique était de porter secours au château de Choisy-sur-Aisne, qui venait d'être attaqué par le duc de Bourgogne et dont la prise eût été menaçante pour Compiègne même. Jeanne fut reçue par les Gouverneurs de la ville, avec les honneurs réservés d'ordinaire aux princes, « ou autres personnes de grand état (1), »

(1) Le lendemain de son arrivée, on lui présenta quatre pots de vin, selon l'usage qui était suivi alors, ainsi qu'il résulte du passage suivant, extrait du registre des comptes de la ville de Compiègne (CC. 13, f^o 291). Le *pot* contenait 2 litres 48 centilitres ; et le *lot* 1 litre 24 centilitres.

« A Jehan Demy pour vins en son hostel présentez pour l'honneur de la ville de Compiengne aux personnes ci-après nomées : C'est assavoir pour cinq los de vin présentez le XIII^e jour de mars III^e XXIX. à Mons. de Vendosme à XII den. le lot, valent 6 sols parisis. *Item* le XXIII^e jour du dit mois présenté à Guillaume de Flavy, capitaine de Compiengne, V los de vin & XII d. le lot valent V s. p.

• *Item* le samedi XIII^e jour de may ensuivant, IIII pots de vin présentez à Mons. le Chancelier, conten. X los au dit prix valent X s. p.

et Dom Bertheau, le savant bénédictin, qui a laissé de si intéressants manuscrits sur l'*Histoire de Compiègne*, ajoute : « La pucelle Jeanne entra à Compiègne, bien accompagnée, un samedi, 13^e jour du susdit mois de may de la même année (1430) et fut logée en un *hôtel* situé derrière les murs de Saint-

• *Item* le XIII^e jour du dit mois de may présentez à LA PUCELLE IIII pos de vin conten. X los au dit prix valent X s. p.

• *Item* le XV^e jour du mois de may cinq los de vin présentez à Mons. le Bailly de Senlis au dit prix valent V s. p.

• *Item* le XVI^e jour du dit mois de may présentez à Mons. le Chancelier cinq los de vin, la moitié à XII d. et l'autre moitié à XVI d. le lot valent V s. X d. p.

• *Item* au dit jour présentez à Mons. de Vendosme cinq los de vin à XVI d. le lot valent VI s. VIII d. p.

• *Item* le XVII^e jour du dit mois présentez au dit Mons. le Chancelier cinq los de vin à XVI d. le lot valent VI s. VIII d. p.

• *Item* le XVIII^e jour du dit mois de may présentez X los de vin aux dits Mons. de Vendosmes et Mons. le Chancelier à leur partement du dit Compiègne à XII d. le lot valent X s. p.

• *Item* le XIX^e jour de juing ensuivant pour II los de vin à XVI d. le lot II pains IIII d. p. baillez à Jehan Courtois et Jehan Copin et autres compaignons qui au dit jour alèrent visiter les caves entour la forteresse pour la seüreté dicelle pour ce III s.

• *Item* le XIII^e jour de juillet ensuivant pour despence faites par les desus nommés en son hostel qui au dit jour avoient visité les dictes caves XXXII d. p.

« Si comme tout ce est duement apparu aux diz gouverneurs par l'estat de la dite ville et par les relations de Garnot Barnel sergent d'icelle ville qui les dits vins a prins et présentez au dessus nommés, lesquelles parties font ensemble.... LXIX s. X d. p. »

Dom Grenier avait déjà révélé le fait dans ses notes manuscrites sur l'histoire de Compiègne mais il n'avait fourni aucune preuve à l'appui.

D'un autre côté, ce détail si curieux avait entièrement échappé à M. de L'Épinois dans son dépouillement des archives de la ville de Compiègne. Il s'était borné à relever à l'occasion de Jeanne-d'Arc, une simple fourniture de *trente-deux pavois* (sorte de boucliers en bois), faite par un nommé Jehan Le Borgne - au mois de may mil IIII^e et trente, *quant la Pucelle fut prinse.* »

Or, il était du plus grand intérêt, tout à la fois pour la mémoire de Jeanne-d'Arc et pour celle des Compiègnois de 1430, de savoir comment ces derniers avaient traité l'héroïne d'Orléans, à l'époque où elle vint pour prendre leur défense. Aujourd'hui il n'existe plus de doute à cet égard : nos aïeux ont placé la vaillante fille sur le même pied que le Chancelier de France, Regnault de Chartres, archevêque de Reims, qui était tout puissant alors auprès du roi Charles VII ; et, si Guillaume de Flavy peut être suspecté, quant à ses sentiments vis à vis de la Pucelle, il n'en saurait être de même des *Attournés* de Compiègne, qui lui rendirent ainsi un hommage des plus éclatants.

C'est à notre collègue de la Société historique, M. Méresse, pour qui le vieux Compiègne n'a point de secrets, et qui ne recule devant aucune fatigue, quand il s'agit de l'histoire de la ville, que nous sommes redevables de cette importante découverte dans les registres municipaux.

Corneille, *au-devant des Prisons de la Ville*, où fait sa résidence et demeure à présent le sieur Bédiaux (Béjot), médecin (1). »

C'était là encore, un précieux jalon ; mais il restait à savoir ce qu'était le médecin Béjot et dans quelle maison il habitait à l'époque où écrivait Dom Bertheau.

Cependant la double circonstance que cette maison touchait aux murs de l'*Abbaye de Saint-Corneille* et qu'elle faisait face aux prisons de la ville, limitait nécessairement le champ des découvertes. En effet, les prisons étaient installées alors sur l'emplacement actuel de la *Halle à la viande* ; le bâtiment qui leur faisait face ne pouvait donc être situé que sur la *Place du Change* ou dans la *rue de l'Etoile*. Une note émanée de Dom Grenier et se référant aux registres de saisines de Saint-Corneille, vint compléter les indications de Dom Bertheau et rendre les recherches beaucoup plus faciles. Cette note porte ce qui suit : « Gilles Coulon fut mis en possession de la maison dite *de la Pucelle*, par saisine de l'Abbaye de Saint-Corneille, du 26 novembre 1620. La moitié de l'*hôtel de la Pucelle* fut acquise en 1639 par *Antoine Béjot, docteur en médecine*, qui en fut ensaisiné le 26 janvier de la même année ; elle a passé du docteur, ancêtre de M. Béjot, garde des manuscrits de la Bibliothèque du roi, à Antoine Béjot, huissier royal ; de ce Béjot à Fleurine Béjot, et d'elle aux filles de Claude Richard, chirurgien, qui la vendirent aux Religieux de Saint-Corneille, par contrat du 25 juin 1714.

« Le 27 juillet suivant, arrêt du grand Conseil qui ordonne la visite de la cour de la *Maison de la Pucelle d'Orléans*, acquise par les Religieux (2). »

Il s'agissait, en effet, d'un procès engagé entre les mêmes Religieux et un procureur nommé Barbe, propriétaire voisin, au sujet de constructions et d'écoulement d'eaux qui gênaient ce dernier. Ce fut Jacques

(1). Une partie de ces manuscrits se trouve à la Bibliothèque de la ville de Compiègne.

(2). *Bibliothèque nationale*, manuscrits de Dom Grenier.

Chandelier, arpenteur-mesureur et expert ordinaire de Compiègne, qui fut chargé de cette visite (1).

Déjà, le 27 février 1630, le prévôt de la ville de Compiègne avait rendu un jugement, entre Allart Barbe, Conseiller du roi, Lieutenant général en l'Élection de Compiègne, et Gilles Coulon, maître chirurgien, à cause de *vues et fenestres*, ouvertes sur la maison appelée vulgairement *Hôtel de la Pucelle*.

La note que nous venons de reproduire a un grand intérêt, en ce sens qu'elle qualifie la maison Béjot tantôt de « *Maison dite de la Pucelle* » et tantôt de « *Hôtel de la Pucelle* ». Or, nous ne pouvons que répéter ici ce que nous venons de dire plus haut, c'est qu'il ne faut pas attacher le sens d'*hôtellerie* au simple mot d'*hôtel*. Il y a bien eu, à Compiègne, un *Hôtel de la Pucelle d'Orléans*, affecté aux voyageurs ; mais cette hôtellerie, qui était tenue en 1750 par un sieur Motel, et qui n'a disparu que depuis une quinzaine d'années, avait été fondée au Petit-Margny, dans le voisinage de l'endroit où Jeanne d'Arc a été prise, et ne peut, dès lors, être confondue avec la maison de la rue de l'Étoile. D'ailleurs, il suffirait de jeter les yeux sur le contrat d'acquisition par les Religieux de Saint-Corneille, en date du 20 juin 1714, pour voir que cette maison, vendue 2,000 livres, était de peu d'importance, et n'aurait pu servir d'hôtellerie. On y trouve, en effet, la désignation suivante : « Une maison sise audit Compiègne, rue..... consistant en chambres basses et chambres hautes, grenier au-dessus, cour, cave, lieux et pourpris avec bâtiment dépendant de ladite maison étant derrière la maison de Hélie Hennocq ; tenant, le total, d'un côté

(1) Jacques Chandelier est l'auteur du plan manuscrit de la ville de Compiègne, daté de 1734, et que la Société historique vient de faire graver. La maison qui appartenait à M. Barbe était jadis connue sous le nom d'*Hôtel du gros Tournois*, et c'est précisément dans cette maison que le duc de Bourgogne a logé à l'un de ses voyages à Compiègne.

Le 24 janvier 1493, Oudin Flogny, farinier à Compiègne, faisait bail à Pierre Delattre, peintre, de sa « maison et hostel où pend pour enseigne le gros Tournois ».

C'est aujourd'hui la maison de M. Pigeaux, marchand boucher.

au sieur Barbe, procureur; d'autre au sieur Hennocq, d'un bout, par devant, sur ladite rue, donnant vis-à-vis les prisons, et d'autre, par derrière, à l'Abbaye Saint-Corneille.

« Procédant des successions de deffunct M. Antoine Béjot, vivant médecin, et demoiselle Barbe Coulon sa femme. »

Les mots : *hôtel de la Pucelle et maison de la Pucelle d'Orléans*, indiquent donc, de la façon la plus claire, que, d'après une tradition constante, c'était là que Jeanne d'Arc avait réellement logé. Seulement, il ne nous a pas été possible, jusqu'ici, de découvrir à qui appartenait cette maison, en 1430. Aussi bien, les bons religieux de Saint-Corneille n'avaient pas alors, pour la mémoire de l'héroïne d'Orléans, qui s'était cependant tout-à-fait sacrifiée pour Compiègne, la vénération que nous avons aujourd'hui, et il leur souciait peu de conserver la chambre où elle avait reposé sa tête, ne fût-ce que pendant quelques jours. En effet, ils n'avaient acheté la maison, ainsi que plusieurs autres dans le voisinage, que pour donner du jour à leur réfectoire et à leur dortoir. C'est eux-mêmes qui le disent, dans un petit registre, sur lequel ils mentionnaient les choses notables, et où se trouve, sous le millésime de 1714, le passage suivant : « Vers le même temps, on a fait encore une acquisition d'une grande maison (qu'étaient donc les autres ?) qui *donnait* sur la rue, *ditte la Pucelle d'Orléans*. Et le R. P. Prieur a commencé à faire démolir les quatre maisons acquises, à faire faire une cour, avec des bâtiments neufs qui donnent d'un côté, sur la rue, de l'autre, sur notre cour, dans lesquels on a ménagé un lavoir, un réfectoire des domestiques, et des chambres pour les mendiants.

« On a fait une transaction avec M^e Martin Barbe procureur, qui avoit droit d'avoir veüe sur nous et, par transaction, il a consenti de boucher la veüe et de laisser bâtir ce que nous jugerions à propos, contre son mur, et on y a basti des lieux communs.

• La communauté s'est chargée de faire cent sols

de rente au curé du Crucifix, qu'il avait à prendre sur les maisons acquises (1). »

La pauvre maison fut donc démolie et, sur une partie de son emplacement, fut ménagé un grand bâtiment qui reçut le nom de *Charbonnière*, parce que c'était là que s'emmagasinaient le charbon des Religieux.

Vint ensuite la Révolution, qui amena la suppression de l'Abbaye de Saint-Corneille et la vente de ses biens.

Il fut décidé, alors, qu'une rue allant de la place du Change à la rue Saint-Corneille, serait ouverte sur le terrain qu'occupait la dite maison et que la maison voisine, ayant également appartenu aux Religieux, (celle portant actuellement le n° 41 de la Place du Change, et qui est occupée par un coiffeur), serait vendue avec obligation de construire un mur de pignon, à l'alignement de la nouvelle rue et d'établir en même temps un pan coupé, de six pieds de face, à l'angle de la rue de l'Étoile. De plus, l'acquéreur devait fermer provisoirement cette entrée de rue, comme il le jugerait à propos, mais, à la condition de laisser plus tard le passage libre, quand le projet serait exécuté.

L'adjudication eut lieu, dans ces termes, le 14 pluviôse an III, au profit du sieur Lecureux, boulanger à Compiègne, et le 6 prairial de la même année, ce dernier revendit au sieur Griselin, la moitié des bâtiments y compris l'ancienne *Charbonnière* qui fut démolie beaucoup plus tard. Le mur à pan coupé, dont il vient d'être parlé, a été construit à l'angle du pignon actuel de la maison place du Change, n° 41, et l'amorce de la rue projetée, exécutée jusqu'aux murs de l'ancienne abbaye, (aujourd'hui bâtiments de la Manutention militaire), est fermée par une grande porte du côté de la rue de l'Étoile. Cet espace intérieur sert de cour au propriétaire actuel du n° 20 de la rue de l'Étoile.

De la maison où Jeanne-d'Arc a logé, le 13 mai 1430 et jours suivants, il ne reste donc plus rien au-

(1) *Archives de l'Oise, H.*

jourd'hui que le sol ; mais, la Société historique n'en a pas moins cru devoir rappeler cette circonstance mémorable, en faisant également placer, sur le mur extérieur de ladite cour, une plaque en marbre noir portant, en lettres dorées, l'inscription suivante :

SOUVENIR

DE

JEANNE D'ARC

—

EMPLACEMENT

DE LA MAISON

OU A LOGÉ

JEANNE D'ARC

LE 13 MAI 1430

—

La Société Historique de Compiègne. — 1887.

—

Le 23 mai 1430, Jeanne d'Arc qui n'avait fait que traverser Compiègne, après son expédition sur Pont-l'Évêque revint une troisième fois ; mais hélas elle n'a fait qu'y passer la journée, car, arrivée au jour naissant, « *à une heure secrète du matin* » suivant sa propre déclaration, elle a été prise, vers cinq heures et demie du soir, et emmenée loin de la ville qu'elle aimait tant. Dans quelle maison de Compiègne eût-elle couché sans ce douloureux évènement ? Nous ne le saurions dire ; tout porte à croire, cependant, qu'elle aurait occupé, à nouveau, la chambre de la maison de la *rue de l'Étoile* ; mais Dieu n'a pas permis qu'il en fût ainsi, et, l'année suivante, à la même époque, la pauvre Jeanne, qui avait tant fait pour la France, subissait à Rouen le plus cruel des supplices, après avoir été sinon trahie, du moins abandonnée par ceux qui auraient dû tout sacrifier pour la sauver.

Grâce aux deux plaques commémoratives que

nous venons de reproduire, Jeanne d'Arc revivra chaque jour encore, aux yeux de tous ceux qui passeront devant l'emplacement des modestes demeures où elle a logé. Il ne restera plus qu'à en placer une troisième, à l'endroit même où elle est tombée entre les mains de ses ennemis.

Déjà, du reste, le Conseil municipal de Compiègne, par délibération du 10 mars 1858, avait décidé que l'ancienne rue du *Vieux-Pont*, traversée la dernière par l'héroïne d'Orléans avant sa fatale sortie, porterait le nom de rue *Jeanne d'Arc*, nom qu'elle a conservé depuis, et que, nous l'espérons, elle conservera toujours.

De plus, dans la séance du 18 janvier 1877, M. Bottier, alors président de la Société historique de Compiègne, rappelait, en termes chaleureux, les courageux efforts que Jeanne avait faits en faveur de nos aïeux.

« La ville de Compiègne, s'écria-t-il, ne fera donc qu'acquitter une dette d'admiration et de reconnaissance, en élevant une statue à Jeanne d'Arc, qui l'aimait bien, cette ville. Qui pourrait en douter ? La Chronique a encore conservé ces autres paroles de la Vierge de Domremy : *Je iray voir mes bons amis de Compiengne*. Voilà l'inscription qu'on devra graver en lettres d'or sur le piédestal du monument.

« Si certains esprits, ou superficiels, ou peu réfléchis, ou pessimistes, ou frondeurs, ne semblent pas comprendre qu'on puisse le lui ériger, ce monument, là où elle a été vaincue et faite prisonnière, c'est qu'ils ne voient la question que par un seul côté, au lieu de l'envisager sous toutes ses faces ; c'est qu'ils isolent sa défaite, c'est qu'ils en séparent ses hauts faits, soit à Compiègne, soit aux environs, les services incomparables que la ville lui doit et sa profonde dilection pour ses habitants.

« La statue de Jeanne d'Arc attestera, sans doute, ses malheurs ; mais elle attestera en même temps sa gloire, qu'ils n'auront servi qu'à ennoblir ; et la ville de Compiègne, par une manifestation éclatante, quoique tardive, en honorant les uns, en consacrant

l'autre; en les revendiquant, ainsi, comme une sorte de patrimoine sacré, en se les appropriant, en se les incarnant, en s'identifiant avec eux, fera acte de patriotisme, de justice et de gratitude. On ne pourra donc passer devant l'image de la grande héroïne, sans se sentir impressionné et sans en être fier.

« Qu'y a-t-il de plus digne d'un sympathique respect, et qui doive aussi vivement émouvoir que le malheur dans la gloire ! »

Un semblable appel ne pouvait manquer d'être entendu ; il le fut : et trois ans plus tard, le 10 octobre 1880, l'administration municipale faisait ériger, en présence de M. Sadi-Carnot, alors ministre des travaux publics, et d'une foule immense accourue de toutes parts, la statue de Jeanne d'Arc, qui figure aujourd'hui en face de l'Hôtel de Ville et sur le piédestal de laquelle on a gravé ces mots : JE IRAY VOIR MES BONS AMIS DE COMPIENGNE.



Établissement de propriété de l'ancien Hôtel du Bœuf.

RUE DE PARIS A COMPIÈGNE

Extrait des Registres des Saisines de la ville.

- 1445 à 1448. Reçu de Colart Laurens, pour sa *maison du Bœuf*, un denier par an, valant les dites années, 3 deniers.
- 1448 à 1451. Reçu de Colart Raoulot, pour sa maison en la rue de Paris.
- 1451 à 1454. Reçu de Raoul Thibault, pour sa *maison du Bœuf*, où il demeure, qui jadis fut Colart Laurens.
- 1456 à 1457. Même mention.
- 1458 à 1460. Reçu des hoirs Colart Raoulot, pour la maison en la rue de Paris.
- 1460 à 1463. Reçu de Raoul Thibault, pour sa maison où il est demeurant, où pend l'enseigne du *Bœuf*.
- 1464 à 1493. Mentions analogues.
- 1493 à 1496. Reçu de Simon Le Féron et sa femme, pour sa maison *Hostel du Bœuf* qui fust à défunt Raoul Thibault, où il demeurerait au jour de son trépas.
- 1496 à 1499. Mêmes mentions.
- 1499 à 1502. Mêmes mentions.
- 1502 à 1508. Reçu de Simon Le Féron et sa femme, pour l'*Hostel du Bœuf* qui fut Raoul Thibault, situé rue de Paris.
1514. Reçu des hoirs Simon Le Féron et sa femme pour leur maison de l'*Hostel du Bœuf*.
- 1517 à 1526. Mêmes mentions.
1532. Reçu de Messire Thibault, hoir de Messire Le Féron, pour sa maison *Hostel du Bœuf*, séant en la rue *Parisine*.
1543. Reçu d'Estienne Waterlot et Massette, sa femme, pour l'*Hostel du Bœuf* par eux acquis et où ils demeurent, situé en la rue de Paris.
1547. Mêmes mentions.

1563. Reçu des hoirs de Pierre Regnard pour les *estables* de l'*Hostel du Bœuf*, que le dit Regnard a adjoints à sa maison par acquisition d'Etienne Waterlot et sa femme.
1600. Vente par Sanson Dufeu à Jean Poullétier.
- 1609, Vente par Poullétier jeune à Poullétier, sergent.
1660. Héritiers de Gilles Dufeu.
1685. Marguerite Decrouy, femme de Pierre Raison, s'en rend adjudicataire au bailliage de Compiègne.
1693. Vente par les époux Raison à Jean Lemoine.
1725. Vente à Dallibert.
1758. Veuve Dallibert, née Lemoyne.
1765. Vente à M. de Chantreine.
1814. Madame Ferry, née Pellerin de Chantreine, en hérite de son père.
1826. Vente par les époux Ferry au sieur Leroux.
1866. Vente par les époux Leroux au sieur Raimbourg, propriétaire actuel.
-

REMARQUES

SUR LA

DONATION D'HUGUES DE COUDUN A S^T-HUGUES DE CLUNY

ET LA

FONDATION DU PRIEURÉ D'ÉLINCOURT-SAINTE-MARGUERITE

Par M. l'Abbé MOREL, Membre titulaire.

La donation d'Hugues de Coudun à Saint-Hugues, abbé de Cluny, vers 1092, sous l'épiscopat de Foulques de Dammartin, est d'une importance capitale pour expliquer l'arrivée des religieux de Cluny à Elincourt et la fondation du prieuré bénédictin de Sainte-Marguerite (1). On s'est toutefois demandé avec raison comment les clercs ou chanoines de Saint-Corneille de Compiègne, auxquels fut concédé le domaine d'Elincourt au x^e siècle, s'en trouvaient dépossédés à la fin du xi^e. Cette dépossession n'a eu d'autre cause que l'infidélité d'un de leurs prévôts ou avoués.

Quatorze ans seulement s'étaient écoulés depuis le don fait en leur faveur par le roi Charles-le-Simple, en 922, lorsqu'ils se virent obligés de dénoncer à Louis IV d'Outre-Mer, à son premier voyage à Compiègne, les usurpations commises à leur préjudice par Rothard, qui avait tout simplement transformé son avouerie en propriété seigneuriale, imitant en cela beaucoup d'autres avoués, tels que le sire de Fayel, avoué de l'abbaye de Saint-Wandrille, le sire d'Estrées, avoué de l'abbaye de Saint-Denis, etc. Rothard s'était emparé des villages de Canny-sur-Matz, Gury, Mareuil, Marest-sur-Matz, Manseau, Margny-sur-Matz et Elincourt, des quatre églises,

(1) Cf. *L'Origine du Prieuré d'Elincourt-Sainte-Marguerite*, en ce même vol. p. 243.

sises à Elincourt, savoir Sainte-Marie, Saint-Denis, Saint-Médard et Sainte-Marguerite, des dîmes appartenant à ces églises, du droit de travers sur l'Aronde, du moulin dit Frost, des terres, bordant les deux rives de l'Aronde, et d'une place appelée Coudun, où il s'était ménagé une forteresse ou château fort (1). Les clercs de Saint-Corneille protestèrent inutilement contre ce procédé, aussi inique que révoltant, Rothard, en homme pratique, s'était mis en mesure de défendre ses usurpations. Par ses soins, la maison qu'il habitait à Coudun avait été, malgré les réclamations des chanoines de Compiègne, transformée en ferté, oppidum ou forteresse, *domum firmaverat*. Néanmoins la paix lui semblait préférable à la guerre. C'était un homme d'église; il devint évêque de Meaux. Afin de recouvrer les bonnes grâces du couvent de Compiègne, il offrit de lui payer une redevance annuelle, un cens à titre de vassal, pour tous les biens usurpés, qu'il voulait ainsi convertir en fief. Son intention était bien de ne lui jamais rien payer, et, de fait, il ne lui paya jamais rien. *Hec omnia quasi sub censu sibi detinuit et usurpavit, de quo etiam unquam nichil solvit*. En vain le roi Louis IV, prescrivit-il, le 25 décembre 936, la restitution de tous les biens ravis à Saint-Corneille. Son ordonnance fut considérée comme non avenue (2). Quelques dîmes, quelques offrandes, des bois sur la montagne

(1) Voir le texte de la charte de Louis IV d'Outre-Mer, relative à ces usurpations, dans le *Bulletin de la Soc. historique*, t. VI, p. 213. — Il y est dit qu'Elincourt possédait quatre églises : Sainte-Marie, Saint-Denis, Saint-Médard et Sainte-Marguerite. Sainte-Marie ou Notre-Dame est encore aujourd'hui l'église paroissiale. De Saint-Denis, il ne reste aucun souvenir. Il existe une *fontaine de Saint-Denis* sur le territoire de Margny-sur-Matz, à sa limite vers Elincourt. L'église de Saint-Denis se trouvait-elle dans son voisinage, ou bien faut-il en chercher l'emplacement soit au Jonquoy, soit à Beauvoir ? L'église de Saint-Médard était située au lieu dit *la Fontaine et la Chapelle Saint-Mard*. Sainte-Marguerite est devenue l'église du prieuré.

(2) Au tome VI du *Bulletin de la Soc. histor.* p. 238, on donne à entendre : 1° que Rothard se conforma à l'ordonnance de Louis d'Outre-Mer ; 2° que les clercs de Saint-Corneille rentrèrent en possession de leurs biens, dont-ils jouirent dès-lors paisiblement ; 3° qu'ils firent des concessions de terres à Elincourt. Ce sont trois erreurs, dont a fait justice une étude plus approfondie des textes.

de Mareuil demeurèrent le partage des chanoines, mais tout le reste passa des mains de l'usurpateur Rothard en celles de son héritier ou successeur, le sire de Coudun, qui dès lors voulut être appelé *Cosduni oppidi dominus*, seigneur de la ferté de Coudun, ou *castelli Cosdunensis custos et dominus*, gardien ou châtelain et seigneur du castel de Coudun, ou encore *princeis Cosdunensis*, prince de Coudun (1). Le sire de Coudun prit-il ces titres par bravade, ou pour montrer, qu'au moyen d'un accord, il était réellement devenu seigneur et maître du domaine et du château-fort de Rothard ? Il est difficile de le savoir. Toujours est-il, qu'au milieu du XII^e siècle, il était en possession des biens usurpés par Rothard, sauf de ce qu'il en avait lui même distrait par donation ou autrement. Bien plus, jusqu'à la Révolution, le seigneur de Coudun exigera les foi et hommage des domaines convertis en fiefs par Rothard et ses successeurs. Pour ce qui regarde Elincourt, des aveux et dénombrements de 1407, 1537, 1677 et 1692 en témoignent. Ils sont toujours présentés au seigneur de Coudun, ou au seigneur de Monchy-Humières, à cause de sa terre de Coudun (2).

Hugues de Coudun semble bien avoir voulu donner à ses libéralités, en faveur de l'abbaye de Cluny, le caractère d'une réparation, d'une amende honorable, pour les injustices, commises envers Dieu et son église, par ses ancêtres. Sa charte nous fait savoir « qu'il a tenu à prendre beaucoup de précautions relativement au salut de son âme et surtout relativement au salut de ses père et mère », *de salute anime mee, immo et patris mei et matris mee, multum precavens* (3).

L'abbaye de Cluny s'empressa d'envoyer quelques

(1) GORDIÈRE, *Cartul. de Saint-Amand*, p. 158, 160, 163, 197 : chartes des années 1144, 1152, 1153, 1199. — PEIGNÉ-DELACOURT, *Cartul. d'Ourscamp*, p. 39, chartre de 1166.

(2) GUIGARD, *Bibl. hérald.*, n° 3493, — et titres originaux.

(3) Voir la charte d'Hugues de Coudun, dans *l'Origine du Prieuré d'Elincourt*, p. 3. L'un de ses descendants ou arrière-neveux, Raoul de Coudun, évêque de Soissons, mort en 1245, poursuivit le même but dans ses dispositions testamentaires en faveur du prieuré d'Elincourt.

uns de ses religieux à Elincourt, afin d'y prendre possession des églises et des moulins, des terres et des bois, des prés et des vignes, en un mot de tous les biens qui venaient de lui être donnés. Un prieuré fut aussitôt établi dans une demeure provisoire. Ce prieuré figure parmi les couvents de l'abbaye de Cluny que le roi Louis-le-Gros prit, en 1119, sous sa protection (1). En 1127, les religieux d'Elincourt, ayant obtenu de Bernard de Marrigny et André de Dives, — successeurs de Rothard en une partie du domaine d'Elincourt, — un emplacement convenable pour construire des édifices conventuels, conformes aux prescriptions de la règle bénédictine, prièrent le monastère de Compiègne de leur abandonner le droit de dîme, dont il jouissait sur ce terrain. Godefroy, doyen de Saint-Corneille, leur donna satisfaction, en convertissant la dîme en un cens annuel de 12 deniers compiégnois ; mais il réserva à ses curés (2) les offrandes et les droits de sépulture à recevoir de ses paroissiens d'Elincourt. Toutefois quelques mois après ou l'année suivante, pour couper court à toute difficulté sur ce point, il fut convenu en présence de Mathieu, cardinal, évêque d'Albano, légat du Saint-Siège, que le prieuré d'Elincourt jouirait de toutes ces redevances, et, en compensation, donnerait cinq sous, chaque année à la fête de saint Denis, aux chanoines de Saint-Corneille (3). Au cours de ces négociations, les religieux d'Elincourt sont appelés tantôt *fratres de Elincurte*, comme ayant depuis longtemps acquis domicile au village, tantôt *monachi sancte Margarete* comme moines de Cluny, établis au couvent

(1) *Bulletin de la Soc. histor.* t. VI, p. 239.

(2) *Cartul. de Saint-Corneille*. Bibl. nat. lat. 9171, ch. 344. — La paroisse du Crucifix, dont les offices se célébraient devant l'autel du Crucifix en la nef de Saint-Corneille, n'avait pas de circonscription territoriale et cependant elle comptait comme paroissiens tous les fiefés et attachés du monastère au Bois-d'Ageux, aux fermes de Corbeaulieu, des Sept-Voies, du Bois-de-Lihus, du Quesnoy, du Marais, de l'Orméon, etc., etc.

(3) *Cartul. de Saint-Corneille*, ch. 341. — Mathieu, cardinal, évêque d'Albano, était à Noyon en 1128, si l'on en croit les titres de l'abbaye de Saint-Eloy.

de Sainte-Marguerite. Un prieur va désormais prendre soin de leurs intérêts. C'est, en 1150, *Wifredus, prior sancte Margarete*, avec son chapelain *Hugues, Hugo, predicti capellanus prioris* ; en 1165, *Nicholaus, prior sancte Margarete* ; en 1174, *Anselmus, prior sancte Margarete* ; en 1198, *Herceus, prior sancte Margarete de Elincourt* (1). Ces prieurs appartenaient à l'ordre de Cluny, car nous voyons, en 1176, Gauthier de Châlons, abbé de Cluny, approuver un accord fait entre ses religieux d'Elincourt, *fratres sancte Margarete*, et Ansold, abbé de Saint-Corneille, relativement à des bois défrichés sur la montagne de Mareuil. *Frater G., humilis Cluniacensis abbas, ... compositionem ratam habemus et confirmamus*, dit la charte (2).

Nous venons de constater : — 1° que les chanoines de Saint-Corneille n'entrèrent pour ainsi dire jamais en possession du domaine d'Elincourt, dont s'empara Rothard, leur avoué, comme si la donation de Charles-le-Simple avait eu lieu en sa faveur ; — 2° que ce domaine, ainsi usurpé, ne fut jamais restitué, malgré l'ordonnance de Louis-d'Outre-Mer, mais resta toujours aux mains des Seigneurs de Coudun, héritiers ou successeurs de Rothard ; — 3° qu'à la suite d'une donation, faite par Hugues de Coudun à saint Hugues de Cluny, vers 1092, l'abbaye de Cluny, fonda à Elincourt un prieuré, dont l'établissement remonte aux premières années du XII^e siècle et dont les chartes du temps nomment les prieurs.

Concluons : Il est péremptoirement prouvé que les libéralités d'Hugues de Coudun, en faveur de l'abbaye de Cluny, furent la cause déterminante de la fondation du prieuré de Sainte-Marguerite ; d'où il résulte que l'acte authentique, où elles sont consignées, est vraiment d'une importance capitale, pour expliquer l'arrivée, l'installation et le séjour, pendant sept cents ans, des religieux de Cluny à Elincourt-Sainte-Marguerite.

(1) *Cartul. de Saint-Amand*, p. 159, 176, 179 ; — *Cartul. de Saint-Yved de Braine*. Arch. nat. LL 1583, f° 178 ; — *Cart. d'Ourscamp*, p. 279.

(2) *Cartul. de Saint-Corneille*, ch. 339.

NOTICE

SUR UN

CIMETIÈRE GALLO-ROMAIN

Exploré, en 1867, à CHEVINCOURT (Oise)

Par M. ALBERT DE ROUCY, Membre titulaire.

Chevincourt désigné, dans les anciennes chartes, sous le nom de *Civinocurtis*, est, aujourd'hui, une commune du département de l'Oise comprise dans le canton de Ribécourt, arrondissement de Compiègne. Sa cure, autrefois, consistait dans un prieuré dépendant de la puissante et célèbre abbaye de Saint-Riquier.

Le village dominé, au Nord, par une colline aussi élevée qu'étendue, n'avait, pour voies d'accès sur ses pentes et son sommet, qu'une cavée profonde et des sentiers errants.

Mais, à l'automne de 1867, on se mit en mesure d'établir, dans de bonnes conditions de viabilité, une nouvelle route partant du lieudit *le chemin des Moines*.

Les tranchées alors ouvertes pour sa confection mirent à jour nombre de vases et de poteries antiques, hélas ! presque aussitôt brisés, pour la plupart, et enlevés avec les déblais. Informé, fortuitement, de cette rencontre, je me rendis sur les lieux où

j'éprouvais, tout d'abord, de vifs regrets, à la vue de nombreux et intéressants débris se trouvant encore sur place. Je n'hésitais pas à reconnaître l'existence d'un cimetière antique sur l'emplacement que signalaient ces débris et, dès lors, je sollicitais et j'obtins des propriétaires riverains l'autorisation de fouiller le sol, en bordure des tranchées.

J'y installai donc un petit atelier d'ouvriers que j'avais déjà habitués à ce genre de travail et, dès les premiers jours, ils découvrirent et explorèrent plusieurs sépultures dont le nombre s'accrut, successivement, pendant cinq à six semaines de recherches. Le total de ces sépultures, en évaluant à quarante environ celles saccagées par l'ouverture et le déblaiement opérés pour le nouveau chemin, donne approximativement le chiffre de cent-dix, ce qui réduit à soixante-dix le nombre de celles qui, à la suite, ont été méthodiquement fouillées et étudiées.

Sous une mince superficie d'humus, la nature sablonneuse du terrain et sa déclivité très accentuée ont dû produire, avec le temps, des modifications sensibles à son nivellement primitif, ce qui explique la différence rencontrée dans les profondeurs d'inhumation variant de 1 mètre 20 cent. à 2 mètres en moyenne.

Il importe aussi de constater la présence de roches siliceuses éparses dans la masse sablonneuse, parce qu'elles ont été utilisées pour garnir et border la couche funèbre des défunts ensevelis sans cercueils, comme aussi pour caler et assujettir, sur un sol friable, les cercueils de ceux qu'on en avait pourvus. Ces cercueils étaient en bois, ainsi que l'a démontré la rencontre de gros clous à tête et de débris ligneux sur et autour des squelettes, ensevelis, pour la plupart, la tête au Sud-ouest et les pieds au Nord-ouest.

Indépendamment de ce qu'elle était loin d'être exclusive ou générale, cette orientation n'est mentionnée ici que comme un fait matériel, sans intention d'y rechercher rien de contraire ou de favorable à certaines idées de symbolisme, s'appuyant sur des

orientations n'ayant souvent d'autres raisons d'être que la disposition du sol et celle de l'emplacement réservé à chaque sépulture.

J'avais pris soin de faire relever, sur un carnet et jour par jour, le résultat des fouilles, la rencontre et la disposition des tombes, les objets trouvés dans chacune d'elles et la place qu'ils y occupaient. Ces détails, qu'il serait trop long et trop fastidieux de reproduire pour chaque sépulture, peuvent facilement se résumer en signalant, comme nous allons le faire, les plus intéressants de ces objets.

Mais, préalablement et pour abrégé aussi, au sujet de leur distribution primitive dans les tombes, nous nous bornerons à indiquer qu'en général :

Les vases étaient placés aux pieds et à la naissance supérieure des épaules, les grandes épingles ornées, à la tête, les bracelets, colliers, fibules, bagues, boucles de ceinture, aux divers points de leur destination respective, mais cela dans les sépultures les mieux conservées ; car l'effondrement des cercueils et les tassements du sol avaient, dans les autres, opéré des bouleversements et des amalgames n'autorisant plus que des inductions par analogie que la nature des objets peut justifier.

Je n'ai plus, maintenant, qu'à me reporter aux dessins pris, pour ainsi dire, sur place, par l'obligeant M. Victor Cauchemé aussi habile qu'exact en ce genre, et par lui reproduits sur les planches qui accompagnent cette sommaire notice, pour faire suffisamment concevoir la nature et l'intérêt des sépultures de l'antique cimetière de Chevincourt.

La planche I présente un extrait réduit du plan cadastral de la commune de Chevincourt, où l'emplacement du cimetière exploré se trouve exactement déterminé, dans un périmètre indiquant ses divers tenants et aboutissants.

La planche II donne l'aspect d'une des sépultures les mieux conservées. Le squelette du défunt est tout entier et bien horizontalement étendu dans le fond, en position évidemment normale et contemporaine de l'ensevelissement, rien n'étant disloqué dans l'en-

semble, ni dans les détails de l'ossature et les vases d'oblation, placés aux épaules et aux pieds, étant restés presque tous intacts. Son cercueil en bois est attesté par les gros clous à tête et les débris ligneux que nous avons déjà mentionnés d'une façon générale et c'est un de ceux qu'entouraient et assujettissaient des rangs de pierres rocheuses.

Sur la planche III sont figurés, au quart de leur dimension, sept vases en terre cuite, spécimens de tous ceux analogues extraits du cimetière. Ces vases, façonnés au tour, sont en terre cuite, quelque peu poreuse, d'aspect gris-brun plus ou moins foncé. Ceux dont la pâte est relativement plus ferme, comme par exemple le n° 2, se signalent par un ton gris ardoisé et légèrement brillant.

Tous les vases conformes à ceux de cette planche devaient être d'usage assez commun, à en juger par leur nature et leur fréquence dans les tombes les plus dénuées de mobilier funéraire.

La planche IV offre une suite de dix-sept vases en terre cuite, réduits au quart de leur dimension; ceux numérotés 4, 6, 7, 8, 10, 11, 13, 15, 16 et 17 sont, comme les précédents de la planche III, d'un ton gris plus ou moins foncé, ardoisé parfois, mais la plupart de formes variées très différentes. Celui portant le n° 9 est en terre fine d'un beau noir luisant.

Quant aux autres, ils sont en terre rouge dite de Samos et les contours de plusieurs sont ornés de cordons circulaires à la barbotine blanche, parfois répétés jusqu'au nombre de cinq, comme on le voit sur le n° 3, où ils alternent avec de petits filets noirs. Ces vases, avec ceux de forme analogue à tons gris ou noirs, peuvent être rangés dans la catégorie des *pocula* ou vases à boire.

La planche V reproduit, aussi à leur quart de dimension, seize vases, tous en terre rouge dite de Samos, tous à large orifice évasé, mais: cependant de formes et de capacités très distinctes, variant de la tasse et du bol à la jatte et à la grande terrine. Plusieurs, comme les n° 8, 9 et 10, sont ornés extérieurement, dans leur partie déclive, de lignes poin-

tillées ou striées ; le n° 7 est un beau spécimen de ces vases à large bord retombant en dehors et généralement d'une pâte fine et vernissée, qui semble aussi être assez particulière à l'espèce du n° 6.

Le n° 13, de grande dimension et qui s'évase en forme de terrine, présente à l'intérieur un ensemble de lignes creuses ou de petits canaux qui s'entrecroisent en réseau, particularité rare et curieuse, dont la raison est sans doute discutable.

On peut, néanmoins, supposer avec assez de vraisemblance, qu'elle avait pour objet de faciliter l'écoulement d'un liquide retenu sous une partie solide, comme en matière de fabrication de fromage, ou de parer à une adhérence trop intime du vase avec les matières qu'il était destiné à contenir.

Une autre particularité à relever, c'est la présence, dans l'intérieur de chacun des vases n°s 14 et 15, d'un autre petit vase en alliage de plomb et étain qui semblait placé là en position normale et bien intentionnellement ; ces sortes de vases métalliques se rencontrent assez souvent encore dans des sépultures analogues et contemporaines de celles de Chevincourt ; mais je ne sache pas qu'on ait signalé leur placement intentionnel dans d'autres vases en terre, ni conséquemment qu'on en ait cherché et donné l'explication. Celle qui m'est suggérée se recommanderait peut-être par sa simplicité ; on aurait ainsi voulu doublement garantir l'offrande versée dans les petits vases métalliques.

Sur la planche VI sont représentés, toujours à leur quart de dimension, neuf vases en terre dont deux à anses doubles et sept à anse simple. Les n°s 1, 2, 4 et 6 sont en terre rouge dite de Samos, étant à noter que le n° 4, indépendamment de sa forme gracieuse, est orné, au centre de son pourtour, de quatre petits bandeaux blancs. Les autres numéros sont en terre grise, à l'exception du n° 5, à double anse aussi, dont le ton jaunâtre est relevé par quatre bandeaux circulaires de couleur rouge.

Sur la planche VII figurent neuf autres vases en terre, dont la plupart méritent une attention parti-

culière. Les n^{os} 1 et 3 sont d'une pâte fine à ton noir, avec couverte luisante et, sur leur pourtour supérieur entre deux cordons, se détache, en grandes lettres blanches à la barbotine, l'inscription : VIVAS.

Chaque lettre de l'inscription est séparée, sur le n^o 1, par un gros point et par trois, en perpendiculaire, sur le n^o 3. Cette légende, souvent rencontrée sur des vases funéraires, semble devoir s'interpréter dans le sens d'une invocation à la vie ultra-terrestre. Toutefois, quelques vases analogues présentant la variante BIBAS et appartenant, comme ceux que nous décrivons, à la catégorie des *pocula* ou vases à boire, on a essayé de confondre les deux légendes en une seule, par une mutuelle transformation du V en B ou du B en V, en donnant la préférence à la leçon BIBAS ; mais nous ne saurions admettre cette méthode de transformation capricieuse, à propos d'inscriptions nettement tracées et identiquement répétées sur quantité de vases funéraires. Aussi tenons-nous pour très différentes, dans leur matérialité et dans leur sens, l'une et l'autre inscription.

Le vase n^o 2, en belle terre rouge de Samos, est orné, à son centre, de feuilles de lierre en relief et au-dessus, en barbotine blanche, se détachent, sans interruption entre elles, les lettres ESCA faisant partie d'une inscription rendue incomplète par une brisure, dont on n'a pu retrouver les fragments. Rien ne s'opposerait à ce qu'on la complétât sous la forme de : VIVESCAS, série de lettres s'adaptant bien à l'espace réservé à l'inscription. Ce serait la répétition variée de la légende VIVAS des vases n^{os} 1 et 3. La même invocation, au même lieu, pour des sépultures rapprochées et contemporaines justifierait la restitution proposée, alors surtout que *vivescere* est aussi parfaitement latin que *bibescere* l'est peu.

Il est une autre restitution de la légende tronquée qui me paraît très admissible ; elle consisterait à substituer à *Vivescas* le mot *Vescaris*, qui est plus usité et s'adapterait tout aussi bien au vase en question.

Les vases n^{os} 4, 5 et 6 sont en belle terre rouge de Samos à couverte luisante et, particulièrement, celui

n° 5 est orné d'une bande de festons blancs surmontée d'une ligne de gros pois de la même nuance.

Les n° 7, 8 et 9 sont d'une pâte blanche quelque peu blonde, d'un ton cru; mais ils présentent, les deux premiers surtout, des ornemens à teinte rouge qui sont assez rares sur les vases de cette nature.

La planche VIII expose, au quart de leur dimension, une série de vases en verre reproduisant toutes les variétés rencontrées dans les sépultures. La forme élégante du n° 2 est à remarquer, comme aussi les godrons du n° 6 et les ornemens en relief des n° 8 et 13. A l'intérieur de quelques-uns on remarquait encore comme des résidus des substances liquides qu'ils avaient dû contenir, soit lait, soit vin, hydromel ou toute autre offrande de libation.

Leur long séjour dans le sol, en contiguité avec des cadavres décomposés, avait plus ou moins altéré leur vitrification, mais pour donner à la plupart une brillante irisation à reflets nacrés.

Cette verrerie funéraire, si relativement intéressante qu'elle soit, ne correspondait pas, il faut le reconnaître, à l'importance de la série si nombreuse et si variée des vases en terre.

Dans le haut de la planche IX et sous les n° 1, 2, 3, figurent des vases en alliage de plomb et d'étain, les deux plus petits analogues à ceux placés dans des vases en terre, comme on le voit sur la planche V. Sous les n° 4 et 6 sont deux vases en bronze à minces parois, dont le plus grand a sa bordure supérieure façonnée à godrons. Ces cinq vases sont représentés au quart de leur dimension et n'offrent aucune particularité intéressante à signaler, si ce n'est des traces d'étamage à l'intérieur de ceux en bronze.

Les autres objets figurant sur la planche IX y sont représentés dans leur réelle dimension. Ce sont d'abord, sous les n° 6 et 7 deux spatules en bronze primitivement étamées, dont les longs manches ou tiges s'effilant en pointe se rattachent aux cuvettes par une courbe gracieuse. On remarquera que la tige du n° 6 est façonnée en torsade et que celle du n° 7 est agrémentée d'une petite ciselure à sa partie supérieure.

Les n° 8 et 9 donnent le dessin de deux pinces en bronze, dont l'une garnie d'un anneau d'attache. Ces pinces sont généralement considérées comme instruments de toilette et qualifiées épilatoires, encore qu'elles pussent servir à plusieurs usages. C'est le cas de rappeler qu'un de ces ustensiles, mais de bien moindre dimension, faisait, en effet, partie d'un petit trousseau de toilette, trouvé dans les fouilles de la forêt de Compiègne et comprenant, en réunion avec la petite pince, cure-oreille, cure-dent, et une autre petite pièce vraisemblablement destinée à nettoyer et à lisser les ongles. Se profilent, sous le n° 11, une forte épingle en bronze à tête aplatie, et sous les n° 12 et 13, deux aiguilles également en bronze, dont une mesurant près de 12 centimètres en longueur. Celle-ci, outre sa destination d'aiguille ou de passe-lacet, pouvait encore servir d'épingle d'attache et de style à écrire.

Le n° 10 représente une épingle en bronze surmontée d'une grosse perle oblongue, en pâte de verre bleue, ce qui la signale comme un ornement de toilette. Un autre ornement de toilette destiné à la chevelure est la longue épingle en os figurée sous le n° 15 et dont l'extrémité supérieure se détache fortement en saillie sur la tige, en forme de petit barillet.

Le n° 14 reproduit un peigne aussi en os, à double rang de lamelles, celles-ci plus fines et plus serrées sur un rang que sur l'autre, absolument comme les doubles peignes de nos jours. La seule particularité à signaler, c'est que le centre longitudinal de ce peigne était maintenu et renforcé par un fort bandeau également en os, que fixaient des clous encore très apparents.

Sur la planche X on voit, d'abord, une série de bracelets dont les n° 1, 2, 3 et 4 sont en bronze. On remarquera les deux derniers, dont l'un est façonné en torsade et dont l'autre, à bande plate, est orné d'une suite de petits cercles concentriques gravés. Sur les n° 2 et 4 on distingue, aux extrémités en regard, l'orifice et le crochet d'attache servant à les fixer.

Quant au bracelet n° 3, il n'est pas métallique, mais en pâte de verre noire et analogue à celle vulgairement appelée Jais ou Jayet ; il est tout d'une pièce, sans aucune section, et ce n'est que par un glissement aisé qu'on pouvait se l'adapter. Sans être d'une grande rareté, les bracelets de cette espèce ne sont pas communs.

La bague n° 8 est de la même matière et, sur son chaton, on devine une figuration mal venue, déprimée et par conséquent indéterminable.

Sous le n° 6 se déroule une chaînette en bronze à mailles plates, formées en ∞ renversé.

Le n° 9 est un spécimen de fibule ; celle qu'il représente est encore armée de son épingle d'attache. Les fibules étaient, dans l'antiquité, d'un usage général, empruntant les formes et les décors les plus variés. Elles servaient à retenir et fixer les vêtements, comme aussi à les orner. Les broches dont se parent nos contemporaines rappellent, aussi bien par leur emploi que par leur mode de construction, ces anciennes fibules.

Le n° 10 donne le dessin d'une longue épingle en bronze, surmontée d'une grosse perle en pâte de verre nuancée rouge sur fond blanc ; ce doit être un ornement de tête qui se fixait dans les cheveux.

Le n° 11 réunit une série de pâtes de verre variant de formes et de nuances ; celles en fuseaux d'une teinte bleue, les petites rondes d'une teinte rouge ou grenat, la plus grosse, au bas de la série, d'un ton orange ayant, à ses côtés, deux perles à fond gris blanc strié en rouge sur l'une et, en bleu, sur l'autre. Provenant de la même sépulture, toutes ces pâtes de verre devaient primitivement se relier ensemble, pour former un bracelet, ou plus vraisemblablement, avec plusieurs autres égarées, un collier de parure et c'est là le motif qui les a fait figurer sous cette dernière forme.

Les autres pâtes de verre, n° 7, 8 et 13, ont été trouvées isolément. Les deux premières sont de grosses perles à centre évidé ; la plus forte est cotelée et de nuance turquoise, l'autre est striée à deux teintes. Quant au n° 13, c'est un petit disque plat, à

fond blanc relevé par quatre gros points rouges; ce petit disque devait s'enchâsser dans une bordure de métal ou d'étoffe, pour être utilisé comme ornement.

La planche XI et dernière expose, dans leur réelle dimension, divers ornements dont les trois premiers se montrent intéressants; ils sont composés de feuilles de bronze offrant des figures produites au repoussé ou par un procédé d'estampage.

Le n° 1, en forme de médaillon, représente une tête de pleine face que contournent, de chaque côté et jusqu'au menton, les boucles ondées d'une puissante chevelure qui se divise à sa naissance, au-dessus du front. Une étroite bordure, en reliefs alternés, ou gros grénétis, forme le contour du médaillon, dont la figure centrale a beaucoup d'analogie avec celle du n° 3; mais comme, à la différence de cette dernière, elle n'est accompagnée d'aucun symbole ou signe particulier déterminé, on ne pourrait lui assigner une attribution plus ou moins fondée. A sa partie postérieure, ce médaillon est garni d'une virole oblongue qui l'excède de chaque côté horizontalement, ce qui ne permet pas d'en faire un ornement de ceinturon, comme on l'eût supposé si la virole eût été perpendiculaire; mais on peut lui assigner, comme destination, l'ornementation d'un baudrier, d'une gaine ou d'un fourreau.

Le n° 3, malheureusement fragmenté, offre aussi une figure de pleine face, dont la chevelure descend du haut du front à la tempe, en bandeau torsadé; au sommet central et postérieur de cette chevelure, émergent le cou et la tête d'un animal du genre cervicé, chevreuil ou chamois, et latéralement, derrière la chevelure, une aile d'oiseau bien caractérisée; enfin au-dessous du menton, on voit comme une espèce de torques.

La plaque au repoussé n° 3, dans son intégrité, n'était pas circulaire comme le n° 1, mais carrée, avec cercle en grénétis entourant la figure et ses détails. S'il ne s'agit pas là d'une composition de pure fantaisie, si peu dans les habitudes de l'époque, on est amené à y voir une représentation de Mer-

cure, le vulgaire dieu des gaulois et que l'appendice ailé caractérisait généralement à cette époque. A ce symbole de la rapidité l'association du chevreuil ou chamois n'a rien qui puisse bien étonner.

Le Mercure gaulois, d'ailleurs, a, suivant les régions et les professions diverses qui l'honoraient, des attributs multiples, variant selon la nature de son patronage ; peut-être apparaît-il ici, comme le dieu des chasseurs, dans une localité essentiellement boisée et giboyeuse.

Quant au n° 3, ce n'est malheureusement aussi qu'un fragment, mais du moins le principal, d'une plaque de bronze quadrangulaire. En effet, si incomplet qu'il soit, on y reconnaît facilement, cette fois, le dieu Mercure, nu, debout et en pied, au centre de la plaque. La tête de profil, tournée vers sa gauche, est coiffée du pétase à rebords et, au lieu d'orner cette coiffure, les ailes caractéristiques se développent derrière les épaules du dieu, y faisant corps. Du côté de la brisure, on voit comme un tube à embouchure dirigé vers les lèvres et qui semblerait être la partie supérieure d'un instrument sonore. Du côté opposé, la main droite soutient, contre le bras infléchi, un objet ayant l'apparence d'un flagellum dont la lanière, en faisant une courbe, se profilerait en hauteur, ce qui n'est pas, il est vrai, bien en situation. Mais des incorrections de ce genre ne sont pas rares dans les figurations de la même époque ; on peut aussi, d'ailleurs, considérer cet objet comme un instrument de culture, car, malgré son caractère mal déterminé, il offre pourtant quelque analogie avec la faux, la sape des moissonneurs ou la grande faucille courbe. Entre le bras droit et le corps flotte probablement un pan de manteau, sous la forme d'une corne d'abondance renversée ; puis au-dessous, se voit, sur sa tige recourbée, une feuille d'arbre ou peut-être un épi de céréale. Dans l'angle supérieur du fragment conservé, figure, en sens perpendiculaire, un autre accessoire ayant l'apparence d'une trompe droite et croisée, à son embouchure, par le flagellum, la faux ou la faucille.

Si on admet les indications de notre commentaire, on se trouverait encore en présence d'une autre figuration de Mercure considéré comme divinité agricole ou chasseresse, et j'imagine que, sur la partie qui manque au fragment, devait se trouver quelque animal domestique ou sauvage, auxquels'adressait le mouvement signalé par l'attitude du dieu ; ceux qui voudraient voir en lui cette farouche divinité en l'honneur de laquelle le druide allait couper le gui sur les chênes des sombres forêts, avec la faucille d'or, pourraient, à leur fantaisie, invoquer, en faveur de leur opinion, l'instrument recourbé tenu à la main par le personnage de la plaque et l'apparente feuille de chêne qui s'y étale à gauche ; mais c'est là un sentiment trop légèrement étayé pour que je m'y arrête.

Pour ce qui est de la destination et de l'emploi de la plaque, son peu de consistance doit la faire considérer aussi comme une pièce d'ornementation destinée à décorer soit ceinture, soit armure, soit même quelque léger meuble.

C'est à une destination analogue que doit se rapporter la bande en feuille de bronze figurant sous le n° 4 ; sa bordure repliée me ferait croire à une garniture de fourreau. Son ornementation, qui se compose d'une suite de cercles doubles concentriques, est une de celles les plus usitées pour l'époque et la région.

C'est ainsi qu'on la voit encore se reproduire, dans un encadrement à festons, sur la face antérieure des deux larges pattes de boucles en bronze qui, sous les nos 5 et 6, terminent la planche IX.

En effet, le n° 6 offre, à son centre et placés horizontalement, deux cercles concentriques qui ne sont divisés que par un mince cordon conforme à la bordure d'encadrement, ce qui les encadre ainsi chacun séparément.

Pareils cercles placés dans le même sens, sur le n° 7, sont séparés entre eux par quatre petits pois ronds, juxtaposés en croix ; au-dessous, se dressent en éventail comme trois épingles à tête ronde.

L'anneau de boucle de ce numéro s'infléchit en courbe à sa partie centrale externe, pour recevoir l'ardillon, à la différence du n° 6, dont l'ardillon retombe sur un anneau simplement arrondi, mais quelque peu ciselé à ses extrémités supérieures.

Employées pour ceinturons, baudriers ou leurs analogues, ces boucles s'adaptaient à des lanières, à des bandes de cuir où elles étaient fixées par des clous de bronze qui, rivés en dessous, présentaient, à la surface extérieure, une saillie ronde, comme ceux indiqués aux angles du n° 5 et à l'un des cercles concentriques du n° 6.

On s'étonnera, peut-être, de ne voir figurer aucune monnaie sur les planches qui accompagnent la présente notice ; cela tient à ce que celles trouvées dans les sépultures de Chevincourt ont été cent fois décrites, de même qu'elles sont fort communes. Généralement de petit module, beaucoup ont dû s'égarer et échapper aux recherches, en sorte qu'on n'en a pu recueillir qu'un petit nombre, presque toutes romaines, de l'espèce connue sous le nom de petits bronzes et afférentes à cette période de l'empire romain qui va de Constantin à Honorius, c'est-à-dire au iv^e siècle de l'ère chrétienne.

C'est à cette période qu'il faut attribuer les ensevelissements de l'antique cimetière de Chevincourt, leur mobilier funéraire étant, sous ce rapport et d'après toutes les données archéologiques, en parfaite concordance avec le témoignage monétaire.

Il est à noter qu'il n'y a été rencontré aucun signe certain se rapportant au christianisme, qui n'avait sans doute pas encore, manifestement du moins, pénétré dans la région.

La période ci-dessus assignée au cimetière de Chevincourt n'est pas, bien entendu, exclusive d'une occupation romaine bien antérieure dans le pays. On a, en effet, rencontré, sur son territoire, plusieurs vestiges ainsi que des monnaies éparses appartenant aux premiers temps du haut empire et, plus spécialement, un lot de grands bronzes qui sont entrés dans la collection de notre regretté compatriote, M. De Crouy.

Je finis par où j'aurais dû commencer, c'est-à-dire par une explication sur le long intervalle écoulé entre l'exploration du cimetière et sa présente monographie. Je devais joindre à celle-ci la description d'un autre cimetière fouillé dans le voisinage, sur le territoire de la commune de Cambronne, lieudit le Vieux-Mont, et renfermant des sépultures gallo-romaines, sous des tombes franques, qui ont fourni, toutes deux, un mobilier fort intéressant et plus riche qu'à Chevincourt. Mais les curieux dessins que j'avais fait relever sur des albums spéciaux, en vue de cette publication, ayant été, avec tant d'autres, et ainsi que tous les objets que je viens de décrire, transportés, malgré mes instances, au Musée national de Saint-Germain-en-Laye, un dépit bien naturel m'a fait renoncer à ce travail, dont les dessins, d'ailleurs, étaient un élément essentiel. Ce n'est qu'après vingt années, qu'exhumant de mes cartons des feuilles reproduisant ceux du cimetière de Chevincourt, je me suis décidé à revivre partiellement de mes vieux souvenirs, en les publiant.

MOTIFS DE SERRURERIE DU XVIII^e SIÈCLE

A COMPIÈGNE

Par M. HENRI BERNARD, Membre titulaire.

A défaut d'autre mérite, les motifs de serrurerie reproduits dans les planches qui suivent auraient au moins celui de l'intérêt local. Tous, en effet, ont été recueillis à Compiègne même, sur des portes d'habitations, où la plupart encrassés sous des couches de peinture séculaires passent inaperçus, à ce point que certains d'entre eux figurent sur les portes de Membres de la Société historique qui peut-être n'en soupçonnent pas l'existence.

On a pensé qu'il pouvait être intéressant de dessiner ces motifs, d'en former quelques planches pour les publications de la Société et de les soustraire ainsi à l'inattention générale, comme aussi d'en conserver le souvenir lorsque disparaîtront les menuiseries sur lesquelles ils sont appliqués.

Tôt ou tard, en effet, les exigences de la vie, le désir souvent inopportun de remettre au goût du jour d'anciennes constructions auxquelles les réparations enlèvent trop souvent toute espèce de caractère, amèneront la suppression de ces vieilles menuiseries et leur remplacement par d'autres, bien inférieures comme aspect et comme solidité ; leurs ornements en fer s'en iront avec elles et ceux en fonte qui leur seront substitués ne pourront que nous les faire regretter davantage.

A aucune époque, on n'a fait plus de sacrifices qu'à la nôtre pour développer le goût — le goût des arts

industriels et décoratifs principalement, — jamais les écoles de dessin n'ont été plus nombreuses, mieux dirigées, mieux pourvues de tous les éléments nécessaires.

En présence de ce luxe dans l'enseignement des arts du dessin, n'est-on pas en droit de s'étonner de la médiocrité des modèles que nous livre journellement l'industrie, alors qu'au siècle dernier, de simples artisans pouvaient produire des compositions aussi agréables que celles faisant l'objet de nos planches ? A part quelques spécialistes de Paris, quel est le serrurier de nos jours qui pourrait, je ne dis pas exécuter, mais dessiner une semblable platine de marteau ? Où rencontrerions-nous, dans nos ateliers actuels, un ouvrier, même un patron, capable de composer un motif de ce genre, d'une forme générale aussi heureuse, d'un dessin aussi franc ?

Ne serait-ce pas un peu au manque d'initiative de nos ouvriers contemporains, à leur habitude d'attendre toujours un ordre qui parfois ne vient pas et auquel ils suppléent tant bien que mal, qu'il faudrait attribuer cette décadence ? Nous ne prétendons pas résoudre la question, contentons-nous donc de présenter aux lecteurs du Bulletin ces spécimens de ferronnerie dont quelques-uns sont de charmants modèles.

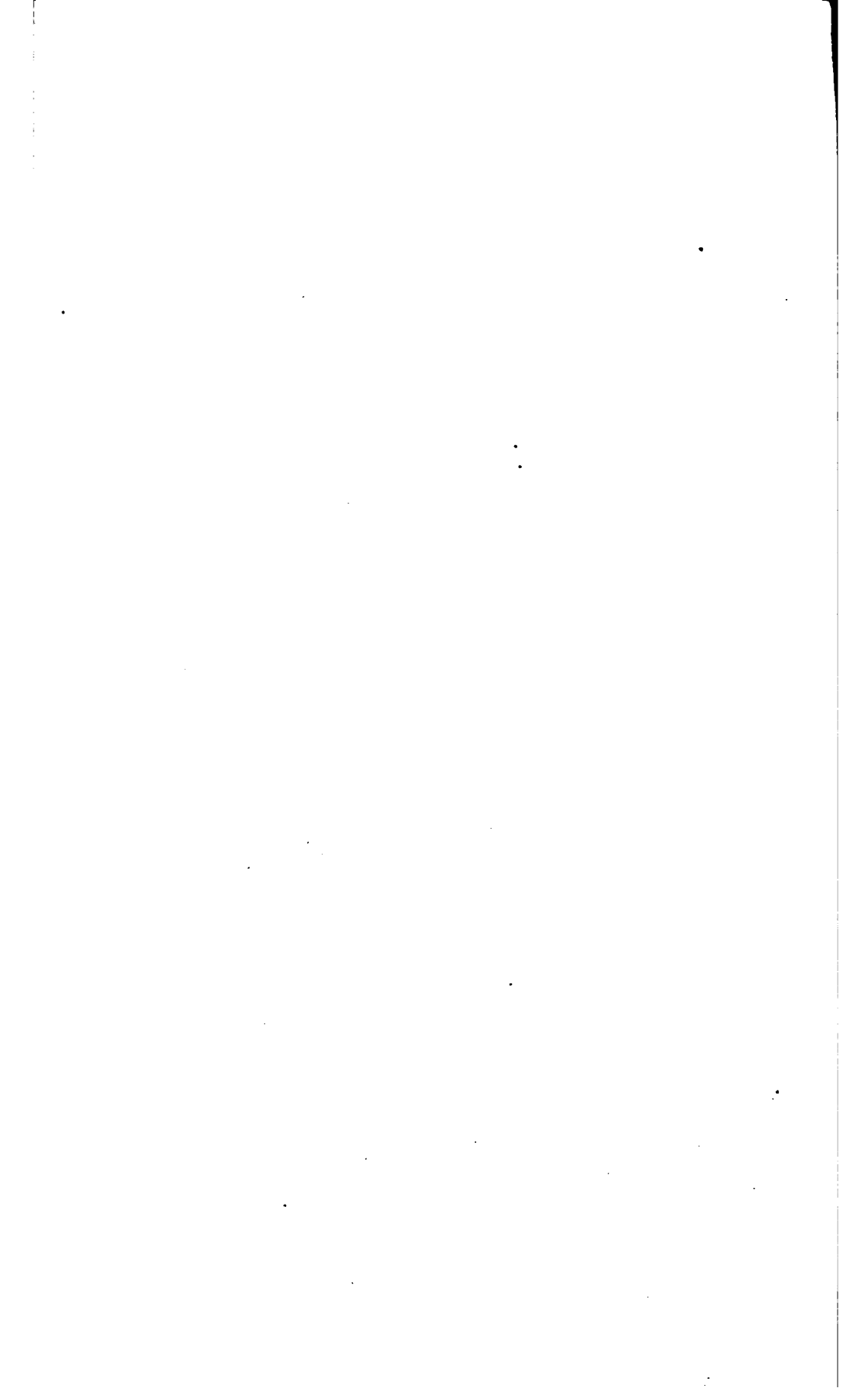
En consultant la liste jointe à cette notice, on verra que ces ornements sont exclusivement des plaques, des platines pour nous servir du terme technique, sur lesquelles étaient autrefois fixés les verrous, les boutons et plus généralement les marteaux de portes qui, à cette époque, tenaient lieu de sonnette (1).

Les explications dans lesquelles nous pourrions entrer n'ajouteraient rien à l'intérêt de nos planches ; nous nous bornerons à dire que tous ces motifs sont en tôle découpée et ajourée, fixés sur la menuiserie par de petits clous saillants à têtes demi-rondes qui contribuent à animer le dessin. Ce que nous recom-

(1) Pour mieux laisser voir la forme et la découpe de ces platines nous n'avons pas reproduit les marteaux, qui n'ont d'ailleurs rien de remarquable, et se ressemblent tous entre eux.

mandons à l'attention de nos lecteurs dans ces petites compositions, c'est l'heureuse proportion entre les vides et les pleins, c'est surtout l'habile agencement du dessin qui, si touffu soit-il, n'est jamais lourd, reste toujours visible, toujours courant et dans lequel se reconnaît cette touche légère, spirituelle, si caractéristique des ouvrages français. Nous croyons devoir particulièrement faire remarquer l'entrée de serrure portant le numéro 3, les platines inscrites sous les numéros 8, 10, 12, 15, 22, 23, et surtout celle marquée du numéro 13 qui se trouve actuellement dans une des dépendances du palais de Compiègne.

1. Rue Le Féron, n. 18 : Platine de marteau. —
 2. Rue d'Ulm, n. 14 : Entrée de serrure. — 3. Rue Dame Ségaude, n. 11 : Platine de marteau. — 4. Rue Vivenel, n. 12 : Platine de marteau. — 5. Rue des Grandes-Ecuries, n. 18 : Platine de marteau. —
 6. Rue des Lombards, n. 14 : Platine de marteau. —
 7. Rue de la Procession, lits militaires : Platine de marteau. — 8. Rue d'Ardoise, collège : Platine de marteau. — 9. Rue Saint-Lazare, n. 37 : Platine de marteau. — 10. Rue Neuve, n. 9 : Platine de marteau. — 11. Rue des Trois-Barbeaux, n. 6 : Platine de marteau. — 12. Rue des Minimes, n. 20 : Platine de marteau. — 13. Rue de l'Arquebuse, n. 1 : Platine de marteau. — 14. Boulevard Victor Hugo, n. 12 : Platine de marteau. — 15. Rue des Domeliers, n. 9 : Platine de marteau. — 16. Rue d'Alger, n. 12 : Platine de marteau. — 17. Rue Saint-Antoine, n. 10 : Platine de marteau. — 18. Rue Jeanne-d'Arc, n. 6 : Platine de marteau. —
 19. Place Saint-Jacques, n. 13 : Platine de marteau. — 20. Place Saint-Jacques, n. 13 : Platine de verrou. — 21. Rue du Four, n. 9 : Platine de marteau. — 22. Rue Saint-Antoine, n. 12 : Platine de marteau. — 23. Rue des Minimes, n. 22 : Platine de marteau. — 24. Rue Vivenel, n. 16 : Platine de marteau. — 25. Rue du Portail Saint-Antoine, n. 22 : Platine de marteau.
-



PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES DE 1885

Présidence de M. J. du Lac.

SÉANCE DU 15 JANVIER 1885

M. Souhart, vice-président présente les excuses de M. du Lac nommé président pour l'année 1885.

M. le Ministre de l'Instruction publique envoie le programme de la section des Sciences économiques du Congrès des Sociétés savantes.

M. le Secrétaire fait remarquer, parmi les questions posées, l'histoire économique d'une propriété urbaine bâtie et d'un domaine rural et indique la possibilité, pour plusieurs membres de la Société, d'y répondre, grâce aux documents qu'ils ont entre les mains.

MM. Méresse, Nollet et Rendu signalent certaines propriétés sur lesquelles ces recherches seraient faciles.

M. de Lambertye présente le rapport de la Commission des finances sur le compte du trésorier. Les conclusions de ce rapport sont adoptées.

M. de Marsy donne lecture du compte-rendu annuel sur les travaux de la Société.

M. A. de Roucy annonce à la Société que, depuis la dernière séance, M. de Marsy a été nommé directeur de la Société française d'Archéologie, fondée par M. de Caumont, et demande que le souvenir de cette distinction accordée à l'un des membres de la Société soit mentionné au procès-verbal de la séance.

La discussion est ouverte sur la proposition de modifications à apporter aux statuts.

La proposition est adoptée et le bureau est chargé de lui donner telle suite qu'il conviendra.

M. Rendu donne de nouvelles explications sur les piles de l'ancien pont.

M. Méresse entre dans d'intéressants détails à ce sujet et fait remarquer que le vieux-pont de Compiègne est donné, à l'Ecole des Ponts-et-Chaussées, comme un modèle.

M. l'abbé Morel donne lecture d'une notice sur le prieuré de Bouquy, ou Notre-Dame-des-Bois (territoire de Jaux), dépendant de Saint-Yved de Braine.

SÉANCE DU 19 FÉVRIER 1885

M. du Lac, président, adresse à ses confrères l'expression de sa reconnaissance pour l'honneur qu'ils ont bien voulu lui faire en l'appelant de nouveau à la direction de leurs travaux.

En procédant au dépouillement des publications adressées à la Société, M. de Marsy signale 1°, dans les *Annales de la Société historique du Gatinais*, une notice sur le cardinal de Châtillon; 2° dans le *Bulletin de la Société d'Aix-la-Chapelle*, le texte d'un certificat de bonne vie accordé à un allemand, par la municipalité de Noyon, en 1415; 3°, dans la *Romania*, une note critique sur Marie de Compiègne et les œuvres qui doivent réellement lui être attribuées.

M. Bruand offre une pièce d'équipement de cheval du XVII^e siècle trouvée dans la forêt, ainsi qu'une monnaie de Louis XIV.

La Société désigne, comme délégués au Congrès des Sociétés savantes : MM. Sorel, Méresse et l'abbé Morel et charge M. l'abbé Morel de présenter, en réponse à la question 8 de la section d'histoire, son travail sur *l'État de l'Instruction publique dans le département de l'Oise avant 1789*.

M. de Marsy communique une lettre de M. Schuermans, premier président à la Cour d'appel de Liège, sur divers objets du Musée Vivenel et notamment, sur l'origine des verreries trop généralement attribuées aux fabriques de Venise et dont il y a lieu de restituer la plus grande partie à des ateliers établis, au XVI^e siècle, à Nevers et à Liège, par des ouvriers italiens originaires d'Altaro (1).

M. de Marsy présente des extraits, sorte de livre de raison, inscrits en marge d'un exemplaire du *Promptuaire*, de Jean

(1) Imprimé dans le *Bulletin monumental*, 1885, t. LI, p. 191.

Dongoys, d'abord par un chanoine de Gerberoy, du nom de Testart, au commencement du XVII^e siècle, plus tard par Hippolyte Pucelle, bourgeois de Montdidier, naturaliste, dont quelques observations météorologiques ont été consignées dans les journaux scientifiques du temps. La plupart de ces notes sont relatives à des phénomènes physiques observés à Montdidier, ainsi qu'à certains faits historiques, dont le plus récent est le passage de Napoléon 1^{er} à Montdidier (1).

M. Méresse donne communication : 1^o d'un mémoire imprimé de 1752, relatif aux anciens bâtiments de l'école Hersan (2).

2^o D'un arrêt de parlement de 1783 interdisant à Verberie un certain nombre d'abus qui se produisaient le mercredi des cendres, notamment les procès simulés faits aux habitants frappés par leurs femmes, les courses et cavalcades masquées, charivaris et parades.

SÉANCE DU 19 MARS 1885.

M. de Magnienville donne communication d'un travail sur les circonstances de l'évasion de la reine Marie de Médicis, de Compiègne, en 1631. Il compare les récits des historiens, et notamment celui de M. le colonel Henrard, avec une enquête faite par M. de Nesmond, par ordre du Roi, et dont l'original se trouve à la Bibliothèque nationale. Cette enquête fait connaître l'heure exacte et les circonstances de la fuite de la Reine, son itinéraire par le Mont-des-Singes, Offémont et Rouy, où son carrosse rencontra M. de Vardes, fils du gouverneur de La Capelle, qui annonça que son père avait pris la défense de cette place.

M. de Marsy donne quelques renseignements sur la maison occupée par le duc de Saint-Simon, lors du séjour de Louis XIV, en 1698, située rue des Domeliers, appartenant alors à Thibault de Chambaudon et actuellement à Madame Agutte (3).

(1) Cette communication a été présentée au congrès des Sociétés savantes en 1888.

(2) *Bibliographie compiénoise*. N^o 179.

(3) Ces renseignements ont été utilisés par M. de Boislisle et complétés par lui dans l'édition de Saint-Simon publiée par la maison Hachette, dans la collection des *Grands écrivains*.

SÉANCE DU 16 AVRIL 1885.

M. de Marsy signale une notice de M. de la Bouillerie, sur l'abbé Auvé, insérée dans la *Revue historique du Maine*, et dans laquelle on trouve, parmi les œuvres de ce poète fléchois du XVIII^e siècle, un acrostiche adressé à Madame de Montholon, prieure de Saint-Nicolas-au-Pont.

M. du Lac offre, au nom de M. Henry Meyer, un certain nombre de documents relatifs au prieuré de Sainte-Marie-Madeleine de Villeselve et à un procès qu'eut à soutenir contre les minimes de Chauny, dom Balingart, pourvu du prieuré en 1774, procès qui durait encore en 1790.

La Société charge M. du Lac, qui a bien voulu analyser ces documents, de remercier M. Meyer et décide que le titre de membre correspondant lui sera conféré.

M. l'abbé Morel présente une esquisse du fief de Varanval (Jaux), dont le nom est connu depuis 1373.

M. Coudret rappelle que le timbre du prieuré de Bouquy était, il y a peu d'années, en vente à Compiègne.

M. A. de Roucy présente une petite tête gauloise en bronze, trouvée, il y a deux ans, à Champlieu et qui offre de l'analogie pour la coiffure avec les têtes de La Croix-Saint-Ouen, déjà étudiées par lui (1).

M. Sorel entretient la Société d'une excursion faite par lui, l'an dernier, à Domremy et propose à ses confrères de venir avec lui à la maison natale de Jeanne d'Arc, en s'offrant à leur servir de guide, heureux de faire partager à de nombreux amis les impressions qui y ont dominé son cœur (2).

SÉANCE DU 21 MARS 1885.

Admission, comme membres titulaires, de MM. Henri BERNARD, architecte, ancien élève de l'Ecole des Beaux-Arts, présenté par

(1) *Bulletin de la Société historique*, T. VI p. 152.

(2) M. Sorel a développé cette étude et l'a publiée sous ce titre : *La maison de Jeanne-d'Arc à Domremy*, par Alexandre Sorel, avec vues et plan. Paris, Champion, 1886, in-8, 291 p. et 5 pl. (Imprimerie Henry Lefebvre à Compiègne).

MM. Sorel et Francis de Roucy ; René BROSSÉLARD, juge suppléant au tribunal civil, présenté par MM. Sorel et de Marsy ; et Charles LEMAN, présenté par MM. Lesguillons et Sorel.

M. de Marsy annonce la mort de M. HURAND, ancien notaire, membre titulaire, et celle de M. Victor de BEAUVILLÉ, membre correspondant, à Montdidier.

M. du Lac lit une note sur les jetons des notaires de l'arrondissement de Compiègne et en fait passer les différentes variétés sous les yeux de ses confrères.

M. le docteur Lesguillons signale un registre-sommier de l'abbaye de Saint-Corneille au XVIII^e siècle, conservé aux Archives de l'Hôpital, et qui, sur la demande de l'administration départementale, va être déposé aux Archives de l'Oise.

MM. l'abbé Morel et Sorel se chargent d'analyser ce document.

M. de Marsy présente une notice sur un livre de raison de Pierre Hennicque, de Roye, qui donne d'intéressants détails sur la vie en Picardie au xvii^e siècle.

SÉANCE DU 18 JUIN 1885.

M. de Marsy signale un reliquaire du XV^e siècle, appartenant à l'église de Sainte-Waudru, de Mons, qui figure en ce moment à l'exposition de cette ville. Cette œuvre remarquable d'orfèvrerie, renfermant des reliques de saint Éloi, a été donnée par maître Pierre Cramette, secrétaire du roi de France, chanoine de Notre-Dame de Noyon et de Sainte-Waudru.

M. Méresse donne communication d'extraits du testament d'Helvide, dame de l'Isle-Adam, de la maison de Coudun. Ce document de 1274 renferme de nombreuses dispositions en faveur des établissements religieux de notre pays. Il en doit la communication à M. J. Depoin, qui se propose de le publier dans les *Mémoires de la Société historique du Vexin*.

SÉANCE DU 16 JUILLET 1885.

Cette séance a été consacrée à l'examen du projet d'excursion à Reims, Châlons-sur-Marne, Douremy, Langres et Troyes.

SÉANCE DU 19 NOVEMBRE 1885

Admission, comme membres titulaires, de MM. BENAUT, archiviste de la Société d'agriculture, présenté par MM. du Lac et de Roucy ; le comte Jean MARIANI, présenté par MM. du Lac et de Marsy ; et Amédée DE POMMERY, à Nancy, présenté par MM. Sorel et de Marsy.

M. le secrétaire annonce la mort de M. E. EGGER, membre de l'Institut, membre honoraire de la Société.

M. l'abbé Lécot présente la reproduction exécutée par M. Madeleine, d'une portion du plan Chandellier.

M. Sorel présente le compte-rendu de l'excursion faite par plusieurs membres de la Société à Domremy.

M. Méresse annonce la découverte, sur le flanc du Mont-Gannelon, d'une excavation fort ancienne, qui présente les caractères d'un puits à incinération.

Cette attribution ne semble pas partagée par plusieurs membres de la Société et il est décidé qu'une excursion sera faite au lieu de cette découverte.

M. l'abbé Gordière donne lecture du testament fait par Jean de Thourotte en 1251 et signale l'intérêt de ce document, qui présente une curieuse énumération de fournisseurs créanciers du défunt.

SÉANCE DU 17 DÉCEMBRE 1885

M. de Marsy annonce que le Conseil général des Vosges a, dans sa séance du 20 août, autorisé l'apposition dans la pièce principale de la maison de Jeanne d'Arc à Domremy d'une plaque commémorative en marbre blanc, en souvenir de la visite de la Société historique.

Élections pour le renouvellement du bureau : Sont élus pour 1886 : président, M. Roger Souhart ; vice-président, M. A. de Roucy.

M. Scossa est nommé membre de la Commission des finances en remplacement de M. Demonchy, démissionnaire.

La Société voulant témoigner à M. Demonchy de sa reconnaissance pour le zèle avec lequel, depuis la fondation, il s'est ac-

quitté de ses fonctions, décide que le titre de membre honoraire de la Commission des finances lui sera conféré.

M. Méresse rend compte de l'excursion faite à Bulles, aux fouilles de M. Lemagnen, par la Société académique de l'Oise, à laquelle il a pris part.

M. l'abbé Morel communique de nouveaux documents sur Saint-Corneille.

M. de Marsy donne, d'après un travail de M. Hauréau, inséré dans le *Journal des Savants*, des renseignements sur un abbé d'Ourscamps, de la seconde moitié du XII^e siècle, devenu évêque de Tusculum et sur un de ses clercs, Jean, dont les œuvres poétiques ne nous sont pas conservées, mais en faveur duquel le pape Alexandre III demandait en 1179 une prébende dans l'église de Senlis.

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES DE 1886

Présidence de M. Roger Souhart.

SÉANCE DU 21 JANVIER 1886.

M. le secrétaire annonce la mort de M. le baron DE VILLARS et de M. Adrien DE LADONCHAMPS, membres titulaires.

Il annonce ensuite le projet formé par la Société des Antiquaires de Picardie de célébrer le cinquantième anniversaire de sa fondation par un congrès et une exposition rétrospective, et donne communication des circulaires par lesquelles la Société des Antiquaires sollicite le concours de la Société historique.

M. Sorel donne l'analyse du terrier de Saint-Corneille de 1755 ; il y relève quelques mentions intéressantes au point de vue topographique et donne un aperçu des revenus de la mense conventuelle et de celle du Petit Couvent.

M. de Marsy place à cette occasion sous les yeux de ses confrères les calques de deux plans de l'abbaye dressés en 1656 et qui permettent de comprendre certains détails du document commenté par M. Sorel (1).

M. A. de Roucy signale une récente découverte de monnaies romaines à Angivilliers.

Ces monnaies, du III^e siècle, sont au nombre de 800 environ, et consistent principalement en pièces de Posthume, Gallien, Valérien et Salonine.

M. de Marsy donne lecture du compte-rendu des travaux de la Société en 1885.

M. de Lambertye présente le rapport de la Commission des finances pour 1885.

(1) Ces plans ont été réduits par M. Rohault de Fleury et gravés par lui dans son grand ouvrage : *La Messe*.

SÉANCE DU 18 FÉVRIER 1886.

Admission, comme membres titulaires, de MM. BONGRAND, substitut, présenté par MM. Brosselard et de Marsy ; Paul LA PERCHE, présenté par MM. de Marsy et Tripier ; et LE COUTEULX DE CAUMONT, présenté par MM. de Marsy et du Lac.

M. Sorel signale la mort d'un relieur parisien d'une réputation méritée, Charles Parisot, né à Compiègne en 1825, auquel le *Journal de la Librairie*, du 13 février, a consacré une notice.

M. Méresse prend la parole au sujet d'un autel attribué à Blasset et expose comment, ayant acquis récemment le Registre des conclusions capitulaires des Minimes de Compiègne, de 1612 à la fin du XVII^e siècle, il y a trouvé une délibération de 1648 relative à la commande d'un autel de la Vierge au sculpteur amiénois Nicolas Blasset ; malheureusement une autre délibération de 1652 vient donner le marché de la même commande à un autre sculpteur, Camay, pour la somme de 700 livres et montre que le premier contrat n'a pas été exécuté. Cela est d'autant plus fâcheux que les trois autels des Minimes décorent aujourd'hui l'église de Thourrotte. L'autel de Saint-François de Paule, dont on ne connaît pas l'auteur et dont M. Méresse présente un fort beau dessin de M. Bernard, pourrait être attribué à Blasset.

M. A. de Roucy signale, à cette occasion, l'intérêt qu'il y aurait à faire une étude complète de la décoration de la chapelle de Saint-Nicolas.

M. de Marsy lit, au nom de M. l'abbé Sauvage, une note sur le rôle joué par les Picards, dans la tentative faite par Ricarville, en 1432, pour reprendre le donjon de Rouen sur les anglais. Parmi ces héroïques soldats, qui périrent par la main du bourreau anglais, sur la place du Vieux-Marché de Rouen, on retrouve les noms de Jean LiVoisin, de Compiègne, de Simonnet de Francières, etc.

M. l'abbé Morel fait connaître le résultat de ses recherches pour la reconstitution des obituaires de Saint-Corneille.

SÉANCE DU 18 MARS 1886.

M. de Marsy annonce que M. l'abbé Lécot, membre et à deux reprises président de la Société, vient d'être nommé à l'évêché

de Dijon et demande que l'élévation de notre confrère à cette haute dignité soit mentionnée au procès-verbal et que des félicitations lui soient adressées. Cette proposition est accueillie à l'unanimité.

M. Le Couteulx de Caumont offre la grande carte officielle des Etats-Unis et entre dans d'intéressants détails sur l'exécution de cet important document géographique.

La Société délègue MM. Souhart, Méresse, Sorel et l'abbé Morel pour la représenter au Congrès des Sociétés savantes.

M. l'abbé Morel y présentera, sous les auspices de la Société, un mémoire sur *les Représentations théâtrales et les exercices littéraires dans les collèges de Compiègne et de Noyon au XVII^e et au XVIII^e siècles*.

M. Aug. Janvier, ancien président de la Société des Antiquaires de Picardie, assiste à la séance et y renouvelle à la Société l'invitation déjà adressée pour le Congrès d'Amiens et l'Exposition rétrospective et entre dans de nombreux détails sur leur organisation.

M. le Président engage ses confrères à prendre part à l'Exposition et promet à M. Janvier que de nombreux délégués assisteront à cette réunion qui resserrera les liens qui nous unissent déjà à la plus ancienne des Sociétés historiques et archéologiques de la Picardie.

M. Benaut donne lecture d'un mémoire sur la nécessité de l'étude de l'histoire locale dans l'enseignement classique et insiste sur l'intérêt qu'il y aurait à posséder un résumé de l'histoire de Compiègne et des environs, pouvant être mis entre les mains des enfants des écoles et dont la lecture ne pourrait que développer chez eux l'amour de leur pays.

M. de Marsy s'associe à la proposition de M. Benaut, mais sans se dissimuler toutefois les difficultés que lui paraît présenter l'exécution d'un travail de ce genre, à cause de l'exactitude et de la concision qu'il réclame; il ajoute que c'est une bonne fortune pour la Société de voir cette question soulevée en présence de M. Janvier, qui, dans son *Histoire d'Amiens racontée aux enfants des écoles*, a donné l'un des meilleurs modèles à suivre à cet égard.

Une discussion s'engage sur les moyens à employer pour réaliser la proposition de M. Benaut.

M. de Marsy fait connaître, d'après une publication récente de M. l'abbé Haignoré, sur l'abbaye de Saint-Bertin de Saint-

Omer, l'histoire sommaire du prieuré de Caumont, près de Noyon, et celle de plusieurs localités des environs, dans lesquelles l'abbaye de Saint-Bertin possédait des propriétés.

SÉANCE DU 15 AVRIL 1886

M. de Marsy donne, au nom de M. le comte Edouard de Barthélemy, lecture d'extraits d'un voyage fait en 1756, par Dom Guyton, à Ourscamp, à Noyon et à Compiègne (1).

M. de Marsy lit, au nom de M. l'abbé Morel, le travail sur les représentations théâtrales dans les collèges de Compiègne et de Noyon, destiné à être présenté au Congrès des Sociétés savantes.

Le même membre présente, au nom de M. l'abbé Gordière, un exemplaire de son ouvrage sur le prieuré de Saint-Amand de Machemont et en donne une analyse succincte, en insistant sur l'intérêt des documents publiés et des planches de sceaux qui l'accompagnent (2).

SÉANCE DU 20 MAI 1886

M. de Marsy offre, au nom de M. l'abbé Gordière, pour le musée Vivenel, les empreintes des sceaux reproduits dans *l'Histoire du Prieuré de Saint-Amand*.

M. Sorel donne lecture d'un travail sur les maisons habitées par Jeanne d'Arc, en 1429 et 1430 ; il propose à la Société de faire placer des plaques commémoratives sur ces édifices (3).

Cette proposition est acceptée et des démarches seront faites dans ce but.

M. Lequint écrit, au nom de la Commission de la cavalcade historique, pour demander à la Société de lui indiquer les maisons habitées par Jeanne d'Arc et pour solliciter son concours financier pour reproduire, sur une des places de la Ville, la maison natale de Jeanne d'Arc à Domrémy.

La Société décide qu'un extrait des indications fournies par M. Sorel sur les maisons habitées par Jeanne d'Arc sera trans-

(1) Voir dans ce volume, p. 209.

(2) Id. p. 198.

(3) Id. p. 251.

mis à M. Lequint et, tout en exprimant sa sympathie pour le projet patriotique qu'il a conçu, regrette de ne pouvoir s'y associer, ses fonds ayant une destination statutaire dont elle ne peut s'écarter.

M. de Marsy présente un compte-rendu de la réunion du Congrès des Sociétés savantes. Il signale l'intéressante discussion soulevée entre MM. Anthyme Saint-Paul, Eug. Lefèvre-Pontalis et l'abbé Müller sur les écoles d'architecture dans l'Oise au XII^e siècle et notamment sur la position des clochers.

M. de Marsy rend compte de l'excursion faite par la Société, le 13 mai, à Verberie et à Saintines, et décrit les églises de Jaux, de Rivecourt, de Rhuys, de Saint-Vaast, de Verberie, de Saintines, de Béthisy et de Saint-Sauveur.

Il place, sous les yeux de ses confrères, la statue reliquaire en argent de Saint-Jean-Baptiste, conservée dans l'église de Saintines, dont M. le curé de Saintines a bien voulu autoriser la Société à faire faire une reproduction pour placer dans son Bulletin.

SÉANCE DU 17 JUIN 1886.

M. le secrétaire annonce la mort de M. le baron DE CONDÉ, membre titulaire, décédé au château de Montataire.

M. Sorel présente de nouvelles observations sur les maisons de Jeanne d'Arc et soumet le texte des inscriptions à faire placer sur leurs façades. Leur rédaction est adoptée. Les démarches faites auprès des propriétaires ont eu un heureux résultat et la Société leur adresse ses remerciements.

M. de Marsy propose à la Société de conférer à Monseigneur LÉCOR le titre de membre honoraire. Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Le même membre rend compte du Congrès de la Société des Antiquaires de Picardie. Quinze membres titulaires de la Société historique et un plus grand nombre de membres correspondants ont pris part à cette réunion dans laquelle ont été faites de nombreuses et intéressantes communications. Une excursion a été organisée à Ham et à Nesles.

En terminant, M. de Marsy propose de voter des remerciements aux membres du bureau de la Société des Antiquaires de Picardie et de la Commission d'organisation de l'Exposition, et, après

avoir rappelé que M. Garnier, président de la Société, figure, depuis sa fondation, sur la liste des membres correspondants, il demande de conférer le même titre à MM. Auguste JANVIER, président de la Commission de l'Exposition et à M. le baron Albéric DE CALONNE, vice-président de la Société des Antiquaires.

Cette double proposition est acceptée.

M. Benaut expose le premier résultat des recherches auxquelles il s'est livré dans les anciens registres paroissiaux conservés au greffe du Tribunal civil. Laissant de côté, quant à présent, les actes de la ville de Compiègne, il s'est attaché d'abord à certaines communes rurales, Monchy-Humières, par exemple.

M. de Marsy communique une histoire élémentaire du département de l'Oise, rédigée par M. Dervillé, professeur primaire au Collège de Compiègne, et fait remarquer la méthode fort claire suivie dans ce travail, dont la publication rendrait d'utiles services pour la vulgarisation de l'histoire locale.

SÉANCE DU 15 JUILLET 1886.

M. Sorel rend compte de l'excursion faite le 29 juin à Noyon et à Ourscamp par la Société historique.

M. de Marsy présente un compte-rendu sommaire du Congrès archéologique de France tenu à Nantes, sous sa présidence, et remercie la Société d'avoir bien voulu s'y faire représenter par deux de ses membres, MM. Méresse et de Lambertye.

Le même membre donne, au nom de M. Leveaux, lecture d'une notice biographique sur Dom Leveaux, bénédictin de Saint-Maur, chapelain de Notre-Dame de Bon-Secours, décédé à Compiègne en 1828 (2).

SÉANCE DU 18 NOVEMBRE 1886.

M. Souhart, président, communique à la Société une épreuve de la reproduction du plan de Chandellier, dont tous les membres s'accordent à louer la fidélité. Il annonce ensuite qu'il a adressé, au nom de la Société, au Conseil municipal de Compiègne une demande de subvention que M. le maire a bien voulu se charger

(1) Lille, 1886, in-8.

(2) Voir p. 201.

d'appuyer. Le Conseil, dans sa dernière séance, a accordé une allocation de 300 francs à la Société pour contribuer aux dépenses de la reproduction de ce plan.

M. le Président est chargé de transmettre à M. le maire les remerciements adressés par la Société à l'Administration et au Conseil municipal.

La Société **exprime ensuite sa reconnaissance** à son président, M. Souhart, pour le zèle et le **dévouement** qu'il a apportés pour mener à bonne fin l'exécution de ce **travail** depuis longtemps réclamé.

Admission, comme membres titulaires de MM. J. B. DERVILLÉ, professeur au collège de Compiègne, présenté par MM. de Marsy et Sorel, et RIFF, juge suppléant au tribunal civil, présenté par MM. Sorel et Brosselard.

M. de Marsy signale à l'attention de la Société la publication considérable que M. l'abbé Salembier vient de consacrer à Pierre d'Ailly. Ecrivant une thèse de théologie, M. Salembier a dû donner la place la plus importante à l'examen des œuvres et des doctrines du célèbre cardinal, cependant il a consacré des chapitres étendus à la biographie de celui qu'il considère avec raison comme un enfant de Compiègne. Du reste, le livre de M. Salembier, *Petrus de Alliaco* (1), vient de valoir à son auteur le titre de docteur en théologie à l'Institut catholique de Lille.

Sur la proposition de M. de Marsy, le titre de **membre correspondant** est décerné à M. l'abbé SALEMBIER.

M. Méresse communique un estampage de l'inscription de la cloche de la chapelle de Bermont qu'il a exécuté dans un récent voyage fait à Domremy, avec M. Sorel. Il croit pouvoir adopter définitivement la lecture AVE MARIA DEI MATER UNIGENITI (2).

SÉANCE DU 16 DÉCEMBRE 1886.

M. Souhart, président, dépose le premier exemplaire de la reproduction du plan de Chandellier.

A la suite des élections annuelles, M. A. de Roucy est élu président pour 1887, et M. l'abbé Gordière, vice-président.

(1) Lille, Imp. Lefort, 1886, in-8.

(2) Le déchiffrement de cette légende a fourni l'objet d'intéressantes observations dans l'*Intermédiaire* et le *Journal de la Société d'archéologie lorraine*.

M. Guillouzie est nommé membre de la Commission des finances, en remplacement de M. Scossa, démissionnaire.

M. Méresse donne lecture d'une note sur les découvertes amenées par la construction de la nouvelle halle de la place du Marché-aux-Herbes. En fouillant le sol pour établir les fondations, on a rencontré les restes de deux murs se coupant à angle droit, dont la direction fait exactement connaître deux des côtés de la Cour-le-Roi.

Il offre à ses confrères de les conduire, à la suite de la séance, examiner ces substructions.

M. l'abbé Morel donne lecture d'un travail concernant les fiefs de Mondescourt et de Waripont, près de Noyon, dont il suit l'histoire depuis les premières années du XIII^e siècle, jusqu'au commencement du XIX^e, où Anne-Luglienne du Closel, héritière de ces seigneuries, épousa Mathieu Estave, baron de Valsery.

M. A. de Roucy donne connaissance d'une ordonnance de police du 24 mai 1776, réglant, pour la ville de Compiègne, le prix des denrées de toute nature, depuis la livre de pain blanc, à 2 s. 3 d., et le picotin d'avoine, à 3 d. 6, jusqu'à la mine de plâtre à 14 d.

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES DE 1887

Présidence de M. A. de Roucy.

SÉANCE DU 20 JANVIER 1887.

En prenant place au fauteuil, M. A. de Roucy exprime à ses confrères sa reconnaissance pour l'honneur qu'ils lui font, en l'appelant, pour la troisième fois, à diriger leurs travaux. Il leur demande, en même temps, de voter des remerciements à son prédécesseur, M. Souhart, qui a réussi à conduire à bonne fin l'œuvre difficile et éminemment utile de la reproduction du plan de Chandellier.

Admission, comme membre titulaire, de M. Albert CAPLAIN, avoué, présenté par MM. Sorel et Guillouzie.

M. de Marsy présente le compte-rendu des travaux de la Société pendant l'année 1886.

A la suite de cette lecture, M. Sorel fait ressortir l'intérêt qu'il y aurait, pour les membres de la Société, à visiter en détail la ville de Compiègne et ses monuments. Beaucoup d'édifices, détruits en partie, sont mal connus et leur emplacement est même souvent à peine désigné. Bien des habitations particulières recèlent encore des restes de constructions qu'il serait important d'étudier et de faire connaître. La Société pourrait les visiter et faire ensuite de ces promenades le sujet de discussions intéressantes dans les séances.

Cette proposition est acceptée et une commission, composée de MM. Sorel, Méresse et Souhart, est chargée de l'organisation de ces visites dans les différents quartiers et des démarches à faire auprès des propriétaires pour obtenir l'accès de leurs demeures (1).

(1) Ces visites ont eu lieu chaque mois pendant l'hiver.

M. l'abbé Gordière lit une note sur une chape et une chasuble brodées conservées dans l'église de Chevincourt. Il décrit avec grand soin les différents sujets qui décorent ces deux ornements, intéressants types de l'art religieux du commencement du XVII^e siècle et dont l'un porte même la date de 1609.

SÉANCE DU 17 FÉVRIER 1887

Admission, comme membre titulaire, de M. le colonel DE POUL, présenté par MM. J. du Lac et de Bonnault.

M. le Secrétaire annonce la mort de M. Charles DUFOUR, d'Amiens. M. le Président rappelle que c'est à la persévérante initiative de M. Dufour qu'Amiens doit la création du Musée de Picardie.

M. Méresse lit un compte-rendu détaillé de la visite faite, le 10 février, par les membres de la Société historique, sur l'emplacement de l'abbaye de Saint-Corneille et dans un certain nombre de maisons situées dans la première enceinte, du côté de la rue Saint-Antoine, de la rue des Boucheries et de la rue des Lombards.

M. l'abbé Gordière décrit le dais de l'église de Pimprez, donné par l'abbé Nollet, qui l'avait reçu en cadeau de la reine Marie Leczynska. Ce dais était primitivement un ciel-de-lit datant de la première moitié du XVII^e siècle, et rien ne s'oppose à ce que, comme l'indique la tradition, il ait servi à décorer la chambre de Marie de Médicis.

M. de Marsy passe en revue diverses publications récentes et fait ressortir les renseignements qu'elles offrent pour l'histoire locale. Il signale successivement l'étude de M. l'abbé Boufflet, sur l'église de Saint-Samson de Clermont, celle de M. Couard-Luys, sur le collège de cette ville, le *Dictionnaire des architectes français*, de M. Bauchal, la discussion entre MM. de Dion et Lefèvre-Pontalis, sur la date de l'église de Saint-Germer, le mémoire sur les instruments de musique dans les diocèses de Laon et de Soissons, de M. de Florival, et consacre, en terminant, la plus grande partie de cette revue, au livre de M. J.-M. Richard, sur la comtesse Mahaud d'Artois (1).

(1) Voir p. 228.

M. Méresse annonce qu'il a rencontré, dans la maison de M. Minard, rue des Lombards, une pierre funéraire de la Renaissance, concernant un chanoine de Saint-Clément, pierre que M. Minard veut bien offrir au musée Vivenel.

La Société prie M. Méresse de se faire l'interprète de ses remerciements auprès de M. Minard, pour le don de ce monument qui prendra place dans le musée, à côté de ceux qui ont été déjà offerts par MM. Daussy, Saignier, etc.

SÉANCE DU 17 MARS 1887.

Admission, comme membre titulaire, de M. BLU, professeur de dessin au collège de Compiègne, présenté par MM. Dervillé et Rendu.

M. de Lambertye donne lecture du rapport de la commission des finances, dont les conclusions sont adoptées.

M. le docteur Fourrier offre un manuscrit de son beau-père, M. Emm. Woillez, ancien président de la Société, intitulé : *Dictionnaire topographique de l'Oise* ; cet ouvrage, qui avait été l'objet d'une récompense dans un des concours de la Sorbonne, est resté inédit et sera utilement consulté par tous les membres de la Société ; aussi les plus vifs remerciements sont-ils votés à M. le docteur Fourrier.

M. de Marsy expose, au nom de notre confrère M. Raymond Chevallier, la situation dans laquelle vont se trouver, par suite d'un nouveau carrelage, un certain nombre de pierres tombales intéressantes qui couvrent le sol de l'église de Moyvillers.

Après avoir entendu les explications du rapporteur sur le projet qu'a le conseil de fabrique de les replacer le long des murs du porche, la Société, désirant contribuer à une dépense qui a pour but la conservation de monuments dont elle n'a jamais cessé de signaler l'importance, vote une somme de 20 francs, pour contribuer à l'exécution de ces travaux.

Sous le titre de : *Sobriquets et dictons populaires*, et après avoir rappelé les travaux de ses devanciers, M. Dervillé fait connaître un certain nombre des sobriquets décernés aux habitants des villes et villages de l'Oise par leurs voisins.

M. de Marsy présente, au nom de M. Henri Bernard, un certain nombre de dessins reproduisant des motifs d'ancienne ser-

rurerie, relevés dans la ville de Compiègne sur des garnitures de marteaux et entrées de serrures et offrant des motifs très délicats (1).

M. Benaut continue l'examen des registres paroissiaux ; il étudie ceux de la ville de Compiègne de 1760 à 1772 (2).

M. de Marsy analyse le premier volume du *Journal de Nicolas de Baye*, greffier au parlement de 1400 à 1417 (3), et signale les faits qu'il renferme et qui concernent le pays.

SÉANCE DU 21 AVRIL 1887.

Admission, comme membre titulaire, de M. Paul ESMANGART DE BOURNONVILLE, présenté par MM. le colonel de Poul et de Bonnault.

Nomination, comme membre correspondant, de M. Eugène LEFÈVRE-PONTALIS, bibliothécaire du comité des Travaux historiques.

M. Coudret retrace l'histoire d'une petite propriété, située sur le rempart de Compiègne, près de la porte La Reine, et qui, depuis 1754, est désignée dans les actes sous le nom de *Château-Gaillard*.

M. Benaut poursuit le cours de ses recherches sur les actes de l'état-civil de Compiègne et sur les particularités intéressantes qu'ils renferment.

M. le baron de Bonnault commence l'analyse d'un curieux pèlerinage à Saint-Jacques de Compostelle, entrepris en 1726, par quatre jeunes gens de Carlepont et de villages voisins, dont l'un a laissé une relation détaillée qui fait aujourd'hui partie de la riche bibliothèque de Beauvillé.

M. Eugène Mauprivez communique une curieuse peinture sur cuivre, datée de 1764, représentant Saint-Jacques, en costume de pèlerin, appuyé sur un écusson sur lequel se trouvent un mortier et une balance.

M. de Marsy donne, au nom de M. l'abbé Morel, lecture d'une note sur les foires de Compiègne et du canton d'Estrées, rédigée

(1) Voir p. 287.

(2) Afin de ne pas scinder cette analyse, nous attendrons que M. Bénaut ait achevé l'ensemble de sa communication.

(3) Publié par M. Tuetey, pour la *Société de l'Histoire de France*.

en réponse à une des questions du programme du Congrès des Sociétés savantes.

La Société décide que ce travail sera adressé sous ses auspices, au ministère, pour être présenté au Congrès.

SÉANCE DU 26 MAI 1887.

Admission, comme membres titulaires, de MM. le comte d'ARCHIAC, au château de Villers-Saint-Paul, présenté par MM. Lesguillons et de Marsy ; A. BESNARD, notaire, à Saint-Denis (Seine), présenté par MM. Coudret et Méresse ; PARINGAUX, notaire, à Compiègne, présenté par MM. Coudret et A. de Roucy ; E. BOS-CARY de VILLEPLAINE, présenté par MM. le colonel de Poul et de Beaumini.

M. Rendu rend compte de l'excursion faite par la Société à Arsy, Estrées-Saint-Denis, Moyvillers, Eraines et Choisy-la-Victoire.

Le même membre communique une pièce relative au fonctionnement du grenier à sel de Compiègne en 1760, et une lettre qu'il a reçue récemment de M. Wallon, au sujet du rôle joué par Guillaume de Flavy, lors de la prise de Jeanne d'Arc.

M. Méresse rend compte de la seconde visite faite dans les anciennes fortifications de Compiègne.

Tous les membres expriment à M. Méresse le désir qu'ils ont de le voir réunir et refondre ses diverses communications sur la topographie de la ville et nous donner, enfin, suivant l'expression de M. le président de Roucy, « un plan détaillé du Compiègne souterrain ».

M. de Marsy invite les membres de la Société à prendre part au Congrès archéologique de France qui se tiendra à Soissons et à Laon et sera suivi d'une excursion à Reims.

M. du Lac annonce que M. Henry Meyer, qui a déjà donné à la Société d'intéressants documents, lui a manifesté son intention de lui offrir également un certain nombre de clichés ayant servi pour l'*Histoire d'Ourscamp*.

M. le président charge M. du Lac de transmettre à M. Meyer les remerciements de la Société.

M. de Marsy communique un certain nombre de documents sur deux anciennes maisons de Compiègne : 1° l'Hôtel du Donjon, situé rue du Donjon ; 2° l'Hôtel de Saint-Hubert, rue du Per-

roquet (aujourd'hui rue Solferino). Cette dernière maison était, au milieu du XVIII^e siècle, la propriété de J. C. Gervaise, grand maître du collège de Navarre et abbé de Miseray, dont la mère appartenait à la famille de Billy.

SÉANCE DU 16 JUIN 1887

M. Coudret offre, comme président de la Chambre des notaires, un exemplaire du travail publié, en 1854, par M. Grandmange, renfermant les noms des notaires de l'arrondissement de Compiègne, avec la succession de leurs offices et l'indication des pratiques conservées dans les études actuelles. Des additions manuscrites complètent ce travail et le conduisent jusqu'à nos jours.

M. le président fait remarquer l'importance qu'il y a, pour nos confrères, à pouvoir consulter ce document ; il adresse tous ses remerciements à la Chambre des notaires, en priant M. Coudret de vouloir bien lui offrir, à titre de souvenir, un exemplaire du plan de Compiègne, de Chandellier.

M. Francis de Roucy donne lecture, au nom de M. Benaut, du compte-rendu de l'excursion faite le 9 juin, à Choisy-au-Bac, au Plessis-Brion, à Ribécourt, à Attiche, à Thiescourt, à Cannectancourt, à Saint-Albin, à Elincourt-Sainte-Marguerite et à Coudun.

M. Méresse y ajoute quelques mots sur les ruines d'un château, ayant appartenu à la famille de Flavy, situé sur la montagne d'Oisemont.

M. Méresse signale la découverte faite récemment dans la propriété de Madame Béjot, 14, rue de Paris, d'une pierre tombale du commencement du XVII^e siècle, portant l'effigie de maître frère Nicolas Michon, de Château-Thierry, d'abord prieur de Vailly, puis curé de Neuilly-Saint-Front. (1)

M. Méresse continue la lecture de son travail sur le Compiègne souterrain.

M. Coudret signale certains documents intéressants pour l'histoire locale : 1^o un contrat de 1687 passé entre M. de Villa-

(1) Cette pierre que Madame Béjot a bien voulu offrir à la fabrique de Saint-Antoine a été fixée, par les soins de M. le curé Gordière, le long d'un des murs intérieurs de cette église.

cerf, père du prieur commandataire d'Elincourt et l'entrepreneur Mouton, pour l'entretien des couvertures de l'église et de l'abbaye; 2° une lettre de Bertrand-Quinquet à Camille Desmoulins (1).

SÉANCE DU 21 JUILLET 1887

MM. A. de Roucy et Sorel présentent un compte-rendu du Congrès archéologique de Soissons et de Laon, auquel ils ont assisté, ainsi qu'un assez grand nombre de membres de la Société.

Admission, comme membre titulaire, de M. Paul BÉJOT, élève à l'Ecole spéciale militaire, présenté par MM. A. de Roucy et Méresse.

M. le Président annonce la mort de M. BRÉGEAULT, juge, membre titulaire.

M. Coudret donne communication d'un devis dressé le 17 février 1674, pour l'érection d'un autel de la Vierge dans l'église de Saint-Antoine.

Le marché est conclu, en présence de M. Geoffroy, aumônier du Roi, curé de cette paroisse, entre MM. Jourdain, avocat au Parlement et Delavallée, procureur aux sièges royaux de Compiègne, tous deux marguilliers et le sieur Pinard et ses deux fils, entrepreneurs à Soissons. La provenance et la nature des pierres et marbres employés à ce travail sont expressément désignées. L'autel, d'ordre corinthien, était orné d'une statue de la Vierge en pierre de quatre pieds et demi de haut, d'anges, de chérubins et d'ornements de bronze. Le prix de l'œuvre était fixé à 1,400 livres, plus 22 livres pour le vin du marché.

M. Coudret ajoute que cet autel a été détruit pendant la période révolutionnaire et qu'il n'en existe plus que deux colonnes en marbre rouge et blanc, conservées sans emploi dans une chapelle latérale.

M. Méresse donne lecture de la dernière partie de son travail sur la topographie de l'ancien Compiègne.

(1) Voir p. 240.

SÉANCE DU 17 NOVEMBRE 1887

Admission, comme membres titulaires, de MM. LÉON DELAHAYE, cultivateur, à Palesnes (Pierrefonds), présenté par MM. A. de Roucy et de Magnienville; et Albert JULIEN, ancien instituteur, à Pierrefonds, présenté par MM. Benaut et de Marsy.

M. de Marsy présente, au nom de M. Henri Bernard, un plan de l'église de Saint-Jacques de Compiègne, dont une réduction doit figurer dans les publications de la Société.

M. Rendu communique un certain nombre de plans et croquis de Compiègne, dessinés par Robit.

M. A. de Roucy rend compte d'une visite faite par plusieurs membres de la Société à Palesnes, où MM. Delahaye et Cugnières avaient bien voulu signaler la découverte de médailles et d'ossements survenue dans des travaux agricoles pendant le mois de septembre. Il décrit les grossières murailles mises au jour, les armes en fer dont il présente des spécimens, les rouelles nombreuses et la petite quantité de médailles romaines découvertes avec des ossements de cinq ou six squelettes, aux crânes brachycéphales. Un fragment de vase en terre rouge porte au revers l'estampille... CIRO. F que l'on doit rapprocher de celle CRECIRO, recueillie au mont Berny.

M. de Roucy termine en disant que ces sépultures, peu nombreuses et sans appareil, peuvent être celles de soldats romains tués dans une rencontre à la fin du III^e ou au commencement du IV^e siècle.

Il remercie, au nom de la Société, MM. Delahaye et Cugnières d'avoir bien voulu attirer l'attention du bureau sur cette découverte et offrir au musée Vivenel les épées, les rouelles et le vase déposés sur le bureau.

M. l'abbé Morel annonce qu'il a été assez heureux pour retrouver aux Archives nationales, dans le fonds de Cluny, la charte originale de fondation du prieuré de Sainte-Marguerite d'Elincourt, par Hugues de Coudun, entre 1089 et 1095. Ce document, qui avait échappé aux recherches de M. Peyrecave et dont il donne la lecture et la traduction, jette un nouveau jour sur les origines clunisiennes du prieuré d'Elincourt (1).

M. Benaut continue son examen des registres paroissiaux de Compiègne.

(1) Voir p. 243 et 268.

SÉANCE DU 15 DÉCEMBRE 1887.

Admission, comme membre titulaire, de M. Achille LAVAUX, présenté par MM. Souhart et de Marsy.

M. Rendu donne lecture d'une note sur les abords de l'ancien pont de Compiègne, à l'occasion de la découverte faite, en juillet dernier, sur le sol de la route de Clermont, des restes d'un pont en pierre édifié au-dessus du fossé du boulevard qui protégeait le pont principal donnant accès à la ville.

Ce pont, qui a du succéder à un pont de bois figuré sur d'anciens plans et notamment sur celui de 1509, paraît avoir été reconstruit vers 1732, au moment de la construction du Pont-Neuf, et afin d'établir une communication entre le nouveau pont et la route de Clermont.

M. de Marsy demande, à ce propos, si le plan dit de 1509 peut véritablement être assigné à cette date, et, dans ce cas, s'il n'a pas été l'objet de modifications postérieures, dont quelques-unes pourraient aller jusqu'au milieu du XVII^e siècle; il prie ses confrères de l'aider à rechercher soit l'original, soit les plus anciennes copies de ce plan et d'examiner quelle forme y affectent l'Hôtel-de-Ville, la Porte-Chapelle, l'église de Saint-Jacques.

M. Dervillé donne lecture d'un second recueil de proverbes locaux.

M. Coudret donne de curieux renseignements sur les fêtes patronales qu'au milieu du XVIII^e siècle, un certain nombre de corporations ouvrières et de confréries faisaient célébrer, dans l'église des Cordeliers, qui paraît avoir été très fréquemment choisie pour ces fêtes, bien que d'autres corporations se soient réunies dans les églises paroissiales et dans d'autres communautés.

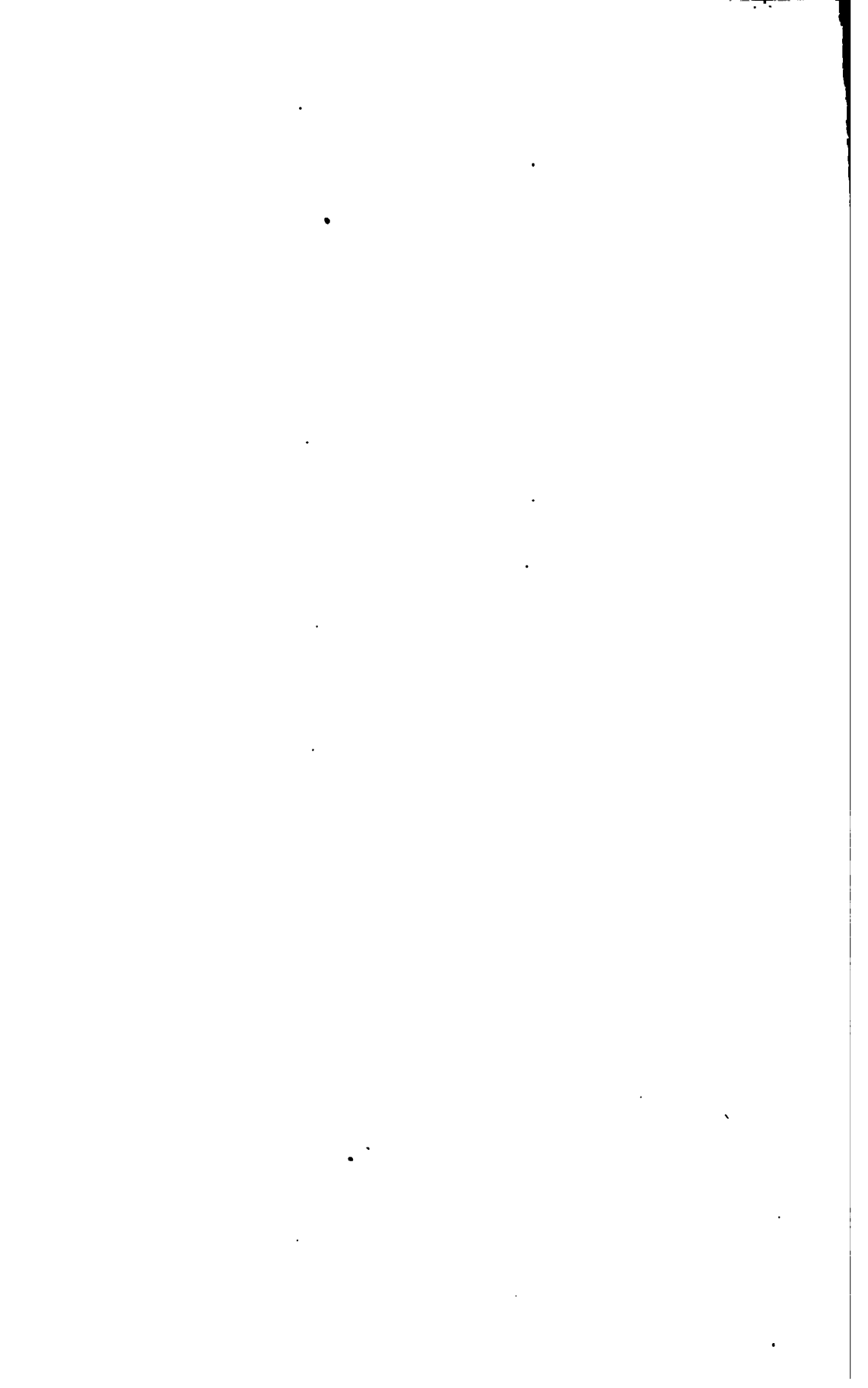
C'est dans un registre conservé aux Archives départementales de l'Oise que M. Coudret a rencontré ces indications qui nous fournissent d'intéressants détails non seulement sur l'existence de ces confréries, mais aussi sur leurs usages et on pourrait ajouter sur leurs ressources.

Les confréries dont on trouve le nom sur le registre des Cordeliers sont celles des vanniers, maîtres charpentiers, garçons cordonniers, maîtres tisserands, boulangers, bouchers, scieurs

de long, couvreurs, tonneliers, chaudronniers, paveurs, maîtres tailleurs d'habits, perruquiers, vitriers, serruriers et chapeliers, ainsi que les Compagnies de l'Arc et de l'Arquebuse.

A la suite de cette communication, M. Coudret en fait une autre sur la Corporation des Compagnons de l'Arche-du-Pont. Un acte de 1685, relatif à des services religieux à faire célébrer dans l'église de Saint-Jacques, nous fait connaître les noms du maître du Pont et des huit compagnons qui composaient avec lui cette communauté. Chargés de remplir l'office de pilotes et de guider les bateaux à travers le difficile passage du pont, les Compagnons de l'Arche jouissaient d'importants privilèges et avaient décoré, à leurs frais, la chapelle de leur patron Saint-Nicolas, dans l'église de Saint-Jacques, chapelle considérée alors comme la plus belle et la plus ornée et qui avait été choisie, à ce titre, pour y faire reposer le Saint-Ciboire.

Le renouvellement annuel du bureau a lieu au scrutin. M. l'abbé Gordière est nommé président pour 1888 et M. Coudret vice-président.



ÉTAT DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE

Au 1^{er} Janvier 1889

BUREAU

<i>Président</i>	MM. ALEXANDRE SOREL.
<i>Vice-Président</i>	ADR. BOITEL DE DIENVAL.
<i>Secrétaire</i>	le Comte DE MARSY.
<i>Secrétaire-adjoint</i> .	ROGER DE MAGNIENVILLE.
<i>Trésorier</i>	DEHESDIN.
<i>Archiviste</i>	CH. MÉRESSE.

COMMISSION DE PUBLICATION

MM. RENDU, A. DE ROUCY et SOREL, membres.

COMMISSION DES FINANCES

MM. COUDRET, GUILLOUZIC et le Comte DE LAMBERTY, membres.
DEMONCHY, membre honoraire.

MEMBRES TITULAIRES¹

ARCHIAC (le comte d'), au château de Villers-Saint-Paul, par Creil.
BALNY D'AVRICOURT (le comte Fernand), *, consul général de France, à Hambourg, et au château d'Avricourt (Oise.)
BALNY D'AVRICOURT (Gaston), à Avricourt (Oise.)
BEAUMINI (Achille de.)
BECQUEY-BEAUPRÉ (le colonel), C. *, ancien commandant militaire du Palais, 7, rue Saint-Florentin, à Paris.
BÉJOT (Paul), officier d'infanterie, à Clermont-Ferrand.
BENAUT (Louis), archiviste de la société d'agriculture de Compiègne,

(1) Les membres titulaires dont l'adresse n'est pas spécialement indiquée, habitent Compiègne.

- BERNARD (Henri), ancien élève de l'École des Beaux-Arts, architecte attaché à la Commission des monuments historiques.
- BESNARD (A.), notaire à Saint-Denis (Seine.)
- BÉTHUNE (le comte Léon de), au château de Béthencourt, par Ribécourt.
- BLU (Jules), professeur de dessin au Collège et aux écoles municipales.
- BOITEL DE DIENVAL (Victor.)
- BOITEL DE DIENVAL (Adrien), *, ancien capitaine d'artillerie, au château de la Folie, par Pierrefonds.
- BONNAULT D'HOUE (le baron Xavier de), archiviste-paléographe.
- BOTTIER (Hippolyte), ancien magistrat.
- BOURNONVILLE (Paul ESMANGART DE.)
- BRÉDA (le comte Maurice de), au château du Plessis-Brion.
- BRÉDA (le comte Jacques de), au château de Thiepval (Somme.)
- BRÉDA (le comte Robert de.)
- CADOR, juge suppléant au Tribunal civil.
- CAPLAIN (Albert), avoué.
- CAICHEMÉ (Victor), inspecteur des bâtiments du Palais.
- CAZIN, juge au Tribunal civil.
- CHATENAY (le vicomte A.-G. de), député de l'Oise, membre du Conseil général, à Fontaine-Bonneleau, par Crèvecœur.
- CHENEVAL, ingénieur civil, conseiller d'arrondissement, adjoint au maire.
- CHEVALLIER (Paul), docteur en médecine.
- CHEVALLIER (Raymond), maire de Moyvillers.
- CORBERON (le baron de), C. *, ancien député, membre du conseil général, au château de Saint-Maurice, à Troissereux.
- COSSÉ-BRISAC (le comte Artus de), *, ancien député, au château du Fayel.
- COUDRET (Alphonse), notaire.
- DEHESDIN, notaire.
- DELAHAYE (Léon), agriculteur, à Palesnes, près Pierrefonds.
- DEMOLON, pharmacien.
- DEMONCHY (Charles), juge honoraire au Tribunal civil.
- DERVILLÉ (J.-B.), professeur au Collège.
- DESMAREST, notaire.
- DEVISE (Albert de), chef d'escadrons commandant les dragons territoriaux du 2^e corps d'armée, au château de Salency.
- DORIA (le comte), à Orrouy.
- DORIA (le vicomte François), à Orrouy.
- DUBOIS (Henri), entrepreneur de maçonnerie.
- DUBOIS (Paul), receveur particulier des finances.
- DUBLÔC (Edouard).
- DUCHESNE (Albert), député de l'Oise.
- DUFLOT (Alexandre), professeur de dessin.
- DUTILLEUL, G. O. *, ancien ministre des finances, ancien député, à Elincourt-Sainte-Marguerite.
- FAILLY (le baron Maurice de), à la Chénoye, par Cuise-la-Motte.
- FESSART, *, ancien sous-inspecteur des forêts.

FOURRIER (A.), docteur en médecine.

FOY (le comte Fernand.)

GORDIÈRE (l'abbé), chanoine honoraire, curé de Saint-Antoine de Compiègne.

GUILLOUZIC (Adrien), avoué.

HARLÉ D'OPHOVE, ancien membre du Conseil général, à Chevreières.

HEUDEL, ancien notaire, président de la Société d'horticulture.

JULIEN (Albert-Eugène), instituteur en retraite, à Pierrefonds.

LABATTE (Victor).

LABRUNERIE (Eugène de).

LAC (Jules du), ancien magistrat.

LAC (René du).

LAGARDE (Paul), membre du Conseil général, au château de Sainte-Claire, à Berneuil-sur-Aisne.

L'AIGLE (le comte Robert de), député de l'Oise, membre du Conseil général, au château du Francport, à Choisy-au-Bac.

LAMBERTYE (le comte Gaston de).

LANGLOIS (A.), membre du Conseil général, au Quesnoy-Chevrières.

LA PERCHE (Paul).

LAVAUX (Achille).

LE COUTEULX DE CAUMONT (Louis).

LEFEBVRE (Henry), imprimeur, président du Tribunal de Commerce, conseiller municipal, président de la Société de gymnastique.

LEFEBVRE SAINT-OGAN, rédacteur en chef du journal *Le Progrès de l'Oise*.

LEMAN (Charles).

LESGUILLONS, docteur en médecine.

LEVEAUX (Alphonse), ancien maire, conseiller municipal, conservateur du Musée Vivenel.

MAGNIENVILLE (Roger de).

MAINDREVILLE (l'abbé Doé de), chanoine honoraire, curé de Saint-Germain de Compiègne.

MAINTENANT (Félix de), procureur de la République.

MARIANI (le comte Jean).

MARSY (le comte de), directeur de la Société française d'archéologie, correspondant des Comités des Travaux historiques et des Beaux-Arts.

MASSON (l'abbé), curé de Venette.

MAUPRIVEZ (Eugène), licencié en droit.

MAZIÈRE, ancien notaire, à Noyon.

MENNECHET DE BARIVAL (Alphonse), à Chiry-Ourscamp.

MÉRÉSSE (Charles), architecte.

MEYER (Henri), ingénieur civil.

MICHEL, ancien notaire.

MOREAU (Henri).

MOREL (l'abbé E.), curé de Chevreières.

NOLLET, maire de Venette, vice-président de la Société d'agriculture.
PARINGAUX, notaire.
PERROT (Léonce.)
PEYRECAVE, à Elincourt-Sainte-Marguerite.
PEYRECAVE (Albert), président du Tribunal civil, à Dieppe.
PHILIPPET (l'abbé), chanoine honoraire, curé de Saint-Jacques, archiprêtre de Compiègne.
PILLON (Alphonse), maire de Roye-sur-Matz.
POINTIER, ancien magistrat.
POISSONNIER (Charles), notaire.
POUL (Edmond de), C. *, colonel de cavalerie en retraite.
PUGET (le vicomte Raymond du.)
ROCHEFORT, docteur en médecine, à Lassigny.
ROUCY (Albert de), *, président honoraire du Tribunal civil.
ROUCY (Francis de.)
SAUGNIER (Emile), *, ancien trésorier-payeur général.
SÉRÉ (Florimond), banquier.
SEROUX (Gérard de), au château de la Motte, par Béthigny.
SEROUX (le baron Henri de), ancien capitaine d'infanterie.
SONGEONS (René de.)
SOREL (Alexandre), *, président du Tribunal civil.
SOUHART (Roger), *, ancien capitaine d'Etat-major.
TASSART (Jules.)
THUISY (le marquis de), *, membre du conseil général, au château de Baugy, par Monchy-Humières.
TRÉMISOT (Maurice de.)
TRIEPIER (Paul), ancien préfet de l'Oise.
VARANVAL (Duclos de), à Varanval (Jaux.)
VERNEUIL (Charles de.)
VIGNON (Arthur), suppléant de la Justice de paix, à Ribécourt.
VILLEMONT (Charles), conseiller municipal.
VILLEPLAINE (E. de.)
VIMONT.
VORGES (E. de.)
WURTZ (Louis), docteur en médecine, conseiller municipal.

MEMBRES HONORAIRES

Le Préfet de l'Oise.

S. G. l'Evêque de Beauvais, Noyon et Senlis.

LÉCOT (S. G. Mgr) l'évêque de Dijon, ancien président de la Société.

MAURY (Alfred), C. *, membre de l'Institut, ancien directeur général des Archives nationales, à Paris.

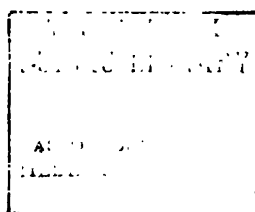
NIEUWERKERQUE (le comte de), G. O. *, membre de l'Institut, ancien surintendant des Beaux Arts, à la Gattalola, près Lucques (Italie.)

MEMBRES CORRESPONDANTS

- ANCELET, ✱, architecte du Conservatoire des Arts-et-Métiers, à Paris.
- BAILLIENCOURT (Gustave de), ancien receveur principal des finances, maire de Mortain (Manche.)
- BARTHÉLEMY (Anatole de), ✱, membre de l'Institut, à Paris.
- BEAUCOURT (le marquis du Fresne de), président de la Société bibliographique, à Paris.
- BEAUREPAIRE (Eugène de Robillard de), ✱, secrétaire de la Société des Antiquaires de Normandie, à Caen.
- BERNHARDT (Frédéric de), chef de bureau au *Foreign Office*, à Londres.
- BERTOT, président de la Société littéraire de Bayeux.
- BLOMME (A.), président du Tribunal civil, à Termonde (Belgique.)
- BOUFFLET (l'abbé), curé de Saint-Samson de Clermont (Oise.)
- BOULONGNE (S.-A.), O. ✱, médecin militaire de première classe, à Constantine.
- BRÉCOURT (le baron A. de), C. ✱, général de division, à Marseille.
- BROUSSILLON (A. Bertrand de), vice-président de la Société historique du Maine, au Mans.
- BURBURE (le chevalier de), membre de l'Académie de Belgique, à Anvers.
- CALONNE (le baron Albéric de), à Amiens.
- CAPELLINI (le commandeur), professeur à l'Université de Bologne (Italie.)
- CARDEVACQUE (Adolphe de), à Arras.
- CARTAILHAC (Emile), professeur d'anthropologie, à Toulouse.
- CAUDEL (l'abbé), secrétaire du Comité archéologique de Senlis, curé de Barbery (Oise.)
- CHABOUILLET (A.), O. ✱, conservateur du département des médailles à la Bibliothèque nationale, à Paris.
- CHALON (Rénier), président honoraire de la Société royale de Numismatique belge, à Bruxelles.
- CHANTRE (Ernest), sous-directeur du Muséum de Lyon.
- CHARENCEY (le comte H. de), membre de la Société asiatique, à Paris.
- CHEVALIER (l'abbé Ulysse), ✱, correspondant de l'Institut, à Romans (Rôme.)
- CONSTANT, professeur à la Faculté des Lettres, à Aix.
- CORNEAUX (l'abbé), curé de Cercy et Longpont (Aisne).
- COUARD-LUYS, archiviste de Seine-et-Oise, à Versailles.
- COUGNY (G. de), au château de la Grille (Indre-et-Loire.)
- DARD (le baron), O. ✱, à Aire-sur-la-Lys (Pas-de-Calais.)
- DELAHERCHE (Alexandre), à Beauvais.
- DELIGNIÈRES (E.), secrétaire de la Société d'Emulation, à Abbeville.

- DESJARDINS (G.), *, chef du service des Archives départementales, à Paris.
- DESMAZES (Ch.), O. *, ancien magistrat, à Paris.
- DES MÉLOIZES (le vicomte Renaud d'Avène), O. *, président honoraire de la Société des Antiquaires du Centre, à Bourges.
- DIRKS (le docteur J.), président de la Société d'histoire de la Frise, à Leeuwarden (Pays-Bas.)
- DOGNÉE (Eugène), * à Liège.
- DUBUISSON, pharmacien à Lassigny.
- DUFOUR (Auguste), bibliothécaire, à Corbeil.
- DUPONT (E.), directeur du Musée d'Histoire naturelle, à Bruxelles.
- DUPUIS (Ernest), membre du Conseil général, président du Comité archéologique de Senlis, à Pontarmé (Oise.)
- ESNAULT (l'abbé), au Mans.
- FRANCART (Adolphe), avocat, à Mons.
- FROHNER, *, ancien conservateur au Musée du Louvre, à Paris.
- GARRIGOU (le docteur), à Toulouse.
- GÉRIN (J.), vice-secrétaire du Comité archéologique de Senlis.
- GERMAIN (Léon), bibliothécaire de la Société d'archéologie lorraine, à Nancy,
- GILLET (Victor), à Arras.
- GUIMET (Emile), *, directeur du Musée Guimet, à Paris.
- HAGEMANS, ancien membre de la Chambre des représentants, à Bruxelles.
- HAHN (Alex.), greffier de la justice de paix, à Luzarches.
- HAMARD (l'abbé J.-B.), curé de Hermes.
- HARDOUIN (Henri), *, conseiller honoraire, à Quimper,
- JANVIER (Auguste), ancien président de la Société des antiquaires de Picardie, à Amiens.
- JULLIOT, président de la Société archéologique de Sens.
- JUZANCOURT (Georges de), major au 4^e régiment de cuirassiers, à Lyon.
- LAFFOLYE (A.), *, architecte du château de Saint-Germain-en-Laye.
- LAGERBERG (le chev. M. de), chambellan du roi de Suède, à Gothembourg.
- LAIR (le comte Charles), au château de Blou (Maine-et-Loire.)
- LA PRAIRIE (J. Le Clerc de), président honoraire de la Société archéologique de Soissons.
- LATTEUX (Ludovic), au Mesnil-Saint-Firmin.
- LAUGARDIÈRE (L. de), ancien magistrat, à Bourges.
- LAURIÈRE (Jules de), secrétaire général de la Société française d'Archéologie, à Paris.
- LE CORNU (le colonel Ph.-C.), président de la Société Jersiaise d'Histoire, à Jersey.
- LEDOUBLE (le chanoine), secrétaire de l'Evêché, à Soissons.
- LEEMANS (le docteur C.), directeur du Musée royal des Antiquités, à Leyde.

- LEFÈVRE-PONTALIS (Eugène), bibliothécaire du Comité des Travaux historiques, à Paris.
- LEFRANC (Abel), archiviste aux Archives nationales, à Paris.
- LOERSCH (le docteur Hugo), professeur à l'Université de Bonn.
- LONGPÉRIER-GRIMARD (le comte Alfred de), président honoraire du Comité archéologique de Senlis.
- LOYSEAU DE GRANDMAISON, *, archiviste du département, à Tours.
- LUCAS (Charles), architecte, à Paris.
- LUÇAY (le comte de), *, président de la Société de l'Histoire de France, à Paris.
- MANUEL (l'abbé), curé de la Chapelle-en-Serval.
- MARICOURT (le comte R. de), à Senlis.
- MALTE-BRUN (A.), *, secrétaire honoraire de la Société de Géographie, à Paris.
- MAS-LATRIE (le comte de), O. *, membre de l'Institut, à Paris.
- MEYER (Henry), à Paris.
- MICHAUX (Alex.), imprimeur, directeur du *Progrès de l'Aisne*, à Soissons.
- MILLES CAMPS (Gustave), à Versailles.
- MONCLAR (le marquis de), *, conseil général de France, à Amsterdam.
- MONTAIGLON (A. de), *, professeur à l'Ecole des Chartes, à Paris.
- MOREAU (Frédéric), *, à Cierges, par Fère-en-Tardenois, (Aisne.)
- PAISANT (Alfred), juge au Tribunal civil de la Seine, à Paris.
- PALUSTRE (Léon), directeur honoraire de la Société française d'Archéologie, à Tours.
- PÊCHEUR (l'abbé), curé de Crouy, près Soissons.
- PÉCOUL (Aug.), ancien secrétaire d'ambassade, à Draveil (Seine-et-Oise.)
- PICHON (le baron Jérôme), président de la Société des Bibliophiles français, à Paris.
- PIETTE (Edouard), *, ancien député, à Vervins.
- PLESSIER, conducteur des Ponts-et-Chaussées, à Venette.
- POISSONNIER père, ancien notaire, à Chauny.
- POLLEN (J. Stungerford), M. A., membre de la Commission du Kensington-Museum, à Londres.
- PONTÉAUMONT (L. de), bibliothécaire-adjoint, à Cherbourg.
- PRAROND (Ernest), président honoraire de la Société d'Emulation, à Abbeville.
- READ (Ch.), *, membre de la Société des Antiquaires de France, à Paris.
- RENDU (Armand), conseiller d'arrondissement, à Maignelay.
- REY (Emmanuel) *, membre de la Société des Antiquaires de France, à Paris.
- RICHARD (J.-M.), archiviste-paléographe, à Laval.
- ROACH-SMITH, de la Société des Antiquaires de Londres, à Strood, par Rochester (Angleterre.)
- ROZIERE (Eug. de), O. *, sénateur, membre de l'Institut, à Paris.



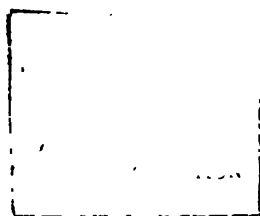
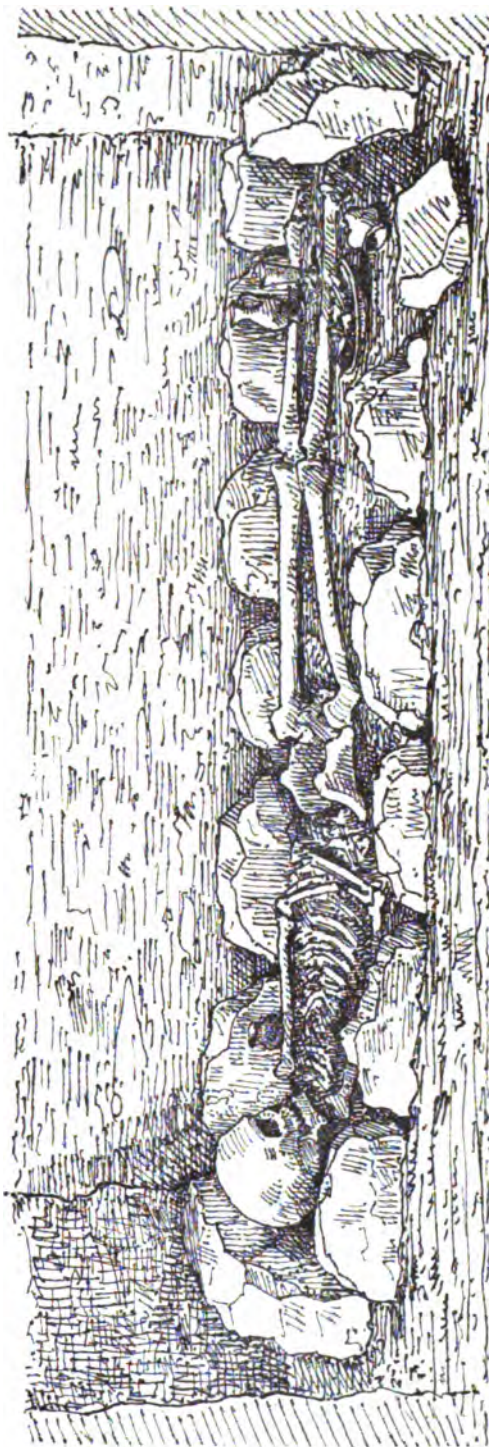
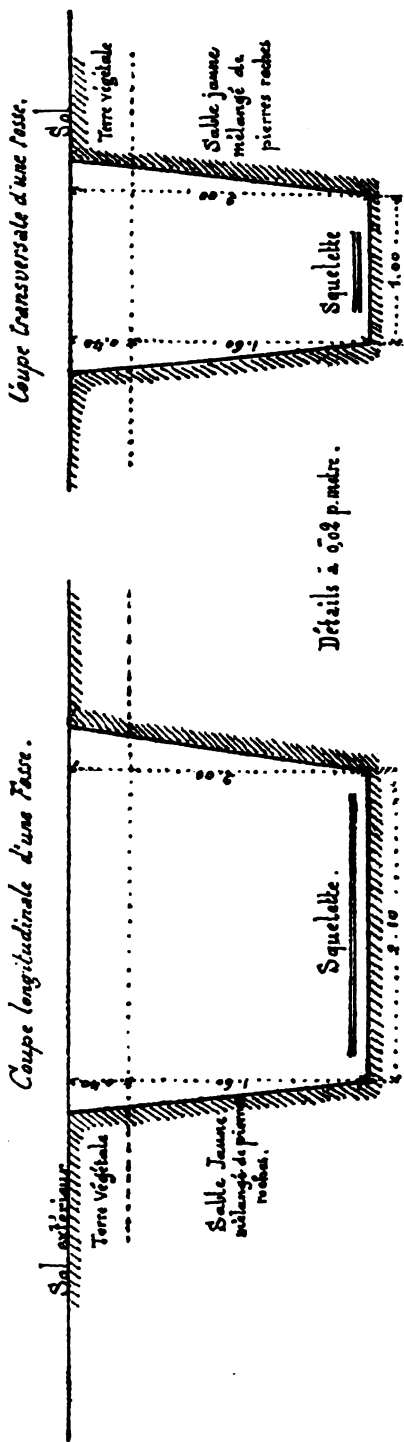


TABLE DES MATIÈRES

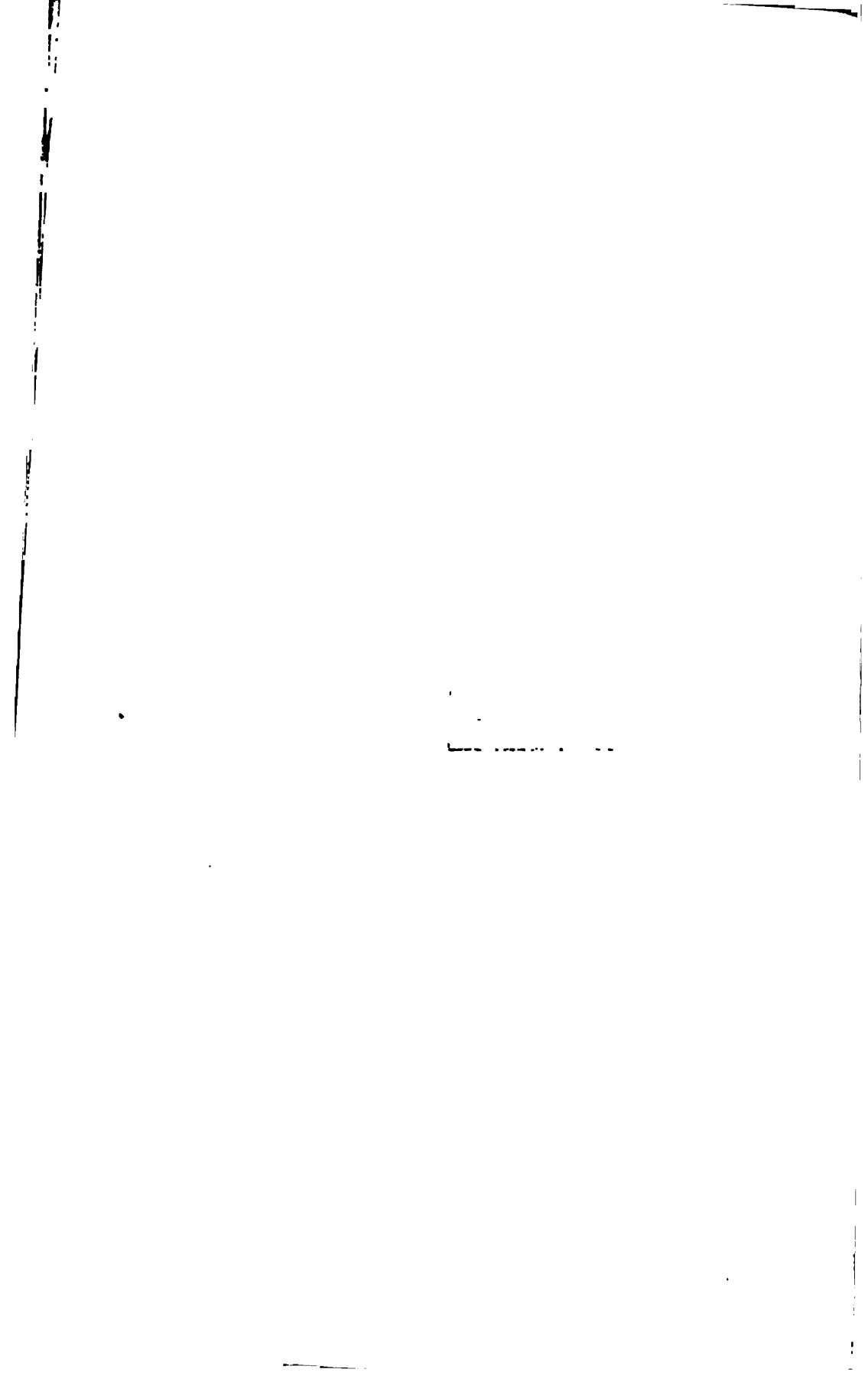
Procès-verbaux des Séances de 1883.	5.
Compte-rendu des travaux de la Société pendant l'année 1884, par M. le Comte de Marsy.	13
Procès-verbaux des Séances de 1884.	22
Le château de Montataire par M. le Comte de Marsy.	30
Les écoles dans les anciens diocèses de Beauvais, Noyon et Senlis, par M. l'Abbé Morel.	39
Le cartulaire de Saint-Amand, par M. le Comte de Marsy.	198
Dom Leveaux, chapelain de Notre-Dame-de-Bon-Secours (1746-1828), par M. Alphonse Leveaux.	201
M. Poullétier de Verneuil, membre de l'Académie des Sciences (1805-1873), par M. le Comte de Marsy	205
Voyage de Dom Guyton à Noyon et à Compiègne, publié par M. le Comte Ed. de Barthélemy.	209
La rue Saint-Accroupy, par Monseigneur Lécot.	221
La Comtesse Mahaut d'Artois et les Picards, par M. le Comte de Marsy.	228
Les Compiégnois à la fête des Trente-et-un Rois à Tournai en 1331, par M. le Comte de Marsy.	234
Aumône faite, au XIII ^e siècle, aux religieuses de Saint-Jean-des- Vignes dites de Sainte-Périnne, à Compiègne, par M. C. Méresse.	237
Une lettre de Bertrand-Quinquet, par M. A. Coudret.	240
L'Origine du prieuré d'Elincourt-Sainte-Marguerite, par M. l'Abbé Morel.	243
Séjours de Jeanne d'Arc à Compiègne. Maisons où elle a logé en 1429 et 1430, par M. Alexandre Sorel.	251
Remarques sur la donation d'Hugues de Coudun à Saint Hugues de Cluny et la Fondation du prieuré d'Elincourt-Sainte-Margue- rite, par M. l'Abbé Morel.	268
Notice sur un Cimetière Gallo-Romain, par M. Albert de Roucy	273
Motifs de serrurerie du XVIII ^e siècle à Compiègne, par M. Henri Bernard.	287
Procès-verbaux des Séances de 1885.	291
Procès-verbaux des Séances de 1886.	298
Procès-verbaux des Séances de 1887.	306
Etat de la Société au 31 Décembre 1888.	317

3

SÉPULTURES GALLO-ROMAINES DE CHEVINCOURT

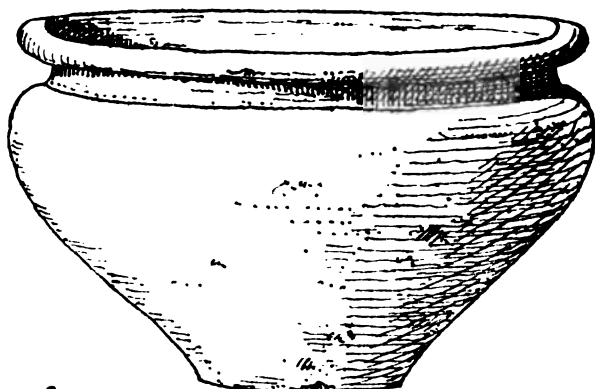


Vue d'une des Sépultures mise à jour



SÉPULTURES GALLO-ROMAINES DE CHEVINCOURT

1



2



3



4



5



6.



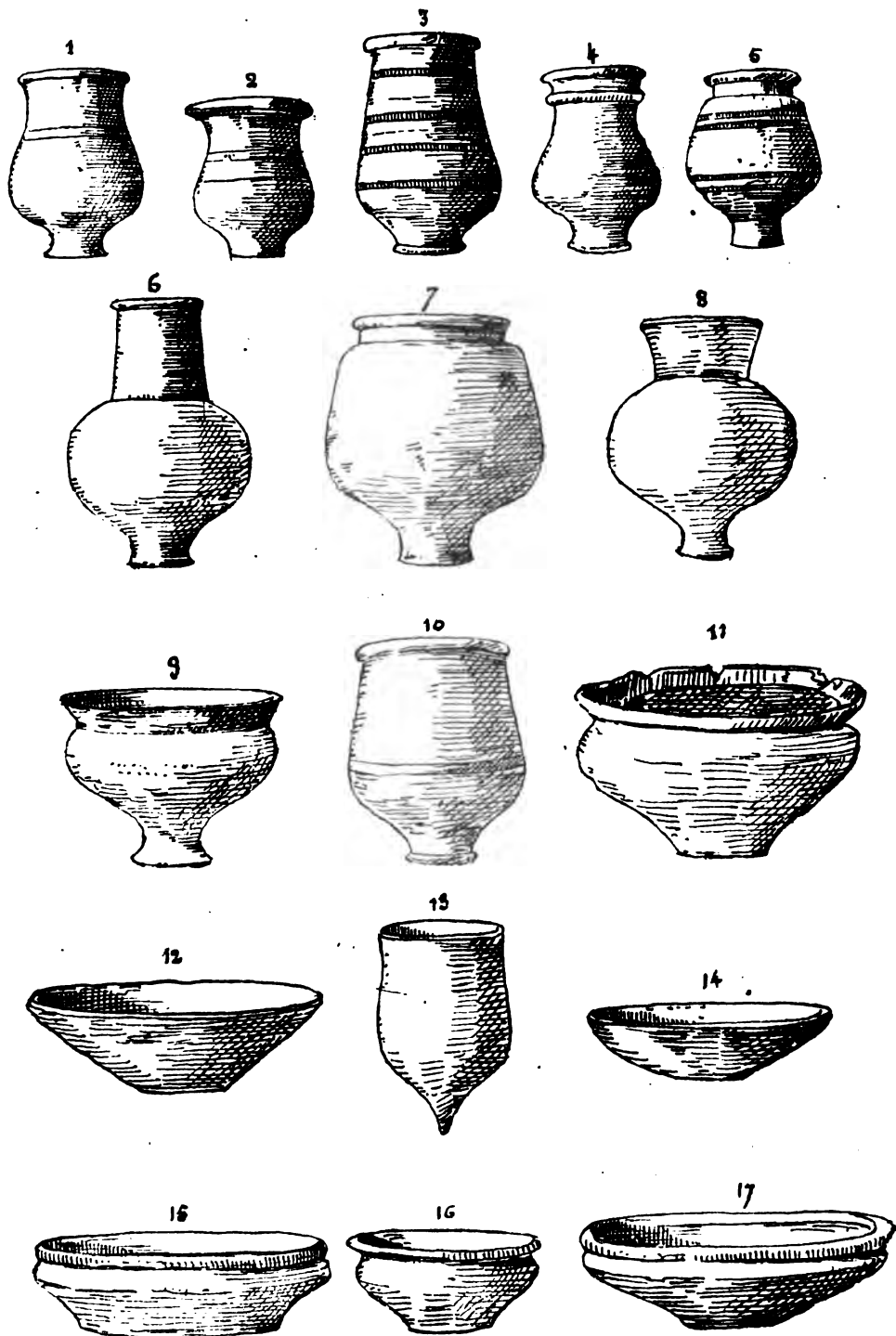
7.



à $\frac{1}{4}$ de la grandeur naturelle.

Vases en terre cuite.

SÉPULTURES GALLO-ROMAINES DE CHEVINCOURT

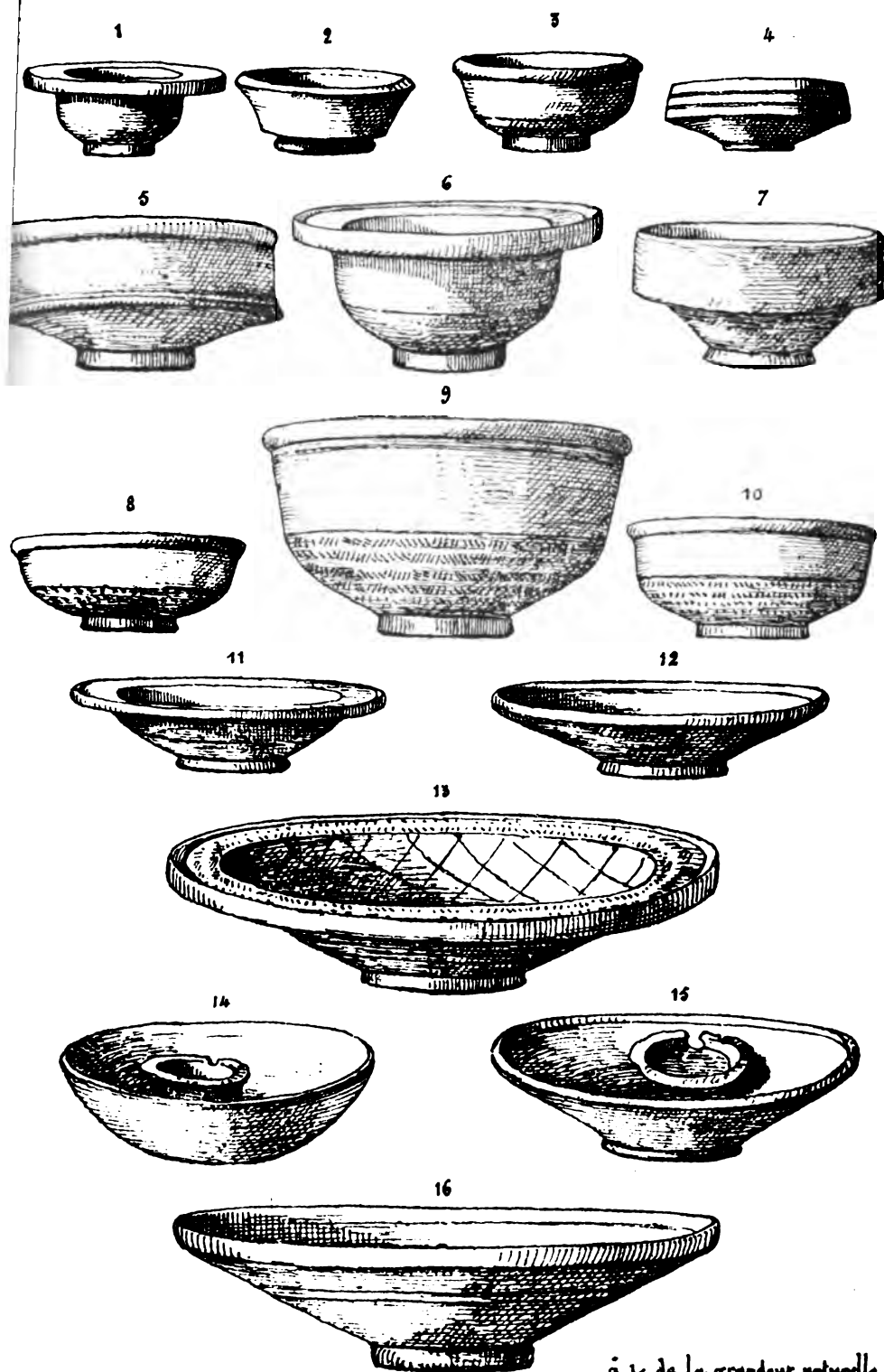


à $\frac{1}{4}$ de la Grandeur naturelle.

Vases en terre cuite.



SÉPULTURES GALLO-ROMAINES DE CHEVINCOURT

à $\frac{1}{4}$ de la grandeur naturelle.

Vases en terre cuite

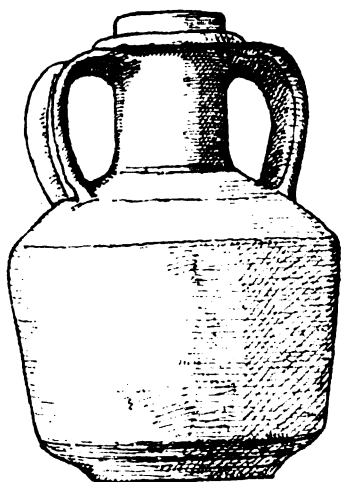


SÉPULTURES GALLO-ROMAINES DE CHEVINCOURT

1



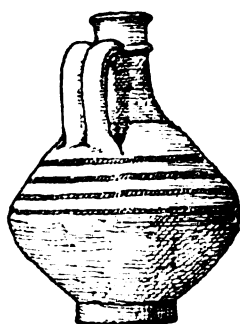
2



3



4



5



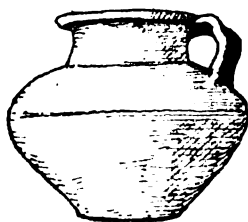
6



8



7

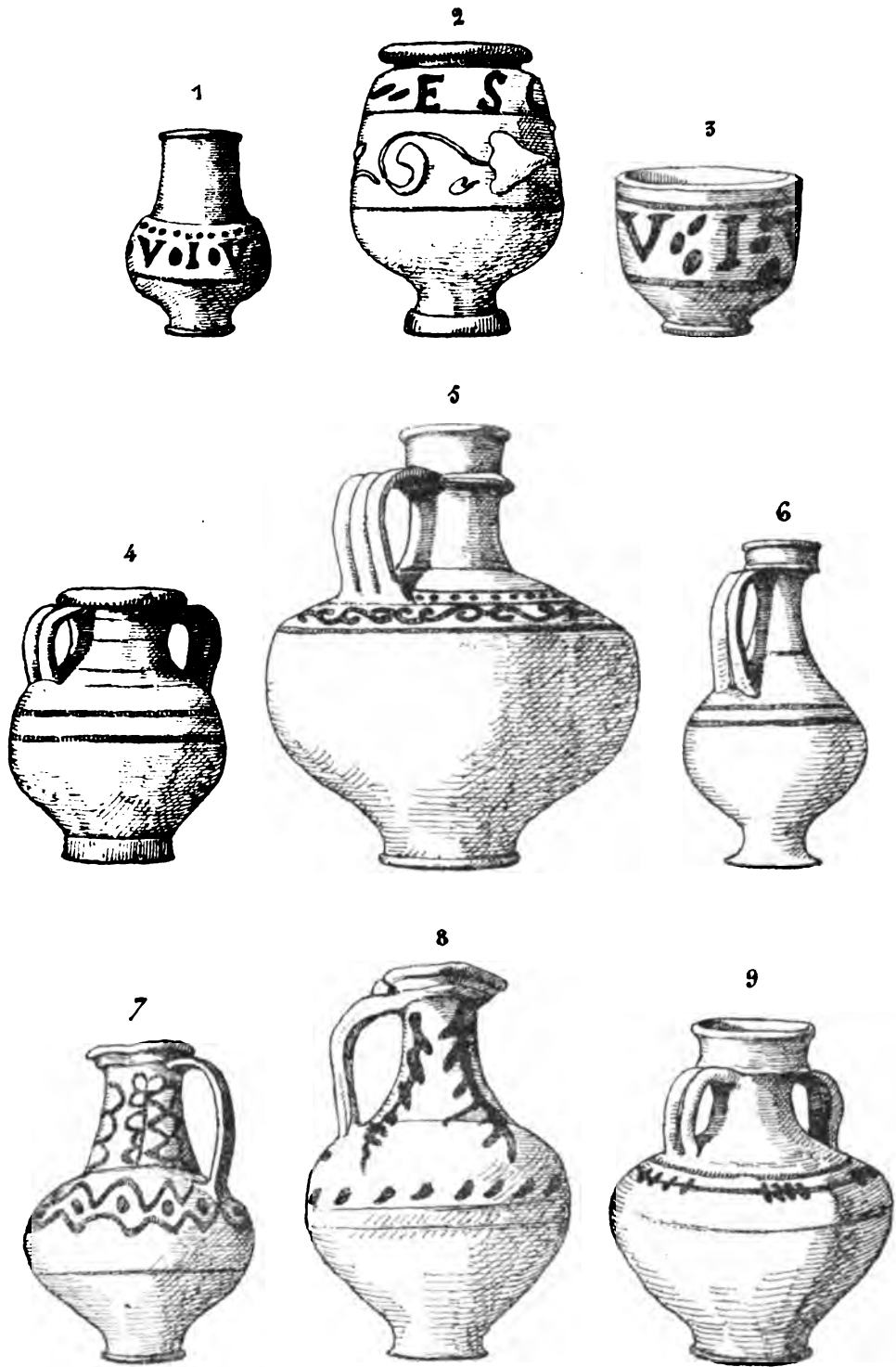


9



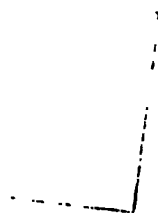
Vases en terre cuite à $\frac{1}{4}$ de la grandeur naturelle.

SÉPULTURES GALLO-ROMAINES DE CHEVINCOURT

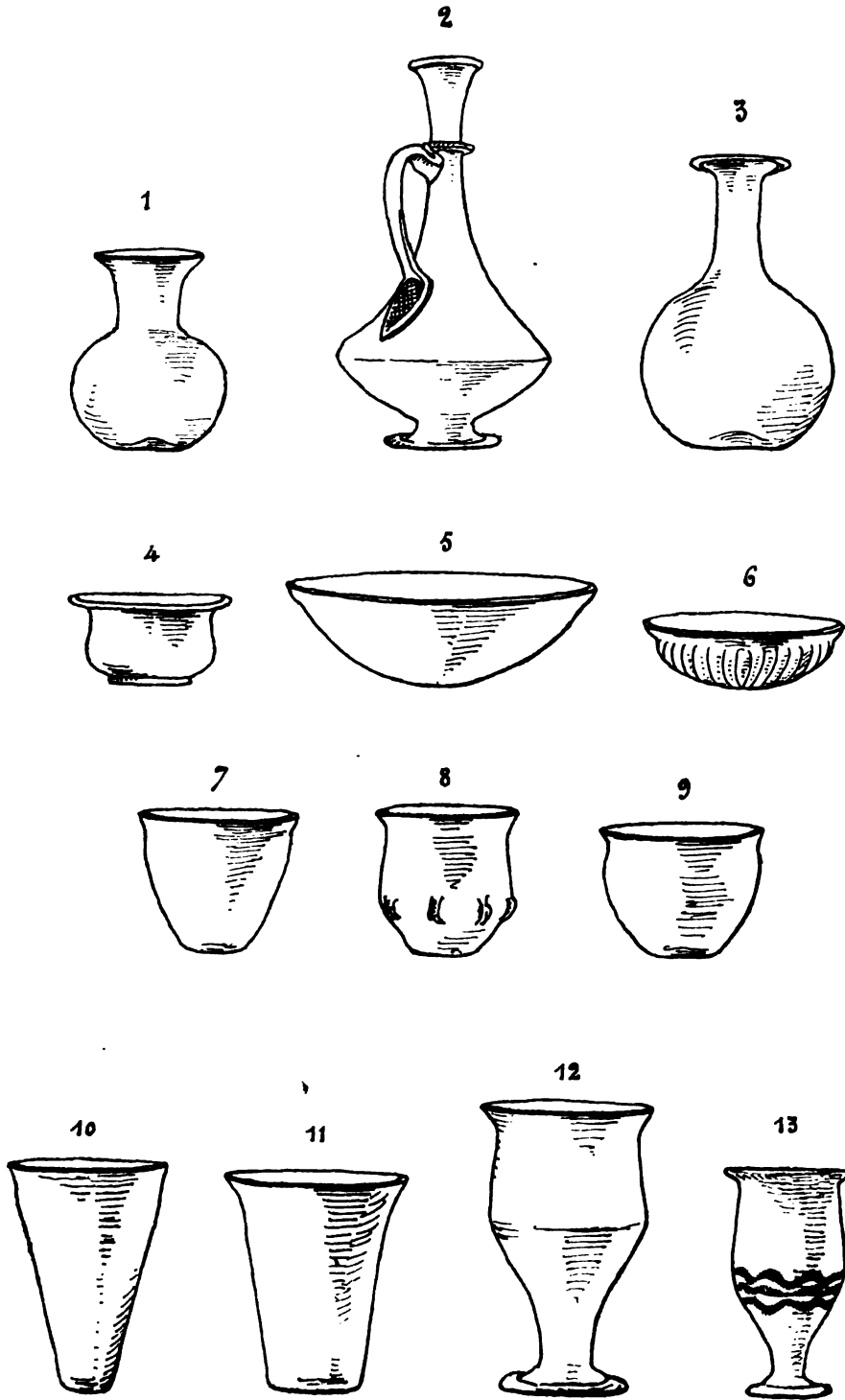


à $\frac{1}{4}$ de la grandeur naturelle.

Vases en terre cuite



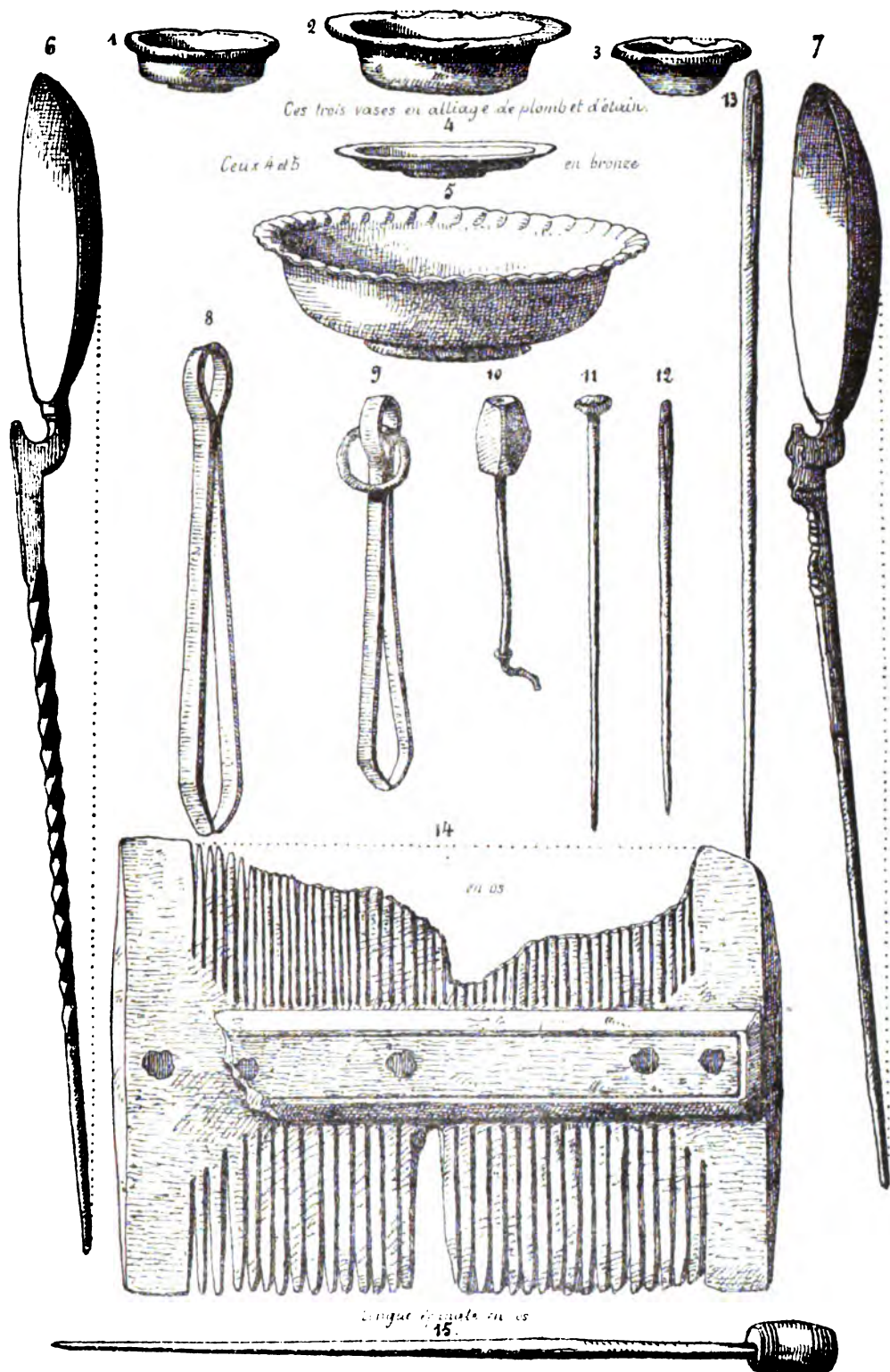
SÉPULTURES GALLO-ROMAINES DE CHEVINCOURT



à $\frac{1}{4}$ de la grandeur naturelle.

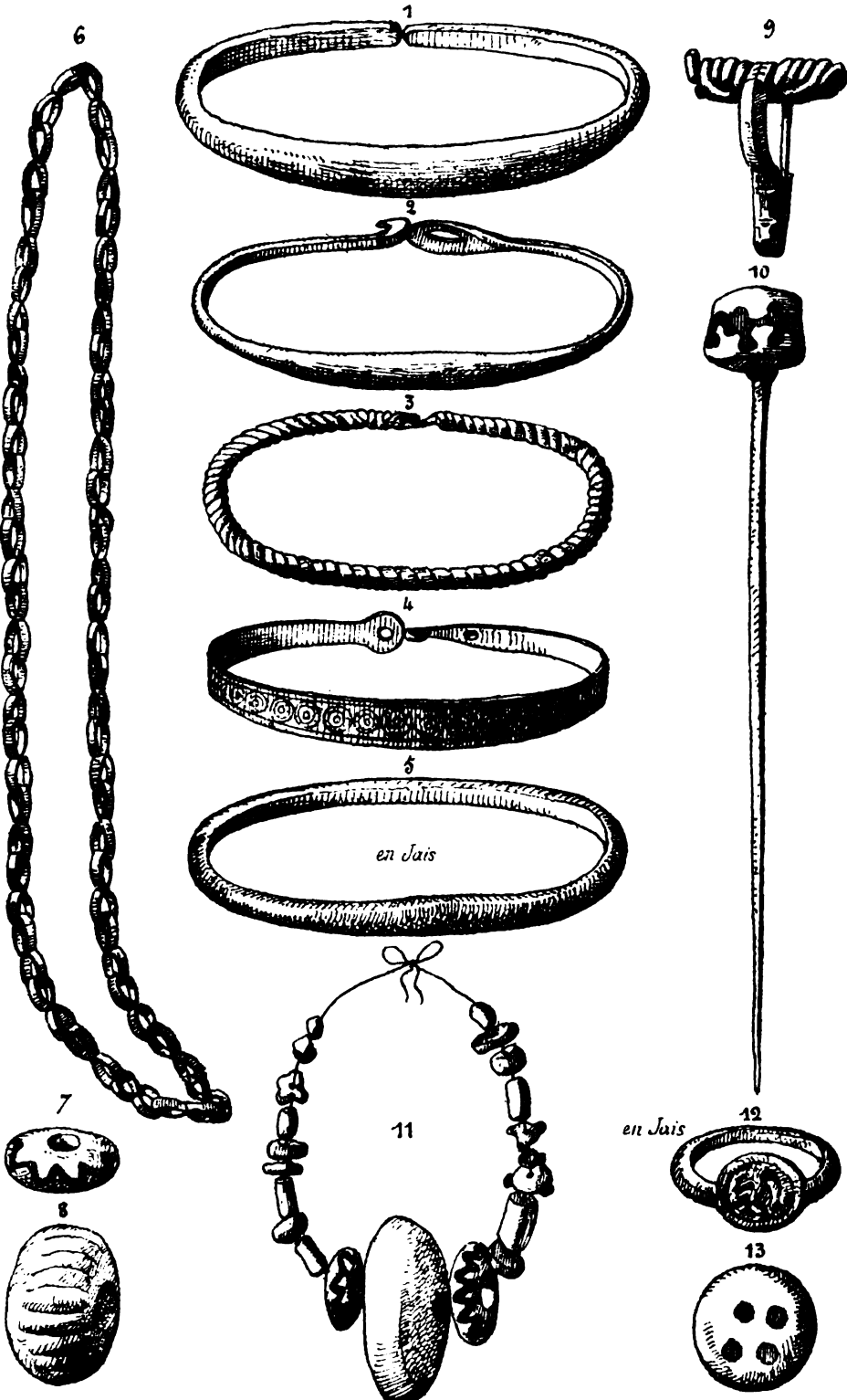
Vases en verre

SÉPULTURES GALLO-ROMAINES DE CHEVINCOURT



Vases en métal et Objets divers

Grandeur naturelle.



Ornements divers

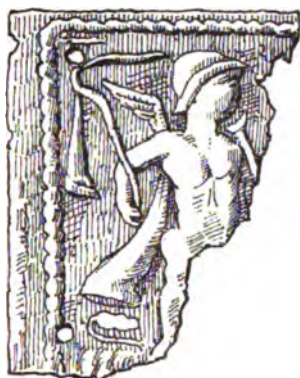
Grandeur naturelle.

SÉPULTURES GALLO-ROMAINES DE CHEVINCOURT

1



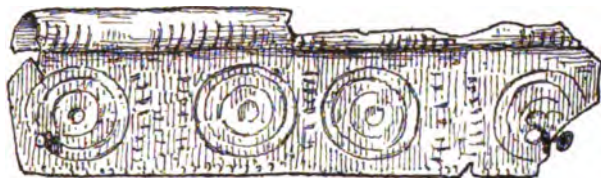
2



3



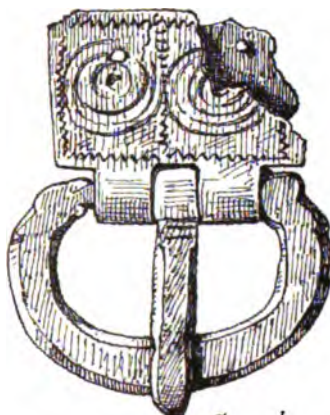
4



5

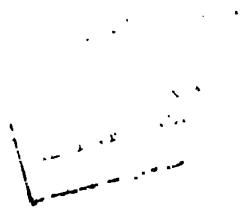


6

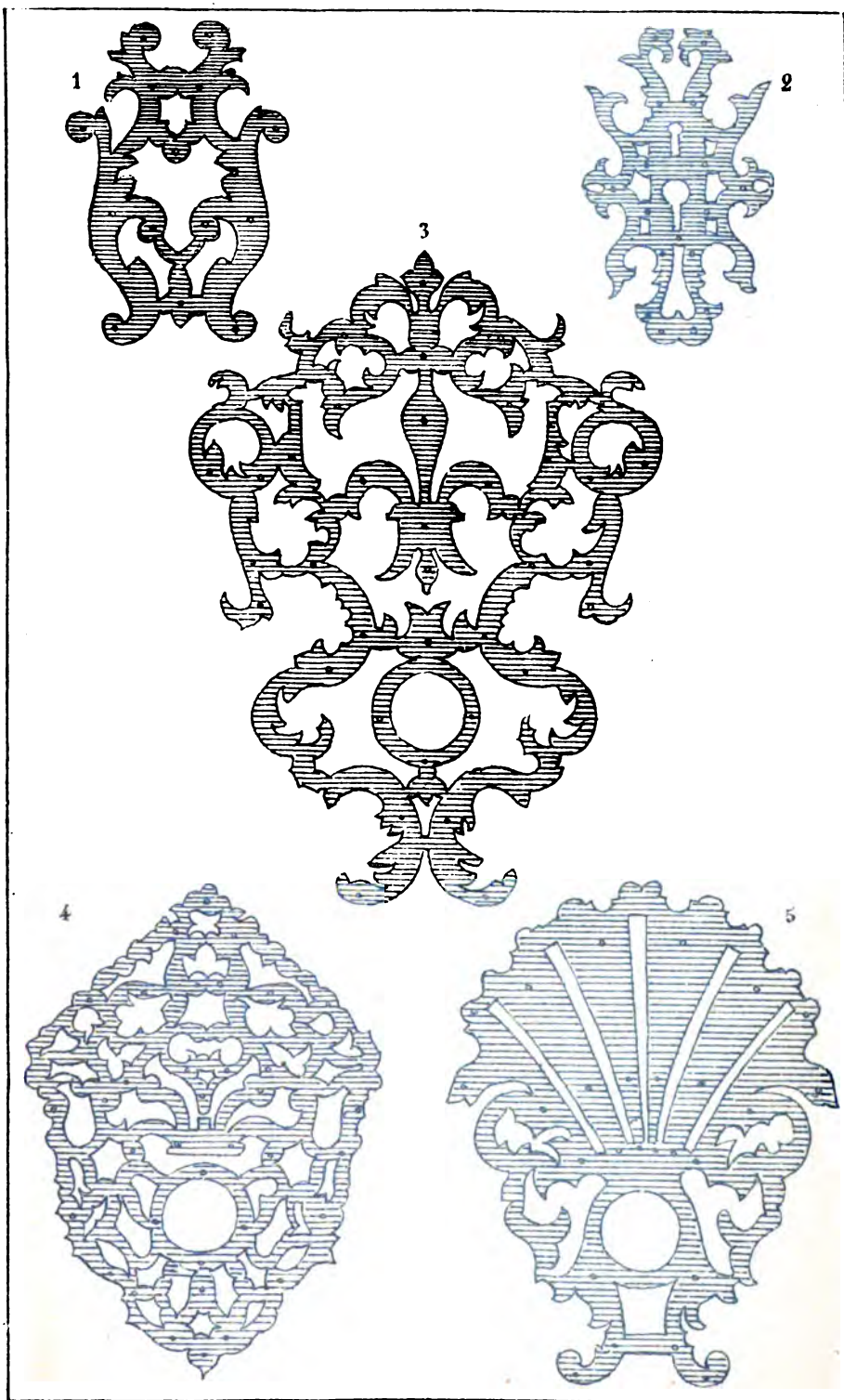


Grandeur naturelle.

Ornements en bronze



ENTRÉES DE SERRURES ET PLATINES DE MARTEAUX

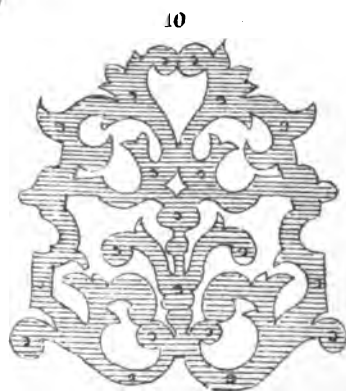
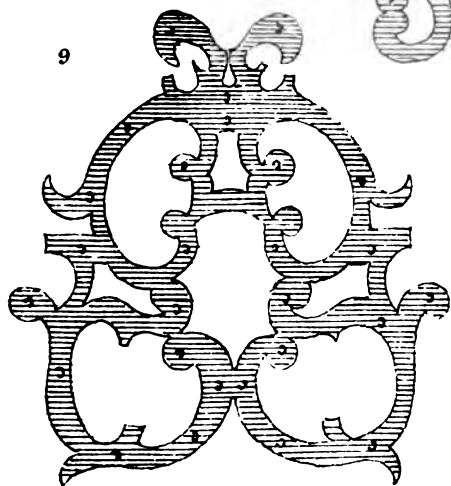
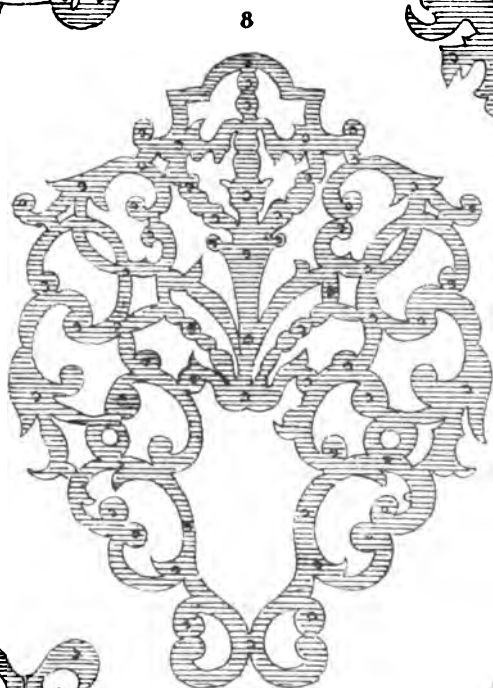
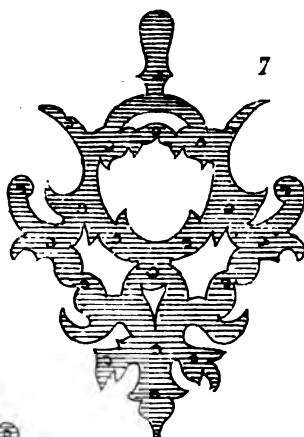
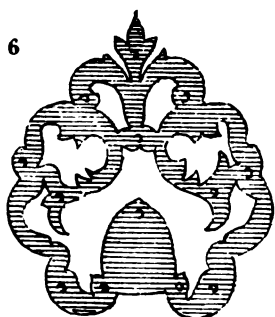


H. Nanthier, del.

A. Auxenfans, aut.

Un quart de l'exécution

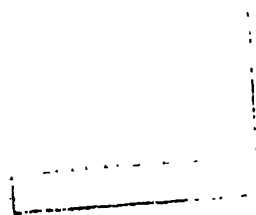
ENTRÉES DE SERRURES ET PLATINES DE MARTEAUX



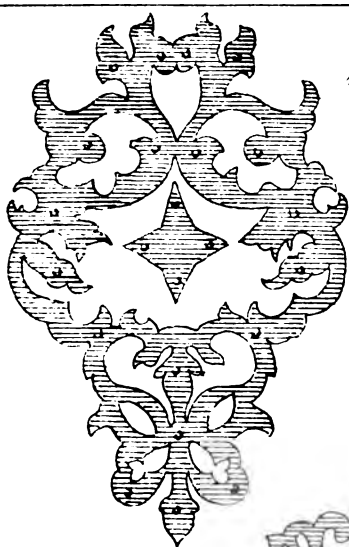
H. Nanthier, del.

A. Auxenfans, aîné.

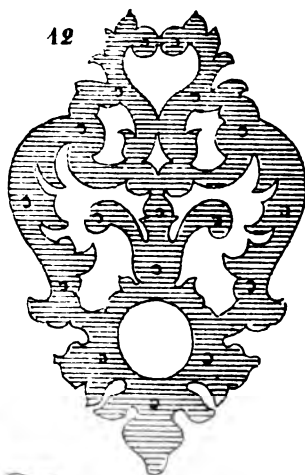
Un quart de l'exécution



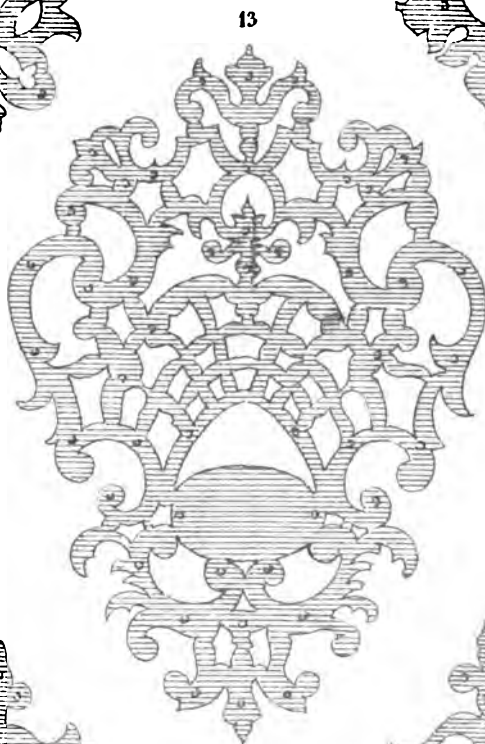
ENTRÉES DE SERRURES ET PLATINES DE MARTEAUX



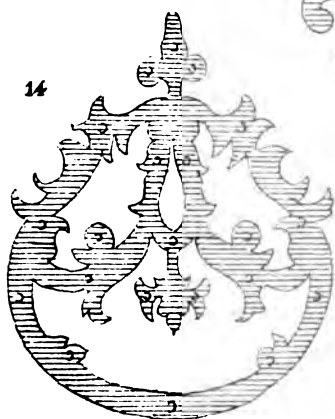
11



12



13



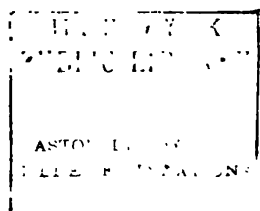
14



15

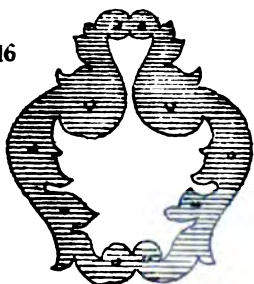
*H. Nanthier, del**A. Auxenfans, aut.*

Un quart de l'exécution

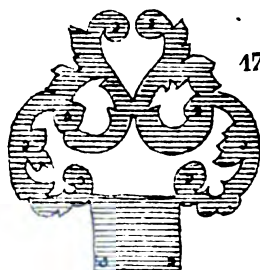


ENTRÉES DE SERRURES ET PLATINES DE MARTEAUX

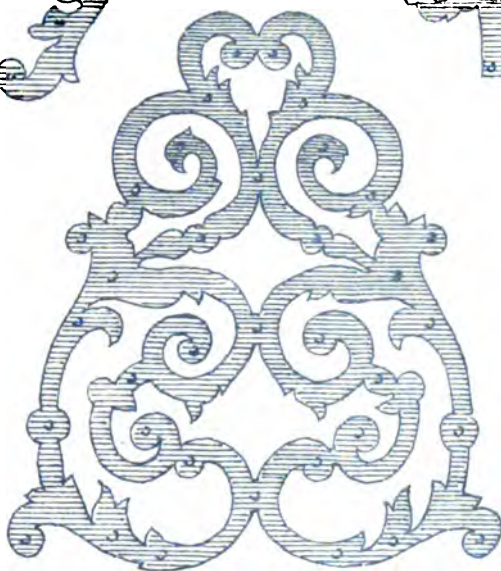
16



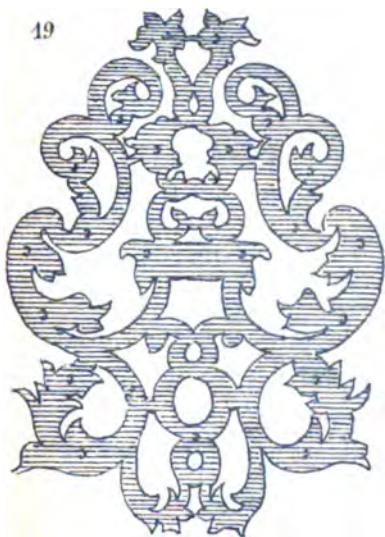
17



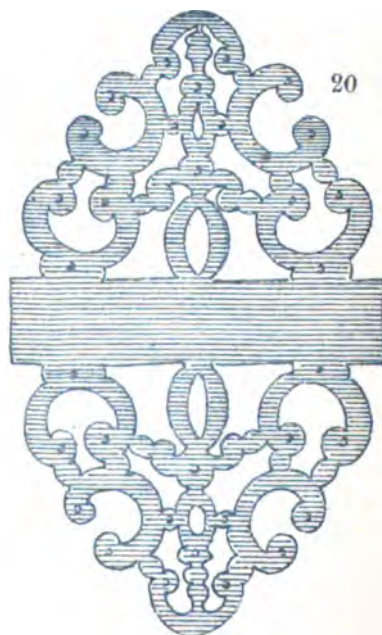
18



19



20

*H. Nanthier, del.**A. Auxenfans, aut.*

Un quart de l'exécution

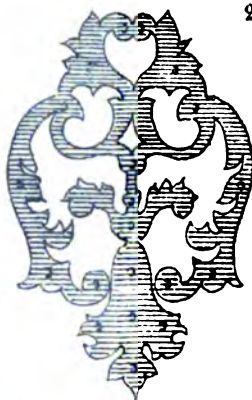
3

ENTRÉES DE SERRURES ET PLATINES DE MARTEAUX

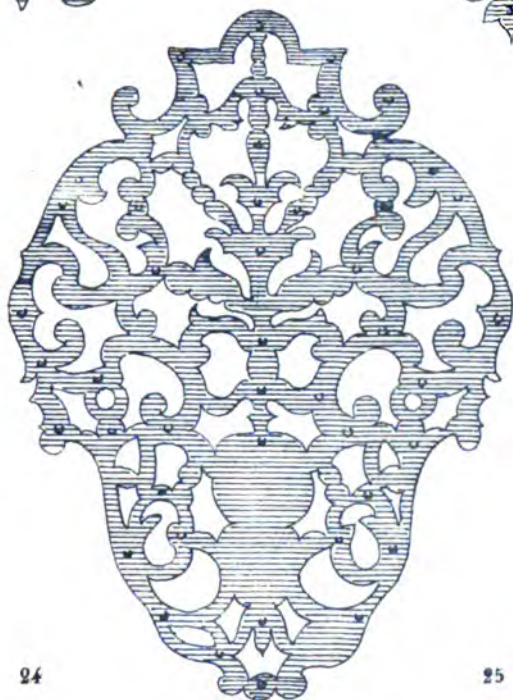
21



22



23



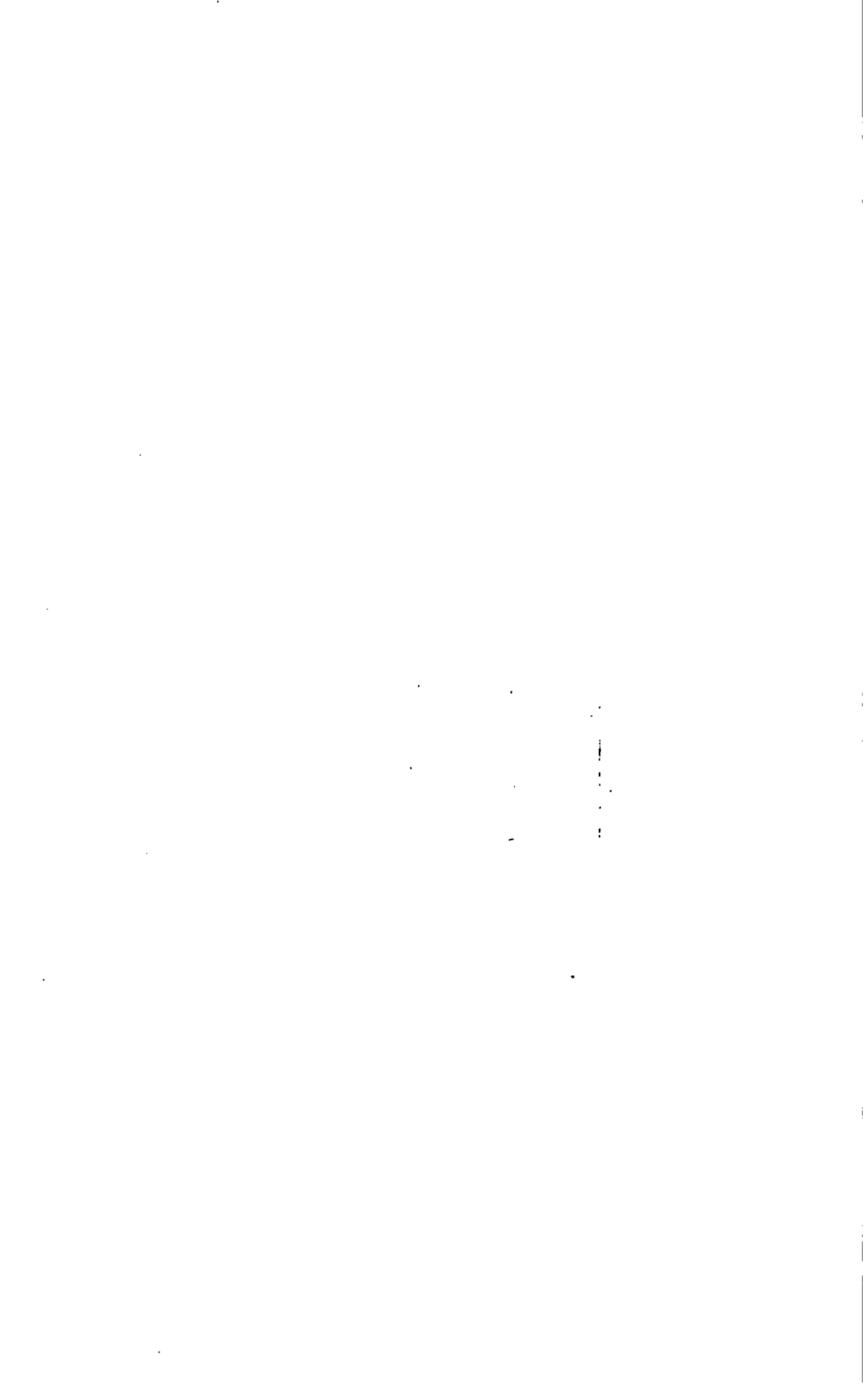
24



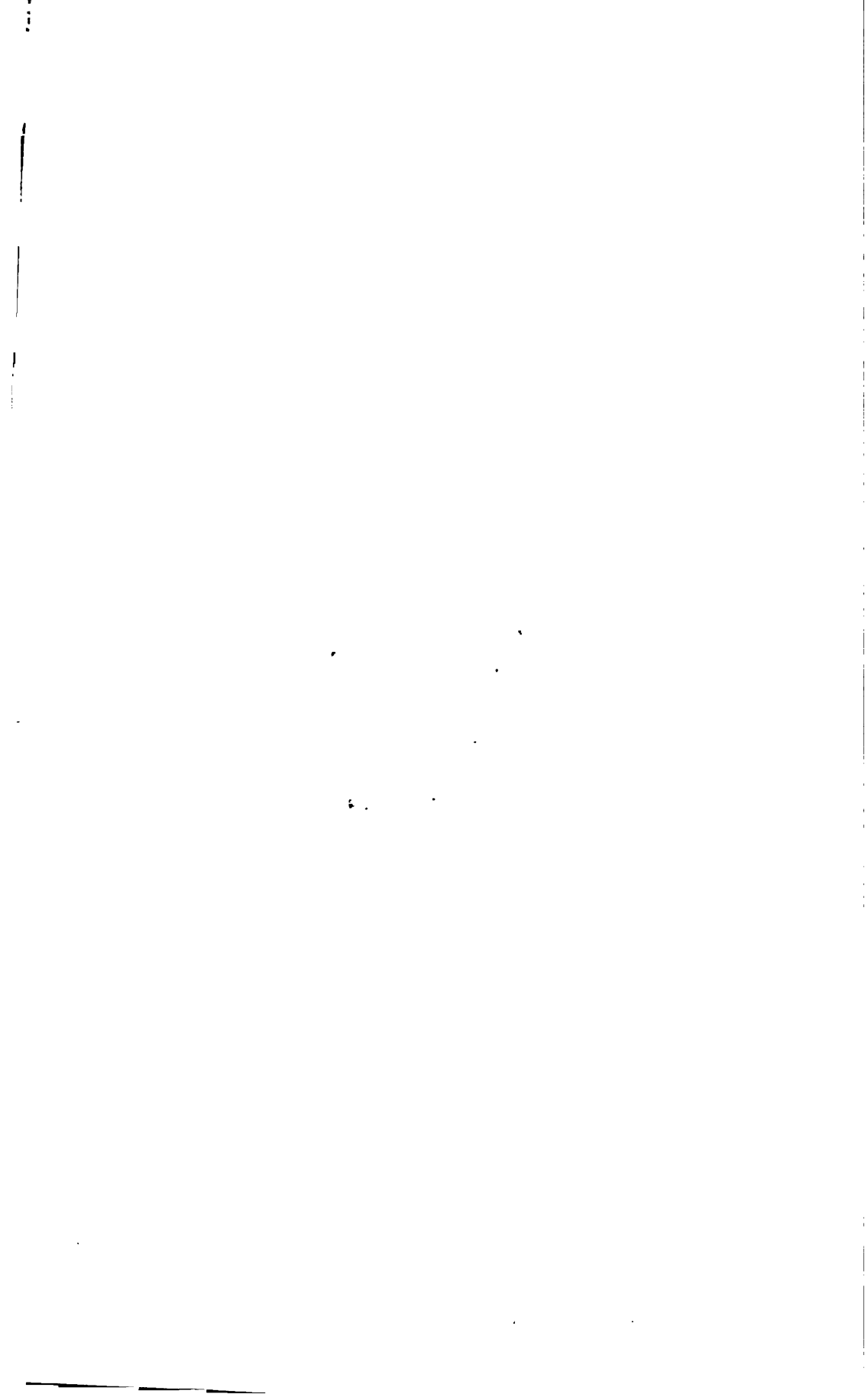
25

*H. Nanthier, del.**A. Auxenfans, aut.*

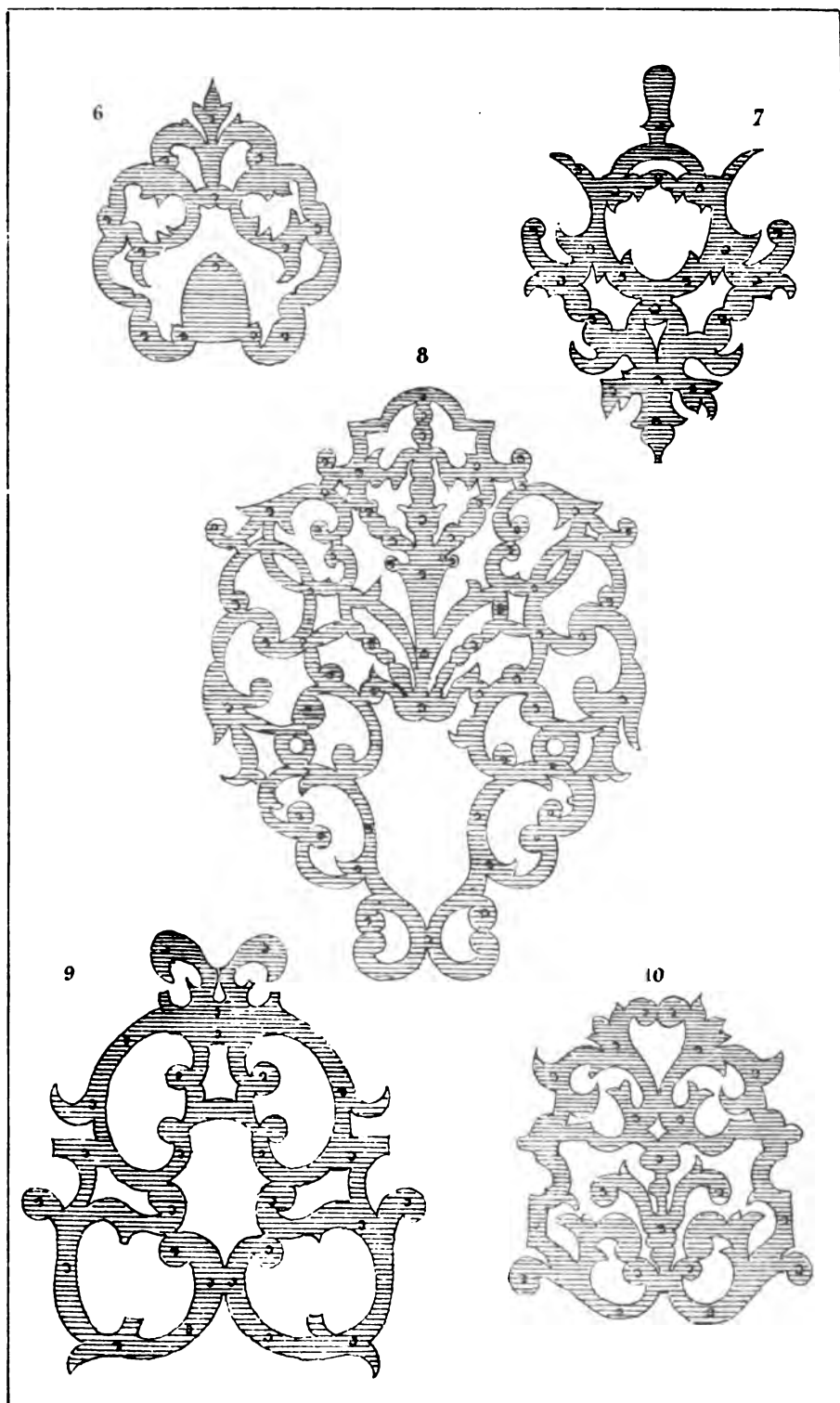
Un quart de l'exécution







ENTRÉES DE SERRURES ET PLATINES DE MARTEAUX



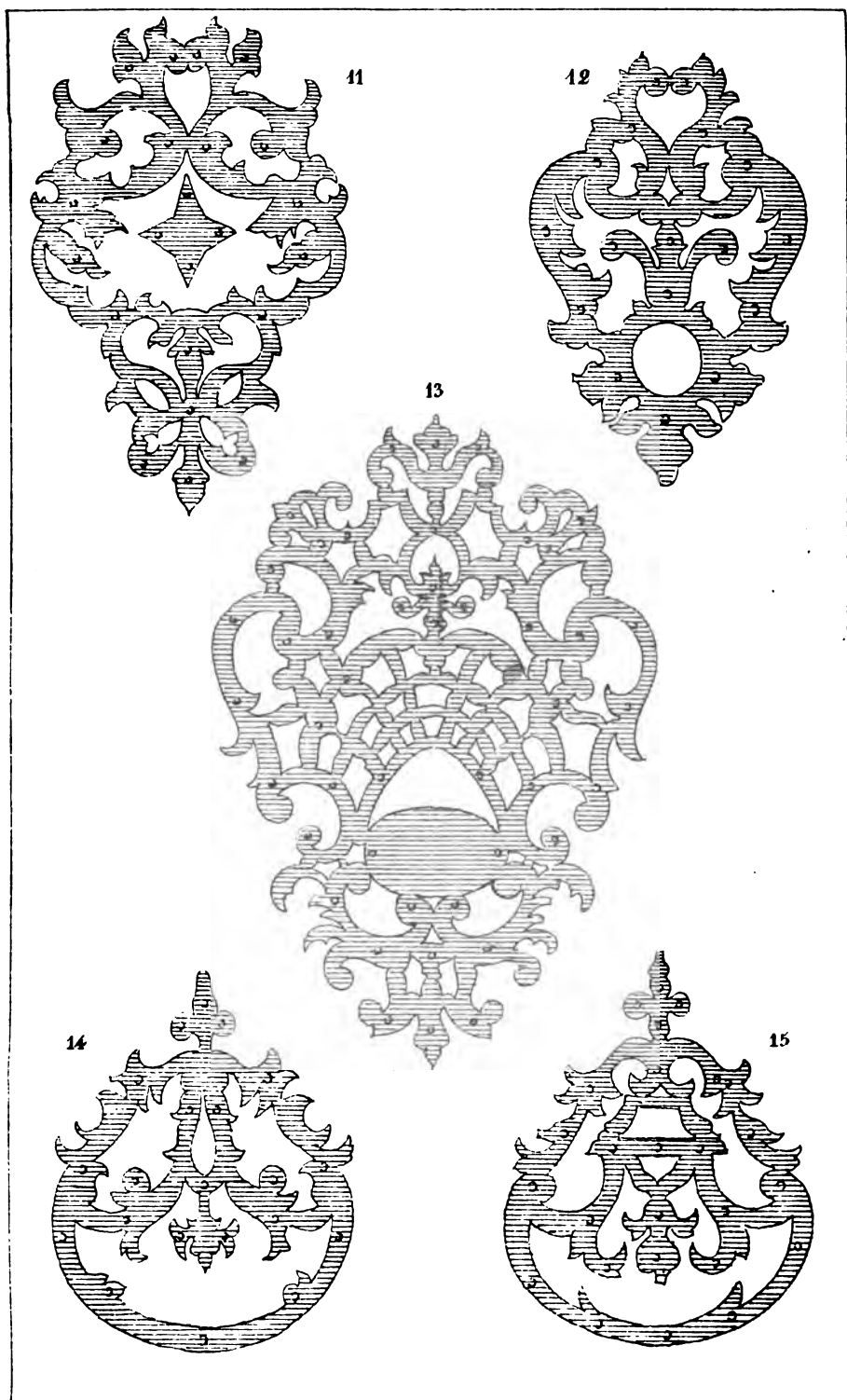
H. Nanthier, del.

A. Auxenfans, aut.

Un quart de l'exécution



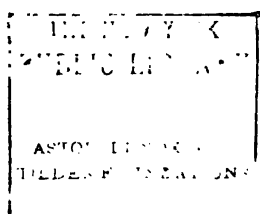
ENTRÉES DE SERRURES ET PLATINES DE MARTEAUX



H. Nanthier, del.

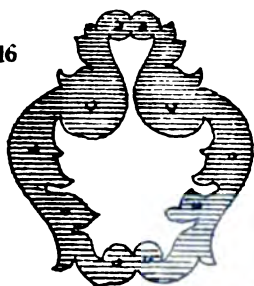
A. Auxenfans, aut.

Un quart de l'exécution

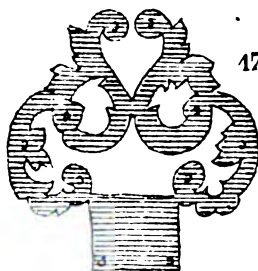


ENTRÉES DE SERRURES ET PLATINES DE MARTEAUX

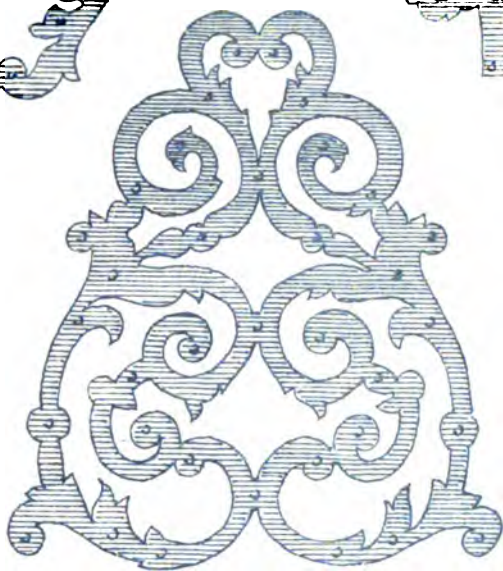
16



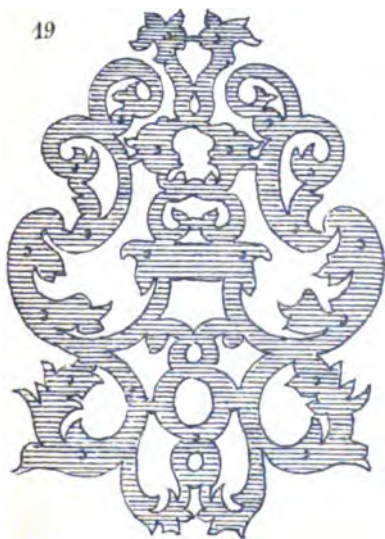
17



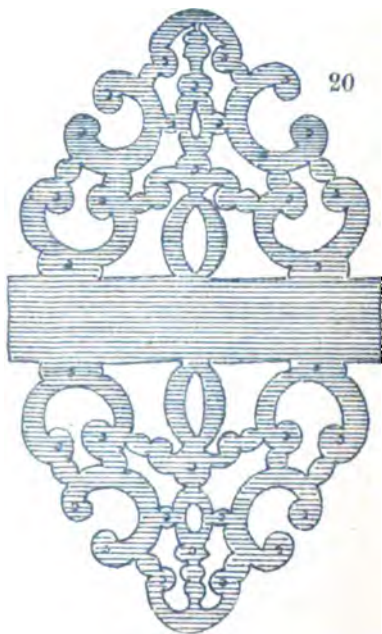
18



19



20



H. Nanthier, del.

A. Auzanfant, aut.

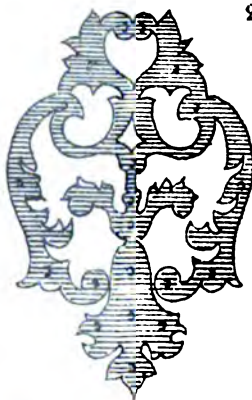
Un quart de l'exécution

ENTRÉES DE SERRURES ET PLATINES DE MARTEAUX

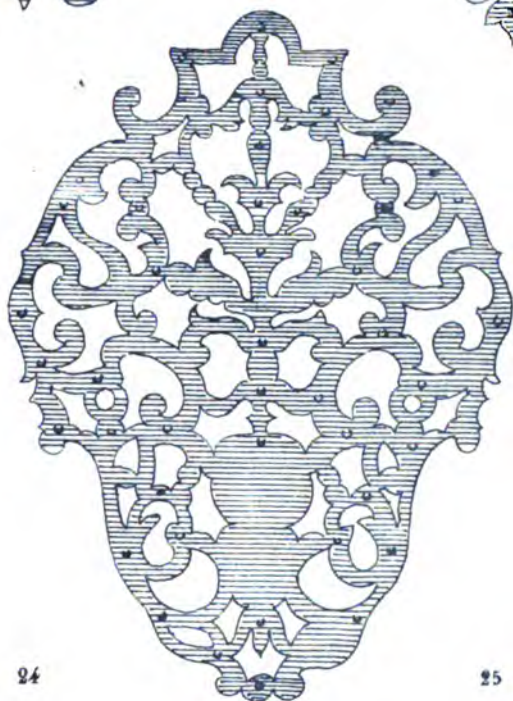
21



22



23



24



25

*H. Nanthier, del.**A. Auxenfans, aut.*

Un quart de l'exécution





PUBLICATIONS

DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE COMPIÈGNE

.....

Bulletin de la Société

- Tome I^{er}, 1869-1873, grand in-8°, 358 pages et 18 planches.
Tome II, 1874-1875, 415 pages et 11 planches.
Tome III, 1876-1878, 325 pages et 4 planches.
Tome IV, 1878, 320 pages et 6 planches.
Tome V, 1882, 326 pages et 11 planches.
Tome VI, 1884, 320 pages et 12 planches.
Tome VII, 1888, 328 pages et 11 planches.
-

Excursions archéologiques dans les environs de Compiègne

1^{re} Série, 1869-1874

Grand in-8°, 1875, 87 pages.

Le Maréchal d'Humières et le Gouvernement de Compiègne

PAR M. R. DE MAGNIENVILLE

Grand in-8° 1881, 250 pages et 5 planches.

Plan de la ville de Compiègne en 1734, levé par Chandellier

Reproduction fac-simile en chromolithographie

EXÉCUTÉE PAR MONROCC, 1887.

Une planche grand-aigle.

EN PRÉPARATION :

Cartulaire de l'Abbaye de Saint-Corneille de Compiègne

PAR M. L'ABBÉ MOREL

Correspondance des Rois de France

AVEC LES

Gouverneurs attournés de la ville de Compiègne

PAR M. LE COMTE DE MARSY.

Excursions Archéologiques, seconde série.



THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
REFERENCE DEPARTMENT

This book is under no circumstances to be taken from the Building

Form 410

